THE LIBRARY
THE UNIVERSITY OF JORDAN

TRENTE-CINQUIÈME ANNÉE — Nº 10 314 — 44 PAGES — MERCREDI 29 MARS 1978

Un nouveau «plan acier» mis au point

10 000 à 15 000 suppressions d'emplois supplémentaires d'ici à 1983

LIRE PAGE 40



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,75; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 350 l.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 13 din.

Tarif des abonnements page 22

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris nº 650572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

UN DROIT COUTUMIER DE LA MER ?

La troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer reprend ses travaux ce 28 mars à Genève. Cette septième session durera sept ou huit semaines... qui s'ajouteront aux quarante et une semaines consacrées, depuis 1974, à essayer de définir un nouveau droit.

Les six premières sessions n'ont abouti à aucun accord formel. La troisième conférence a, cependant, déclenché un processus qui a modifié très profondément le droit de la mer. Un nouveau droit coutumier est déjà entré dans les faits : la plupart des pays maritimes se sont attribué des zones économiques ou des zones de pêche exclusives s'étendant jusqu'à 200 milles nautiques des côtes (370,4 kilomètres, soit 188 milles au-delà des 12 milles — 22,22 kilomètres — de la plupart des eaux territoriales). Bien que ces appropriations résultent de décisions unilatérales, elles sont généralement acceptées et sont même prises en compte lors des discussions bilatérales concernant, notamment, l'accès aux zones de pêche exclusives.

Si, parmi les quelque cent cinquante délégations représentées actuellement à la conférence, un large consensus a été ainsi obtenu sur les zones économiques exclusives, et si un accord peut raisonnablement être espéré sur les problèmes des détroits et des archipels, ou même sur ceux qui sont liés à la pollution et à la recherche scientifique, la question de l'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins reste un sujet de désaccord majeur.

Les «77» pays en voie de développement — qui sont en réalité au nombre de cent dix environ — se considèrent comme les propriétaires du «patrimoine commun de l'humanité», et notamment des nodules polymétalliques qui seront probablement les premières ressources minérales des grands fonds marins à être exploitées. Aussi veulent-ils en limiter, par avance, le rythme d'extraction. A charge pour les Etats industrialisés de fournir les capitaux, les techniques, les équipements et le personnel...

D'autres points de discorde sont à considérer : de plus en plus, les cinquante-trois pays sans littoral, ou géographiquement défavorisés, réclament une part des richesses des zones économiques exclusives de leurs voisins maritimes, qui ne sont guère disposés à partager. Les «77» sont toujours opposés à l'attribution de zones économiques exclusives aux îles ou territoires non indépendants. La reconnaissance de la Communauté européenne en tant que partie à une éventuelle convention n'est toujours pas acquise ; elle est refusée, notamment, par l'U.R.S.S.

En outre, le début des travaux de la septième session va probablement être retardé par le fait que la conférence n'a plus de président. M. H.S. Amerasinghe (représentant de Sri-Lanka) a été mis à la retraite par le gouvernement ceylanais à dater du 18 mars, et ne fait même plus partie de la délégation de son pays. Le gouvernement de Sri-Lanka et de nombreux pays auraient sans doute accepté que M. H.S. Amerasinghe continue, en tant que personne privée, à assurer la présidence. Mais les Etats d'Amérique latine ont refusé.

Au-delà de ces difficultés, on peut se demander si une convention globale définissant un nouveau droit de la mer est absolument nécessaire. Des changements profonds, consolidés par un droit coutumier, sont déjà intervenus. Quand on mesure à quel point les intérêts divergent sur un certain nombre de problèmes, il est difficile d'imaginer un droit écrit acceptable par tout le monde. L'absence de convention formelle ne serait-elle pas préférable, après tout, à l'existence d'une «mauvaise» convention ?

La marée noire en Bretagne

UN RAPPORT DÉNONÇAIT EN JANVIER 1978 LES INSUFFISANCES DES MOYENS DE LUTTE

(Lire page 39.)

Vive tension au Sud-Liban

M. Waldheim lance un appel au respect du cessez-le-feu

Une vive tension règne au Sud-Liban à la suite de l'avertissement lancé lundi 27 mars par le général Weizman. Le ministre de la défense israélien a affirmé que ses troupes « prendraient les choses en main » si les fedayin ne cessaient pas dans les quarante-huit heures leurs tirs de roquettes contre les villages du nord d'Israël.

Préoccupé par la détérioration constante de la situation, le secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, a adressé dans la soirée de lundi un appel à toutes les parties pour qu'elles observent le cessez-le-feu, attirant leur attention sur le « danger d'escalade susceptible de mettre en péril les efforts entrepris par les « casques bleus ».

De source militaire israélienne, on apprenait, ce mardi matin, qu'un bref combat avait opposé au cours de la nuit des unités de l'Etat juif aux fedayin dans la région du pont de Khardala, à l'est du château de Beaufort. Les Israéliens affirment que leurs soldats se sont emparés du pont et, après avoir déminé la région, ont regagné leurs positions, cédant la place à des éléments suédois de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL). A Beyrouth, les forces palestino-progressistes affirment, en revanche, qu'elles ont repoussé à l'aube une attaque de blindés israéliens, partie de Kleia (position conservatrice libanaise), en direction du pont de Khardala.

L'« ambiguïté » de la résolution de l'ONU

M. Bassam Abou Cherif, porte-parole du F.P.L.P., aile « dure » de la résistance palestinienne, a déclaré lundi que l'« *ultimatum* » lancé par le ministre israélien de la défense constituait un « *aveu d'échec pour Israël* ». Il a assuré que les Palestiniens « *ne cesseront jamais le combat contre les forces israéliennes d'occupation* » et a déploré le fait que « *les « casques bleus » ne font rien pour assurer le retrait des troupes juives de la région* ». Dans une déclaration publiée par un journal du matin, ce mardi, M. Abou Ayad, «numéro deux» du Fath, déplore l'« *ambiguïté* » de la résolution des Nations unies sur l'envoi des « casques bleus » et affirme que ceux-ci « *doivent faire reculer les Israéliens jusque derrière la frontière internationalement reconnue* ». « *S'il le faut*, a-t-il ajouté, *nous nous battrons contre les « casques bleus* ». »

Le journal de Damas *Al Baas* (gouvernemental) affirme pour sa part, ce mardi matin, que la Syrie « *ne protégera pas Israël et ne participera à aucune action qui empêcherait les Palestiniens de combattre ses forces au Liban* ». Le quotidien précise : « *Il est hors de question que les forces syriennes se déploient au nord du fleuve Litani pour empêcher les activités des fedayin dans cette région.* »

A Jérusalem, le vice-président du conseil israélien, M. Ygael Yadin, a donné des indications lundi soir sur les « *nouvelles propositions de paix* » soumises par M. Begin au président Carter.

(Lire la suite page 4.)

M. Giscard d'Estaing a entamé ses consultations avec les responsables des formations politiques

M. Valéry Giscard d'Estaing a ouvert mardi matin 28 mars, à 10 heures, la série de ses entretiens avec les responsables des principales formations politiques du pays en recevant M. Jacques Chirac. Le président du R.P.R. s'est entretenu pendant une heure avec le chef de l'Etat. A sa sortie, il s'est borné à indiquer : « Je lui ai fait part de mon sentiment sur la situation politique. J'aurai l'occasion de le faire connaître, mais vous conviendrez que ce n'est ni le lieu ni le moment. »

Le premier ministre devait être reçu mardi, à 15 h. 30, à l'Elysée, pour son audience hebdomadaire qui a lieu d'ordinaire le lundi, et M. François Mitterrand était attendu à 17 h. 30. Au parti socialiste, on souligne que le premier secrétaire du P.S. a répondu positivement à la première invitation officielle qui lui ait été adressée par le chef de l'Etat. Les précédentes tentatives de M. Giscard d'Estaing en vue de rencontrer les dirigeants de l'opposition étaient, en effet, demeurées au stade des déclarations d'intention.

Le P.S. s'interroge sur la nature de son alliance avec le P.C.F.

Alors que M. François Mitterrand rencontre M. Valéry Giscard d'Estaing, un débat sur l'avenir politique du premier secrétaire du P.S. se développe entre « intellectuels de gauche » (lire page 2 l'article de M. François-Régis Bastide). Ainsi se trouve publiquement posée une question qui — même informulée — hante le P.S. Un parti socialiste qui est encore en état de choc après son échec électoral et que ses dirigeants ont le souci de remettre en mouvement en lui proposant de nouveaux objectifs de mobilisation. C'est à la définition de ces objectifs que sera notamment consacré le « séminaire » que le secrétariat national du P.S. tiendra jeudi 30 mars.

La plupart des dirigeants socialistes sont d'accord pour estimer que leur formation ne peut d'ores et déjà se remobiliser dans la perspective de l'élection présidentielle de 1981. D'une part parce que l'objectif est trop lointain, d'autre part parce qu'une telle démarche imposerait un débat sur la place et le rôle du premier secrétaire que nul ne souhaite ouvrir. M. François Mitterrand demeure le fédérateur indispensable d'une formation dont l'une des sources de fragilité réside dans le fait qu'aucun des courants qui la traversent ne dispose à lui seul d'une majorité.

Toute solution de relève du premier secrétaire exigerait la négociation d'un « gouvernement de coalition » et susciterait une sorte de nouveau congrès d'Epinay-sur-Seine, donc l'exaspération des différences. On mesure les risques d'une telle entreprise au ton parfois aigre pris soudain par la confrontation entre les divers courants du P.S. Les minoritaires — le CERES — n'ont pas laissé passer une occasion, depuis le scrutin, pour contester la politique suivie par la direction du P.S., prolongeant ainsi les critiques sévères qu'ils avaient déjà adressées à M. Mitterrand, par l'intermédiaire de la revue *Repères*, à propos de l'échec des négociations d'actualisation du programme commun.

Cette position combative, illustrée surtout par MM. Chevènement et Motchane, ne suscite pas l'enthousiasme de tous les minoritaires.

THIERRY PFISTER.

(Lire la suite page 9.)

SYNCRÉTISME ?

par PIERRE DROUIN

Quand il aura fini d'écouter, de droite et de gauche, les avis des représentants politiques, syndicaux ou professionnels des Français, M. Giscard d'Estaing sera bien embarrassé.

Non *par* les souhaits des uns et *des autres*. Ils seront assez *proches* : lutter plus efficacement contre le chômage, réduire les inégalités, *combattre l'inflation, améliorer* les conditions du travail et comprimer sa durée, pour ne parler que des questions économiques et sociales, qui restent au premier plan.

Non par les effets de surprise : tout a été dit et écrit pendant la campagne électorale. Les programmes des partis sont là, à portée de la main, bien propres sous leur couverture glacée. Les interlocuteurs du président ne pourront rien faire d'autre que de rappeler ce qui leur tient à cœur en priorité, dans les circonstances nées du résultat des élections. *Les* signataires du programme commun ne ressortiront évidemment pas la liste des nationalisations, sur laquelle, au reste, ils n'étaient pas d'accord, mais ils appuieront sur leur conception de la relance, de la fiscalité, de l'abaissement de l'âge de la retraite, de l'augmentation des allocations familiales, etc.

(Lire la suite page 10.)

PAGE 10 :

L'APPARENCE ET L'ILLUSION

par Pierre Viansson-Ponté

LE DEUXIÈME AGE DE L'INTÉGRATION DES NOIRS

Les Noirs américains, au nombre de vingt-cinq millions, représentent environ 11,5 % de la population des Etats-Unis. Ils avaient placé *beaucoup d'espoir en M. Jimmy Carter*, qui paraissait le candidat démocrate à la Maison Blanche le plus favorable à leur cause. Ils ont *eu quelques déceptions, notamment* en matière d'emploi.

Mais le président Carter vient de présenter *les grandes lignes d'une politique urbaine qui* prend en compte leurs problèmes (lire page 6 l'article de Michel Tatu).

I. — Les alliés négligés de M. Carter

De notre envoyé spécial
ALAIN-MARIE CARRON

Chicago. — Un samedi matin, dans un quartier noir de Chicago, M. Andrew Young, représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'ONU, invité par le révérend Jesse Jackson, leader du mouvement PUSH (People United to Save Humanity, *le peuple uni pour sauver l'humanité*), participe à une réunion hebdomadaire *de cette organisation*, qui tient de l'office religieux et de l'asemblée de quartier.

Avec la trentaine de personnes qui se trouvent sur la tribune d'honneur, il se balance en tapant dans ses mains pour souligner le rythme lent d'un gospel. Il entonne avec les autres « *We shall overcome* » (« *Nous vaincrons* »), le chant de ralliement des militants noirs américains, mais sans tendre, comme eux, le poing fermé. Une femme chante une hymne religieuse et dans l'assistance passe un frisson d'émotion.

M. Young explique que la politique étrangère a un effet direct sur l'économie américaine, que la

Il explique que la politique étrangère a un effet direct sur l'économie américaine, que la paix et les bonnes relations internationales favorisent le commerce et l'industrie. La tension les pénalise, puisque ceux qui en souffrent le plus sont toujours les Noirs, « *les derniers embauchés et les premiers licenciés* ». Il est donc nécessaire que les Etats-Unis commercent avec le tiers-monde.

L'ambassadeur aux Nations unies se fait sardonique : il a constaté que les entreprises américaines, et les Etats-Unis en général se montraient maladroits dans leurs rapports avec les gens de couleur. « *Ils ont dû s'arranger avec les Cocos (commies), maintenant il faut qu'ils s'entendent avec les Nègres (niggers)* », dit-il en déclenchant une tempête de rires. Les Noirs n'ont pas ces difficultés, ajoute l'ambassadeur, « *je n'ai pas de problème avec le racisme ; blackboulé comme je l'étais quand j'avais trois ans à l'arrière des autobus du Sud et me demandant pourquoi... On n'a pas besoin d'un diplôme de sociologie quand on grandit dans un ghetto* ». Conclusion implicite : les Noirs sauveront les Etats-Unis *parce qu'ils sont les seuls* à pouvoir servir les intérêts de ceux-ci dans le tiers-monde : « *Si l'on maintient les Noirs hors des écoles, le capitalisme mourra parce que les marchés de l'avenir seront « de couleur.* » Que ce soit vrai ou faux n'a guère d'importance, M. Young a donné à son auditoire ce qui manque à la majorité des Noirs américains (environ 25 millions ; 11,5 % de la population) : le sentiment d'être utiles à la vie nationale.

(Lire la suite page 7.)

Signé par Fred, votre signe est d'or.

J. WALTER THOMPSON

Pendentif scorpion.

FRED

Joaillier, 8, rue Royale, Paris 8e - Tél. : 260.30.65.
Boutique Fred, 84, Champs-Élysées. Hôtel Loews, Monte-Carlo.
Hôtel Byblos, St-Tropez. Aéroport d'Orly. Beverly Hills.

AU JOUR LE JOUR

Qui perd gagne

Du temps où l'U.D.R. était reine en France, on entendait dire qu'il n'y avait place que pour le gaullisme et le communisme.

Ce qu'il y a de nouveau depuis 1972 pour M. Mitterrand, et depuis 1974 pour M. Giscard d'Estaing, c'est qu'en dehors du gaullisme et du communisme nous avons assisté à la résurgence de deux grands courants supplémentaires dans la vie politique du pays. Cela ne s'est pas fait sans mal : en 1977, lors de la bataille pour la mairie de Paris, on ne donnait pas cher de l'avenir du président de la République, qui avait gagné les élections présidentielles mais semblait avoir perdu la majorité présidentielle ; de même, en 1978, certains tirent un trait sur la carrière du premier secrétaire du P.S., qui gagne sans cesse des voix et perd toujours les élections.

Aussi le rendez-vous de l'Elysée est-il également une rencontre entre un homme qui gagne tout en perdant et un homme qui perd tout en gagnant. Cela signifie-t-il que chacun n'y a plus rien à perdre et tout à gagner ?

BERNARD CHAPUIS.

LE FILM D'ANIMATION A ANNECY

Place aux ancêtres

La pluie mêlée de neige n'incitait pas à la balade en ce long week-end pascal, et la salle rouge-velours, entre lac et pelouse du théâtre d'Annecy, n'a pratiquement pas désempli pendant ces trois jours de projections non-stop de films d'animation. Un beau succès pour les troisièmes Rencontres internationales du cinéma d'animation que n'expliquent pas seulement les conditions météorologiques favorables. On est venu parce qu'il y avait beaucoup à voir, et que le programme habilement dosé avait de quoi satisfaire : les spécialistes du cinéma image par image, du cru, de Paris et d'ailleurs ; les non-initiés et les amateurs de cinéma expérimental ; le grand public et les adultes autant que les jeunes.

Le public s'est sensiblement modifié depuis les dernières Rencontres, celles de 1976. Il a un peu vieilli, et les moins de vingt ans, qui avaient constitué la plupart des spectateurs, étaient aujourd'hui noyés parmi des visages plus mûrs. Cela voudrait-il dire qu'on prend les Rencontres au sérieux ? Les responsables du ciné-club d'Annecy, qui les ont lancées il y a six ans, voient, en tout cas, leurs efforts un peu couronnés.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(Lire la suite page 24.)

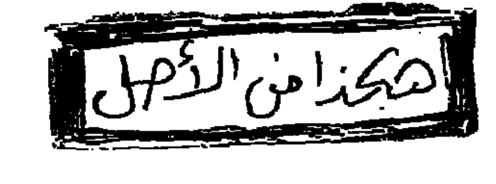
UNE PLAQUETTE DU « MONDE »

Un dossier complet sur les élections législatives

«Le Monde» met en vente aujourd'hui un dossier complet et documenté sur les élections législatives de mars 1978.

Le lecteur y trouvera, au *long des 152 pages de textes*, de cartes et de tableaux, la description des quatre grands courants politiques, la querelle du programme commun, le programme de Blois, l'analyse de l'électorat, l'histoire de la campagne, les résultats complets, commentés circonscription par circonscription, des premier et deuxième tours.

Ce dossier, présenté sous couverture cartonnée, est vendu au *prix de 15 F. Il s'inscrit dans la série des « Dossiers et documents »* publiés par «le Monde» lors des élections législatives de 1973 et de l'élection présidentielle de 1974.



idées

SOCIALISME

Parvenir à un statut adulte

par MARC PAILLET (*)

SANS doute est-il lamentable de voir ceux qui prétendaient nous gouverner ensemble se déchirer dans l'adversité. Inutile d'y insister, le scandale est patent. Mais cette discorde criarde comporte secrètement un danger redoutable. Elle laisse croire que la défaite de la gauche est née de causes superficielles, alors qu'elle doit être recherchée au plus profond.

Comment a-t-on pu oublier un instant qu'il s'agit d'abord de structures, notion abstraite aux implications concrètes redoutables. Ah ! le doux murmure des promesses électorales ! Mais que pèsent les mots *face* à cette réalité : la France est déjà un pays fortement centralisé et son économie est largement étatisée. A partir de là, nationaliser tout le crédit et les neuf plus grandes firmes, soit avec les filiales, les sous-filiales et les dépendances financières, des milliers d'entreprises, n'est pas une affaire de plus ou de moins. C'est basculer d'un monde dans un autre. Jusqu'à présent, cet autre-là a toujours été bureaucratique, ce qui veut dire, dans sa *forme* la plus achevée, totalitaire, dictatorial et obscurantiste. On peut avoir des raisons techniques de nationaliser. Mais on doit savoir que, ce faisant, on bureaucratise ; on ne prolétarise pas.

Sans doute, la gauche prétendait-elle que la France inventerait des solutions originales et qu'on pourrait construire, à partir de structures de plus en plus étatisées, un socialisme de liberté et de justice. Mais où puisait-elle une telle assurance ? Quelque mystérieuse supériorité du peuple français réussissant là où tous les autres ont échoué ? Une sorte de potion *magique* ? Pari immense ! Engage-t-on le destin d'un peuple là-dessus, quand on avoue dans le même temps que nulle part au monde un tel socialisme ne se trouve réalisé ? Vous cherchez les causes des réticences mystérieuses de l'électeur français dans l'isoloir ? Commencez donc par vous *interroger* là-dessus !

Il s'agit aussi de pouvoir. Le parti socialiste et le parti communiste, en définitive, n'appartiennent pas au même univers. Le socialisme français est né de la tradition démocratique. Il n'a pas à en rougir, et, même s'il a ajouté depuis longtemps aux revendications de liberté et de justice des préoccupations essentielles dans le domaine économique et social, il reste l'enfant légitime de la Déclaration des droits de l'homme. La tradition communiste est toute différente : c'est le marxisme-léninisme doctrine totalitaire qui a produit des sociétés totalitaires. J'entends bien que le communisme français a déclaré prendre ses distances avec cela. D'abord, il en reste imprégné pour l'essentiel, on l'a encore constaté. Et que valent les déclarations si l'on se propose de mettre en place tous les rouages qui ont abouti à l'Est aux sociétés que l'on sait ?

L'alignement sur le marxisme

Il se trouve que, pendant dix ans, le P.S. s'est aligné, quant aux bases essentielles, sur le marxisme, en partie sous l'influence de *technocrates* qui avaient découvert le léninisme avec cinquante ans de retard et en ont été éblouis. Etant donné ce que sont les sociétés marxiennes, ce ralliement pourtant faisait question. On avait donc imaginé d'ajouter l'autogestion aux nationalisations, pour leur donner un attrait nouveau et désarmer les critiques. Malheureusement, l'autogestion demeure essentiellement une hypothèse de travail. Ses réalisations sont sujettes à caution — les Yougoslaves eux-mêmes se montrent fort réservés — tandis que l'étatisation des moyens de production est, elle, une réalité impitoyable.

Je me suis souvent interrogé sur la belle allégresse avec laquelle des dirigeants socialistes, qui ne semblaient pas portés *a priori* vers des frénésies doctrinales, s'étaient laissés séduire par des néophytes du marxisme, au moment même où le procès de cette doctrine était en cours. En fait, cela leur fut sans doute d'autant plus aisé qu'une notable partie d'entre eux considèrent les problèmes doctrinaux avec un détachement amusé. Ils sont restés au fond d'eux-mêmes des pragmatistes. Ils tiennent les doctrinaires, idéologues et autres journalistes, pour gens fumeux, passablement irresponsables, raisonneurs en diable et vaguement ridicules dans l'ignorance où ils seraient qu'on peut toujours s'arranger de tout. Y compris du marxisme.

Pourtant ce sont eux les naïfs. Fini le temps du parlementarisme triomphant et de ses jeux byzantins. La doctrine, aujourd'hui, revêt une force implacable. Les dirigeants ont cru sans importance de cautionner des principes qu'ils tenaient pour négligeables. Ils ne savaient pas qu'ils étaient entrés dans une logique qui allait les laminer. Voilà qui est fait. Visiblement, ils n'ont pas encore très bien compris ce qui leur était arrivé.

Et aujourd'hui ils ne sauraient prétendre qu'ils n'ont pas été dûment avertis et à temps. La décennie qui vient de s'écouler depuis les événements de mai 68 a été l'une des plus fécondes concernant la réflexion philosophique, économique, sociologique et politique. Avant même le congrès d'Epinay, nombre de voix se sont élevées pour dire à François Mitterrand, avec amitié et tristesse, qu'avec le programme commun et la stratégie qui lui était liée il se fourvoyait dans une impasse. Aujourd'hui, expérience est faite, il découvre que ces mises en garde étaient fondées.

Une autonomie doctrinale

On parle, pour le parti socialiste, d'une autonomie doctrinale retrouvée. On souligne, sans audace excessive, qu'il faut prendre ses distances avec un programme commun qui, à l'évidence, est défunt. On envisage des formes tout à fait différentes concernant les modalités d'une union de la gauche. Soit. Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Mais...

N'attendons pas des dirigeants une salutaire autocritique. Cela n'est pas dans leur nature. Pourtant, ils ne pourront pas servir dix fois aux Français la même soupe. Après les querelles venimeuses d'avant scrutin, les palinodies de l'entre-deux-tours et les polémiques orageuses de la défaite, que reste-t-il de crédibilité à un gouvernement commun de toute la gauche, sauf à prendre les Français pour des imbéciles ?

Les voici donc au pied du mur. Quant aux structures de l'Etat, quant à l'organisation économico-sociale, quant aux institutions, quant au rôle de la classe politique, etc., tout est à reprendre. Peut-être l'événement n'aura-t-il pas encore convaincu les dirigeants de puiser dans les ressources que la réflexion française leur propose. Pouvons-nous alors leur sugérer que les autres peuples ne sont pas moins intelligents que les Français, que même ils nous ont parfois devancés, que les Anglais, les Suédois, les Hollandais, les Allemands et bien d'autres ont sérieusement réfléchi sur les problèmes qui se posent aux sociétés industrielles modernes ? Alors peut-être, à défaut d'accorder quelque crédibilité à la pensée française, les dirigeants désemparés iront au moins rechercher dans les praticiens des socialismes modernes quelque leçon salutaire d'intelligence et d'humilité. Qui leur apprendront quoi ?

A sa création, en 1969, le parti socialiste avait le choix entre deux lignes : une union de la gauche étroite avec programme commun, stratégie commune, tactique commune, toute solution alternative étant exclue ; ou bien la marche, combien difficile, vers une solution social-démocrate moderne analogue à celle qui est tentée dans d'autres pays de l'Europe industrielle. François Mitterrand a choisi la première solution avec les résultats que l'on sait.

Reste l'autre tentative qui aurait en outre le mérite de prendre en charge tous ces désirs nouveaux de responsabilité, de justice et de liberté que le monde moderne propose avec force et qu'expriment à leur façon les écologistes, les mouvements gauchistes, les fédéralistes et même les libertaires. Qu'on le veuille ou non, l'événement en a fait l'unique recours.

Peut-être l'intensité des malheurs redoublés qui frappent la gauche offre-t-elle une occasion unique de parvenir enfin à un statut adulte du socialisme français.

(*) Journaliste, écrivain.



Rechausser les bottes d'Épinay

par YVES DURRIEU (*)

LE parti socialiste a gagné quatre points par rapport aux législatives de 1973, mais il en a perdu deux ou trois par rapport au capital qu'il avait su accumuler entre les municipales et février 1978. Les socialistes doivent analyser le phénomène en toute franchise et sans rejeter exclusivement les causes sur autrui.

Certes, la classe au pouvoir s'est défendue bec et ongles pour conserver ses privilèges ; certes, le P.C.F. a fait passer ses intérêts de boutique avant l'union de la gauche et a pris le risque de la défaite pour se rééquilibrer par rapport au P.S. Mais le P.S. n'a-t-il pas commis lui aussi un certain nombre d'erreurs fondamentales pendant cette campagne ?

J'en vois deux essentielles :

D'abord les responsables de la campagne nationale n'ont pas su attaquer la droite de façon assez vigoureuse. Il fallait riposter beaucoup plus vivement aux entorses à la démocratie (monopolisation de la télévision par le pouvoir, appel permanent à la peur, refus de l'alternance, escroquerie des *Français* à l'étranger, attitude hypocrite du président de la République). Il fallait surtout mettre concrètement sous le nez des futurs électeurs le contenu des inégalités, non pas à la manière du P.C.F. avec sa « poignée de milliardaires », mais montrer comment vit un P.-D. G., comment vit un médecin à 50 000 francs par mois, comment vit un cadre supérieur à 20 000 francs par mois, avec tous les avantages en nature supplémentaires (« *déjeuners d'affaires* » quotidiens à 200 francs par tête, résidences de « fonction », etc.).

Cela mettait en cause toute une couche sociale; mais cela ouvrait les yeux d'une classe moyenne exploitée au même titre que la classe ouvrière. La campagne du P.S. n'a pas été offensive, par peur de choquer certains. Mais à force de ne pas vouloir choquer on subit les attaques des autres et à force de manquer de vigueur on ne convainc plus.

Une simple concession

En second lieu, il fallait que le P.S. constitue un pôle de propositions, au lieu de vouloir éviter tout risque. Depuis quelques mois, il n'était plus question de l'autogestion, des conditions de la rupture avec le capitalisme, de la régionalisation. On prévoyait la nationalisation de neuf groupes industriels (avec deux cent cinquante filiales), mais l'on ne démontrait plus les avantages de ces nationalisations pour les travailleurs et pour l'économie du pays. On proposait le SMIC à 2 400 francs, mais on avait l'impression que c'était une simple concession aux syndicats et au P.C.F. La défense des nationalisations, la planification, le resserrement de l'éventail des salaires ne semblaient plus emporter la conviction des socialistes. Comment auraient-ils emporté, dans ces conditions, la conviction des électeurs ? On a même entendu certains hauts responsables du P.S. critiquer, au nom de la « rigueur économique » la décision de porter le SMIC à 2 400 francs. Comment nos adversaires n'en auraient-ils pas profité largement ?

Au lieu de refuser, dans le dernier mois avant les élections, le dialogue avec les communistes (que ceux-ci avaient refusé entre septembre et janvier), il fallait être offensifs à leur égard, en leur demandant ce qu'ils entendaient eux aussi par autogestion, comment seraient gérées les entreprises à nationaliser, quels rapports sociaux y seraient créés, comment serait décentralisé et régionalisé le Plan, quel modèle de société était le leur, quelle était leur conception de l'urbanisme, etc. Au lieu de laisser le P.C.F. développer ses thèmes favoris, il fallait le mettre au pied du mur de la négociation, sur nos propres propositions.

En définitive, on a l'impression que le P.S. a voulu à tout prix préserver un capital de voix acquises aux municipales et supputées par les sondages. C'était devenu une équipe de football qui, ayant marqué un but en début de match, joue la *défensive* à outrance tout le reste de la partie pour préserver son avance. Or, tous les sportifs savent que c'est le meilleur moyen de perdre. Pourquoi les responsables du P.S. ne s'en sont-il pas aperçûs à temps ?

Ce qui est à craindre pour l'avenir, c'est qu'au lieu de tirer les conséquences de cet échec le P.S. ne rejette exclusivement la faute sur autrui et ne s'enferme dans un splendide isolement sans fondement politique. Car que peut faire un parti seul ? A quoi a abouti Mario Soares voulant gouverner en cabinet homogène ? Il est désormais allié au parti le plus réactionnaire du Portugal, le C.D.S. !

L'avenir du P.S., c'est de rechausser les bottes d'Epinay et reconstituer ce que F. Mitterrand, à l'époque, appelait « *le grand brassage d'idées du P.S.* ». C'est sur ce capital-là que le P.S. s'est construit, qu'il a abordé la négociation avec les alliés de la gauche et qu'il a assuré son expansion. Le P.S. doit profiter du répit politique qui s'ouvre à lui pour entamer, en dehors de toute fièvre électorale, un dialogue à froid avec ses partenaires de la gauche, ouvrir une confrontation sur les programmes et exiger les garanties de solidarité à laquelle ses partenaires se sont soustraits depuis septembre 1977.

La meilleure de ces garanties serait d'ailleurs qu'ils acceptent la participation de la base au dialogue. Pour ne prendre qu'un exemple, il existe à E.D.F.-G.D.F. un projet de réforme de cette entreprise élaboré par les socialistes et un projet communiste. Il serait utile que les travailleurs des deux partis procèdent à une confrontation de ces deux projets et fassent ensuite remonter les résultats de cette discussion. C'est de cette façon qu'il conviendrait d'enrichir un futur programme de gouvernement.

La gauche n'a pas été défaite sur le programme commun; c'est parce que le programme commun n'existait plus qu'elle a reculé. Il s'agit d'en refaire un nouveau, en associant la base de chacun des partis; les combinaisons d'état-major peuvent être détruites par les états-majors; au contraire, si la base est impliquée dans le processus de décision, les états-majors ne peuvent plus se livrer aux volte-face auxquelles nous avons assisté depuis septembre 1977 et dont les travailleurs font les frais maintenant. Il revient au P.S. de faire de telles propositions. C'est sa vocation (oubliée un moment) que d'être hardi et de rayonner sur l'extérieur.

(*) Membre du comité directeur du P.S.

UNE LETTRE DE F.-R. BASTIDE

M. François-Régis Bastide, écrivain, membre du P.S., nous écrit :

J'ai été plutôt surpris par ces déclarations (1) de Bourgeade, Clavel et Hallier, pleines de soi-disant *amitié* pour François Mitterrand, et l'incitant à *se retirer*. Il y aurait beaucoup à dire, si on avait le temps... Bourgeade, lui, peu avant le premier tour, se prononçait en faveur du parti communiste. *Pourquoi* pas ? Pourquoi, donc, ne va-t-il pas aider les intellectuels communistes, aujourd'hui, à voir clair dans l'attitude de leurs dirigeants ? Ces intellectuels discutent ferme. Bourgeade se fera peut-être entendre de Georges Marchais. Ce serait une bonne chose.

Maurice Clavel, que j'ai vu amicalement avant le premier tour, m'a paru très proche de Mitterrand. Ou alors je suis sourd. Y a-t-il un « Dieu, nom de Dieu » quand les sondages gonflent les voiles de la victoire ? Et un autre, quand une défaite (relative) les affale ? Ne devrait-ce pas être le même ? Pourquoi Clavel, héros de la Résistance, ne parle-t-il pas plutôt de la disparition d'André Boulloche, compagnon de la Libération, dont on n'a vraiment pas assez parlé ? Il y aurait là une belle façon de montrer de l'*amitié* pour le parti socialiste.

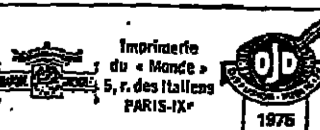
Quant à Hallier, de *Tel quel* à *Paris-Match*, en passant par *l'Idiot international*, un Chili très spécial, des bombinettes, de drôles de chèques, de la pseudo-radio locale écologique, et pas mal d'autres farces, son parcours est trop compliqué pour moi. Dire aujourd'hui à François Mitterrand : « Avouez donc que vous n'êtes pas socialiste ! », c'est plutôt miteux. Si Hallier souhaite (comment en douter ?) qu'on continue à parler de lui, je lui suggère plutôt de s'occuper de la Bretagne, à laquelle il est légitimement attaché, de la Shell, de la marine nationale. Là, au moins, il aura de vraies larmes à verser. Hélas !

Je crois pouvoir dire qu'il n'y a pas un seul écrivain, membre du parti socialiste, ou proche de ce parti, qui ne soit parfaitement reconnaissant et fidèle à François Mitterrand. Il a fait, d'abord, notre parti. Il a fait, ensuite, ce que le parti voulait. Avec une foi et une énergie admirables, évidentes aux yeux de ses pires ennemis. Il continuera, bien entendu. Il ne pouvait pas, de surcroît, changer les dirigeants du parti communiste qui, eux, ont joué, et perdu, sur le dos de plus de la moitié des Français. Je n'insiste pas. Là comme ailleurs, Michel Rocard a été définitif.

Nous avons tous besoin de calme, maintenant, de vraie réflexion, de nouvelles actions. Pas de mots d'auteurs.

(1) *Le Monde* du 24 mars.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe
1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

Le Monde

étranger

LES TENSIONS EN EUROPE DU SUD

EN ITALIE

L'ENLÈVEMENT DE M. ALDO MORO

L'enquête sur l'enlèvement de M. Aldo Moro, président du conseil national de la démocratie chrétienne, semble marquer le pas. Aucun élément nouveau n'est intervenu depuis la publication, le 25 mars, du second communiqué de ses ravisseurs. L'unanimité des premiers jours *se disloque sous l'effet d'une polémique de* presse : « Il Popolo », quotidien de la D.C., accuse certains journaux, dont le « Corriere della Sera », de justifier le terrorisme. Il fait allusion, d'autre part, à l'éventualité d'un congrès extraordinaire de la D.C. en cas de décès de M. Moro.

De son côté, le parti socialiste tient son *congrès à Turin, comme prévu, à partir du* 29 mars. M. Bettino Craxi y sera confirmé dans ses fonctions de secrétaire général.

« Main de l'étranger » et identité nationale

De notre envoyé spécial

Rome. — Dans leur second communiqué, celui du 25 mars, les auteurs de l'enlèvement de M. Aldo Moro — ou ceux qui se présentent comme tels — affirment que *« les forces révolutionnaires doivent calibrer leur stratégie dans une optique européenne qui tienne compte du fait que le monstre impérialiste doit être combattu dans sa dimension continentale »*. Cela admis, ils revendiquent leur appartenance au *« prolétariat italien »*, qui *« possède en soi un immense potentiel d'intelligence révolutionnaire, un patrimoine infini de connaissances techniques et de capacités matérielles »*. C'est enfin *« dans la plus complète autonomie »* que l'organisation du *« parti communiste combattant »* a *« conduit la bataille pour la capture et le procès d'Aldo Moro »*.

Trois thèmes qui répondent aux spéculations immédiatement avancées de tous côtés dans les heures suivant le rapt. Les Brigades rouges *ont-elles saisi* une occasion de définir leur position sur l'échiquier international ? Et quelle crédibilité offre-t-elle ?

La seule unanimité sans restriction qu'on ait pu constater consistait en effet à construire *un raisonnement à partir d'une* réaction tout à fait viscérale, tant chez l'homme de la rue que chez le politique ou l'intellectuel. La presse en était pleine, sous différentes formes, et la définition la plus complète se trouvait *dans de Corriere della Sera : « L'exécution froide, précise, de l'attentat, nous semble* made in Germany, *parce que nous sommes habitués à penser que ce pays fait les choses avec exactitude. (...) Ce n'est pas un délit à l'italienne, ce n'est pas un délit passionnel ; on sent derrière une organisation méticuleuse. »*

Quoique tenus par le professeur Musatti, doyen des psychanalystes italiens, ces propos n'étaient pas avancés comme un diagnostic, mais comme une assertion personnelle. Et leur argumentation ne s'appuyait en somme que sur des indices à partir desquels *se* déchiffraient des pistes.

« La piste allemande » ? Un des hommes du commando avait un *« accent étranger »*. Ou même, il avait crié *« Achtung ! »* à un passant. Les circonstances du rapt rappelaient l'enlèvement de M. Schleyer. Et d'ailleurs on lisait aussi que les services secrets de Bonn avaient, voilà trois mois, averti leurs collègues italiens du jour, du lieu et de l'objectif, de l'opération. Par surcroît, la fille du *général* Gehlen (1), Martha, était venue en Italie, sans qu'on discerne bien *si* c'était au titre de terroriste ou d'agent secret.

« La piste allemande » ? En voilà une preuve : le gouvernement fédéral envoyait des spécialistes pour retransmettre à l'ordinateur du service antiterroriste de Wiesbaden les informations sur le rapt. Ils étaient trente ; non, quatre ou cinq. Bonn annonçait, Rome démentait. En tout cas, c'était des « têtes de cuir », comme à Mogadiscio, équipés des bombes paralysantes que leur avaient apportées des collègues anglais du SAS.

« Piste israélienne » ? Ces Allemands provoquaient la mauvaise humeur de super-spécialistes du Shin beth arrivés à Rome après avoir *signalé une « piste libyenne »* : un mystérieux bateau du colonel Kadhafi aurait croisé entre Piombino et Gaète, avant le 16 mars. Et les projectiles relevés sur les lieux de l'attentat provenaient d'un lot *fabriqué en* Italie *et* expédié, voilà quelques mois en Libye, à moins que ce ne fut en Israël. La *« piste libyenne »* en tout cas faisait le lien avec l'O.L.P.

« Piste française » même. Tullio de Mauro, le plus illustre linguiste italien, démontrait que le premier communiqué des Brigades rouges était très probablement traduit du français. De là à évoquer l'intervention de survivants de l'O.A.S.... il s'en gardait.

« Piste espagnole » aussi, si l'on extrapolait abusivement à partir d'une remarque d'Arrigo Levi, directeur de *la Stampa*, qui estimait que ce texte contenait des hispanismes.

D'autres bruits revenaient en circulation : depuis 1975, les milieux gouvernementaux, et même ceux de l'opposition, assuraient que des terroristes étaient entraînés à Karlovy-Vary (Carlsbad), en compagnie de guérilleros d'autres nationalités. Cela suffisait à remettre en valeur *« la piste tchécoslovaque »*, confirmée par l'origine des armes subtilisées : des pistolets Nagant et Tokarev.

Voilà le catalogue de quelques indices. Est-ce faire preuve de trop de scepticisme que de n'y trouver aucune consistance ? Ils ont cependant été exploités avec tant de force que Moscou, Prague, Tripoli, ont jugé nécessaire de démentir. Démentis qui, bien entendu, n'ont que l'importance qu'on leur accorde. Ils ne prouvent rien de plus que ces indices.

Les grandes manœuvres

Encore fallait-il, à partir de là, bâtir un édifice structuré pour répondre à la question : *« Qui a intérêt à l'enlèvement de M. Moro, et quel est l'objectif ? »*

Là encore, c'est un vaste dessein international qui a été dépeint à partir d'un postulat donné comme tout à fait évident : à la charnière de deux mondes, des deux blocs, l'Italie est depuis la fin de la guerre, une zone de fractures, qui prolonge en Méditerranée la coupure de l'Allemagne. C'est donc le champ de bataille que les manipulateurs de la politique mondiale doivent « déstabiliser ».

Lesquels ? L'Union soviétique d'abord, aussi bien pour *Il Manifesto*, à l'extrême gauche, que pour *Il Giornale*, quotidien de centre-droit, ou pour la *Repubblica*, quotidien socialisant. Moscou, par l'intermédiaire du K.G.B., veut ébranler l'Italie pour en faire *« une carte de rechange »* contre la Yougoslavie, où elle s'implanterait après la mort de Tito. Ou pour *« une dernière mise en œuvre tragique de l'internationalisme prolétarien »*, selon Mario Pirani, de la *Repubblica*.

Les Etats-Unis n'ont pas moins d'intérêts à cette *« déstabilisation »*. La preuve, avancée par *Lotta continua : le rapt* de M. Moro est intervenu vingt-quatre heures après l'entrée des troupes israéliennes au Liban, inspirée par Washington, comme on le sait ! Mais, dans cette explication, revoici l'Allemagne de Bonn : *ou* bien, c'est Franz-Josef Strauss, utilisant les services secrets dont le Q.G. est dans son fief de Munich, pour mettre en place en Italie un régime conservateur. *Ou* bien, c'est la social-démocratie, inspirant Mario Soares et le cabinet centriste espagnol, et voulant qu'en Italie le compromis historique soit au service d'une hégémonie *allemande sur l'Europe*.

De tels « Kriegspiel » ont été suggérés parfois avec force, par des hommes politiques responsables. Ainsi, Claudio Signorile, dirigeant du parti socialiste, affirme : *« Trop d'éléments concordent : il existe un cadre précis de déstabilisation de l'Italie, le pays le plus important politiquement de la Méditerranée. »* Mais, au stade actuel des enquêtes, aucun élément n'en fait autre chose qu'un jeu intellectuel.

Si ce recours à « la main de l'étranger » est aussi spontané, aussi général, c'est qu'il résulte *d'un très ancien réflexe dans* cette nation italienne, dont on oublie trop que l'histoire est celle d'occupations et de partages entre les grandes puissances européennes, Espagne, Empire romain germanique, Autriche, même la Grande-Bretagne. Un siècle de conscience nationale, c'est fort peu à l'échelle du temps. Au demeurant, depuis qu'ont commencé les ébranlements à l'extrême gauche, après 1968, l'inspiration étrangère — chinoise ou soviétique — a souvent été dénoncée.

Faute de véritables preuves, on peut néanmoins tenir pour vraisemblable que des terroristes étrangers et des services secrets ont agi en Italie, au moins pour y mener leurs luttes propres : les agitateurs de la Grèce des colonels contre les étudiants exilés, les Palestiniens contre les Israéliens, ont laissé des traces. Jusqu'à quel point se sont-ils mêlés au terrorisme proprement italien ?

L'absence du nationalisme

A toutes les manifestations de fascination devant l'efficacité du terrorisme, de croyance dans la perfection étrangère — comme si la technique de l'enlèvement n'avait pas *été* mise *au point* depuis une dizaine d'années par les Italiens eux-mêmes, — Alberto Ronchey, commentateur politique du *Corriere della Sera*, a opposé quelques chiffres : l'Italie a connu 702 actes de terrorisme *en 1975, 1 198 en 1976, 2 128 en* 1977. Faisant état d'une enquête du P.C.I., qui estime que pour 700 à 800 clandestins, 10 000 complices seraient aux limites de la légalité et fourniraient aux premiers le milieu de survie, Alberto Ronchey ajoute que 243 personnes sont *actuellement* accusées de constitution de bandes armées contre 90 en Allemagne.

Une telle réalité ne résulte pas d'une invasion étrangère, même s'il existe des liens éventuels avec d'autres groupes terroristes. Mais elle s'enracine dans une situation proprement italienne qui a été constamment sous-évaluée par crainte peut-être d'affronter cette « *inspiration étrangère* » qui lui fut *toujours* attribuée. Lorsque Giangiacomo Feltrinelli voulait, en 1969, avec ses GAP (Groupes d'action partisane) faire *« de la Sardaigne un nouveau Cuba »*, il invoquait un modèle étranger, *certes, mais* en était-il l'exécutant ?

Il vivait alors dans la hantise d'un coup d'Etat de droite qu'on attribuait à la C.I.A. Mais toutes les tentatives faites en ce sens, démasquées au cours des années *très partiellement, se sont révélées* comme exploitation d'un climat et de groupes purement italiens.

Il n'y a pas plus de raison de croire fondée la thèse que s'attribuent les Brigades rouges que celle d'un complot international. Ce sont des pétitions de principe que rien n'étaye. Sauf ceci : les procédés utilisés sont les mêmes *que ceux des Montaneros ou* des fedayin. De là à leur associer les Brigades rouges dans une stratégie coordonnée d'un mystérieux poste de commandement...

Ce recours, à la fois sentimental et intellectuel, à *« la main de l'étranger »*, *cette propension* à considérer que l'Italie n'est rien d'autre qu'un enjeu, un théâtre d'opérations pour les autres, exprime pourtant en négatif une absence : celle d'une identité nationale qui serait capable d'inspirer un rebondissement collectif. Ramenés à leurs propres forces, face à face avec eux-mêmes, les grands courants de l'opinion mettent hors jeu le nationalisme.

L'un des derniers intellectuels qui représente, non sans aimer à en faire un défi, l'héritage d'une pensée libérale et nationale, Luigi Barzini, faisait remarquer ce que personne *n'avait relevé* : lors des obsèques à Saint-Laurent-hors-les-murs des cinq membres de l'escorte de M. Aldo Moro, les seuls drapeaux italiens étaient sur les cercueils.

Ce que brandissaient les jeunes militants communistes et démocrates-chrétiens associés dans l'assistance, c'étaient les emblèmes blancs *ou* rouges *de* leurs partis. L'alliance des deux formations adversaires de l'Etat libéral, est-ce donc le lendemain de l'Italie ? Il est vrai que le modèle de cet Etat a été donné par la Grande-Bretagne et la France. *En revanche*, la *démocratie-chrétienne* sort totalement de la réalité italienne. Les problèmes posés par les suites de l'enlèvement de M. Moro, la *« main de l'étranger »* contribuera-t-elle à les résoudre ?

JACQUES NOBÉCOURT.

(1) Surnommé « le général sans visage », Reinhard Gehlen fut jusqu'en 1968 le chef du service de renseignements fédéral de Bonn.

SEUIL

"Un livre capital pour comprendre la crise du cinéma. Et tenter de la résoudre."

François-Régis Bastide (Le Masque et la Plume)

RENÉ BONNELL : LE CINÉMA EXPLOITÉ

384 pages - 65 F

EN ESPAGNE

APRÈS AVOIR FORMÉ UN EMBRYON DE GOUVERNEMENT RÉGIONAL

Le Pays basque est déchiré par des querelles intestines

M. Jesus-Maria de Leizaola a déclaré lundi 27 mars à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques) que le gouvernement basque qu'il préside ne serait pas dissous « aussi longtemps que n'existerait pas en Euskadi (Pays basque) une *légitimité semblable à celle de 1936, née de la* volonté populaire ». M. de Leizaola a demandé à M. Frank Church, sénateur démocrate américain de l'Idaho qui lui rendait visite à Saint-Jean-de-Luz, de transmettre au président du gouvernement espagnol, M. Adolfo Suarez, son désir de voir le Pays basque bénéficier d'une véritable autonomie.

M. Church, qui a passé le week-end à Bilbao, au Pays basque espagnol, à l'invitation du parti nationaliste basque (P.N.V.), doit être reçu à *Madrid par le roi Juan Carlos. Le sénateur* américain, connu pour ses sympathies envers les Basques, pourrait aider au retour en Espagne du tableau de Pablo Picasso « Guernica », qui se trouve actuellement au Musée d'art moderne de New-York.

De notre envoyé spécial

Bilbao. — Le Pays basque a gagné la reconnaissance de son drapeau, de sa langue, obtenu l'amnistie de ses prisonniers politiques, formé un embryon de gouvernement régional. Le droit lui a été accordé de récupérer tout ou partie de son autonomie d'autrefois. Si la plupart de ses organisations séparatistes restent illégales, elles sont loin d'être clandestines. En outre, l'une d'entre elles, l'E.I.A. (Parti de la révolution basque) a été officialisée voici deux mois. La *pacification de la région devrait* donc s'amorcer. Or, elle n'a jamais paru aussi difficile. Le franquisme offrait une situation insupportable mais limpide. La plupart des Basques se révoltaient contre un pouvoir central « oppresseur ». La principale contradiction résidait dans l'attitude de la grande bourgeoisie, basque par ses origines, mais centraliste par intérêt. L'après-franquisme est moins douloureux, mais aussi plus embrouillé. Cette fois, ce sont les Basques qui se déchirent entre eux.

Il y a quelques jours, par exemple, l'ETA publiait un communiqué d'une rare violence pour attaquer non pas son adversaire de toujours — le gouvernement madrilène — mais des formations comme le mouvement communiste qui se réclame comme elle du socialisme, ou bien un parti « Abertzale » (patriote) comme l'E.I.A. qui plaide comme elle en faveur de l'indépendance et de la révolution.

Les guérilleros avaient accueilli avec hostilité le Conseil général basque, l'auto-gouvernement de la région. Le président du conseil, M. Ramon Rubial, ne les a pas moins invités publiquement à dialoguer avec *lui. L'offre était* de toute évidence vouée à l'échec. M. Rubial croyait pouvoir démontrer à l'ETA que la violence était inutile, *« la voie politique étant le moyen le plus adéquat de transformer le pays »*. Mais, *comme il n'a, de son* propre aveu, aucun contact avec l'organisation clandestine, il a jugé préférable, *« pour des raisons de sécurité »*, nous dit-il, que ce soient les guérilleros qui fassent, s'ils le veulent, le premier pas vers lui.

Le premier pas a été fait, mais en sens inverse. L'ETA vient de qualifier le Conseil général de *« marionnette aux ordres de Madrid »*. Et il a affirmé que c'était *« une honte pour tous les Basques »* que son président soit aussi celui du parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.). M. Ramon Rubial est, en effet, *militant socialiste depuis l'âge de* seize ans. Il a passé dix-neuf ans dans les prisons de Franco. Il préside un parti qui a été décimé au lendemain de la guerre civile. Mais ces états de service antifranquistes ne valent guère aux yeux de l'ETA, *pour qui* le P.S.O.E. est disqualifié d'avance par le fait qu'il s'agit d'un parti *« espagnol »*.

Les nationalistes modérés du P.N.V. (parti nationaliste basque) et les socialistes ont élaboré *ensemble* le *projet de pré-autonomie*. Ils occupent dix des quinze sièges du Conseil général. Ils espèrent obtenir, par des moyens politiques, parlementaires, assez de pouvoirs régionaux pour désamorcer *les partisans de la* violence. Mais le P.N.V. a retrouvé lui aussi sa vieille méfiance à l'égard des partis *« espagnolistes »* et, plus concrètement, du P.S.O.E. Il est convaincu en effet que le parti socialiste s'est mis d'accord avec le gouvernement Suarez pour obtenir l'élection de M. Rubial à la présidence du Conseil général, et pour faire *voter dans ce sens les conseillers* basques centristes, alors que cette présidence aurait dû revenir, selon lui, à un nationaliste, en l'occurrence à M. Juan Ajuriaguerra, l'*« homme fort »* du plus ancien et du plus important des partis *« abertzale »* de la région.

Le malaise est encore plus accentué au sein de l'extrême gauche. Un premier clivage était apparu au moment des élections du 15 juin, entre les *« participationistes »* et ceux, proches *pationnistes »* et ceux, proches de la branche militaire de l'ETA, qui continuaient de parler de *« dictature »*, comme si le franquisme était toujours en place. La rupture, cette fois, s'est produite entre les *« espagnolistes » du mouvement communiste* et les *« abertzale »* de l'E.I.A., qui étaient allés ensemble aux élections sous l'étiquette d'*Euzkadiko Eskerra* (gauche basque).

Les premiers n'ont pas accepté que ce soit un *« abertzale »*, *M. Juan-Maria* Bandres, *sénateur* du Guipuzcoa, qui représente l'extrême gauche au sein du Conseil général. Ils font également état de profonds désaccords idéologiques : *« L'E.I.A. veut opposer le peuple basque au peuple espagnol*, nous dit l'un des dirigeants locaux du mouvement communiste. *Il ne tient pas compte de la diversité de la population locale, composée en grande partie d'immigrants. Pour lui, il y a d'un côté les vrais Basques, et de l'autre des citoyens de seconde classe, ceux qui ne sont pas nés dans la région. »*

Les *« abertzale »* ne s'entendent pas mieux entre eux. Le seul député que compte l'E.I.A., M. Francisco Letamendia, constate avec amertume qu'il est à la fois critiqué par la presse madrilène — elle lui reproche ses prises de position en faveur de l'ETA — et par les guérilleros, ceux-ci condamnent l'E.I.A. pour son *« réformisme »* et parce qu'elle utilise le combat politique alors qu'ils ne croient, eux, qu'à la lutte armée.

Le panorama *politique* est *donc* compliqué à l'extrême. La constitution du Conseil général, le 17 février dernier, n'a pas encore réussi à l'alléger, ni à le clarifier. Bien des Basques estiment que cette amorce de gouvernement régional est venue trop tard, et que son autorité est plus « morale » que « réelle ». Ils disent que le Conseil général ne pourra résoudre aucun problème parce qu'il n'a aucune attribution. C'est l'opinion de l'extrême gauche, c'est aussi celle *d'un des maîtres de forges* de Bilbao, M. Olara, qui affirme que le Conseil ne pourra que décevoir : *« Il compromettra donc l'idée même d'autonomie. »*

L'énergie nucléaire

L'un des premiers problèmes qui se sont posés au Conseil géné*ral est celui de l'énergie nucléaire.* Une centrale atomique est en construction à Lemoniz, à une vingtaine de kilomètres de Bilbao : ses deux unités en cours d'achèvement, au bord de l'océan, devront fournir près de 2 millions *de kilowatts-heures et combler* une bonne partie du déficit énergétique d'une région fortement industrialisée, mais qui n'a produit en 1977 que 30 % de l'électricité qu'elle a consommée.

L'Espagne possède déjà trois centrales, qui n'ont guère soulevé de polémique. Elle en a sept en chantier. Celle de Lemoniz a été *commencée* il y a *quatre* ans, de façon discrète — trop, au dire de ses adversaires. Ceux-ci reprochent au constructeur, Iberduero, compagnie privée qui produit le quart de l'électricité espagnole, d'avoir choisi l'emplacement de la centrale *sans* consulter la population, et même en obtenant des passe-droits administratifs.

Un comité pour une côte basque *« non nucléaire »* s'est constitué. Les arguments développés de part et d'autre sont ceux qui ont cours dans d'autres pays. La compagnie affirme que toutes les mesures de sécurité ont été prises et que la centrale est proche de Bilbao, comme d'autres le sont de grandes villes européennes. L'alarme a été donnée quand le *bruit a circulé, il y a quelques* mois, que les premières livraisons d'uranium enrichi allaient être faites. Le mouvement de contestation avait déjà réuni plusieurs dizaines de milliers de manifestants, l'été dernier. Il a vite reçu le renfort de l'ETA, qui a multiplié les actions armées contre des locaux d'Iberduero, et qui vient de tuer deux ouvriers — et *a provoqué de gros dégâts* — en plaçant 70 kilos d'explosif dans un des générateurs de vapeur de la centrale.

« Il est démontré qu'une centrale, même gardée par de nombreux policiers, est vulnérable », dit M. Letamendia. *On peut imaginer les risques que courrait Bilbao si une attaque avait lieu contre l'usine de Lemoniz une fois en fonctionnement. »* La plupart des partis et syndicats n'ont pas relevé cet *« aspect positif »* de l'attentat. Ils ont condamné le *« terrorisme aveugle »* qui a abouti à la mort de deux travailleurs. *« C'est la guerre,* disent les *défenseurs des guérilleros, et toute guerre comporte ses risques »*. Durement attaquée, en butte à l'impopularité, l'E.T.A. a répliqué par un communiqué vengeur, et accusé la plupart des partis politiques de n'avoir pris position sur la centrale qu'après y avoir été forcés.

Le Conseil général a été amené, lui aussi, à se définir. Il n'a pas demandé *l'arrêt* des travaux, comme l'exigeait la gauche *« Abertzale »*, mais a décidé d'écouter les deux parties en cause — Iberduero et le « comité nucléaire » — et de consulter divers techniciens. Une fois l'étude terminée, il informera le public, et donnera son avis.

« Mais nous n'avons aucun pouvoir de décision », disent MM. Rubial et Ajuriaguerra. Sur ce point, comme sur d'autres, le Conseil général ne peut pour l'instant qu'être un organisme d'étude et d'arbitrage. Il n'aura de compétences que progressivement, et la plupart ne lui seront accor*dées qu'après l'adoption de la* nouvelle Constitution.

Le terrorisme, la contestation nucléaire, la division des forces politiques, la crise de l'investissement, l'apparition du chômage — pratiquement inconnu il y a deux ans : *la tâche n'est décidément* pas facile pour le Conseil général, cet autogouvernement que les Basques ont si longtemps attendu et qu'ils accueillent, apparemment, avec si peu d'enthousiasme.

CHARLES VANHECKE.

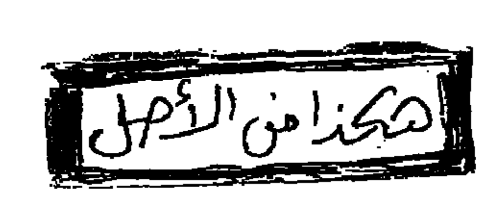
● *A la conférence régionale du parti communiste, dans les Asturies*, cent trente délégués (sur cinq cents) ont protesté, vendredi 24 mars, contre ce qu'ils ont appelé *les « méthodes antidémocratiques »* qui ont été employées à propos du projet d'abandon du qualificatif de *« léniniste »* par le P.C.E. Le prochain congrès du P.C.E., qui aura lieu à la mi-avril, se penchera sur cette question *(le Monde* du 21 mars). — *(Corresp.)*

République fédérale d'Allemagne

UN GROUPE D'EXTRÊME DROITE AURAIT PRÉPARÉ L'ÉVASION DE RUDOLF HESS

Bonn *(A.F.P., Reuter)*. — La police ouest-allemande a arrêté, lundi 27 mars, cinq membres d'une organisation clandestine d'extrême droite et recherche une quinzaine d'autres personnes. Cette association aurait préparé l'évasion de Rudolf Hess, *toujours* détenu dans la prison berlinoise de Spandau.

Ce dernier, qui fonctionnait *sous le* couvert d'un club de tir, a été découvert à la suite d'une enquête sur l'attaque-surprise perpétrée le 5 février dernier contre un petit groupe de soldats de l'OTAN, manœuvrant à Lunebourg, en Basse-Saxe. Des armes leur avaient *été dérobées*. Il semble que cette organisation clandestine ait également commis plusieurs autres attaques et cambriolages, tous destinés à lui procurer des armes et des munitions.



هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU SUD-LIBAN

Israël mise sur l'organisation de milices chrétiennes et chiites

De notre correspondant

Jérusalem. — Le commandant Saad Haddad avait le sourire, lundi matin à Marjayoun. Il venait de réaliser un vieux rêve : créer une *« armée du Sud-Liban »*. Depuis plus de deux ans, il tient tête aux Palestiniens avec un millier de phalangistes grâce à l'équipement militaire que lui fournit Israël. A présent, après ce qu'il appelle lui-même la *« libération de la région par Israël »*, il espère disposer d'effectifs suffisants pour mener à bien la mission dont il se croit chargé : *« Je veux voir le Sud-Liban débarrassé des terroristes et l'autorité de Beyrouth rétablie dans cette région. »*

A Marjayoun, le commandant Haddad avait réuni les dirigeants chrétiens et les principaux chefs de villages chiites du Sud-Liban. Il a réussi à les convaincre de coopérer pour créer des unités mixtes. Les chiites représentent plus de 60 % de la population du Sud-Liban. Jusqu'à l'opération israélienne, leurs villages abritaient des fedayin, mais, face à la progression des troupes de Jérusalem, ils avaient hissé le drapeau blanc et demandé la protection de l'armée.

A présent, le second stade est arrivé, celui de la collaboration « bon gré, mal gré » avec les phalangistes en armes pour empêcher le retour des Palestiniens. Le commandant Haddad veut mobiliser tous les hommes de dix-huit à vingt-cinq ans. Des bureaux de recrutement devaient être ouverts ce mardi 28 mars dans les villages. L'objectif est de rassembler sept mille hommes au sein d'une armée composée de trois éléments : une garde nationale, qui veillera à la sécurité intérieure des villages ; des unités mobiles, qui sillonneront les routes du Sud-Liban, en particulier le long du Litani, et des forces d'intervention. Dans un second temps, le commandant Haddad espère pouvoir mettre ses troupes à la disposition de l'état-major libanais.

L'initiative est conforme au vœu d'Israël, qui espère, dans le sillage de l'opération de Tsahal, créer une *« réalité nouvelle »* au Sud-Liban. Or pour empêcher le retour des terroristes, on n'a jamais compté exclusivement à Jérusalem sur les « casques bleus ». On mise plutôt à la fois sur les Syriens et sur des milices locales chrétiennes et chiites. La création de l'armée du Sud-Liban est donc pour Jérusalem un sujet de satisfaction.

Les tirs de katiouchas

Israël envisage, en outre, d'accorder un *« feu vert »* aux troupes syriennes stationnées au Liban afin qu'elles progressent jusqu'au Litani et prennent le contrôle des points de passage, pour empêcher toute *« infiltration terroriste »*. En fait, le principal sujet de préoccupation pour Israël au Sud-Liban reste la poursuite des tirs de katiouchas sur les localités frontalières. Des centaines de roquettes ont été tirées depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu et les habitants de ces localités passent plusieurs heures par jour dans les abris. Harrassés, ils ont demandé aux autorités d'intervenir.

Le ministre de la défense, M. Ezer Weizman, s'est rendu lundi dans la région frontalière, où il a demandé aux habitants de patienter encore quelques jours. Le général Weizman a, en effet, adressé une mise en garde aux Syriens, à l'ONU et aux Palestiniens, précisant que si l'ONU ne parvenait pas à rétablir le calme, Israël prendrait la situation en main. Le ministre de la défense espère que les démarches diplomatiques en cours porteront leurs fruits. Sinon, il n'a pas dissimulé qu'Israël rompra le cessez-le-feu.

(Intérim.)

Le déploiement des « casques bleus » se heurte à de grandes difficultés

Beyrouth. — Les répercussions sur la situation intérieure libanaise de la crise créée par l'occupation du sixième du territoire national sont liées au déploiement des troupes internationales de la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban) dans le Sud. En cas de succès, c'est-à-dire si l'implantation des « casques bleus » aboutit, d'une part, à l'élimination de l'anarchique présence armée palestinienne dans l'enclave de Tyr et, de l'autre, au retrait israélien, la situation tournerait à l'avantage de l'Etat libanais et de la stabilité. Un échec aurait, en revanche, des conséquences catastrophiques.

Pour l'instant, les officiels libanais demeurent très inquiets, car chaque mouvement des forces internationales donne lieu à des tiraillements quand ce n'est à des affrontements. Elles n'ont pas pu jusqu'à présent contrôler les ponts sur le Litani. Après les Suédois, qui n'ont pas réussi à prendre pied sur le pont de Khardala, à l'est, les Français ont été empêchés par la force de s'installer sur le pont de Kasmya, à l'ouest. Ils ont été accueillis par une centaine de fedayin mieux armés qu'eux et qui ont marqué leur détermination par des coups de semonce. Les parachutistes français ont dû se contenter d'occuper une bifurcation au sud du pont.

L'ultimatum du ministre israélien de la défense, le général Weizman, qui expire mercredi, a accru la tension. Néanmoins, il n'est pas exclu que l'obstruction palestinienne finisse par être entamée par la patiente ténacité dont font montre les officiers des « casques bleus ».

De notre correspondant

On note à ce sujet quelques indications positives : la caserne de Tyr a été finalement évacuée par les fedayin ; seul y demeure un combattant du Fath qui sert d'agent de liaison ; la population de Tyr — ou ce qui en reste : trois mille habitants environ — a manifesté pour demander la prise en charge de la ville par les « casques bleus » et la mise au pas des Palestiniens. Les députés de la communauté musulmane chiite, largement majoritaire dans la région, sont favorables à une telle solution pour l'ensemble du Sud. Le chef du gouvernement libanais, M. Selim El Hoss, a pu se rendre lundi à Tyr. Brève et rapide visite, mais néanmoins symbolique et qui aurait été impossible avant l'entrée des « casques bleus ».

On note également des dispositions conciliantes à l'égard de l'Etat libanais au niveau de la direction de l'O.L.P. Elles ne sont pas dénuées de signification, même si elles demeurent hésitantes et si la « base », notamment les combattants du Sud, ne suit pas toujours ses chefs.

La déception des chrétiens

A droite comme à gauche, les partis libanais révisent leurs positions à la lumière des derniers développements. Au sein du Front libanais (conservateurs chrétiens) l'aile militaire se montre déçue par les Israéliens, car elle espérait à la faveur de leurs opérations lancer une offensive qui aurait permis la jonction entre l'enclave chrétienne de Marjayoun et le sud de la montagne libanaise à Jezzine.

Dès le déclenchement de l'invasion israélienne, trois à quatre cents combattants avaient été envoyés dans le Sud a cet effet. Ils ne purent être engagés. La fraction dure du Front libanais reproche au président de la République de n'avoir pas reconstitué une armée susceptible de prendre elle-même en main la « libération » du territoire. Le thème de la partition du pays revient à l'ordre du jour. Mais les fractions relativement modérées du Front libanais demeurent dans l'expectative en attendant le résultat de la mission des d'une opinion à l'autre.

De son côté, le Mouvement national (progressiste, allié des Palestiniens) se montre soupçonneux à l'égard de l'Etat libanais, de la Syrie et de la France. Son principal journal, *As Safir*, a accusé mardi 28 mars le président Giscard d'Estaing de nourrir le dessein de vouloir accroître les effectifs français au Liban et étendre leur mission à l'ensemble du pays. En fait, les progressistes libanais sont perplexes et oscillent au cours d'une même réunion d'éune opiion à l'autre.

Ainsi que le constatait le ministre des affaires étrangères et de la défense, M. Fouad Boutros, *« les conditions d'entrée des troupes internationales et les facilités qui leur seront assurées ont valeur de test »*.

LUCIEN GEORGE.

UN APPEL DE M. WALDHEIM

(Suite de la première page.)

Selon M. Yadin, ces propositions, qui auraient été rejetées par le président des Etats-Unis, celui-ci les jugeant inacceptables par l'Egypte, *« sous-entendraient une acceptation par Israël de la résolution 242 comme applicable à tous les fronts »* et iraient *« bien plus loin que tout ce qu'avaient pu soumettre les gouvernements précédents »*.

Les propositions de M. Begin seront rendues publiques mercredi au cours de l'intervention que fera le premier ministre israélien devant la Knesset. Selon la radio israélienne, il tentera de « débloquer » la crise dans les rapports entre Israël et les Etats-Unis et de faire reprendre les négociations avec l'Egypte en adoptant une *« position plus ouverte et plus souple »*.

Jérusalem a annoncé que l'exploitation commerciale d'Alma, puits de pétrole *off-shore* dans le Sud-Sinaï, sur le golfe de Suez, avait commencé. Alma fournira quotidiennement dix mille barils de pétrole qui seront transportés par mer jusqu'au port d'Eilat, sur la mer Rouge. Le ministre israélien de l'énergie a déclaré à ce propos que l'exploitation de ce puits ne *« constituait nullement un obstacle à la paix »*. — *(A.F.P., U.P.I.)*

Syrie

LE PRÉSIDENT ASSAD A NOMMÉ PREMIER MINISTRE M. EL HALABI

Le président Hafez El Assad a désigné, lundi 27 mars, M. Mohamed Ali El Halabi, président du Parlement, pour former un gouvernement qui succédera à celui du général Khleifaoui. Celui-ci continuera d'expédier les affaires courantes en attendant la constitution du nouveau cabinet.

A Damas, on estime que la démission du général Khleifaoui est dépourvue de signification politique particulière. En effet, la formation d'un nouveau gouvernement est conforme à la Constitution qui prévoit un changement d'équipe ministérielle après l'élection présidentielle. Or le chef de l'Etat a été réélu le 8 février dernier et a commencé le 13 mars un nouveau mandat de sept ans.

D'autre part, le général Naji Jamil, commandant de l'armée de l'air syrienne, a été déchargé de ses fonctions *« afin de se consacrer à ses activités politiques au sein du parti Baas gouvernemental »*. Le commandement de l'armée de l'air a été confié au général Soubhi Haddad, qui commandait une base aérienne. — *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*

[M. Mohamed Ali El Halabi est né à Damas en 1937. Licencié en droit de l'université de Damas, il est membre du « commandement régional » (syrien) du parti Baas depuis 1971. Elu, deux ans plus tard, député de la capitale, il est nommé aussitôt après président du Conseil du peuple (Parlement), poste auquel il a été réélu l'été dernier.]

CINQ PAYS MEMBRES BOYCOTTENT LES TRAVAUX DE LA LIGUE ARABE AU CAIRE

(De notre correspondant.)

Le Caire. — Aux yeux des Egyptiens, le soixante-neuvième conseil ordinaire des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe, qui s'est ouvert au Caire le lundi 27 mars, constitue *« presque un succès »*. En effet, à l'exception de l'Irak et des quatre Etats membres du Front arabe de la résistance (Syrie, Libye, Algérie, Yémen du Sud), disloqué par les derniers événements du Sud-Liban, tous les pays membres se sont fait représenter, dont deux au niveau ministériel.

La plupart des capitales arabes, hormis Rabat et Khartoum, affectant il y a encore quelques jours de bouder l'Egypte, Le Caire n'en attendait pas tant il y a seulement deux semaines, mais l'invasion du Sud-Liban par Israël et les incertitudes de la situation générale au Proche-Orient, après l'échec, aujourd'hui presque consommé — sauf si le rebondissement toujours attendu ici se produit, — de l'initiative de paix du raïs, ont conduit les Etats arabes modérés à assouplir leur position à l'égard de l'Egypte. Le prince Saoud El-Fayçal, chef de la diplomatie de Ryad, dont la présence seule était un sujet de satisfaction pour Le Caire, a appelé les Arabes *« à retrouver la voie de l'unité, seule capable de contrer l'agression sioniste »*.

La présence d'un représentant de l'O.L.P.

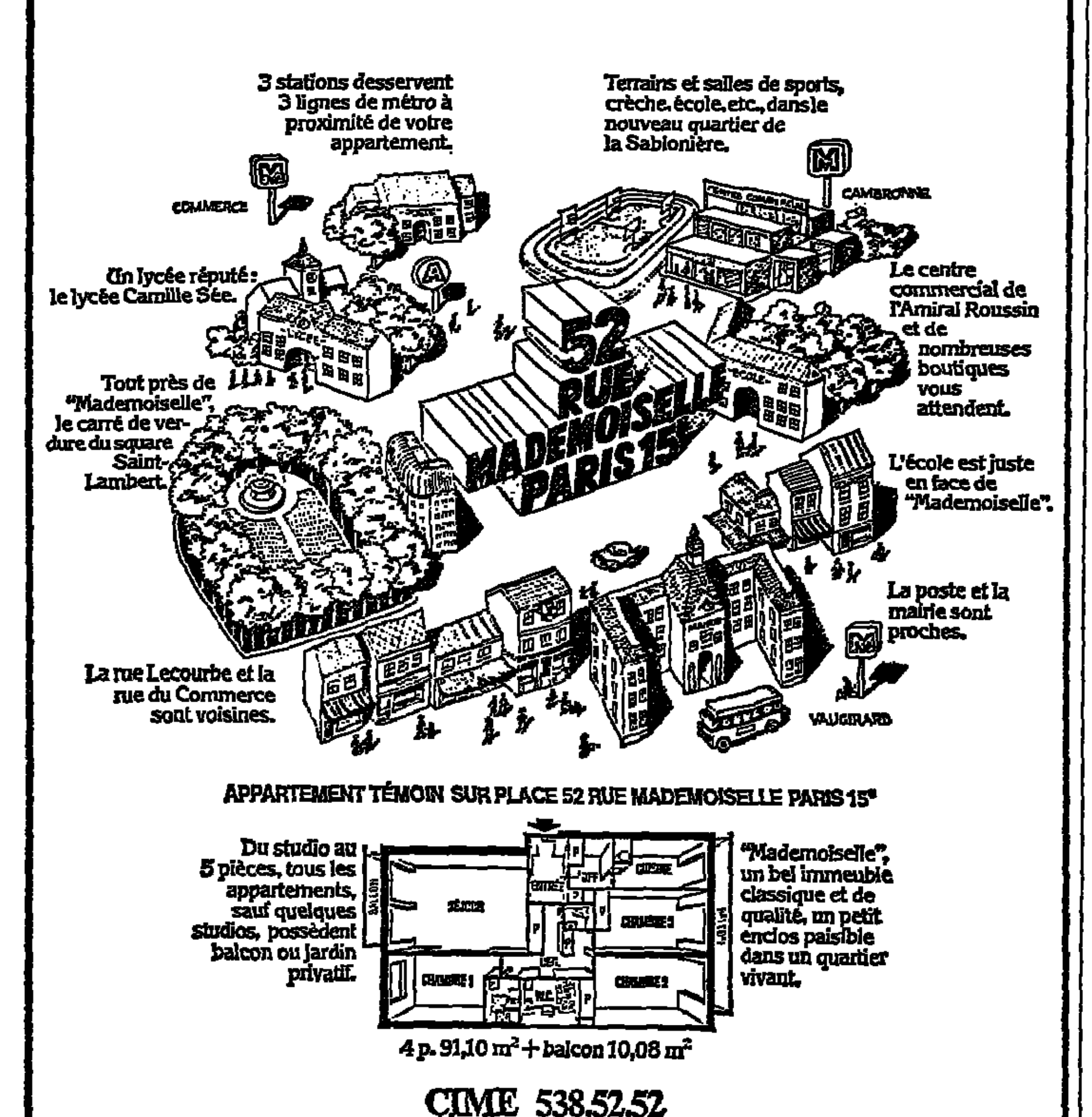
Cependant, la véritable surprise de la journée a été la présence d'un représentant important de l'O.L.P. à la réunion des ministres (la Palestine est membre à part entière de la Ligue). Il s'agissait de M. Saïd Kamal, vice-président du département politique de l'O.L.P. et représentant de celle-ci en Egypte. M. Kamal, qui passe pour pro-égyptien, a affirmé *« n'avoir reçu aucun ordre de Beyrouth de ne pas assister aux débats de la Ligue »* (1). Le responsable palestinien avait été reçu ces jours derniers par plusieurs dirigeants égyptiens.

Le conseil devait poursuivre ses travaux ce mardi.

J.-P. P.-H.

(1) A Beyrouth, M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P., a déclaré que son organisation, qui est membre du Front arabe de la résistance, refusait de participer à la conférence du Caire. Un responsable de l'O.L.P. précisait par la suite que M. Saïd Kamal *« participait à titre personnel et non au nom de l'O.L.P. »*

Succombez aux charmes de "Mademoiselle."



DIPLOMATIE

BIBLIOGRAPHIE

Les souvenirs d'Armand Bérard et de François Seydoux

Les chiffres sont trompeurs : beaucoup plus de dix ans séparent politiquement le nouveau tome des Mémoires de l'ambassadeur Armand Bérard, qui s'achève à Bonn en 1955, du récit que l'ambassadeur François Seydoux consacre à sa seconde mission en Allemagne fédérale, de 1965 à 1970.

Dans son premier volume (1), Armand Bérard racontait l'ascension et le triomphe du nazisme, qu'il avait vécus à Berlin et à la commission d'armistice de Wiesbaden. Sa carrière lui réservait une revanche. De 1949 à 1955, il fut haut commissaire adjoint de France en Allemagne vaincue, démembrée, occupée et bientôt renaissante.

Pendant la période qui s'achève en 1955, au moment où les Allemands recouvrent l'exercice de leur souveraineté, la tension franco-allemande demeure vive. En 1951 et 1952, Armand Bérard relève une série d'indices alarmants, entre autres des assassinats de soldats français, et note qu'ils inquiéteraient moins s'ils rencontraient un contrepoids socialiste.

Mais Schumacher, *« Führer du S.P.D. »* (sic), résistant irréprochable, est un francophobe animé par la conviction que si la République de Weimar avait échoué, *« c'est parce qu'elle ne s'était pas montrée assez nationaliste »*. De cet examen minutieux d'une Allemagne rendue à la démocratie, où le sol s'effondre par endroits, découvrant des charniers gigantesques, Adenauer lui-même ne sort pas grandi.

L'histoire allait-elle se répéter et la R.F.A. sombrer dans le pire esprit revanchard ? Quelque chose change cependant en profondeur et l'auteur remarque que le personnel gouvernemental, tournant de plus en plus ses regards vers Paris et de moins en moins vers Berlin, *« ne pense plus qu'en termes d'Europe »* et que l'opinion ne suit pas toujours le chancelier dans ses *« attaques antifrançaises »*.

Le plan Schuman, qui fut salué par des transports d'émotion à Bonn, les accords de 1954 qui réglèrent le contentieux entre l'Allemagne et l'Occident, plus tard le traité de Rome et le coup de foudre de Gaulle-Adenauer, contribuèrent à enfanter une nouvelle Allemagne, mais la vraie rupture avec le passé, c'est Staline qui la provoqua.

L'échec du blocus de Berlin consommé, le dictateur prit acte de ce qu'il avait perdu l'épreuve de force par lui déclenchée. Le 1er décembre 1950, Grotewohl, chancelier de la R.D.A., demanda à Adenauer la tenue d'élections générales contrôlées par les deux Allemagnes. En octobre 1951, son ministre des affaires étrangères Dertinger proposa confidentiellement une *« véritable consultation populaire »* et la formation d'un *« gouvernement démocratique, dans le sens occidental du terme »*. Le *« refus catégorique »* des dirigeants de Bonn le laissèrent *« interdit »* (et promis à la disgrâce et à la prison). Traumatisés par les événements de la *« zone »* (orientale), les Allemands de l'Ouest avaient déjà franchi psychologiquement le Rubicon, et Adenauer s'impatientera, en 1954, des ultimes tractations entre les Occidentaux et le Kremlin. *« Si j'étais homme d'Etat allemand,* écrit A. Bérard, *je ne voudrais pas endosser (...) la responsabilité d'une pareille hâte à assurer pendant une longue période la division en deux de l'Allemagne. »*

Dès lors les jeux sont faits, même si le gouvernement de Bonn ne devait entériner la déchirure que vingt ans plus tard. C'est en participant à ce dernier règlement d'après-guerre, celui du contentieux allemand à l'Est, que François Seydoux acheva sa carrière dans l'ancienne capitale du Reich, où il est né, et sa seconde ambassade outre-Rhin. Au cours de la première (2), de 1958 à 1962, il avait été le témoin et l'artisan de la réconciliation franco-allemande. Cette seconde mission sera moins exaltante.

Entre-temps, l'entente franco-allemande avait connu son apogée avec le traité de coopération et un certain déclin avec le préambule dont l'avait coiffé le Bundestag. Adenauer avait pris sa retraite. De Gaulle a *« la sagesse de continuer »* mais *« ce n'est plus tout à fait comme avant »*.

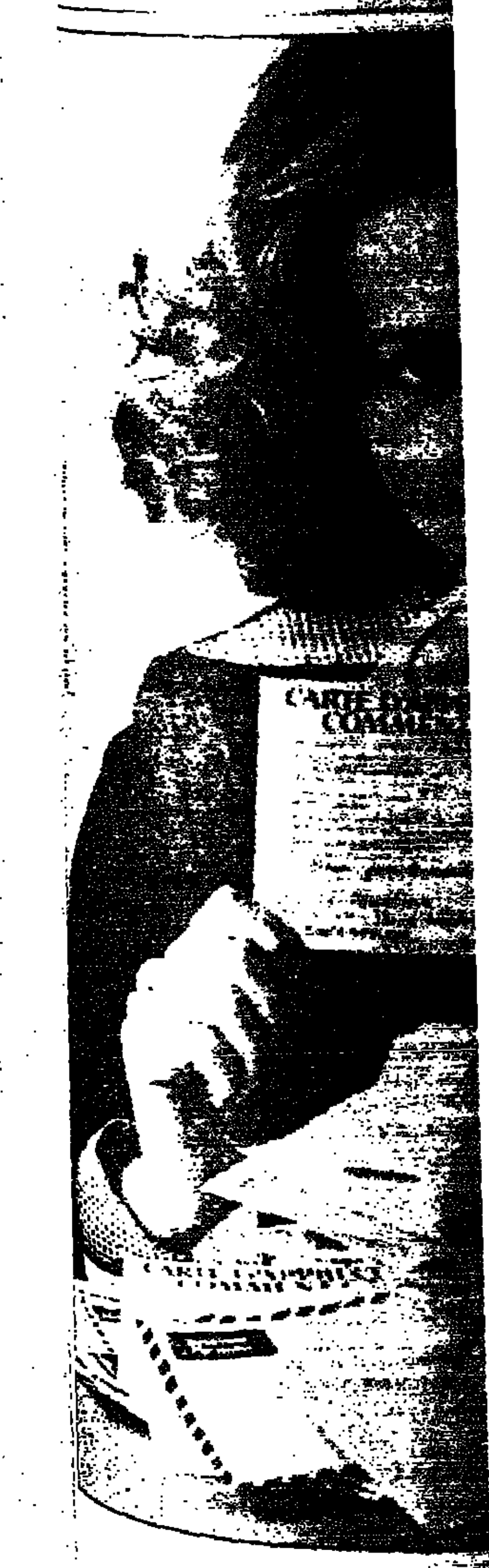
Pourtant, ce ne sera pas non plus la « guerre froide » entre Paris et Bonn qu'avait connue A. Bérard. Les heurts ne manquent pas — « chaise vide » à Bruxelles, sortie de la France de l'OTAN, nouveau « non » de de Gaulle à la Grande-Bretagne, — mais ils n'atteignent pas les relations franco-allemandes de plein fouet. L'ambassadeur, porté à la conciliation, y est sans doute pour quelque chose. Seul, sous sa plume, Gerhard Schroeder, dont la carrière de ministre des affaires étrangères sera courte, paraît animé de sentiments vindicatifs à l'égard des Français. Les chanceliers Erhard et Kissinger sont plutôt dépassés par les événements. Le traité remplit son office et le *« ménage franco-allemand »* résiste aux orages. Quand l'ambassadeur prend sa retraite, il constate avec mélancolie que W. Brandt, nouveau chancelier, regarde vers l'Est, et Georges Pompidou, président de la République, vers Londres. M. Giscard d'Estaing et M. Schmidt — dont les brèves apparitions dans le livre de F. Seydoux frappent par leur lucidité — devaient corriger ce strabisme divergent.

Entre l'antagonisme d'après-guerre, la lune de miel de Gaulle-Adenauer et la quasi-indifférence qui suivit, peut-on espérer que les relations franco-allemandes ont trouvé leur régime de croisière ? Armand Bérard et François Seydoux comblent en tout cas une lacune en racontant des épisodes oubliés ou méconnus d'une histoire de deux peuples qui ne se connaîtront jamais trop.

MAURICE DELARUE.

(1) *Au temps du danger allemand*, Plon (*le Monde* du 5 novembre 1976).
(2) *Mémoires d'outre-Rhin*, Grasset (*le Monde* du 14 mars 1975).

★ *Un ambassadeur se souvient (II) : Washington et Bonn*, d'Armand Bérard, Plon, 616 p., 78 F. — *Dans l'intimité franco-allemande*, de François Seydoux, Albatros, 184 p., 39 F.



ASIE

Cambodge

PRÉSENTÉES A DES JOURNALISTES YOUGOSLAVES

Les <preuves> d'une invasion vietnamienne ne sont guère convaincantes

De notre correspondant

Belgrade. — Que se passe-t-il à la frontière vietnamo-cambodgienne ? Les journalistes yougoslaves qui viennent de faire un séjour de deux semaines au Cambodge (*le Monde* des 21 et 23 mars) ont visité le 6 mars le village frontalier de Ton-Loap où, selon leurs hôtes, de « *violents combats* » s'étaient déroulés récemment. Arrivés sur les lieux, ils ont vu des cratères de bombes et des maisons détruites, mais cela datait de la guerre avec les Américains. Leurs hôtes ont cependant affirmé que c'est à cet endroit qu'en décembre et au début de janvier la 9ᵉ et la 32ᵉ divisions vietnamiennes avaient déclenché « *une vaste opération* » et pénétré de seize kilomètres à l'intérieur du territoire cambodgien avant d'être repoussées.

A l'appui de leurs allégations, les Cambodgiens ont présenté des « *preuves* » de l'agression vietnamienne : des traces de chenilles de blindés dans les rizières, des tranchées abandonnées, des portes de maisons enfoncées, une bombe non explosée déposée soigneusement au bord de la route, une petite superficie d'herbe brûlée, « *endroit où un tank vietnamien a été incendié* ». Les guides cambodgiens ayant affirmé que dans ces parages vingt-quatre tanks vietnamiens avaient été détruits, les journalistes ont voulu voir ceux-ci. Réponse : les paysans ont emporté leurs carcasses pour les fondre et en faire des outils et des ustensiles de cuisine... L'envoyé spécial de *Politika* de Belgrade a déclaré n'avoir aperçu aucune trace de combats récents ni trouvé sur le terrain « *ne fût-ce qu'une seule douille* ».

Dans le port de Kompong-Som il n'y avait qu'un navire, battant pavillon nord-coréen. Selon les Cambodgiens, les Vietnamiens ont fortifié l'île de Phu-Quoc pour en faire un « *centre d'agressions* » d'où partent des navires qui tirent sur la voie ferrée reliant Kompong-Som à Phnom-Penh.

PAUL YANKOVITCH.

Chine

CORRESPONDANCE

La nouvelle Constitution et les Chinois d'outre-mer

M. Tsien Tche-hao, maître de recherche au C.N.R.S., « Chinois d'outre-mer résidant en France », nous a adressé, au sujet de la nouvelle Constitution promulguée à Pékin, la mise au point suivante :

Dans *le Monde* du 9 mars, Alain Jacob écrit : « Un alinéa, qui figurait dans les textes de 1954 et 1975, spécifiant que « *l'Etat protège les droits et intérêts légitimes des Chinois à l'étranger* », a curieusement disparu. » En réalité, dans la nouvelle Constitution, les Chinois d'outre-mer ne bénéficient pas seulement d'un alinéa, mais d'un article tout entier, l'article 54, qui stipule : « *L'Etat protège les droits et intérêts légitimes des Chinois résidant à l'étranger et de leur famille en Chine.* »

La politique de la République populaire de Chine à l'égard des Chinois d'outre-mer et des étrangers d'origine chinoise a toujours été très souple et très bienveillante. Il n'y a jamais eu de « Chinois blancs » comme il y a eu des « Russes blancs ». Les Chinois d'outre-mer ont toujours eu la possibilité de rentrer en Chine, soit définitivement, soit pour rendre visite à leur famille, soit en simples touristes. Quel que soit leur opinion ou leur passé politiques, ils n'ont jamais été inquiétés, non plus que leur famille restée en Chine.

Cette politique s'est encore accentuée depuis le onzième congrès du parti communiste chinois. Une réunion préparatoire à la conférence nationale sur les affaires des Chinois d'outre-mer s'est tenue à Pékin fin décembre 1977. Il y a été décidé que les travaux de la conférence nationale prévue pour 1978 prendraient pour base la directive : « *Défendre les intérêts des Chinois d'outre-mer, aider ceux qui rentrent au pays.* »

Dans son rapport devant l'Assemblée populaire nationale, Hua Kuo-feng précise qu'il faut assurer « *un traitement de faveur* » aux Chinois d'outre-mer revenus au pays ainsi qu'aux familles de ceux qui résident à l'étranger et qu'il faut accorder des facilités aux Chinois d'outre-mer et aux étrangers d'origine chinoise qui reviennent au pays pour voir leurs parents et amis.

Japon

Le conflit au sujet de l'aéroport de Narita met le gouvernement en difficulté

De notre correspondant

Tokyo. — Devant l'ampleur des dégâts causés dimanche par un groupe d'étudiants extrémistes à la tour de contrôle du nouvel aéroport de Narita (« le Monde » du 28 mars), le gouvernement a annoncé, mardi 28 mars, que les cérémonies d'inauguration, prévues pour jeudi, et la mise en service, le 2 avril, étaient ajournées « sine die ». Sans doute pour un mois dit-on dans les milieux proches des autorités de l'aéroport.

La plupart des instruments et équipements (antennes paraboliques, radars, etc.) de la tour de contrôle, ont été détruits par des membres de la Quatrième Internationale (mouvement trotskiste), qui a revendiqué l'attaque en précisant que le groupe qui avait pénétré par les égouts de la tour étaient déjà à pied d'œuvre un jour avant l'attaque générale.

Cette affaire met le gouvernement Fukuda dans une position extrêmement difficile. On n'exclut pas, dans les milieux politiques, des conséquences sur la composition du gouvernement. Au Parlement, les partis d'opposition, tout en dénonçant le « vandalisme » des étudiants radicaux, critiquent les autorités non seulement pour ne pas avoir pris des mesures de sécurité suffisantes (il y avait tout de même 14 000 policiers autour de l'aéroport), mais aussi et surtout pour s'être obstinées à ouvrir Narita sans être parvenues à un compromis avec les paysans en colère.

Les incidents de dimanche ont aussi relancé la polémique sur *Narita à un autre niveau. Jusqu'à* présent cette polémique était avant tout le fait des milieux gauchistes et des « mouvements de citoyens » sympathisants. Aujourd'hui c'est au tour des compagnies aériennes étrangères, qui jusqu'à présent s'étaient cantonnées dans la réserve, de s'inquiéter : la facilité avec laquelle un commando a occupé la tour de contrôle incite beaucoup de leurs représentants à Tokyo à se demander si les autorités seront en mesure, une fois l'aéroport ouvert, de prévenir des actes de sabotages qui pourraient avoir des conséquences catastrophiques. D'autant plus que certains policiers ne cachent pas, en privé, qu'il est très difficile de garder efficacement un aéroport qui n'est qu'un îlot de béton entouré de forêts et de champs.

En ce qui concerne le trafic aérien, on s'attend à de graves perturbations en raison du retard de l'ouverture de Narita : la plupart des équipements et une grande partie du personnel des compagnies aériennes avaient été transférés à Narita. Il faudra organiser un retour à Haneda, l'actuel aéroport de Tokyo.

PHILIPPE PONS.

AFRIQUE

Mauritanie

Nouvel acte de sabotage contre la voie ferrée Zouérate-Nouadhibou

Un acte de sabotage attribué au Polisario a provoqué samedi 25 mars le déraillement du train minéralier Nouadhibou-Zérouate, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de la cité minière, a-t-on appris lundi à Nouakchott de bone source. Il n'y a pas eu de victimes, précise-t-on, mais les dégâts matériels seraient « considérables ». Il s'agit du quatrième déraillement dû à un sabotage depuis le début de l'année.

Ces attentats, dont le plus meurtrier, le 25 février, avait fait six morts et vingt-cinq blessés, ont entraîné au milieu du mois de mars un mouvement de démission parmi les conducteurs et les convoyeurs mauritaniens des trains. Une quinzaine d'entre eux ont abandonné leurs fonctions, et le trafic ferroviaire a dû être réduit de moitié pendant une semaine environ. La direction générale de la Société nationale industrielle et minière (SNIM), qui exploite le gisement de Zérouate, a la conviction que cette action a été « *téléguidée de l'extérieur* » et avait pour but de paralyser durablement la circulation des convois.

Depuis le 26 octobre 1977, date de la première suspension du trafic ferroviaire, le manque à gagner de la SNIM sur ses recettes d'exportation de fer a atteint 140 millions de francs. — *(A.F.P.)*

● *A Alger*, M. Ould Salek, « ministre sahraoui de l'information », a fait lundi, au cours d'une conférence de presse, le point de la situation deux ans après la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique. Il a vivement critiqué, indique notre correspondant à Alger, les dirigeants espagnols, dont la politique, a-t-il affirmé, « *est impopulaire en Espagne même* ». M. Ould Salek a dénoncé également l'« *ingérence inadmissible de la France* », dont les forces se trouvent toujours sur place.

WASHINGTON SOUHAITE QUE LA SOMALIE RENONCE PUBLIQUEMENT A SES REVENDICATIONS SUR L'OGADEN.

Le gouvernement américain souhaite obtenir des « *preuves tangibles* » que les autorités somaliennes ont l'intention de respecter les limites territoriales des Etats voisins, a déclaré, lundi 27 mars, à Washington, M. John Trattner, porte-parole du département d'Etat. La meilleure de ces preuves serait une renonciation *publique* à toute revendication territoriale sur l'Ogaden.

Les Etats-Unis ont pris cette position alors que M. Richard Moose, secrétaire d'Etat adjoint et envoyé spécial du président Carter, rentré samedi dernier à Washington après un long séjour à Mogadiscio et à Nairobi, s'apprête à présenter son rapport.

D'autre part, la Maison Blanche entend désormais consacrer l'essentiel de ses efforts au départ des troupes étrangères encore présentes en Ethiopie. Selon les dernières estimations du département d'Etat, il y a toujours treize mille « *conseillers militaires* » cubains dans le pays.

● *A Khartoum*, le président soudanais, M. Nemeiry, s'est déclaré prêt à s'entretenir, en Sierra-Leone, avec son homologue éthiopien, le colonel Menguistu, a annoncé lundi l'agence soudanaise de presse.

Le chef de l'Etat soudanais a précisé que le président sierraléonais, M. Siaka Stevens, qui a dirigé le comité de médiation de l'O.U.A. pour la normalisation des relations soudano-éthiopiennes, l'avait invité à Freetown pour un entretien avec le président du Derg (conseil militaire administratif provisoire éthiopien). — *(A.F.P.)*

LUTTE CONTRE LE TABAC

Deux journées spéciales pour les personnes désirant cesser de fumer.
Applications des dernières méthodes "Anti tabac" à l'oreille : implant, agrafe, thermopoint.
Se présenter mercredi 29 et jeudi 30 mars 1978 de 8 h à 19 h. Centre Physiofrance 9 avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Métro Alma-Marceau - Tél. 723.59.59.



On nous trouve sympa. Beaucoup de clients ont été assez sympa pour nous le dire.

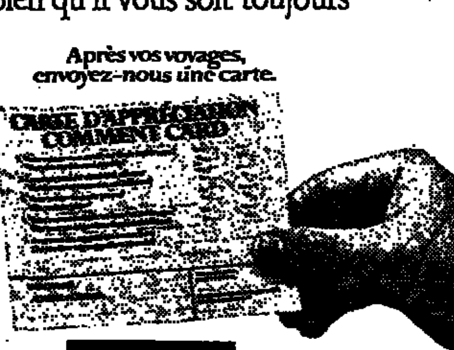
Il y a 2 ans, nous lancions le permis de râler : c'était une carte d'appréciation que chaque client pouvait remplir en fin de voyage.

Nous courions le risque d'avoir parfois des jugements défavorables : c'était un risque mais aussi un stimulant. Depuis 2 ans qu'elle existe, cette carte d'appréciation a été plutôt une carte d'approbation. Dans l'immense majorité, nos clients ont trouvé nos voitures conformes à nos promesses.

Par ailleurs, beaucoup de nos clients nous ont trouvés accueillants et ont été assez gentils pour nous le dire. Aujourd'hui, dans chaque voiture que vous louerez chez nous, vous continuerez à trouver une carte d'appréciation. Et bien qu'il vous soit toujours permis de râler, sachez que nous continuerons à tout faire pour que vous n'ayez jamais à le faire.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation Tél. 584.12.58 ou auprès de votre agence de voyage.



AVIS

Nous essayons toujours d'en faire plus.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

AFRIQUE

Namibie

L'assassinat du chef herero Clemens Kapuuo pourrait inciter Pretoria à mettre en œuvre un règlement interne « à la rhodésienne »

De notre correspondante

Johannesburg. — L'assassinat, lundi 27 mars, du chef herero Clemens Kapuuo, président de la Democratic Turnhalle Alliance (D.T.A.), formation politique soutenue par Pretoria, est présenté ce mardi à Pretoria comme un élément risquant de compromettre de façon décisive les efforts des cinq pays occidentaux membres du Conseil de sécurité de l'ONU (France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Canada et Etats-Unis) pour un règlement pacifique en Namibie incluant la SWAPO (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain), mouvement nationaliste noir qui mène la guérilla dans le nord du pays.

Il est probable en effet que ce meurtre ne fera que conforter le gouvernement sud-africain dans son projet, de plus en plus précis, de s'acheminer fermement vers un règlement interne « à la rhodésienne ».

Des bruits persistants couraient déjà, avant l'assassinat, selon lesquels Pretoria aurait l'intention d'organiser, unilatéralement, des élections en juillet ou en août prochain, de façon à accorder, le 31 décembre 1978, l'indépendance à l'ancienne colonie allemande.

Lundi après-midi, le chef Kapuuo discutait avec ses gardes du corps dans la cour de son magasin, dans la cité africaine de Katutura, près de Windhoek, lorsque plusieurs coups de feu furent tirés en sa direction, le blessant grièvement et touchant légèrement deux de ses interlocuteurs. Transporté aussitôt à l'hôpital, le président de la D.T.A. devait y succomber peu après.

Selon la police, les douilles retrouvées et les balles extraites de son corps proviendraient d'un ou de deux pistolets-mitrailleurs soviétiques Tokarev. Une chasse à l'homme a été organisée pour retrouver le ou les assassins. L'origine des armes utilisées montrerait, selon la police, que ces derniers seraient des membres de la SWAPO.

La SWAPO responsable ?

Le 7 février déjà, un autre dirigeant de la D.T.A., M. Toivo Shiyagaya, ministre ovambo de la santé, avait été assassiné lors d'un meeting politique dans le nord du territoire. Le meurtrier, abattu sur le champ, portait sur lui une carte de la SWAPO et avait utilisé un pistolet Tokarey. L'événement avait été à l'origine d'une série de heurts sanglants dans *township* de Katutura entre d'un côté les Hereros partisans du chef Kapuuo et de l'Alliance, de l'autre des travailleurs migrants, en majorité des Ovambos partisans de la SWAPO.

Clemens Kapuuo était devenu chef des soixante mille membres de la tribu herero à la mort d'Hosea Kutako il y a douze ans. D'origine modeste, ancien instituteur devenu commerçant, il était populaire parmi les Hereros du fait de son opposition à la création d'une cité pour Noirs à Katutura et en raison de la campagne mondiale qu'il avait entreprise en faveur d'une Namibie indépendante. Il comptait cependant de nombreux ennemis, pour des motifs tant politiques que tribaux.

Les uns lui reprochaient d'être trop conciliant avec l'Afrique du Sud et de fonder son pouvoir sur le tribalisme. les autres contestaient son titre de chef qui aurait dû selon eux revenir à un descendant direct de la famille royale herero.

Losque, en 1975, le gouvernement sud-africain organisa une conférence chargée de rédiger une Constitution pour une future Namibie indépendante, le chef Kapuuo vint s'asseoir auprès des dix autres représentants des différentes ethnies africaines invitées aux pourparlers. Après le début des discussions entre les cinq pays occidentaux et, d'un côté, le gouvernement sud-africain, de l'autre, la SWAPO, la conférence constitutionnelle dut se dissoudre. Elle donna naissance à un nouveau parti politique, la D.T.A., rassemblant tous les membres de la conférence, sauf les ultra-nationalistes blancs. L'initiateur de la conférence, puis de l'Alliance, M. Dirk Mudge, étant un Blanc, le choix se tourna rapidement vers le chef herero pour la présidence du nouveau parti, et beaucoup voyaient déjà en lui le président du futur Etat indépendant né d'un règlement intérieur.

De nouvelles violences

Bien que les discussions entre Pretoria et les pays occidentaux n'aient jamais été interrompues (des représentants des « cinq » devaient être reçus cette semaine par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères), elles piétinent depuis de longues semaines, notamment depuis le départ précipité de M. Pik Botha, invité par les « cinq » à New-York en février dernier. Le gouvernement sud-africain refuse d'aller plus avant dans la voie des concessions, qu'il estime suffisantes, et il réclame de véritables garanties de paix de la part de la SWAPO.

Parallèlement aux pourparlers avec les « cinq », Pretoria n'a pas cessé de songer à un règlement semblable à celui accepté par M. Smith en Rhodésie. Dès lundi soir, M. Pik Botha, parlant au nom du gouvernement, condamnait l'assassinat et déclarait que *« le peuple du Sud-Ouest africain sera aidé dans son combat contre ceux qui veulent exterminer par le meurtre et la violence ses dirigeants »*.

De très importantes forces de police sont mobilisées dans le pays, et plus précisément à Katutura, où des incidents ont éclaté dans la nuit. Bien que le calme soit revenu mardi matin, une nouvelle flambée de violence est à craindre.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Tchad

N'DJAMENA ET LE FROLINAT AURAIENT CONCLU UN ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU

Benghazi *(A.F.P., Reuter)*. — La conférence de la « réconciliation nationale » tchadienne entre les représentants du gouvernement de N'Djamena et les insurgés du Frolinat (Front de libération nationale) a adopté, lundi 27 mars à Benghazi (Libye) un accord en trois points prévoyant notamment *« un cessez-le-feu sur tout le territoire tchadien, effectif à partir de la date de signature du communiqué commun »*.

La conférence, ouverte à Sebha (Libye) le 23 mars et à laquelle participent des représentants de la Libye, du Niger et du Soudan, a également décidé *« l'utilisation des organes d'information au service de la réconciliation nationale au Tchad »* et la tenue d'*« une prochaine réunion, le 7 juin 1978 à Tripoli, pour évaluer les progrès accomplis dans le sens de la réconciliation nationale tchadienne et mettre au point un programme dans ce but »*.

***

Cet accord de cessez-le-feu semble avoir été arraché surtout grâce à l'insistance du gouvernement libyen — qui jusqu'à présent a d'ailleurs été le seul à l'annoncer — et des deux autres pays voisins, le Niger et le Soudan, intéressés à la stabilisation de la région. Mais il remet à plus tard le règlement de tous les problèmes de fond. Il ne souffle mot des deux exigences politiques mises en avant par le Frolinat, il y a quelques jours : reconnaissance du Front en tant que « mouvement populaire et révolutionnaire », *cessation des* « ingérences impérialistes au Tchad ». *On ignore, d'autre part, quelles garanties le chef toubou Goukhouni Oueddei a fournies au général Malloum quant au respect du cessez-le-feu. Enfin, le différend frontalier tchado-libyen au sujet de la* « bande d'Aozou », *qui constitue la toile de fond du conflit entre N'Djamena et les Toubous, n'a toujours reçu aucune ébauche de solution.*

AMÉRIQUES

Argentine

Avant de rétablir la démocratie

LE GOUVERNEMENT ENTEND « EXTIRPER LA SUBVERSION JUSQU'AUX DERNIÈRES RACINES »

Buenos-Aires *(A.F.P., A.P., Reuter)*. — La junte militaire argentine a déclaré le lundi 27 mars, deux ans après son arrivée au pouvoir, qu'elle entendait restaurer la démocratie représentative dans le pays, mais qu'auparavant la *« subversion »* devait être éliminée. La déclaration gouvernementale précise que la période de régime militaire « *ne sera pas brève, parce qu'elle ne se limite pas à la restauration de l'ordre... La subversion armée a été décimée, mais la campagne se poursuit pour en extirper les dernières racines* »...

Dans un message lu par le général Basilio Lami Dozo, secrétaire général de la force aérienne, le régime militaire affirme que ce retour à un système démocratique se fera graduellement, avec une participation progressive des civils aux fonctions gouvernementales.

« *Nos compatriotes*, ajoute le message, *ne doivent pas avoir de doutes sur la fermeté et l'unité des forces armées pour défendre notre souveraineté, sur terre comme sur mer.* » Cette phrase, notent les observateurs à Buenos-Aires, fait clairement référence au conflit frontalier qui oppose l'Argentine au Chili à propos notamment du canal de Beagle.

Le général Lami Dozo a également déclaré que les trois membres de la junte actuelle — le général Videla (armée de terre), l'amiral Emilio Massera et le général Orlando Ramon Agosti (aviation) — se retireraient l'année prochaine. Ils devraient, normalement, être remplacés, au sein de la junte, par ceux qui leur succéderont comme chefs des trois armes. Mais beaucoup pensent que le général Videla demeurera au pouvoir en tant que président de la République.

Etats-Unis

Le président Carter lance un programme de rénovation urbaine

De notre correspondant

Washington. — Dans un discours prononcé à Milwaukee, pendant sa campagne électorale, M. Carter avait promis de lancer un programme d'urbanisme « *consistant, humain, réaliste, reflétant l'honnêteté et le bon sens du peuple américain* ». Ce programme a été dévoilé lundi 27 mars à la Maison Blanche en présence de nombreux maires et gouverneurs. A la différence de ce qui s'est passé pour le programme énergétique, l'essentiel des mesures annoncées ne demande pas une intervention du Congrès. M. Carter sera donc à l'abri des surprises. Il a cependant demandé aux maires des grandes villes, qui auraient souhaité une action plus généreuse, de faire preuve de patience, car le problème ne pourra être réglé « *au cours du mandat d'un président* ». Pour le moment, c'est seulement un « *tournant* » qui est annoncé.

Comme les autres programmes de politique intérieure présentés par M. Carter ces derniers mois, celui-ci invoque un slogan, qui couvre un train de mesures administratives d'une grande complexité, accompagnées d'un saupoudrage de crédits. Le slogan, c'est celui de la « *nouvelle association* » (A new partnership)) que le président veut développer entre « *tous les niveaux du gouvernement, le secteur privé et les organisations de volontaires locaux* ». Selon M. Carter, il faut éviter à la fois les abus constatés dans les années 60, lorsque l'Etat fédéral prétendait se charger de tout et négligeait les autorités locales, et l'excès inverse de la période suivante, lorsque le gouvernement central « *éluda* » ses responsabilités. Moins d'activisme que Johnson et moins de « laissez-faire » à la Nixon, tel est en substance le mot d'ordre, qui pourrait d'ailleurs s'appliquer à bien d'autres domaines de l'action gouvernementale actuelle.

Quant au saupoudrage, il va d'une augmentation des subventions à la création d'emplois publics (1 milliard de dollars), à des crédits d'impôt pour les employeurs recrutant du personnel parmi les chômeurs chroniques, en passant par une aide à la reconstruction des centres urbains, aux programmes culturels et à la rénovation des parcs et jardins. Une banque nationale de développement est créée afin d'accorder des prêts aux entreprises qui s'installeront dans les villes, l'administration sera encouragée à agir de la même façon, tandis qu'un nouvel effort sera fait pour réserver les commandes du gouvernement fédéral aux entreprises contrôlées par des employeurs de couleur, celles, précisément, qui s'insèrent le mieux dans l'environnement urbain.

L'exode des Blancs

Il pourra paraître surprenant que l'un des principaux points du programme de M. Carter vise à réinstaller l'industrie dans les villes, contrairement à la tendance généralement inverse constatée dans d'autres pays industrialisés. En fait, le président doit parer au plus pressé, c'est-à-dire réduire d'abord le taux catastrophique de chômage parmi les jeunes Noirs des villes. C'est pourquoi il est même question de fermer les yeux sur certaines contraintes concernant la pollution, si cela contribue à une relance des activités.

En fait, des efforts bien plus importants, voire un changement radical du mode de vie seraient nécessaires pour ramener les Américains « moyens » dans les centres urbains qu'ils ont quittés en masse depuis vingt ans. Si 73 % de la population vit aujourd'hui dans des « zones urbaines », 30 % seulement habitent ce que l'on considère comme des « centres ». L'administration fédérale elle-même, dont la vocation est pourtant de s'installer sur ces emplacements, a suivi le mouvement : une étude menée dans sept grandes métropoles a montré que la proportion d'employés fédéraux travaillant dans les centres, est tombée de 65 % en 1967 à 58 % en 1975.

Quant aux classes aisées, il y a bien longtemps qu'elles ont fui les centres de plus en plus touchés par la criminalité pour s'installer dans des faubourgs de plus en plus lointains. Ce faisant, elles ont réduit les ressources fiscales attendues par les municipalités et acculé à la ruine des villes comme New-York.

Plus encore qu'une rénovation des villes, c'est donc une nouvelle politique antiségrégationniste en matière de logements, autrement dit un changement décisif des comportements, qui pourra seule venir à bout du problème.

MICHEL TATU.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

● LA COUR D'APPEL DE SANTIAGO a décidé lundi 27 mars un supplément d'enquête sur la mort de M. Guillermo Osorio, ancien chef du protocole, le 24 octobre dernier. Selon le témoignage de son épouse, celui-ci s'est suicidé. Certains commentateurs ont lié la mort de M. Osorio à l'enquête menée actuellement par les autorités américaines sur l'assassinat d'Orlando Letelier, ancien ministre des affaires étrangères de Salvador Allende, en septembre 1976 à Washington. — *(A.F.P.)*

Pérou

● UNE GREVE A COMMENCE, le lundi 27 mars, dans les mines de cuivre du sud du Pérou. A Toquepala, qui produit 130 000 tonnes de minerai par an, 40 % des travailleurs seulement se sont présentés au travail, selon un porte-parole de l'entreprise. Les grévistes demandent une augmentation de salaires ainsi que la réintégration de leurs collègues licenciés à la suite d'une grève générale. — *(Reuter.)*

Philippines

● LE PRESIDENT MARCOS a annoncé lundi 27 mars à la radio la découverte d'un *« complot communiste »* visant à créer une situation révolutionnaire à l'occasion de la campagne pour les élections législatives du 7 avril. Selon le chef de l'Etat, certains candidats *« progressistes »* sont impliqués dans ce complot. M. Marcos a d'autre part accusé les Etats-Unis d'avoir exercé des pressions en faveur de M. Benigno Aquino, principal adversaire du régime, incarcéré depuis 1972. — *(A.F.P.)*

Rhodésie

● LE « REGLEMENT INTERNE » conclu le 3 mars à Salisbury, comporte de *« graves insuffisances »*, a déclaré lundi 27 mars à Washington le porte-parole du département d'Etat, M. John Trattner, soulignant notamment qu'*« il n'a pas permis de créer dans la région une situation pacifique stable »*. — *(A.F.P.)*

Union soviétique

● M. MILOS MINITCH, ministre yougoslave des affaires étrangères, se trouve à Moscou depuis le lundi 27 mars, pour remettre à M. Brejnev un message du président Tito. Cette missive aurait trait à la crise du Proche-Orient et à la situation dans la corne de l'Afrique. — *(A.F.P.)*

DROIT AU CŒUR.

Plus vite au cœur des USA par Chicago.

Chicago

La plus rapide des voies d'accès pour le Centre et l'Ouest des U.S.A. passe par Chicago. En effet, Air France a supprimé l'escale sur le vol Paris-Chicago pour vous amener plus vite au cœur de vos affaires.

Parti de Paris à 16 h, vous arrivez à une bonne heure (16 h 30) dans un aéroport moins encombré que celui de New York.

Que vous alliez au Centre des Etats-Unis ou sur la côte Ouest, 22 correspondances rapides vous attendent sur place.

Par exemple, si vous allez à Las Vegas vous gagnez 4 heures en passant par Chicago plutôt que par New York.

En partant de Roissy-Charles de Gaulle à 16 h vous arrivez, par exemple, à :

ATLANTA	21 H 25
BIRMINGHAM	21 H 29
CHATTANOOGA	22 H 25
DALLAS	20 H 05
DENVER	20 H 13
HUNTSVILLE	21 H 59
KANSAS CITY	20 H 10
LAS VEGAS	20 H 10
LOS ANGELES	20 H 45
MEMPHIS	21 H 09
MILWAUKEE	19 H 50
MINNEAPOLIS	20 H 14
NASHVILLE	20 H 07
NEW ORLEANS	22 H 45
OKLAHOMA	20 H 55
PEORIA	19 H 40
PHOENIX	22 H 24
SAINT-LOUIS	22 H 05
SALT LAKE CITY	20 H 50
SAN FRANCISCO	21 H 05
SEATTLE	20 H 40
TULSA	19 H 55

Air France vous permet d'être encore plus efficace en allant droit au but.

AIR FRANCE

Les U.S.A. plus proches.

ÉTATS-UNIS

Le deuxième âge de l'intégration des Noirs

(Suite de la première page.)

L'ambassadeur Young est devenu le point de mire de la communauté *américaine et pourrait* commencer une carrière politique lorsqu'il quittera les Nations unies. En lui confiant ce poste, M. Carter *s'est* acquitté d'une dette envers les Noirs, qui ont voté pour lui en novembre 1976 à près de 90 %, assurant la victoire dans une *douzaine* d'Etats.

Un vent de fronde

Le président ne doit pas se sentir quitte pour autant. Un vent de fronde s'est levé depuis quelques mois contre lui à la mesure des espoirs qu'il avait suscités. Les leaders noirs reconnaissent qu'il avait gagné dans leur communauté une confiance sans précédent. Lyndon Johnson était devenu, presque par surprise, le plus grand défenseur des Noirs depuis Abraham Lincoln. « *Le jour où il a chanté lui aussi* We shall overcome, nous faisait remarquer un directeur de la revue *Ebony, il a été aussi loin qu'un président puisse aller.* » Il y eut ensuite « *l'indifférence relative* » (« Benign Neglect ») selon sa propre expression de Richard Nixon. Avec l'actuel chef de l'Etat, l'espoir est revenu.

« *Sur le papier, il n'avait pas de quoi enthousiasmer,* estime M[e] Elie, avocat à La Nouvelle-Orleans, *puisque c'est un Sudiste et un baptiste. Carter n'avait pas pris position sur la déségrégation dans son Etat, la Georgie, pas plus que sur la guerre au Vietnam. Mais quand nous l'avons entendu, il nous a impressionnés.* »

A la fin du mois de juillet dernier pourtant, M. Vernon Jordan, directeur national de la Ligue urbaine, organisme destiné à favoriser le progrès des personnes de couleur, indépendant mais financé par des fonds fédéraux, prononçait en présence du chef de l'Etat un discours qui faisait l'effet d'une douche froide. « *Longtemps avant d'être président, Jimmy Carter était notre ami,* affirmait M. Jordan. *Comment se fait-il dès lors que les Noirs aient perdu leurs illusions à l'égard de l'administration actuelle ? Qu'ils aient l'impression d'avoir été trahis ? La triste réalité est que cette administration ne respecte pas le premier commandement de la politique : aider ceux qui vous ont aidés.* » Tout le discours était de ce ton, laissant le président médusé.

Aussitôt après, M. Vernon Jordan convoquait pour le mois d'août une conférence nationale des leaders noirs nationaux. Il ne faut pas prendre ce qualificatif au pied de la lettre ; la communauté noire américaine a toujours été caractérisée par son manque d'unité. Ses leaders n'ont d'influence que dans leur région ; aucun, depuis les années 60, n'a retrouvé l'audience nationale d'un Martin Luther King. Cependant, les quatorze personnes qui se sont réunies le 29 août à New-York constituaient le plus important forum de leaders noirs depuis une dizaine d'années. Outre M. Vernon Jordan, les principaux participants étaient M. Joseph Lowery, représentant le Southern Christian Leadership (qu'avait dirigé King), le révérend Jesse Jackson de P.U.S.H., Benjamin L. Hooks, le nouveau directeur de la N.A.A.C.P. (Association nationale pour le progrès des gens de couleur), et le représentant démocrate du Maryland, M. Parren J. Mitchell, président du *caucus* (« groupe ») noir de la Chambre des représentants à Washington. Leurs travaux sont restés secrets, mais les conclusions qu'ils ont données à la presse étaient sans ambiguïté : « *C'est nous qui avons mis le président Carter là où il est, et nous ne nous contenterons pas avec lui d'une indifférence épaisse* (callous). »

La presse a crié un peu vite à la révolte, elle a fait un rapprochement entre ces déclarations et les mises à sac de magasins au cours de la grande panne d'électricité de New-York en septembre. Ces dernières s'expliquent simplement et d'abord par les conditions de vie des gens qui *s'y sont livrés plutôt* que par une fermentation politique. La situation dans les ghettos est souvent explosive, et la violence y éclate naturellement. Elle ne donne lieu à une « récupération » politique que si elle se prolonge. Toutefois les responsables noirs l'affirment, on assiste à un « *réveil* ». Ils l'expliquent par le fait qu'avec le président Carter la discussion, même si elle doit être dure, est redevenue possible. Sous l'administration Nixon ou Ford, il était vain d'y penser. Le projet politique des principaux responsables noirs a évolué. Ils cherchent aujourd'hui à prendre toute leur part de la vie politique, et surtout à intégrer réellement leur communauté à la vie économique. Le révérend Jesse Jackson nous résumait cette tendance de la façon suivante : « *Dans les années 60, notre progression était, si l'on peut dire, horizontale. Elle doit devenir verticale.* » Le mouvement actuel n'a pas les caractéristiques de masse qu'ont eues les luttes pour les droits civiques, il vient d'en haut.

Un récent sondage de la Ligue urbaine auprès de la population noire le confirmait : « *80 % des personnes interrogées constatent une baisse du militantisme chez les Noirs.* »

La fin du militantisme radical

La radicalisation qui a marqué les dernières années du mouvement des droits civiques a disparu : « *Nous voulons aujourd'hui entrer dans le système,* nous a dit un juge noir. *L'idée qui prévalait il y a dix ans selon laquelle il fallait travailler en dehors du système est idiote. Nous avons toujours été en dehors du système, et pour quels résultats ! Nous avons besoin de cette expérience qu'acquièrent en ce moment Young et d'autres.* » Opinion à moitié partagée par un militant qui préfère garder l'anonymat et qui pense que la présence de radicaux à côté des formations modérées est utile : « *J'ai été un des responsables de CORE, qui était à gauche du NAACP. Le gouvernement s'est intéressé au NAACP en partie à cause de nous. Il faut des hommes à l'intérieur du système ; il en faut en dehors, qui le combattent.* » Si de nouveaux groupes partisans de l'action directe naissaient, maintenant que les Panthères noires se consacrent à la distribution de paniers-repas, peut-être bénéficieraient-ils d'une « neutralité bienveillante » de la part de la communauté noire. Pour avoir décidé de traiter calmement avec l'« *homme* » (« *the man* », le policier mais aussi le Blanc, dans leur argot), les Noirs n'ont pas oublié les exactions passées.

Dans l'esprit des dirigeants de la Communauté, il faut conquérir un pouvoir politique. Pour M. Massaquoy, un des responsables de la revue *Ebony*, « *le leadership de Martin Luther King était plus moral qu'efficace. Il n'avait jamais essayé de traduire son pouvoir en votes. A cet égard nous avons aujourd'hui un leadership plus pragmatique. Vous vous souvenez de cette immense marche sur Washington en août 1963, du message de King : « J'ai un rêve en moi » (« I have a dream ») ? Les temps ont changé* ».

Cinq pour cent des Noirs en âge de voter étaient, dans le Sud, inscrits en 1940 sur les listes électorales. Il y en avait 43 % en 1964. Il y en a 65 % aujourd'hui, ce dernier chiffre paraissant stable. Cent Noirs occupaient des postes électifs en 1960, ils sont environ 4 000 à présent. Mais ces 4 000 postes ne représentent qu'environ 1 % des postes électifs aux Etats-Unis, alors que les Noirs constituent 21 % de la population. Dans le Sud, depuis l'octroi des droits civils en 1964, le nombre des Noirs à ces mêmes postes a été multiplié par 2 957 ! Mais cela ne représente encore que 2,6 % des postes électifs dans la région.

Plus encourageante est l'augmentation du nombre des maires noirs : environ cent trente. De très grandes villes où les Noirs n'ont pas toujours la majorité, comme Atlanta, Los Angeles ou La Nouvelle-Orléans, ont un maire de couleur.

Un « poids » économique encore faible

Il y a là un potentiel politique qui va croissant, mais qui ne produira son plein *effet* que le jour où les Noirs disposeront d'un égal poids économique et, conformément à la tradition américaine, pourront « monnayer » leurs votes. Ils savent, et ne se privent pas de le dire, qu'ils pourront éventuellement empêcher une réélection de M. Carter. Mais c'est un pouvoir bien mince que cette censure *quadriennale* à côté des pressions quotidiennes qu'exercent au sommet les groupes d'intérêts économiques. Tout se tient aux yeux des leaders de la Communauté. Pour sortir leurs frères de la misère il leur faut exercer une pression politique, *mais il faut* aussi que les Noirs prennent un poids tel dans la vie économique que le gouvernement soit obligé de compter avec eux.

Les dirigeants ont établi une liste de priorités, assez bien résumée par un article de M. Vernon Jordan dans le *Washington Post*. Il faut, estime-t-il, demander au gouvernement :

1. « *Une politique de plein emploi* », ce qui implique « *une réforme massive d'un système d'éducation qui donne des diplômes à des illettrés fonctionnels* » ;

2. « *Un revenu garanti* » ou impôt négatif, qui éliminerait l'évasion fiscale et la jungle absurde des règlements d'aide sociale ;

3. Une « *revitalisation des villes* » grâce à un programme national d'urbanisme et de redéveloppement économique des centres urbains. Cela suppose, dit le révérend Jackson avec un sens aigu de la litote, « *des investissements, et cela coûtera de l'argent* ». Pourtant, selon la formule d'un de ses amis, si M. Carter veut tenir ses engagements, il devra « *se soucier un peu moins de l'équilibre du budget et un peu plus de l'équilibre alimentaire des Noirs* ».

Aiguillonné par les critiques dont il a été l'objet, le président a fait un geste. Il a soutenu une version amendée d'un projet de loi sur l'emploi actuellement soumis à l'attention du Congrès. Ce projet assignait comme objectif au gouvernement la réduction du taux de chômage à 4 % d'ici à 1983. Ce taux est actuellement d'environ 7,1 % dans la population en général, mais il faut multiplier par deux quand il s'agit des Noirs, et même par *trois* pour les jeunes Noirs. Le texte pas encore voté pourrait être édulcoré. En attendant, M. Carter a soutenu des *propositions d'assistance* conjoncturelle que lui présentait le ministère du travail. A partir de mai 1977, il a injecté 8 milliards de dollars dans les *finances* des villes et des comtés pour accroître le nombre des emplois fédéraux (du balayage des rues à *des projets d'art communautaire*). Il s'agissait de créer 750 000 nouveaux emplois avant la fin de 1977. Un milliard supplémentaire a été débloqué en septembre dernier pour donner des emplois ou des cours de formation professionnelle à 450 000 jeunes d'ici à mars 1978. Cinq cent millions devraient encore être ajoutés à ce plan, et le secrétaire au travail, M. Ray Marshall, insiste pour qu'un programme de création de 700 000 emplois publics soit mis en œuvre en 1978.

Ces mesures ne sont bien sûr que des palliatifs. Mais instaurer une politique d'ensemble pour les non-Blancs reviendrait à recommencer la croisade des années 60. Pour l'entreprendre, il faudrait que M. Carter, dont les intentions sont sûrement généreuses, puisse s'appuyer aussi sur les Blancs. Ce n'est pas le cas.

ALAIN-MARIE CARRON.

Prochain article :

DANS LES RUES DE HARLEM

Les occasions bonne santé

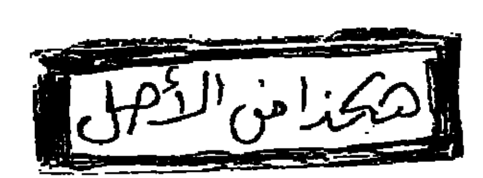
Une nouvelle race de voitures d'occasion que proposent les Usines Citroën - Département Occasion.
Des Citroën qui sont comme neuves. Elles sont très récentes, elles ont très peu roulé, sont entièrement contrôlées et garanties 6 mois, pièces et main-d'œuvre*. Elles portent toutes le tampon qui les garantit en bonne santé.
Les occasions bonne santé sont des autos de première jeunesse, vous les reconnaîtrez à vue d'œil.

* Les occasions bonne santé subissent des contrôles sécurité "statique" et dynamique.



Usine Citroën - Département Occasion. Des occasions de 1[re] jeunesse.
ouvert le samedi : 10, place Etienne Pernet - 75015 Paris (M° Félix Faure) Tél. 532.70.00 • 50, bd Jourdan - 75014 Paris Tél. 589.49.89 • 59 bis, avenue Jean-Jaurès - 75019 Paris Tél. 208.86.60 • Vélizy-Villacoublay (carrefour Petit-Clamart) Tél. 630.06.01.





هكذا من الأصل

Avec Cii Honeywell Bull, vous verrez se dessiner l'avenir de votre entreprise.

Les 12 et 19 mars à 20 h 00 dès la fermeture des bureaux de vote, Cii Honeywell Bull a donné avec précision des estimations qui se sont révélées exactes. A travers cette application exceptionnelle, l'informatique a participé à la vie des Français et a contribué à leur information.

Chaque jour les dirigeants d'entreprises ont besoin d'être les premiers à disposer d'informations précises, exactes, élaborées.

Intégrer les variables du marché : évolution des niveaux de commandes, des charges d'atelier, des coûts de main-d'œuvre, etc... c'est la vocation de l'informatique Cii Honeywell Bull.

Proche de vos préoccupations, la grande compagnie d'informatique française Cii Honeywell Bull vous aide à dégager les solutions dont vous avez besoin et contribue ainsi à dessiner l'avenir de votre entreprise.

Jour après jour.



Cii Honeywell Bull

Cii Honeywell Bull participe à la vie des entreprises.

Le Monde

Le P.S. s'interroge sur ... de son alliance avec ...

Le timonier

CLAUDE SARRAUTE

APRÈS LA DÉFAITE DE L'OPPOSITION

Le P.S. s'interroge sur la nature de son alliance avec le P.C.F.

(Suite de la première page.)

Le CERES n'est plus le monolithe des origines. Une certaine diversité de sensibilités se manifeste de plus en plus nettement en son sein, et ce phénomène pourrait s'accentuer avec l'élection à l'Assemblée nationale d'hommes comme MM. Pierre Guidoni et Christian Pierret.

Le CERES souffre notamment de deux maux. En premier lieu, le caractère très centralisé de sa direction et une pratique qui s'apparente parfois au léninisme. En second lieu, le fait que son discours unitaire ne s'est pas modifié et ne paraît pas aujourd'hui rendre compte de toutes les caractéristiques de la situation politique. Il contribue à faire apparaître les minoritaires socialistes comme proches du P.C.F. dans une période où le P.S. est traversé par une vive réaction anticommuniste. Il le place dans une situation plus difficile pour résister à la forte pression qu'exerce sur lui la majorité du P.S. et dont MM. Poperen et Hernu viennent de se faire les porte-parole.

Dans une interview, M. Chevènement explique qu'il s'attend au lancement, dans les semaines qui viennent, d'une véritable O.P.A. sur le P.S. des *« éléments qui ont été les plus réservés à l'égard du programme commun »*. « *L'objectif de cette offensive*, ajoute-t-il, *c'est un « Bad-Godesberg* (1) *français », c'est la normalisation du P.S. français par rapport aux canons de la social-démocratie européenne.* »

De fait, parmi les conclusions des élections législatives qui sont souvent tirées au sein du P.S. figure le fait que les socialistes n'ont pas su encore construire un grand parti à la fois de masse et de gouvernement. Des hommes comme MM. Pierre Mauroy ou Robert Pontillon sont particulièrement sensibles à cet aspect de la situation et aimeraient que leurs amis traitent avec moins de condescendance les formations social-démocrates de l'Europe du Nord, qui, elles, parviennent à gouverner. La campagne que le P.S. a menée est souvent jugée trop « présidentielle », trop marquée par la personne de M. Mitterrand, dont le visage figurait sur les affiches « La victoire en votant ».

Il convient toutefois de noter qu'il en allait de même sur les affiches de la plupart des candidats. Il n'en demeure pas moins que le P.S. doit fonder son identité de manière plus politique, et c'est ce qui explique que des hommes comme M. Martinet préconisent la discussion d'un nouveau programme remplaçant celui qui avait été adopté en mars 1972 à Suresnes. Derrière cette discussion se profile un débat stratégique sur la nature de l'union de la gauche. Ce débat s'était déjà amorcé entre MM. Chevènement et Rocard, en juin 1977, lors du congrès de Nantes. Il prolonge les échanges d'arguments qui avaient suivi l'adoption, en juin 1972, du programme commun lorsque le chef de file du CERES était l'un des principaux négociateurs du P.S. et que le secrétaire national du P.S.U. contestait le texte élaboré avec les communistes.

M. Jean-Pierre Chevènement craint que tous ceux qui préconisent une plus grande autonomie du P.S. ne cherchent en réalité à développer ce qu'il appelait naguère une « ligne Soarès » — du nom du premier ministre portugais — et qu'il préfère à présent qualifier de « ligne Rocard », c'est-à-dire une démarche consacrant la rupture de l'alliance « programmatique » entre les deux principaux partis de gauche.

Il apparaît donc que le P.S. ne pourra faire l'économie d'un débat sur sa stratégie même si, ainsi que l'a noté M. Claude Estier, dans l'éditorial du dernier numéro de *l'Unité*, il s'agit en principe de rester dans le cadre de l'union de la gauche et de discuter simplement de son contenu. Une telle confrontation porte en elle des germes de division suffisamment virulents pour que les socialistes aient le souci, parallèlement, de ne pas créer de vide à la tête de leur formation et de ne pas ajouter des problèmes d'hommes à leurs divergences politiques.

THIERRY PFISTER.

(1) Du nom du congrès tenu à Bad Godesberg en novembre 1959 par le parti social-démocrate d'Allemagne fédérale, à l'occasion duquel le S.P.D. a abandonné toute référence au marxisme dans sa doctrine.

(Dessin de KONK.)

M. Hernu : le P.S. doit tirer les leçons des six derniers mois

M. Charles Hernu, député du Rhône, membre du comité directeur du parti socialiste, a publié lundi 27 mars une « lettre ouverte aux militants du Rhône » dans laquelle il écrit notamment :

« *Les résultats de 1978 se reproduiront aux élections présidentielles de 1981 et aux législatives de 1983 (si l'Assemblée n'est pas dissoute en 1981, ce que l'on ne peut exclure) si le parti socialiste ne tire pas les leçons des six derniers mois. Les deux volte-face du parti communiste du 23 septembre 1977 et du 13 mars 1978 et les réactions des électeurs mettront en lumière des faits de plus en plus aveuglants (...). Les hommes de la droite libèrent une haine qui est à la mesure de la peur qu'ils ont ressentie (...). Le parti communiste n'est plus attaqué du tout, car il a rempli le rôle qu'espérait la réaction. Mais le mal absolu, c'est le P.S., et, comme l'alliance Mitterrand-parti socialiste leur fait encore peur, François Mitterrand devient le diable qu'on nous demande de chasser du parti socialiste. (...)*

» *Libérés d'un programme commun, hélas non actualisé, que le P.C. seul torturait à sa façon, (...) il faut que les socialistes fidèles à l'union de la gauche, à son esprit, à sa dynamique, en modifient le contenu en présentant leur propre socialisme, en prenant grand soin de fuir tout opportunisme politique, toute tentation néo-mollettiste. (...)*

» *Les socialistes doivent éviter les procès de sorcières. Le CERES doit permettre au P.S. d'accentuer le mouvement ascendant du parti. Et pour cela, ne doit-il pas se déterminer comme courant interne au parti socialiste et non point comme courant extérieur, ce qui conduirait à s'en séparer ? Si ceux qui veulent abattre le P.S. commencent par dresser le procès de François Mitterrand, il convient que tous les militants comprennent que l'acharnement de la droite contre le premier secrétaire du P.S. constitue une investiture aussi significative que la confiance de la moitié des Français.* »

● *M. Raymond Barre et son épouse* ont passé le week-end pascal sur la Côte d'Azur. *Ils ont* notamment visité, dimanche après-midi, le Musée national de Monaco, où est actuellement exposée une collection d'automates et de poupées anciennes des XVIII[e] et XIX[e] siècles.

● *Le Parti des forces nouvelles* (P.F.N.) *« dément avec indignation »* les affirmations de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, qui avait lui-même démenti le 22 mars à Rouen, l'appartenance de François Duprat à la D.S.T. et attribué l'origine de ces rumeurs, à *« des tracts scandaleux et calomnieux diffusés par le P.F.N. »*. Selon le P.F.N. l'origine de cette rumeur est imputable au seul quotidien *Paris-Normandie*.

CORRESPONDANCE

Denis Forestier et la guerre d'Algérie

M. Pierre Vidal-Naquet nous adresse la lettre suivante :

On doit sans doute le respect aux morts, mais on doit la vérité aux lecteurs. Quand je lis dans *le Monde* du 11 mars à propos de Denis Forestier qu'il « *aura été un partisan farouche de la négociation* » avec les Algériens, je sens mes yeux s'écarquiller et je *ne dois pas* être le seul. J'ai connu Denis Forestier en avril 1958 et il ne cachait pas alors qu'entre la politique du parti socialiste, celle de Guy Mollet et de Robert Lacoste, et la critique qu'en *faisaient* les mendésistes, très influents en milieu enseignant, son choix était fait, en faveur de la première. C'est sous son influence que le S.N.I. (Syndicat national des instituteurs) et la *FEN* reprirent qu'une part des plus modestes (soyons charitables) à la campagne contre les tortures et cela jusqu'en 1960.

Il fut un opposant de la première heure au 13 mai, c'est vrai, il infléchit progressivement à partir de 1960 la politique algérienne de son syndicat, c'est encore vrai, mais avec combien de nuances assourdies dont se souviennent bien ceux qui ont connu cette époque. *Mais*, de grâce, à chaque décès, ne réécrivons pas l'histoire en rose.

— VU —

Le timonier

Maurice Duverger — Il répondait lundi soir sur TF 1 au « Questionnaire », de Jean-Louis Servan-Schreiber — donnait une assez bonne description de l'image que se font l'immense majorité des Français du président de la République. C'est le timonier, l'arbitre, l'œil fixé sur l'horizon, debout seul sur la passerelle de commandement. A la barre. On ne tient pas particulièrement à le voir entrer dans des détails de gestion ni passer trop souvent à la télévision.

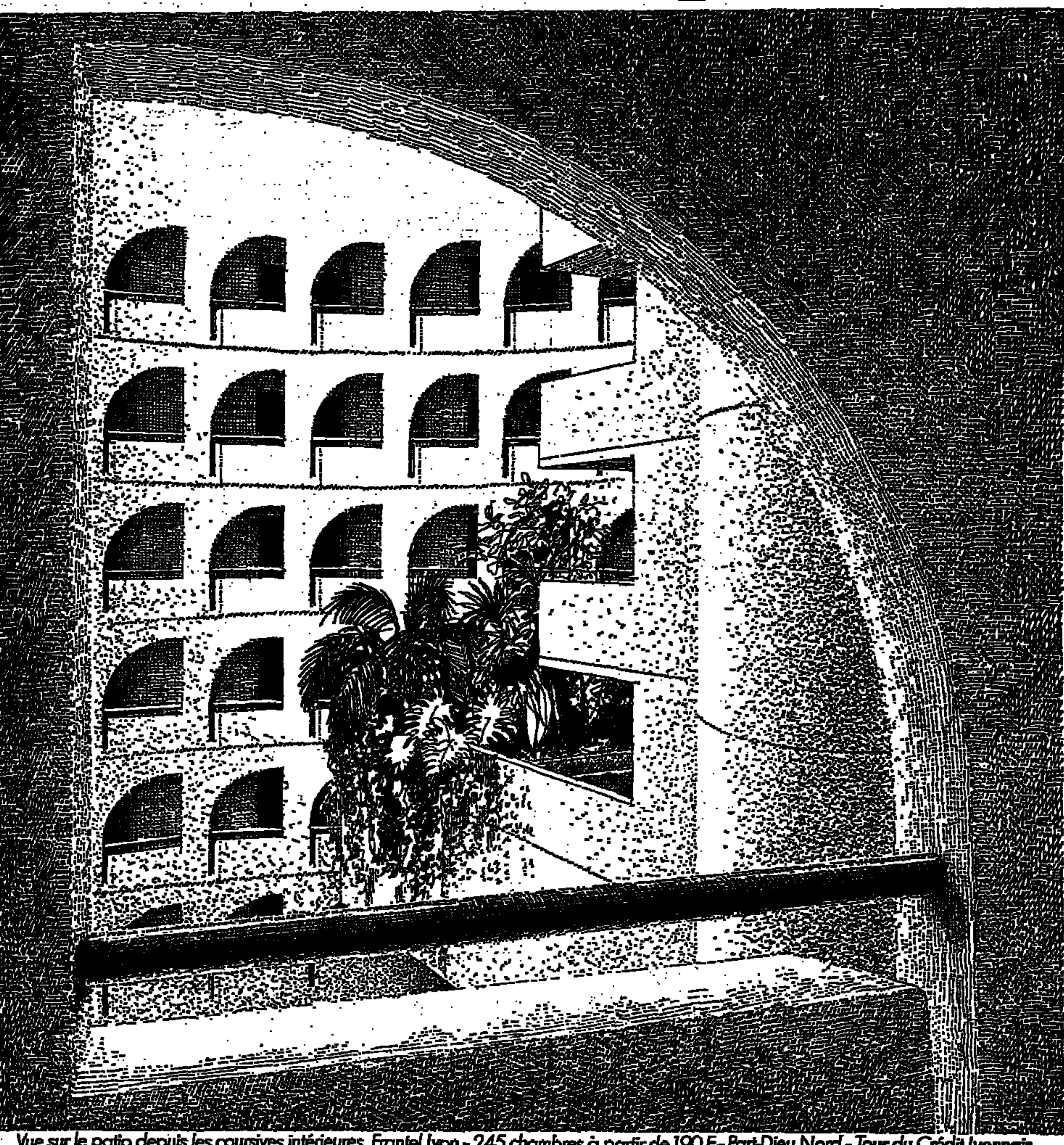
Intéressant cet entretien, feutré, discret, en demi-teintes, accordé à l'humeur d'un pays qui a l'impression de relever de maladie. Fatigué, abruti par cette interminable fièvre électorale, il a besoin qu'on lui parle d'une voix calme, raisonnable, sans se disputer devant lui. Quelle pourrait être la première mesure annoncée par le gouvernement ? Une réforme de la loi électorale ? Maurice Duverger semble trouver cela prématuré. Il y a plus urgent, plus frappant pour l'opinion : un statut de l'opposition. Le poids qu'elle doit avoir au Parlement, seule une plus juste répartition des postes de rapporteurs, de présidents des différentes commissions, peut le lui conférer.

Autre question : quelle leçon tirer du dernier scrutin ? Réponse : les socialistes auront enfin compris que si l'union de la gauche est nécessaire, le programme commun de gouvernement, lui, est une utopie. Si lors des prochaines consultations les voix du P.C. approchent ou égalent, en effet, au premier tour celles du P.S., les gens auront peur et ne voteront pas pour ce programme au second. Si le P.S. dépasse de trop loin le P.C., ce dernier fera tout pour casser, pour saborder l'union. Solution ? Au parti de M. Mitterrand de présenter au pays le nouveau visage, attrayant, humain, du « socialisme démocratique ».

CLAUDE SARRAUTE.



Frantel Lyon.
Un hôtel unique en Europe.



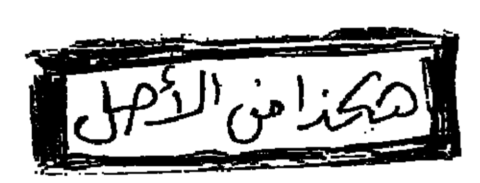
Vue sur le patio depuis les coursives intérieures. Frantel Lyon - 245 chambres à partir de 190 F - Part-Dieu Nord - Tour du Crédit Lyonnais.



Des hôtels au cœur des villes.

Réservations centrales Tél. : Paris (1) 828.88.00 - Lyon (78) 62.94.12 - Marseille (91) 90.74.85

bélier



هكذا من الأصل



VIENT DE PARAITRE

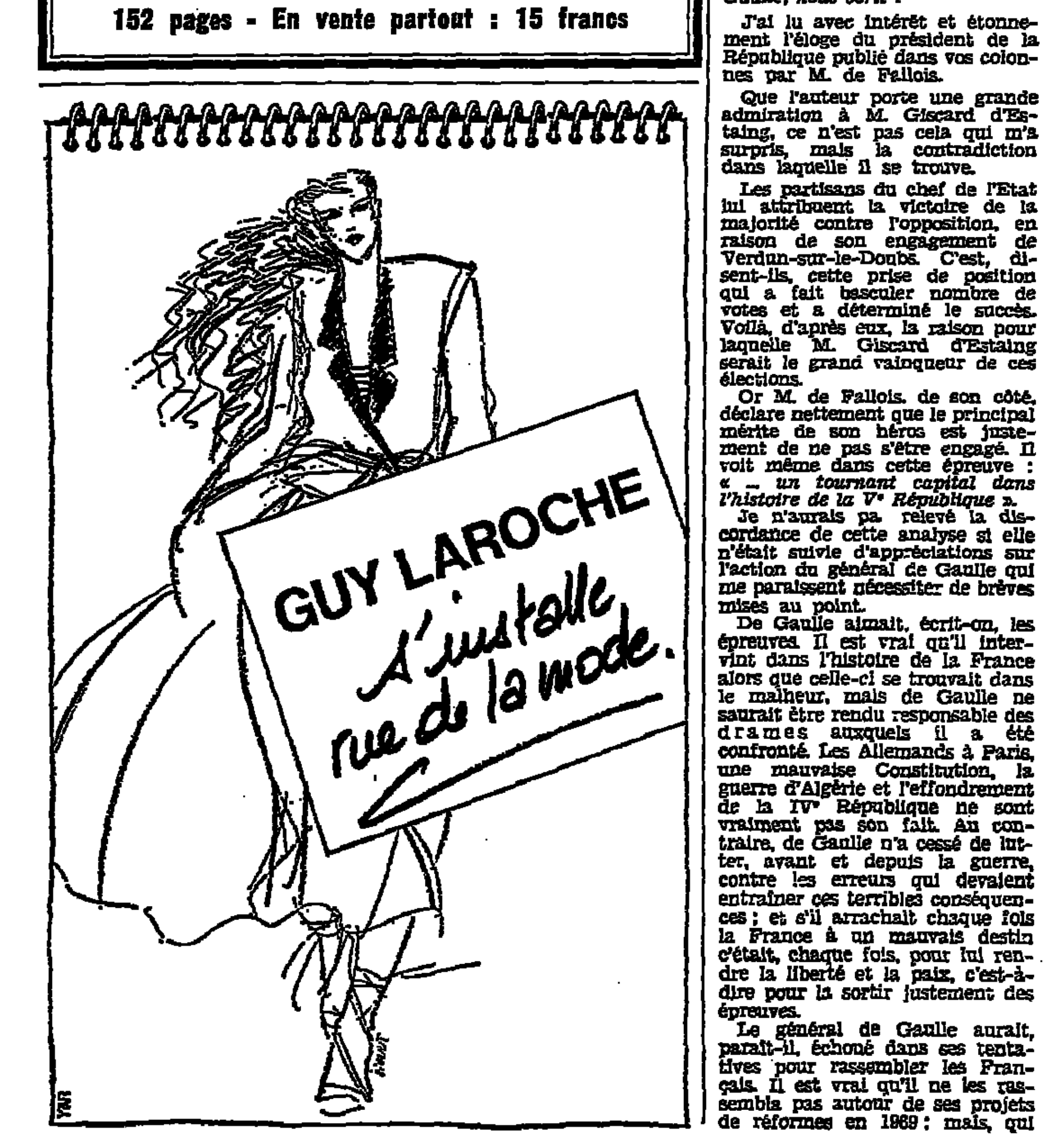
Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1978

La défaite de la gauche

PARTIS • PROGRAMMES • RÉSULTATS

152 pages - En vente partout : 15 francs



POLITIQUE

L'apparence et l'illusion

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

C'est un évènement considérable, sans précédent sous la Vᵉ République, que la venue des dirigeants politiques de l'opposition à l'Elysée. Même si l'on peut imaginer aisément les questions posées et les réponses reçues, même si, après les entrevues, l'on parle de dialogues de sourds et d'échanges formels, les apparences, dans l'affaire, comptent plus que le fond.

En réitérant au lendemain de sa victoire une invitation qu'il avait déjà lancée à plusieurs reprises, M. Giscard d'Estaing a pris le risque de surprendre, voire d'irriter, une partie de ceux qui ont apporté leur voix à la majorité. « Malheur aux vaincus ! » : c'était, depuis vingt ans, la règle et la pratique. Mais M. Giscard d'Estaing entend apparaître non certes comme l'arbitre, mais comme le garant de la loyauté du jeu. Par son geste, il s'engage tacitement à reconnaître les droits de l'opposition, à encourager une participation plus large et plus équitable des élus de la moitié des Français à l'élaboration de la loi et au contrôle de la politique nationale ; sans quoi les rencontres d'aujourd'hui demeureraient sans lendemain. A ce prix, le bénéfice qu'en tire le président de la République réside tout entier dans le choc psychologique qu'il espère provoquer dans l'opinion.

En acceptant cette fois de se rendre à l'Elysée, MM. Mitterrand, Marchais et Fabre n'ignorent pas qu'ils étonnent, voire émeuvent, une partie de ceux qui ont voté pour leurs partis respectifs. Quoi ! Voici qu'ils défèrent à la convocation que leur adresse le chef du camp adverse, l'ennemi qu'ils dénonçaient hier avec tant de vigueur, de fureur presque ? A l'évidence, les chefs de la gauche ont jugé, tout bien pesé, que, en déclinant l'invitation, ils auraient fait figure de mauvais perdants devant le pays. Ainsi la consultation de l'opposition dans les moments difficiles ou à l'heure de l'élaboration d'un programme d'action, habitude anglo-saxonne qui n'avait pas cours en France, fait-elle son entrée dans notre vie publique.

Une vieille image

Mais il y a plus. Qu'on le veuille ou non, ici et là, l'évènement réveille une vieille image, ranime une idée enracinée dans bien des esprits, l'idée et l'image de l'union nationale.

Puisque tous prétendent agir pour le bien commun, que ne s'entendent-ils ? Si la situation est aussi sérieuse qu'ils le disent, pourquoi continuent-ils à s'entredéchirer ? Combien de propos de simples citoyens, de lettres de lecteurs, d'appels de candidats « réellement libres » tournent autour de ces questions ! Certains vont même jusqu'à envisager, sous l'autorité de M. Giscard d'Estaing, un gouvernement où tous se retrouveraient attelés à la même charrette, M. Barre aux finances et M. Marchais au travail, M. Chirac à la défense et M. Fabre à l'intérieur, M. Debré aux affaires étrangères et M. Mitterrand premier ministre !...

Jadis, sous la IVᵉ République, l'appel à l'union nationale n'était qu'alibi ou dérision. Naguère, sous la Vᵉ, l'idée était confisquée par le vieux souverain, puis par son successeur, qui l'entendaient comme une allégeance à leur personne et un ralliement à leur politique contre les forces de désordre et de discorde. Aujourd'hui, sous l'effet des rivalités de la majorité comme de l'opposition, il rencontre une attente plus profonde. L'image des poignées de main de l'Elysée vient l'illustrer de façon spectaculaire : c'est possible, puisqu'ils se voient, se parlent et même, sur certains points, s'accordent. Le choc psychologique est là, et c'est aussi la clef de l'invitation lancée par l'un, de l'acceptation des autres.

Des moyens et des fins diamétralement opposés

Or la politique n'unit pas, elle divise ; on l'oublie trop souvent. C'est dans sa nature, et d'ailleurs il est normal, il est sain qu'il en soit ainsi. Une molle conciliation générale, dans une neutralisation réciproque, au prix de la renonciation à toute idéologie, de l'abandon de toute conviction, serait fragile comme verre et volerait en éclats à la moindre difficulté. Car si l'objectif que l'on s'assigne de part et d'autre s'exprime bien avec les mêmes mots de progrès, de justice, de liberté, de bonheur, les moyens et même les fins sont diamétralement opposés. Ce sont le choc des idées, la confrontation des programmes, la comparaison des sociétés souhaitées et même les rivalités des hommes qui nourrissent le débat qui vient trancher le vote du pays. Sans ces divergences, ces oppositions fécondes — hormis peut-être en d'exceptionnelles et brèves périodes de drame national majeur, — il n'y a plus de choix. Et gouverner, c'est choisir, on l'a dit bien souvent.

Opter pour un impossible apolitisme, c'est opter en fait pour le conservatisme qui constitue un trait permanent du tempérament français, vivace même parmi certains de ceux qui votent à gauche. C'est aussi considérer avec un singulier mépris les hommes politiques de tous bords, en les jugeant capables d'abandonner soudain les principes, les doctrines, les projets qu'ils défendaient la veille. Et pourtant, l'illusion de l'union nationale demeure assez fortement enracinée pour que les rencontres de l'Elysée suffisent à la ranimer soudain et à lui rendre, au lendemain de l'affrontement, toute son actualité.

SYNCRÉTISME ?

(Suite de la première page.)

C'est là que la position de M. Giscard d'Estaing se trouvera inconfortable. Il se rendra compte, qu'au niveau des *moyens* d'améliorer la situation économique et sociale, la coupure entre les partis est telle qu'un syncrétisme des propositions est tout à fait illusoire. D'autre part, dans la mesure où il a inscrit l'achèvement du redressement économique comme tâche prioritaire du gouvernement, le président de la République ne pourra ouvrir trop de vannes.

Que lui restera-t-il alors à faire, une fois enregistrés les avis des uns et des autres ? Plus qu'on ne croit. D'abord il y aura la *manière* d'agir. Les syndicats redécouvrent les vertus de la politique contractuelle. Alors qu'on pouvait craindre, après l'immense déception de la gauche, un « troisième tour » social violent, des arrêts de travail suscités par la colère, les centrales syndicales — aidées, il faut bien le dire, par le nombre important des chômeurs — ont eu la sagesse de s'incliner devant le verdict des urnes. La négociation que la plupart demandent fort légitimement n'est pas au reste une rencontre du type « Grenelle » où l'on met tout sur la table, dont la menace de grèves, mais des pourparlers avec des interlocuteurs ordinaires sur les sujets les plus « chauds ».

Le gouvernement devra tenir compte de cet état d'esprit. Au lieu de mijoter, dans ses cabinets ministériels, les mesures allant dans le sens des préoccupations des citoyens, c'est avec les intéressés qu'il devra préparer son action et appliquer son programme. Les Français ont prouvé qu'ils n'étaient pas insensibles, en temps de crise, aux arguments de la rigueur et le dialogue entre les responsables du pays et les agents économiques peut être parfaitement constructif, à condition que toute once de mauvais spectacle, de manipulation et encore plus de mépris soit bannie de part et d'autre.

Des axes privilégiés

Il appartiendra aussi aux pouvoirs publics, après la ronde des consultations élyséennes, de rechercher — il y en a plus que l'on ne croit — les mesures qui donneraient satisfaction aussi bien à la majorité qu'à l'opposition. Encore une fois, il ne s'agit pas de rechercher le syncrétisme, et de ficeler un paquet qui contiendrait des cadeaux faisant plaisir à tout le monde, mais de pousser, plus que l'avait fait le « programme de Blois », dans certaines directions. Déjà M. Poniatowski, lors de l'émission d'Antenne 2 « Cartes sur table », avait laissé entendre que l'Elysée n'y serait pas hostile, et notamment sur les bas salaires. M. Giscard d'Estaing l'a confirmé vendredi à M. Edmond Maire.

Qu'on le veuille ou non, le slogan du SMIC à 2 400 F lancé par le P.C. a eu un retentissement considérable, à telle enseigne que le parti socialiste, malgré les objections de certains de ses dirigeants et non des moindres comme M. Rocard, s'y est rallié, et que des membres de la majorité ont cherché, en étirant les délais, à prendre aussi à leur compte ces fameux 2 400 F du plancher.

Comme il est probable, M. Giscard d'Estaing ne demandera pas au gouvernement de prendre le risque de fixer une date précise pour atteindre ce taux, mais il s'emploiera à faire accélérer la cadence d'augmentation des bas salaires, en faisant attention toutefois de ne pas trop resserer l'écart qui existe entre le manœuvre-balais et l'ouvrier très qualifié.

Plus généralement, si l'augmentation des bas salaires vient — avec l'emploi — en tête des préoccupations des Français, c'est parce que trop d'injustices criantes sont connues du plus grand nombre. Il ne déplaît pas non plus à M. Giscard d'Estaing de revaloriser par ce biais le travail manuel : il n'est pas normal que les employés gagnent quasi systématiquement plus que les ouvriers. La seule limite sérieuse qui sera imposée au nouveau pouvoir sera de ne pas déclencher ainsi une forte poussée inflationniste. Le « truc » pour éviter les répercussions de la hausse du SMIC sur les premiers échelons de la hiérarchie est d'autant plus difficile à trouver que le futur gouvernement aura le souci de relancer une politique contractuelle des salaires.

D'autres points d'accord sont perceptibles, notamment sur le chapitre fiscal. Le « programme de Blois » parle de la mise en discussion par le Parlement du problème du prélèvement sur les grosses fortunes, rejoignant ainsi le « programme commun ». La volonté réelle de changement du gouvernement sera mesurée à la façon dont il empoignera ce sujet : il y a une façon de forcer la cadence et une autre de « traîner les pieds ». Que les micmacs entraînés par le vote de l'imposition sur les plus-values servent de leçon !

Sur la question brûlante du chômage, peu de recettes communes entre la majorité et l'opposition. La première — et M. Giscard d'Estaing l'a encore rappelé dans son allocution radiotélévisée du 22 mars — estima que c'est d'abord en rétablissant notre économie qu'on défendra l'emploi, même si le « programme de Blois » énumère ensuite des mesures sociales et fiscales (encouragement à la création d'entreprises, droit à une formation professionnelle rémunérée pour les jeunes sans emploi, développement du travail à temps partiel, retraite à la carte à soixante ans).

La gauche entend d'abord lutter contre le chômage par une forte relance de la consommation, par le développement des emplois publics, les autres mesures, dont certaines sont les mêmes que celles de la majorité, n'apparaissant que comme des adjuvants.

De même la lutte contre l'inflation reste très classique du côté de la majorité, alors que l'on mobilisait dans l'opposition pour ce combat non seulement les réductions de l'éventail des salaires, mais les nationalisations (surtout celle du crédit) et une planification plus musclée.

Question de crédibilité

Pour des réformes qui ne coûtent rien, ou pas grand-chose, peut-être s'accordera-t-on aussi plus facilement. « *Répondre au besoin de liberté en allégeant les formalités et les paperasses bureaucratiques, et en développant les responsabilités et les libertés locales, pour que les décisions intéressant les citoyens puissent enfin être prises par eux et sur place* » (allocution de M. Giscard d'Estaing du 22 mars), voilà qui aurait pu être signé également par un responsable du P.S. Le seul ennui, c'est que l'on a entendu cela vingt fois, que la pesanteur administrative et le démon centralisateur sont plus forts que toutes les bonnes intentions.

Sur ce point précis, l' « art d'exécution » du gouvernement sera jugé sans indulgence. Comme l'écrivait M. Paul Sabourin (1), « *la démocratie administrative suppose l'insertion du citoyen dans les rouages de l'administration, comme la démocratie politique inclut la participation du citoyen aux différents niveaux de l'Etat. L'un ne va pas sans l'autre* ». On verra par exemple si la proposition du « programme de Blois » sur l'ouverture du recrutement de la haute fonction publique à des responsables ou des experts venus des entreprises, des organisations syndicales, professionnelles, des professions libérales et des universités sera rapidement mise en application.

Enfin la crédibilité du « nouveau cours » passe — qu'on le veuille ou non — par une fiscalité beaucoup plus juste portant sur les revenus *non* salariaux. Ceux qui, dans les professions libérales et commerciales, échappent en partie à l'impôt sur le revenu représentent une masse électorale négligeable, et ils ne peuvent oublier que c'est à la campagne du pouvoir et à la victoire de la majorité qu'ils doivent d'avoir échappé aux rigueurs, fiscales ou non, du programme commun. Donnant, donnant ?

PIERRE DROUIN.

(1) Recueil Dalloz-Sirey 1978, 11ᵉ cahier, p. 61.

LÉGENDE ET RÉALITÉ

M. Pierre Lefranc répond à M. Bernard de Fallois

M. Pierre Lefranc, président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle, nous écrit :

J'ai lu avec intérêt et étonnement l'éloge du président de la République publié dans vos colonnes par M. de Fallois.

Que l'auteur porte une grande admiration à M. Giscard d'Estaing, ce n'est pas cela qui m'a surpris, mais la contradiction dans laquelle il se trouve.

Les partisans du chef de l'Etat lui attribuent la victoire de la majorité contre l'opposition, en raison de son engagement de Verdun-sur-le-Doubs. C'est, disent-ils, cette prise de position qui a fait basculer nombre de votes et a déterminé le succès. Voilà, d'après eux, la raison pour laquelle M. Giscard d'Estaing serait le grand vainqueur de ces élections.

Or M. de Fallois, de son côté, déclare nettement que le principal mérite de son héros est justement de ne pas s'être engagé. Il voit même dans cette épreuve : « ... *un tournant capital dans l'histoire de la Vᵉ République* ».

Je n'aurais pa relevé la discordance de cette analyse si elle n'était suivie d'appréciations sur l'action du général de Gaulle qui me paraissent nécessiter de brèves mises au point.

De Gaulle aimait, écrit-on, les épreuves. Il est vrai qu'il intervint dans l'histoire de la France alors que celle-ci se trouvait dans le malheur, mais de Gaulle ne saurait être rendu responsable des drames auxquels il a été confronté. Les Allemands à Paris, une mauvaise Constitution, la guerre d'Algérie et l'effondrement de la IVᵉ République ne sont vraiment pas son fait. Au contraire, de Gaulle n'a cessé de lutter, avant et depuis la guerre, contre les erreurs qui devaient entraîner ces terribles conséquences ; et s'il arrachait chaque fois la France à un mauvais destin c'était, chaque fois, pour lui rendre la liberté et la paix, c'est-à-dire pour la sortir justement des épreuves.

Le général de Gaulle aurait, paraît-il, échoué dans ses tentatives pour rassembler les Français. Il est vrai qu'il ne les rassembla pas autour de ses projets de réformes en 1969 ; mais, qui donc obtint de plus grandes communions de pensée que celles qui se manifestèrent à la libération — et pourtant quelle affreuse division nous déchirait ! — en 1958, et même en 1968 ? Personne, jamais, ne fit naître de pareils moments d'unité nationale. Que l'admirateur de M. Giscard d'Estaing ne se soit pas senti concerné, cela est parfaitement son droit.

Quant au calme de ces jours dernier qui semble un bien essentiel aux yeux de mon interlocuteur, je prends la liberté de lui rappeler que les nombreuses victoires électorales remportées par le fondateur de la Vᵉ République se sont toujours produites dans le calme alors que les circonstances, elles, ne l'étaient pas et de loin.

De plus, nous voyons revenir une vieille critique concernant l'intendance dont, paraît-il, de Gaulle ne se préoccupait pas. Peut-être ne s'en préoccupait-il pas, mais en 1958 il réussit en quelques mois à rétablir la confiance, équilibrer le budget, restaurer la monnaie et en 1962 il parvint, sans provoquer de récession, à juguler l'inflation. A ma connaissance, on n'a pas récemment obtenu de résultats aussi convaincants.

Enfin, on nous dit que de Gaulle était un pessimiste et qu'il ne croyait pas les Français dignes de la France.

Pour annoncer, en juin 1940, que la France serait présente à la victoire, il fallait, me semble-t-il, une grande dose d'optimisme et une formidable confiance dans les Français.

Cette confiance, d'ailleurs, les Français la rendaient bien à de Gaulle puisqu'au travers de toutes les épreuves, pendant près d'un quart de siècle, ils ont répondu à ses appels, l'ont soutenu et, cette semaine encore, les études le prouvent, l'attachement aux principes qui étaient les siens et le respect de la Constitution qu'il nous a laissée ont joué un rôle décisif dans le résultat de la consultation.

Que M. de Fallois n'oublie pas que M. Giscard d'Estaing a été, et demeure, le premier à bénéficier de la fidélité des Français à de Gaulle et à sa conception de la République.

POLITIQUE

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Un nouveau départ

Une fois les comptes électoraux achevés, et les leçons du scrutin tirées, le paysage politique a-t-il changé ? La plupart des commentateurs de la presse hebdomadaire voient dans les invitations lancées par M. Valéry Giscard d'Estaing aux responsables politiques et syndicaux, et dans l'acceptation de ces derniers, sinon la preuve, du moins le signe d'une modification du « climat » politique.

Pour Michel Crespy, dans *REFORME*, « si la situation électorale est celle de 1974, la situation politique est bien différente ». Après avoir évoqué « le troisième échec de l'union de la gauche [qui] va probablement, comme dans les compétitions olympiques, entraîner son élimination » et la « situation non moins délicate » dans laquelle « l'indiscutable rééquilibrage et l'ampleur de la victoire » de la majorité placent le R.P.R., Michel Crespy conclut : « C'était bien le troisième tour des présidentielles. Désormais, Giscard d'Estaing a assis sa présidence et il a en mains toutes les cartes qui lui manquaient depuis quatre ans. »

L'ECONOMIE, hebdomadaire proche du parti républicain, partage ce point de vue. « Maître du jeu politique », M. Giscard d'Estaing, constate cet hebdomadaire, a eu « un rôle décisif dans la victoire de la majorité : c'est lui qui en a arrêté la date, malgré les avis contraires ; c'est lui qui a permis aux jeunes de participer à ces élections en dépit des craintes ; c'est lui qui a exposé aux Français les termes du choix, et donné au scrutin sa véritable dimension. Le temps ne lui sera plus mesuré (...).

Pierre Pujo, dans *ASPECTS DE LA FRANCE*, royaliste, manifeste quelque inquiétude devant une défaite de la gauche qui « offre à M. Giscard d'Estaing la tentation de formuler de nouvelles ouvertures en direction des socialistes et des radicaux de gauche ».

Ce sont des craintes à peine différentes qu'exprime l'éditorialiste de *RIVAROL*. « Souvenez-vous, écrit-il, du premier printemps giscardien : qui nous garantit que, pour faire pièce au gaucho-gaullisme et au syndicalo-marxisme, le second printemps du président ne cédera pas davantage encore à la démagogie — un certain snobisme, assorti d'un dangereux sentiment de « victoire », n'étant pas fait pour arranger les choses ? »

Rappelant que depuis deux siècles au moins « nous vivons dans une sorte de spasme les péripéties du destin national », Olivier Chevrillon, dans *LE POINT*, oppose le « spasme de l'unanimité » et celui des « violentes contractions partisanes ». A propos du premier, il précise : « Le début de Vichy et même les premiers jours de mai 1968 sont des exemples de ces fusions et de ces effusions. Les moments unanimes restent d'ailleurs gravés dans l'inconscient comme les modèles d'une politique lavée de ses souillures. Ils correspondent au rêve d'une politique sans politique... » Quant au second, le président-directeur général du *POINT* souligne que M. Giscard d'Estaing « cherche à guérir ce tétanos » et que son initiative « peut d'abord protéger l'unité nationale » et ensuite donner lieu à un dialogue qui « permet également, parfois, de découvrir des solutions nouvelles ».

Dans *FRANCE NOUVELLE*, hebdomadaire du parti communiste, Dominique Vidal assure : « Au-delà des phrases, répétées le 22 mars, sur l'unité des Français, la cohabitation raisonnable entre majorité et opposition, et le refus pudique du « débauchage », perce encore l'espoir de pouvoir un jour constituer, entre son parti et une partie de la gauche non communiste, cette « grande coalition » que, dès 1972, il appelait de ses vœux, une fois brisée « l'alliance contre nature ». Une chose est que les partis de gauche, les syndicats aillent, forts du vote de la majorité des Français — et de la volonté de changement d'une partie de l'autre — à l'Elysée pour exposer leurs opinions et exiger la solution des problèmes les plus urgents. Autre chose est de certains premiers signes d'hésitation, voire pire. »

Olivier Todd se demande dans *L'EXPRESS* si la majorité parlementaire va se montrer « revancharde et versaillaise ». Il affirme : « Les dialogues de l'Elysée n'iront pas loin si, dans la nouvelle Assemblée, l'opposition n'est pas dotée des moyens d'un parlementarisme démocratique vraiment pluraliste » qui, selon lui, « est d'abord le compromis qui n'est pas nécessairement la compromission ».

Pour François d'Orcival, « la porte ouverte à M. Mitterrand », par le chef de l'Etat, ne doit pas être « une porte fermée à M. Chirac ». Il écrit dans *VALEURS ACTUELLES* : « En laissant, après son élection à la présidence, en 1974, son parti se livrer à une vendetta contre le parti gaulliste, M. Giscard d'Estaing a provoqué la rivalité de M. Chirac. La faute serait que le nouveau succès de la majorité se traduise par une nouvelle vendetta anti-chiraquienne. La concurrence de MM. Chaban-Delmas et Edgar Faure pour la présidence de l'Assemblée en sera la première épreuve. »

Cette compétition pour le « perchoir » fait dire à Georges Mamy, dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR* : « Voilà qui nous ramène des songeries irisées du président de la République à l'ordinaire et commune pratique. Tel qui se berce et berce autrui des merveilles d'une hypothétique « union nationale » se complaît au plein jour dans les minces complots du sérail politicien. Bien qu'il se soit interdit pour l'avenir ce qu'il pratiquait avec délices naguère : ce « débauchage qui consiste à piquer ici ou là des membres de partis politiques ».

Pour Jean-Marc Sylvestre, « les entreprises vont se trouver en première ligne ». Il explique, dans *LA VIE FRANÇAISE-L'OPINION*, que « le rétablissement de leurs capacités financières, le redressement des grands équilibres conditionnent la réussite de l'ouverture sociale et la mise en place des grandes réformes ». Et il ajoute : « Des réformes et une ouverture dont la réussite économique, si brillante soit-elle, ne nous dispensera pas. Des mesures qui risquent aussi de faire grincer les dents à une frange de l'électorat. »

« Le temps de l'analyse va maintenant commencer », considère, dans *L'HUMANITE-DIMANCHE*, Claude Lecomte, avant de poursuivre : « Mais aussi le temps des luttes pour tous ceux qui ont manifesté combien leur sort était intolérable et aussi pour ceux qui n'ont pas donné une réponse à cette question par leur bulletin de vote, mais pour qui elle se pose tout aussi fortement. Car la majorité minoritaire sort affaiblie, en voix et en sièges. Les causes de sa politique néfaste subsistent aussi fortement. Pour elles, les échéances commencent. »

Signant l'éditorial de *LUTTE OUVRIERE* (trotskiste), Arlette Laguiller note : si le chef de l'Etat « reçoit aujourd'hui les dirigeants des partis de gauche et des organisations syndicales, alors que les élections sont passées et qu'il les a remportées, c'est bien parce qu'il craint les réactions de la classe ouvrière.

L'ETINCELLE, hebdomadaire communiste révolutionnaire, souligne : « A l'heure des bilans, les travailleurs doivent faire celui de l'électoralisme du P.C. et du P.S. Après avoir choisi la voie de la capitulation dans les luttes et préparé ainsi la démoralisation de ceux qui avaient mis tous leurs espoirs dans la gauche, ils ont choisi la voie de la capitulation politique.

Ce sont des « raisons d'espérer » que propose Guy Perrimond dans *L'UNITE*, hebdomadaire du parti socialiste. Parlant de « l'amertume » de certains électeurs de gauche, il écrit : « Il ne faudra pas [la] laisser se transformer en dépit, en blocage. Et là, seul le P.S. peut offrir un espoir, une analyse, une pratique. A la fois sur le plan national et sur le plan local. Dégagé des impératifs d'une campagne électorale aux discours biaisés, les militants socialistes pourront, devront retrouver le chemin de leurs propres initiatives. Celles de la démocratie locale, par exemple. Celles de la présence dans les entreprises. Et, surtout, dire et redire que changer la vie — car nous la changerons — ne se résume pas aux seules élections, aux seuls salaires. »

Georges Montaron prend en compte, dans *HEBDO-T.C.-TEMOIGNAGE CHRETIEN*, les progrès accomplis par la gauche : « Bien qu'ils ne soient pas suffisants, ils nous indiquent, en tout cas, la voie à suivre. Nous n'avons pas le droit de relâcher nos efforts après avoir convaincu tant d'hommes et de femmes de ce pays. Et, pour faire bouger le dernier carré, il faut reconstruire au plus vite l'union de toute la gauche. »

Dans *TRIBUNE SOCIALISTE*, hebdomadaire du P.S.U., François Turquan constate : « Le résultat des élections montre que le succès des combats revendicatifs ne dépend plus d'une victoire électorale et qu'à l'inverse c'est à partir des luttes sociales que la bataille politique pourra être gagnée à terme. L'esprit d'« ouverture » du patronat est significatif ; si la bourgeoisie a gagné les élections, elle est en ce moment même vulnérable sur le terrain de la lutte économique. Elle sent confusément qu'il lui faudra payer sur le plan social cette victoire politique inespérée. »

Quant à Patrick Rotman, dans *POLITIQUE HEBDO*, il souligne que les partis qui se réclament du socialisme « doivent préfigurer la société qu'ils prétendent construire ». Il précise : « S'ils sont incapables de promouvoir en leur sein une réelle vie démocratique, quel crédit leur apporter pour l'avenir ? La remarque vaut pour le parti socialiste, où la cour des experts a suppléé aux militants. Elle garde toute sa validité pour le P.C.F., qui ne pourra échapper très longtemps à ce débat fondamental. Il n'y a pas d'autre issue que l'union de la gauche. A condition que les partis connaissent une profonde mutation. A condition que la gauche change. »

A. CH.

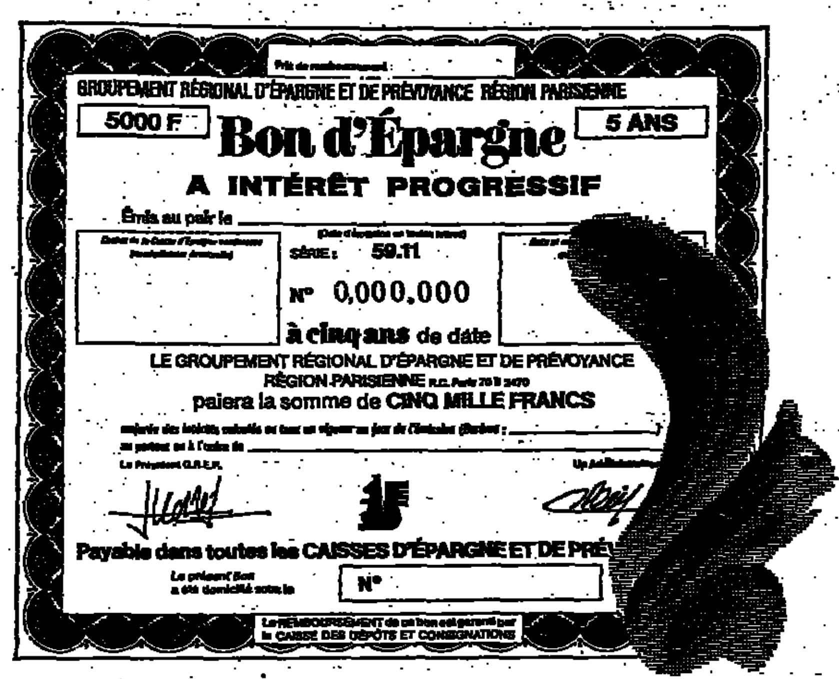
M. Charlot : c'est au premier tour que la gauche a perdu

Sous le titre « C'est au premier tour que la gauche a perdu », M. Jean Charlot écrit dans *le Point* :

« Les reports, au total, n'ont pas été mauvais à gauche, contrairement à ce qu'on pouvait penser après six mois de querelles publiques. Réflexe de défense dans l'adversité ? Volonté de croire dans la cérémonie des retrouvailles de l'entre-deux-tours ? Quoi qu'il en soit, les reports socialistes sur les communistes ont été presque aussi bons qu'en 1973 (68 % en 1973, 66 % en 1978) ; ils ont été meilleurs que prévu avant la crise du 22 septembre (57 % dans le sondage Ifop-le Point des 22-27 août) et sans commune mesure avec les intentions de report exprimées au cœur de la crise (42 % en novembre 1977). Les électeurs communistes, de leur côté, se sont reportés en masse (à 96 %) sur les candidats de la gauche non communiste — comme si de rien n'était. Les pertes communistes, d'un tour à l'autre, ne peuvent donc pas être imputées à une dégradation de la « discipline républicaine » au sein de l'électorat socialiste. (...)

» Cela étant, l'explication des surprises du second tour est simple : il faut la chercher non pas dans l'entre-deux-tours, mais dans les résultats du premier tour. La gauche a perdu parce qu'elle ne s'était pas assuré au premier tour une marge de sécurité suffisante en voix pour compenser, au second tour, l'érosion habituelle de son électorat. Le PC gagne finalement plus de sièges que le PS parce que la concentration géographique de ses candidats, élus et électeurs du deuxième tour dans les meilleures circonscriptions de gauche, lui assure précisément l'énorme marge de sécurité dont il a besoin. Au-dessous de 55,50 % de voix au premier tour, le PC est vulnérable au second ; mais il a 77 % de ses élus bien à l'abri derrière la barre des 55,50 %, contre 49 % des élus socialistes et radicaux... »

BONS D'EPARGNE ECUREUIL

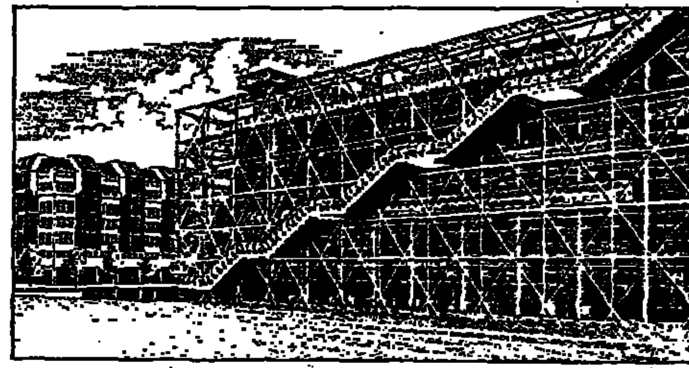


– La simplicité d'une formule qui vous laisse maître de votre épargne.
– La sécurité d'un placement Caisse d'Épargne.
– La discrétion d'un titre au porteur.
– Des intérêts progressifs de 3 mois à 5 ans garantis par un barème remis à chaque souscripteur.
– Une rentabilité sur 5 ans calculée sur la base d'un taux actuariel brut de 9,75 % l'an.

Caisse d'Epargne Ecureuil

Inter Publi Conseil

1er janvier 1980.
Un seul immeuble de bureaux aura ce privilège.



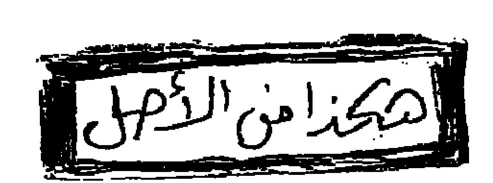
"Le Beaubourg"

6.600 m² de bureaux neufs en bordure du Centre Beaubourg.
A 350 mètres de la nouvelle station Halles-Châtelet (R.E.R. + métro + S.N.C.F.).
Une réalisation Cogedim située dans le Quartier de l'Horloge.
Appeler Bourdais Bureaumatique - Tél. : 277.11.89 ou D. Féau. Tél. : 261.80.40 +

Bourdais



D. FEAU entreprises



هكذا من الأصل

POLITIQUE

L'ÉVOLUTION DES ÉLECTORATS ENTRE 1973 ET 1978

par GÉRARD GRUNBERG (*)

Elections de continuité plus que de rupture, de résistance plus que de mouvement, le scrutin législatif de mars apparaît paradoxal à plus d'un titre.

Le parti socialiste, dont chacun pronostiquait la percée, progresse effectivement (22,78 %). Mais sa poussée, loin de provoquer un bouleversement des structures électorales, épouse et prolonge un mouvement déjà perceptible en 1973, dont les élections municipales de l'an dernier avaient permis de mesurer la traduction au niveau local. La gauche, qui partait favorite, subit un échec qui paraît d'autant plus sévère que ses espérances de victoire étaient plus grandes. Dès lors, il convient de s'interroger autant sur les facteurs de résistance au changement que sur les facteurs de changement eux-mêmes.

I. - Les résistances à la poussée socialiste

Dès 1973, le renouveau du parti socialiste apparaît lié à la diversification de son implantation et à la nationalisation de son influence électorale. Ses progrès sont déjà sensibles dans l'Est, l'Ouest, les pays de la Loire, le Poitou et la Basse-Normandie notamment, « terres de mission » de la gauche. Dans le même temps, les bastions traditionnels hérités de la S.F.I.O. subissent une lente érosion — Nord et Limousin — ou restent stables.

Ce mouvement se poursuit malgré certaines modifications entre 1973 et 1978 (voir tableau I) (1). La progression reste forte dans l'Est et l'Ouest comme le laissait prévoir la poussée de la gauche aux élections municipales. Dans les zones de force, les gains sont inférieurs à la moyenne nationale, mais les situations sont très diverses (voir tableau II). Dans les départements du Nord et de la Haute-Garonne, la tendance au déclin paraît stoppée, même si la dégradation se poursuit dans certains endroits — Maubeuge ou Cambrai dans le Nord — en raison de facteurs locaux particuliers. En revanche, dans la Haute-Vienne et surtout les Bouches-du-Rhône, l'érosion s'accentue. Si l'on suit l'évolution de la gauche de 1973 à 1974 et à 1978, trois phénomènes apparaissent. La progression dans l'Est et l'Ouest est moins rapide après 1974 qu'avant.

La gauche récupère en 1978 la majeure partie des voix concédées à la majorité en 1974 dans les fiefs socialistes du Nord et du Sud-Est. Enfin, plus récemment, la notable poussée observée dans le Sud-Ouest et la région parisienne est à mettre pour l'essentiel au crédit du parti socialiste. Dans cette dernière région, les gains paraissent avoir été obtenus en partie aux dépens du parti communiste, qui perd jusqu'à 20 % dans certains de ses fiefs. Désormais, le courant socialiste concurrence fortement le courant communiste non seulement à Paris, où il conquiert la première place à gauche, mais également dans la banlieue rouge et dans la grande couronne, où sa percée est spectaculaire.

Demi-succès pour le parti socialiste, demi-échec causé aussi bien par la bonne tenue de la dernière-née des grandes formations politiques, l'U.D.F., que par la concurrence communiste dans les fiefs socialistes.

L'U.D.F. : la course au centre

Lancée très tard, avec hésitation, l'U.D.F. paraît bien fragile à la veille du scrutin. Ses divisions internes et le refus de M. Barre d'en prendre le commandement semblent constituer un handicap face à la montée socialiste et à la résistance du R.P.R. Ce dernier dispose de nombreux atouts : ses sortants, la puissance de son appareil, l'activité inlassable de son chef. C'est sans compter sur cette fraction non négligeable de l'électorat qui demeure centriste et que l'on croyait largement ralliée au parti socialiste. L'U.D.F. giscardienne a constitué une structure d'accueil qui a pu dissuader au dernier moment cette fraction de voter pour un parti socialiste qui paraissait déstabilisé par la tactique communiste. De manière certes très amortie, c'est un peu le phénomène Poher qui se reproduit le 12 mars dans de nombreuses circonscriptions, où l'U.D.F. est venue troubler le face-à-face gauche-R.P.R.

Afin de prendre la mesure de ce phénomène, observons les évolutions entre 1973 et 1978 dans une série de circonscriptions dont le député sortant appartient au R.P.R. (tableau n° III).

Dans toutes ces circonscriptions, le P.S. peut espérer progresser largement. Or ses gains, bien que non négligeables, sont le plus souvent modestes. On note même des reculs dans la Mayenne, où le P.S. avait pourtant, en 1977, conservé brillamment Laval, et dans le Var, où il avait conquis Hyères. Partout, l'U.D.F. devance le R.P.R., parfois très largement. Disposant de la plus grande partie du capital de voix réformatrices de 1973 et y ajoutant près de la moitié des voix de la majorité de 1973, l'U.D.F. parvient à limiter le développement socialiste et à battre en brèche la prééminence du R.P.R.

L'U.D.F. recueille la plus grande partie des héritages majoritaire et réformateur confondus dans l'Est, l'Ouest, et les régions Rhône - Alpes et Méditerranée, c'est-à-dire là où la concurrence entre le centre d'opposition et le gaullisme est toujours demeurée vive sous la Ve République (tableau n° I). En revanche, le parti de M. Jacques Chirac demeure dominant au sein de la majorité dans le Nord, le Centre, le Sud-Ouest et la Région parisienne. Le centre droit n'a peut-être pas ou pas encore de sociologie spécifique à l'intérieur de la droite mais n'a-t-il pas déjà retrouvé sa géographie. Au total l'U.D.F. n'a pas réussi à devancer le R.P.R. au plan national (21,5 % contre 22,35 % au R.P.R.), mais son score n'en est pas moins remarquable.

La concurrence communiste

Si la vague socialiste a été souvent contenue sur les terres de tradition centriste par l'U.D.F. et par la majorité en général, elle s'est également brisée sur le roc communiste dans les régions où la concurrence entre les deux partis pour l'hégémonie remonte à la scission du mouvement ouvrier français.

Ici le parti socialiste enregistre probablement quelques pertes sur son flanc droit dans cette frange d'électeurs pour lesquels il constituait jusqu'à la signature du programme commun le meilleur rempart contre le communisme. Le parti communiste, lui, taille symétriquement quelques croupières sur sa gauche. Notons que ce dernier enregistre une légère progression dans le Nord, en Haute-Vienne et dans la Haute-Garonne et perd moins que le parti socialiste dans les Bouches-du-Rhône (tableau n° II). Si l'on ajoute les gains communistes plus nets dans certains départements comme l'Oise, l'Aude, l'Hérault, le Gard, la Creuse, la réalité de la concurrence communiste apparaît pleinement. Une conséquence directe de cette concurrence est que dans plusieurs circonscriptions socialistes les candidats communistes arrivent en tête de la gauche le 12 mars (Ardennes, Bouches-du-Rhône, Gard, Nord, Oise, Vaucluse et Haute-Vienne). Le parti communiste, dont la tendance générale est au recul, confirme ainsi sa vitalité sur les terres socialistes.

II. - Les résistances internes à la victoire de la gauche

Le premier tour a clairement montré que le système politique français se compose désormais de quatre grandes formations aux dimensions à peu près comparables, le P.S. et le R.P.R. devançant l'U.D.F. et le P.C.

Le second tour a transformé cette structure quadripolaire en un affrontement droite-gauche auquel une seule circonscription a échappé, la cinquième du Finistère ! La mobilisation, déjà particulièrement forte au premier tour, 83.4 %, s'est encore accrue d'un tour à l'autre atteignant le niveau record de 84.7 %.

Le premier tour avait donné un léger avantage à la gauche. Le second est un net succès pour la majorité en voix comme en sièges. Dans les quatre cent vingt-trois circonscriptions en ballottage (*le Monde* du 23 mars), la gauche représentait au premier tour 49.9 % des suffrages exprimés, la majorité 45,2 % et les « divers », 4,9 %. Au second tour, où la progression des suffrages exprimés n'est, au total, que de 1,1 %, la gauche n'atteint plus que 49,3 % et la majorité 50,7 %, soit le score de Valéry Giscard d'Estaing le 19 mai 1974. Les circonscriptions les plus favorables à la majorité ayant élu leur député dès le premier tour, c'est bien d'un recul de la gauche qu'il s'agit.

Mauvais reports de voix à gauche, discipline parfaite à droite, vote des « divers » et des nouveaux votants pour la droite ? Aucune de ces explications ne peut être rejetée, *a priori*, mais aucune ne rend compte à elle seule de l'ensemble du phénomène.

Il est peu probable que les nouveaux votants ou les électeurs qui ont donné leurs voix au premier tour aux candidats écologistes, jobertistes ou « autres divers », aient tous voté le 19 pour la majorité. Certes, le front autogestionnaire a pu capter, dès le premier tour, la partie la plus à gauche de l'électorat écologiste. Et les nouveaux votants se recrutent peut-être davantage dans le « marais » qu'ailleurs. Mais l'explication demande à être complétée.

Se pose alors le difficile problème des reports à l'intérieur des deux grands camps.

Par commodité, les observateurs additionnent le plus souvent les voix de gauche ou de droite du premier tour et ne relèvent la médiocrité des reports que dans les cas où ce total est supérieur au score obtenu par chaque camp au second tour. Faute de données satisfaisantes, ce type de calcul est à peu près le seul possible. Il ne faut pourtant pas se cacher ce qu'il a de trompeur. Les données de sondages et le dépouillement des listes d'émargement montrent que les mouvements de voix d'un tour à l'autre sont à l'évidence plus complexes que ne le suggère l'examen de bilans apparents. Même dans une conjoncture de forte mobilisation, il existe des chassés-croisés importants au niveau de l'abstention. Par exemple, des électeurs de gauche ont pu se réfugier dans l'abstention au second tour et être remplacés par des abstentionnistes du premier tour ou par des électeurs ayant voté écologiste le 12 mars. En outre, il existe des échanges, plus ou moins importants, entre les deux camps d'un tour à l'autre. Il est donc clair que le seul examen des résultats ne peut permettre de maîtriser convenablement ce problème des reports.

Une analyse régionale sommaire montre que la gauche atteint à peu près au second tour son pourcentage du premier tour dans la région parisienne, l'Est, l'Ouest, le Sud-Ouest et la région Rhône-Alpes, mais enregistre une perte notable là où la concurrence interne est forte et ancienne, particulièrement dans la région méditerranéenne (indice 93), et dans le Nord. La médiocrité des reports à gauche est probablement la première responsable de cet état de fait. En revanche, dans la majorité, les gains d'un tour à l'autre sont partout sensibles. La discipline paraît y avoir fonctionné nettement mieux qu'à gauche.

Afin de neutraliser l'influence de la mobilisation entre les deux tours, examinons les résultats de quelques bureaux de vote où l'abstention n'a pas varié en distinguant selon qu'il s'agit au second tour d'un candidat socialiste ou d'un candidat communiste (tableau n° IV).

Dans tous les cas, et quelle que soit l'appartenance partisane du candidat de gauche, on observe une progression souvent très nette de la majorité. Inversement, la gauche recule généralement, même lorsque le candidat est socialiste. Comme il est peu probable que toutes les voix des candidats « divers » se soient portées au second tour sur les candidats de la majorité, les reports à gauche sont à coup sûr plus médiocres encore qu'il n'y paraît. Si la discipline paraît meilleure au profit des candidats socialistes qu'à celui des candidats communistes, l'écart — de 10 points en moyenne — n'est pas aussi net que prévu. Encore faut-il souligner que, pour toutes les raisons évoquées plus haut, il convient en cette matière de faire montre de la plus extrême prudence.

Le bilan de cette analyse fait clairement ressortir que la gauche doit d'abord sa défaite à ses propres divisions et à l'image qu'elle en a donné. A l'issue du premier tour et malgré la déception ressentie par ses partisans, elle représentait encore une force considérable, supérieure à celle de la majorité dans les circonscriptions en ballottage.

Pour gagner il aurait d'abord fallu que le parti socialiste puisse dès le premier tour fixer la frange centriste qui lui a finalement fait défaut. L'engrenage dans lequel le parti socialiste s'est laissé prendre par le parti communiste et qui a abouti à l'accord tardif du 13 mars a sans doute amené cette frange d'électeurs à douter que le parti socialiste tienne aussi bien en main les rênes de l'union qu'il en avait donné l'impression depuis la signature du programme commun. L'U.D.F. a su profiter de ce reflux mais aussi la majorité tout entière. Pour que la gauche l'emporte il aurait fallu également que ses électeurs soient tous gagnés à l'idée d'unité. Ce n'était déjà pas le cas avant la rupture du 22 septembre. Alors après...

(1) Les tableaux I et IV ont été établis à partir des résultats d'un échantillon de cinq cents bureaux de vote répartis sur tout le territoire métropolitain représentatifs nationalement et régionalement. Les données ont été recueillies à l'occasion de l'opération-simulation C.I.I. - Honeywell-Bull.

(*) Attaché de recherches au C.N.R.S. et à la Fondation nationale des sciences politiques.

I. — Indices d'évolution régionale 1978-1973 (1)

REGIONS (2)	P.C. 78 / P.C. 73	P.S.+Rad. g. 78 / P.S.+Rad. g. 73	U.D.F. 78 / Maj. et Cent. 73	R.P.R. 78 / Maj. et Cent. 73
Centre	92	110	36	56
Est	97	123	44	37
Méditerranée	95	108	59	40
Nord	96	103	37	50
Ouest	97	132	50	40
Rhône-Alpes	97	106	53	41
Rég. parisienne	98	117	29	52
Sud-Ouest	102	115	33	51
ENSEMBLE	97	114	43	45

(1) Les indices d'évolution sont calculés par rapport aux pourcentages des suffrages exprimés. Si un candidat recueille 20 % en 1973 (indice 100) et 25 % en 1978, l'indice sera 125. S'il recueille 20 % en 1973 et 15 % en 1978, l'indice sera 75.
(2) Les vingt-deux régions ont été réparties en huit grandes régions.

II. — Évolution du P.C. et du P.S. (en %) dans quatre départements à dominante socialiste

PARTIS	Nord 1973	Nord 1978	Bouches-du-Rhône 1973	Bouches-du-Rhône 1978	Hte-Vienne 1973	Hte-Vienne 1978	Hte-Garonne 1973	Hte-Garonne 1978	Moyenne nationale 1973	Moyenne nationale 1978
P.C.	25,6	26	32,8	32	33	34	17,6	19	21,3	20,6
P.S.+MRG (U.G.D.S.	24,6	26	27,2	24	28,6	27	31	33	20,4	24,8

III. — Succès de l'U.D.F. et défaites du R.P.R. (en %) dans des circonscriptions où le R.P.R. détenait le siège (1er tour)

CIRCONSCRIPTION	P.S. 1973	P.S. 1978	Ctre (1) - U.D.F. 1973	Ctre (1) - U.D.F. 1978	U.D.R.- R.P.R. 1973	U.D.R.- R.P.R. 1978
Loire, 6e	23	25	16	31	35	20
Maine-et-Loire, 3e	17	20	35(2)	28,4	26	23
Marne, 1re	19	21	18	25	44	20
Haute-Vienne, 1re	16	21	28	34	37	22
Mayenne, 1re	38	33	15	45	40	8
Meuse, 1re	28	31	17	31	36	12
Bas-Rhin, 1re	17	21	28	32	45	24
Rhône, 2e	21	24	22	32	29	16
Haute-Savoie, 3e	18	22	20	29	36	23
Var, 2e	24	21	14	28	38	24

(1) Candidats de la majorité non U.D.R. et Centristes.
(2) Trois candidats.

IV. — Indice d'évolution de la gauche et de la majorité d'un tour à l'autre dans des bureaux où l'abstention n'a pas changé (1)

EMPLACEMENT DU BUREAU	P.C. 2e TOUR / GAUCHE 1er TOUR	MAJORITE 2e TOUR / MAJORITE 1er TOUR
Aisne, 2e	91	114
Bouches-du-Rhône, 7e	92	125
Bouches-du-Rhône, 10e	84	133
Loiret, 2e	86	126
Nord, 15e	83	121
Id. (autre bureau)	92	129
Nord, 18e	95	127
Seine-et-Marne, 2e	87	118
Haute-Vienne, 1re	83	155
Hauts-de-Seine, 3e	91	115
Morbihan, 6e	92	117
Moselle, 3e	90	112
Nord, 17e	79	152
Pas-de-Calais, 7e	92	106
Paris, 30e	96	126

	P.S. 2e TOUR / GAUCHE 1er TOUR	MAJORITE 2e TOUR / MAJORITE 1er TOUR
Pas-de-Calais, 1re	105	102
Nord, 8e	93	118
Nord, 17e	96	139
Aube, 1re	100	103
Côte-d'Or, 1re	115	106
Hérault, 5e	90	119
Loire-Atlantique, 6e	101	107
Manche, 3e	121	101
Manche, 5e	107	124
Mayenne, 1re	94	109
Morbihan, 6e	98	116
Nord, 1re	95	136
Meuse, 1re	96	105
Pas-de-Calais, 9e	91	120

(1) Les indices sont calculés sur la base 100 en 1973 par rapport aux suffrages exprimés.

(PUBLICITE)

Bientôt cambriolé

Ça n'arrive pas qu'aux autres et demain votre maison, votre appartement, risquent d'être visités. Une protection électronique « sécurité-dissuasion » met les cambrioleurs en fuite. Nous installons les systèmes simples, efficaces, sûrs.

SOGEPE - 14, boulevard Montmartre (9e) - 770-85-12 ou 770-50-82





La nouvelle Assemblée

Deux cent vingt-deux nouveaux venus et deux cent soixante-neuf réélus

Compte tenu des seize sièges vacants dans l'*Assemblée nationale sortante*, quatre cent soixante-quinze députés étaient soumis à renouvellement. Quatre-vingt-treize d'entre eux n'étaient pas candidats, et André Boulloche, P.S., qui se représentait dans la 2e circonscription du Doubs, est décédé entre les deux tours. *Deux cent soixante-neuf, dont quarante-six au* premier tour, ont été réélus. Parmi eux, trois ont retrouvé un mandat dans des circonscriptions autres que celles dont ils étaient les députés sortants. Cinquante et un, dont deux au *premier tour, ont été battus*. A l'issue du premier tour, vingt-huit ont été éliminés ou se sont retirés. Trois des trente-trois candidats qui se présentaient avec des députés sortants pour suppléants n'ont pas été élus.

Dans la nouvelle Assemblée, on compte deux cent vingt-deux nouveaux élus, dont quarante et un retrouvent un mandat laissé en cours de législature, ainsi que M. Lecat qui, élu en 1973 dans la 3e circonscription de la Côte-d'Or, avait tenté sans succès de la retrouver à l'occasion d'une élection partielle en 1974.

I. — 22 sièges ont changé de titulaire après le premier tour

A l'issue *du premier tour*, quarante-six députés sortants ont vu le mandat qu'ils détenaient leur être renouvelé. Treize, dont le nom figure en italique dans la liste ci-dessous, ont retrouvé un siège qu'ils avaient laissé au cours de la législature à leur suppléant, pour exercer des fonctions gouvernementales. Neuf sont de « nouveaux » élus dont trois dans les circonscriptions nouvellement créées en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie.

● 8 R.P.R. :
MM. *Ansquer* (Vendée, 4e ; *Bécam* (Finistère, 1re) ; *Bourges* (Ille-et-Vilaine, 8e) ; Flosse (Polynésie, 2e) ; *Galley* (Aube, 2e) ; *Guichard* (Loire-Atlantique, 7e) ; Lafleur (Nouvelle-Calédonie, 2e) ; *Peyrefitte* (Seine-et-Marne, 4e).

● 6 P.R. :
MM. *Blanc* (Lozère, 2e) ; *Bonnet* (Morbihan, 2e) ; de Branche (Mayenne, 2e) ; R. Haby (Meurthe-et-Moselle, 4e) ; Lagourgue (la Réunion, 3e) ; Proriol (Haute-Loire, 2e).

● 3 majorité :
MM. Barre (Rhône, 4e) ; Juventin (Polynésie, 1re) ; *Ségard* (Nord, 1re).

● 2 C.D.S. :
MM. *Barrot* (Haute-Loire, 1re) ; *Méhaignerie* (Ille-et-Vilaine, 3e).

● 1 C.N.I.P. :
M. *Ligot* (Maine-et-Loire, 5e).

● 1 radical :
M. *Stirn* (Calvados, 5e).

● 1 P.C. :
M. Hermier (Bouches-du-Rhône, 4e).

II. — 203 après le second tour

A l'issue du second tour, deux cent vingt-trois députés qui sollicitaient le renouvellement de leur mandat ont été réélus. Trois d'entre eux s'étaient présentés dans des circonscriptions différentes de celles dont ils étaient les sortants. Il s'agit de MM. Ehrmann, P.R., sortant de la 2e circonscription des Alpes-Maritimes, réélu dans la 1re, Pons, R.P.R. sortant de la 2e du Lot, réélu dans la 2e de l'Essonne, et Pinte, R.P.R., sortant de la 4e de la Seine-et-Marne, réélu dans la 5e des Yvelines.

Parmi les deux cents élus dont nous donnons la liste ci-dessous, vingt-huit retrouvent un siège qu'ils avaient quitté en cours de législature pour entrer au gouvernement et un pour siéger au Sénat (M. de La Malène, Paris, 16e). Le nom de ces vingt-neuf élus figure en italique.

● 48 R.P.R. :
MM. Aurillac (Indre, 1re) ; Barnier (Savoie, 2e) ; Bechter (Corrèze, 1re) ; Bernard (Marne, 3e) ; *Bord* (Bas-Rhin, 2e) ; *Boulin* (Gironde, 9e) ; Bousch (Moselle, 6e) ; Boyon (Ain, 1re) ; Bozzi (Corse-du-Sud, 1re) ; Castagnou (Indre-et-Loire, 3e) ; Cavaillé (Morbihan, 3e) ; Charles (Nord, 9e) ; *Comiti* (Bouches-du-Rhône, 1re) ; Delalande (Val-d'Oise, 2e) ; Devaquet (Paris, 9e) ; Druon (Paris, 22e) ; Durr (Bas-Rhin, 3e) ; Gascher (Sarthe, 5e) ; Giacomi (Haute-Corse, 1re) ; Gossduff (Finistère, 3e) ; Godfrain (Aveyron, 3e) ; *Gorse* (Hauts-de-Seine, 12e) ; Ch. Haby (Haut-Rhin, 2e) ; *Jarrot* (Saône-et-Loire, 4e) ; Lancien (Paris, 15e) ; Lataillade (Gironde, 7e) ; *Legendre* (Nord, 16e) ; *de Lipkowski* (Charente-Maritime, 5e) ; *de La Malène* (Paris, 16e) ; Mancel (Oise, 5e) ; Mariani (Guadeloupe, 2e) ; Martin (Paris, 10e) ; Masson (Moselle, 2e) ; Miossec (Finistère, 5e) ; *Mme Missoffe* (Paris, 24e) ; MM. Moustache (Guadeloupe, 1re) ; Noir (Rhône, 3e) ; Pasquini (Haute-Corse, 2e) ; Pasty (Creuse, 1re) ; Péricard (Yvelines, 2e) ; *Poujade* (Côte-d'Or, 1re) ; *Rufenacht* (Seine-Maritime, 6e) ; Séguin (Vosges, 1re) ; *Sourdille* (Ardennes, 3e) ; Taugourdeau (Eure-et-Loir, 2e) ; *Tomasini* (Eure, 4e) ; Tourrain (Doubs, 1re) ; Tranchant (Hauts-de-Seine, 2e).

● 46 P.S. :
MM. Auroux (Loire, 5e) ; Autain (Loire-Atlantique, 3e) ; Bapt (Haute-Garonne, 2e) ; Bêche (Doubs, 2e) ; Beix (Charente-Maritime, 3e) ; Billardon (Saône-et-Loire, 3e) ; Boucheron (Charente, 1re) ; Cambolive (Aude, 3e) ; Cellard (Gers, 2e) ; Chenard (*Loire-Atlantique, 2e*) ; Derosier (Nord, 4e) ; Emmanuelli (Landes, 3e) ; Evin (Loire-Atlantique, 6e) ; Fabius (Seine-Maritime, 2e) ; Faugaret (Nord, 8e) ; Florian (Oise, 2e) ; Forgues (Hautes-Pyrénées, 2e) ; Garrouste (Lot-et-Garonne, 3e) ; Guidoni (Aude, 2e) ; Hautecœur (Var, 1re) ; Hernu (Rhône, 6e) ; Mme Jacq (Finistère, 4e) ; MM. Jagoret (*Côtes-du-Nord, 5e*) ; *Laurain* (Moselle, 1re) ; Lavedrine (Puy-de-Dôme, 3e) ; Le Drian (Morbihan, 5e) ; Lemoine (Eure-et-Loir, 1re) ; B. Madrelle (Gironde, 10e) ; Malvy (Lot, 2e) ; Manet (Dordogne, 2e) ; Marchand (Charente-Maritime, 4e) ; Mellick (Pas-de-Calais, 9e) ; Nucci (Isère, 6e) ; Pesce (Drôme, 1re) ; Pierret (Vosges, 2e) ; Pistre (Tarn, 3e) ; *Plantagenest* (*Saint-Pierre-et-Miquelon*) ; Pourchon (Puy-de-Dôme, 1re) ; Prouvost (Nord, 7e) ; Quilès (Paris, 14e) ; Richard (Val-d'Oise, 1re) ; Rocard (Yvelines, 3e) ; Santrot (Vienne, 1re) ; Taddei (Vaucluse, 1re) ; Vidal (Aude, 1re) ; Wilquin (Pas-de-Calais, 4e).

● 37 P.R. :
MM. About (Yvelines, 8e) ; Arreckx (Var, 3e) ; d'Aubert (Mayenne, 1re) ; Barnérias (Puy-de-Dôme, 4e) ; Bassot (Orne, 3e) ; Beaumont (Val-de-Marne, 5e) ; Benoit (Côtes-du-Nord, 2e) ; Berest (Finistère, 2e) ; Bigeard (Meurthe-et-Moselle, 5e) ; Biwer (Meuse, 2e) ; Chantelat (Haute-Saône, 1re) ; Chapel (Morbihan, 1re) ; Charretier (Vaucluse, 2e) ; Clément (Loire, 6e) ; *Coulais* (Meurthe-et-Moselle, 2e) ; Delmas (Hérault, 1re) ; J.-F. Deniau (Cher, 1re) ; *Dijoud* (Hautes-Alpes, 5e) ; *Dominati* (Paris, 3e) ; Douffiagues (Loiret, 1re) ; Fèvre (Haute-Marne, 1re) ; Gaudin (Bouches-du-Rhône, 2e) ; Héraud (Seine-et-Marne, 3e) ; *Icart* (Alpes-Maritimes, 3e) ; Léotard (Var, 2e) ; Longuet (Meuse, 1re) ; Madelin (Ille-et-Vilaine, 4e) ; de Maigret (Sarthe, 3e) ; *Médecin* (Alpes-Maritimes, 2e) ; Micaux (Aube, 1re) ; Millon (Ain, 1re) ; *D'Ornano* (Calvados, 3e) ; Paecht (Var, 4e) ; Perrut (Rhône, 10e) ; Revet (Seine-Maritime, 5e) ; *Soisson* (Yonne, 1re) ; Voilquin (Vosges, 4e).

● 34 P.C. :
Mme Barbera (Hérault, 3e) ; MM. Bocquet (Nord, 19e) ; Boulay (Sarthe, 2e) ; Bourgois (Seine-Maritime, 9e) ; Brunhes (Hauts-de-Seine, 1re) ; Chaminade (Corrèze, 2e) ; Couillet (Somme, 3e) ; Deschamps (Gard, 2e) ; Fiterman (Val-de-Marne, 2e) ; Mmes Fost (Seine-Saint-Denis, 1re) ; Fraysse-Cazalis (Hauts-de-Seine, 7e) ; MM. Gauthier (Nord, 21e) ; *Girardot* (Alpes-de-Haute-Provence, 4e) ;
Mme Gœuriot (Meurthe-et-Moselle, 6e) ; M. Goldberg (Allier, 2e) ; Mme Goutmann (Seine-Saint-Denis, 9e) ; M. Gremetz (Somme, 1re) ; Mme Horvath (Gard, 3e) ; MM. Jouve (Haute-Vienne, 3e) ; Lajoinie (Allier, 3e) ; Mme Leblanc (Somme, 4e) ; MM. Léger (Ardennes, 1re) ; Leizour (*Côtes-du-Nord, 4e*) ; *Maillet* (Oise, 3e) ; Marin (Vaucluse, 3e) ; Porcu (Meurthe-et-Moselle, 7e) ; Mmes Porte (Bouches-du-Rhône, 7e) ; Privat (Seine-Maritime, 4e) ; MM. Soury (Charente, 3e) ; Tassy (Bouches-du-Rhône, 8e) ; Vial-Massat (Loire, 3e) ; Visse (Ardennes, 2e) ; Wargnies (Nord, 17e) ; Zarka (Seine-Saint-Denis, 2e).

● 18 C.D.S. :
MM. Abelin (Vienne, 2e) ; Alphandéry (Maine-et-Loire, 3e) ; *Bernard-Reymond* (Hautes-Alpes, 1re) ; *Beucler* (Haute-Saône, 1re) ; Birraux (Haute-Savoie, 3e) ; *Colombier* (*Seine-Maritime, 1re*) ; Couepel (Côtes-du-Nord, 1re) ; Fenech (Rhône, 2e) ; Fonteneau (Hauts-de-Seine, 12e) ; Fuchs (Haut-Rhin, 1re) ; Geng (Orne, 2e) ; Klein (Bas-Rhin, 4e) ; Kœhl (Bas-Rhin, 1re) ; Mme Moreau (Alpes-Maritimes, 5e) ; MM. Pernin (Paris, 11e) ; Petit (Val-d'Oise, 4e) ; Schneiter (Marne, 1re) ; *Stasi* (Marne, 4e).

● 6 radicaux :
MM. Barbier (Jura, 2e) ; Bariani (Paris, 30e) ; *Durafour* (Loire, 1re) ; Pierre-Bloch (Paris, 27e) ; *Rossi* (Aisne, 5e) ; Rossinot (Meurthe-et-Moselle, 3e).

● 4 M.R.G. :
MM. Baylet (Tarn-et-Garonne, 2e) ; Defontaine (Pas-de-Calais, 2e) ; Julien (Gironde, 5e) ; Massot (Alpes-de-Hautes-Provence, 1re).

● 4 majorité :
Mlle *Dienesch* (Côtes-du-Nord, 3e) ; MM. *Granet* (Aube, 3e) ; *Lecat* (Côte-d'Or), 3e) ; Sergheraert (Nord, 13e).

● 3 C.N.I.P. :
MM. Delprat (Yonne, 2e) ; *Féron* (*Paris, 28e*) ; *Malaud* (Saône-et-Loire, 1re).



III. — 28 sortants se sont retirés ou ont été éliminés

Vingt-huit députés sortants n'ont pas participé au second tour. Vingt-trois se sont retirés en application des accords de désistement conclus entre les différentes formations politiques. Cinq, *dont le nom figure en italique* dans la liste ci-dessous, n'avaient pas obtenu un nombre de suffrages suffisant pour se maintenir.

● 9 R.P.R. :
MM. de Bennetot (Finistère, 2e) ; Béraud (Pas-de-Calais, 4e) ; Billotte (Val-de-Marne, 5e) ; Fanton (sortant de la 9e circonscription de Paris qui se représentait *dans la 1re de la Vienne*) ; Favre (Haute-Marne, 1re) ; Herzog (Haute-Savoie, 3e) ; Nessler (Oise, 2e) ; Noal (Orne, 3e) ; Rivière (Loire, 6e).

● 7 réformateurs :
MM. Barberot (Ain, 1re) ; Claudius-Petit (Paris, 15e) ; Dronne (Sarthe, 3e) ; Mme Fritsch (Moselle, 6e) ; MM. Hersant (sortant de la 3e circonscription de l'Oise, qui se représentait dans la 6e des Hauts-de-Seine) ; Schlœsing (Lot-et-Garonne, 3e) ; Soustelle (Rhône, 3e).

● *7 non-inscrits* :
MM. *Antagnac*, ex-P.S. (Aude, 2e) ; Bénard, ex-R.P.R. (Var, 2e) ; Boudon, sout. R.P.R. (Maine-et-Loire, 3e) ; *Chauvel*, P.S.D. (Loire-Atlantique, 2e) ; *Lafont*, M.D. (Var, 3e) ; *Ribière*, ex-U.D.R. (Val-d'Oise, 4e) ; *Rickert*, ex-U.D.R. (sortant de la 2e circonscription du Bas-Rhin, qui se représentait dans la 1re du Bas-Rhin).

● 3 P.R. :
MM. Beauguitte (Meuse, 2e) ; Destremau (Yvelines, 5e) ; Weber (Meurthe-et-Moselle, 3e).

● 2 P.S. :
MM. Delorme (Alpes-de-Haute-Provence, 2e) ; Naveau (Nord, 21e).

IV. — 51 sortants battus

Deux députés sortants ont été battus dès le premier tour. Il s'agit de MM. Cerneau, app. réf. (la Réunion, 3e, et Eyraud, P.S. (Haute-Loire, 2e).

Au second tour, quarante-neuf n'ont pas retrouvé le siège qu'ils détenaient.

● 12 R.P.R. :
MM. Alloncle (Charente, 3e) ; Bérard (Vaucluse, 3e) ; Bignon, (Somme, 3e) ; Chambon (Pas-de-Calais, 2e) ; Godon (Yvelines, 3e) ; Macquet (Loire-Atlantique, 3e) ; Offroy (Seine-Maritime, 9e) ; Pujol (sortant de la 1re circonscription des Bouches-du-Rhône qui se représentait dans la 3e des Bouches-du-Rhône) ; Réthoré (Charente, 1re) ; Ribadeau-Dumas (Drôme, 1re) ; Terrenoire (Loire, 5e) ; Valenet (Seine-Saint-Denis, 9e).

● 10 P.S. :
MM. Beck (Creuse, 1re) ; Bernard (Meuse, 1re) ; Blanc (Savoie, 2e) ; Frêche (Hérault, 1re) ; Gravelle (Aube, 1re) ; Jalton (Guadeloupe, 2e) ; Josselin (Côtes-du-Nord, 2e) ; *Legendre* (*Eure-et-Loir, 2e*) ; Loo (Bouches-du-Rhône, 2e) ; Poutissou (Rhône, 10e).

● 8 P.C. :
MM. Baillot (Paris, 27e) ; Chambaz (Paris, 10e) ; Dalbéra (Paris, 30e) ; Fiszbin (Paris 28e) ; Ibene (Guadeloupe, 1re) ; Lemoine (Indre, 1re) ; Pranchère (Corrèze, 1re) ; Weber (Val-d'Oise, 2e).

● 6 P.R. :
MM. Baudis (Haute-Garonne, 2e) ; Boyer (Isère, 6e) ; Durieux (Nord, 17e) ; Gerbet (Eure-et-Loir, 1re) ; Joanne (Charente-Maritime, 4e) ; Rohel (Finistère, 4e).

● 4 M.R.G. :
MM. Alfonsi (Corse-du-Sud, 1re) ; Charles (Côte-d'Or, 3e) ; Mme Thome-Patenôtre (Yvelines, 8e) ; M. Zuccarelli (Haute-Corse, 1re).

● 3 C.D.S. :
MM. Commenay (Landes, 3e) ; Ollivro (Côtes-du-Nord, 4e) ; Partrat (Loire, 4e).

● 2 M.D.S.F. :
MM. Donnez (Nord, 19e) ; Martin (Seine-Maritime, 4e).

● 1 divers gauche
M. Cornut-Gentille (Alpes-Maritimes, 5e).

● 1 P.S.D. :
M. Brun (Allier, 2e).

● 1 C.N.I.P. :
M. Kiffer (Moselle, 1re).

● 1 radical :
M. Achille-Fould (Gironde, 5e).

Trois des trente-trois députés sortants qui se représentaient comme suppléants de candidats n'ont pas été élus. Il s'agit de M. Commelin, *non-inscrit*, suppléant de M. René Lenoir candidat dans la 5e circonscription de l'Oise, lequel s'est retiré après le premier tour ; et de MM. Faget (app. réf.) et de Kerveguen (P.R.) respectivement suppléants de MM. *Mességué et* Poniatowski, candidats dans la 2e circonscription du Gers et dans la 1re du Val-d'Oise, lesquels n'ont pas été élus au second tour.

V. — 93 députés sortants ne se représentaient pas

*Quatre-vingt-treize des quatre cent soixante-quinze députés sortants ne sollicitaient pas le renouvellement de leur mandat. Dans la liste ci-dessous, le nom de ceux qui siégeaient à l'Assemblée nationale en leur qualité de suppléants figure en italique. Ceux dont le nom est suivi * détenaient des sièges supprimés.*

● 41 R.P.R. :
MM. *Eugène Authier* (Eure, 4e), Henri Blary (Nord, 9e), *René Blas* (Côte-d'Or, 1re), *Georges Bolard* (Doubs, 1re), Michel Boscher (Essonne, 2e), Georges Bourgeois (Haut-Rhin, 2e), Jean-Claude Burckel (Bas-Rhin, 3e), Pierre Buron (Mayenne, 1re), *Charles Ceyrac* (Corrèze, 2e), *Yves Cornic* (Hauts-de-Seine 2e), *Roger Crespin* (Marne, 1re), Mohamed Dahalani * (Comores), Auguste Damette (Nord, 13e), Jean Degraeve (Marne, 3e), Gérard Dellaune (Gironde, 10e), Henri Duvillard (Loiret, 1re), Albert Ehm (Bas-Rhin, 4e), Bertrand Flornoy (Seine-et-Marne, 3e), Frédéric Gabriel (Saint-Pierre-et-Miquelon), *André Glon* (*Côtes-du-Nord, 3e*), Henri Guillermin (Rhône, 2e), *Jacques Guinebretière* (Finistère, 1re), Marcel Hoffer (Vosges, 1re), Pierre Kédinger (Moselle, 2e), Henri Lacagne (Saône-et-Loire, 3e), Maurice Lemaire (Vosges, 2e), *Charles Magaud* (Paris, 11e), *Charles Malouin* (Calvados, 6e), *René Métayer* (Vienne, 1re), Lucien Meunier (Ardennes, 1re), *Yves Michel* (Finistère, 5e), Ahmed Mohamed* (Comores), *Pierre Montredon* (Aveyron, 3e), Omar Farah Iltireh* (Territoire français des Afars et des Issas), *Jean Pascal* (Morbihan, 3e), Gabriel de Poulpiquet (Finistère, 3e), René Radius (Bas-Rhin, 1re), *Pierre Régis* (Yvelines, 2e), *Jean Turco* (Paris, 14e), *Robert Valbrun* (Nord, 1re) et *Paul Vauclair* (Hauts-de-Seine, 12e).

● 16 P.S. :
MM. Jean Bastide (Gard, 2e), Arsène Boulay (Puy-de-Dôme, 1re), Robert Capdeville (Aude, 3e), Georges Carpentier (Loire-Atlantique, 6e), Léonce Clérambeaux (Nord, 8e), Arthur Cornette (Nord, 4e), André Desmulliez (Nord, 7e), Antoine Gayraud (Aude, 1re), André Guerlin (Hautes-Pyrénées, 1re), *Raoul Jarry* (Dordogne, 2e), André Lebon (Ardennes, 2e), Francis Leenhardt (Vaucluse, 2e), Yves Le Foll (Côtes-du-Nord, 1re), Jean Masse (Bouches-du-Rhône, 8e), Joseph Planeix (Puy-de-Dôme, 3e) et Fernand Sauzedde (Puy-de-Dôme, 4e).

● 13 P.C. :
MM. Pierre Arraut (Hérault, 3e), Virgile Barel (Alpes-Maritimes, 1re), Marcelin Berthelot (Seine-Saint-Denis, 2e), Edouard Carlier (Pas-de-Calais, 9e), Paul Cermolace (Bouches-du-Rhône, 7e), Fernand Dupuy (Val-de-Marne, 2e), Etienne Fajon (Seine-Saint-Denis, 1re), Philippe Giovannini (Var, 4e), René Lamps (Somme, 1re), Waldeck L'Huillier (Hauts-de-Seine, 1re), Roger Roucaute (Gard, 3e), Gilbert Schwartz (Meurthe-et-Moselle, 6e) et Pierre Villon (Allier, 3e).

● 11 P.R. :
MM. Jean Bichat (Meurthe-et-Moselle, 4e), Raymond Boisdé (Cher, 1re), André Brugerolle (Charente-Maritime, 3e), *Romain Buffet* (Saône-et-Loire, 1re), *Michel Carrier* (Ain, 1re), Bertrand Denis (Mayenne, 3e), *Emile Durand* (Gironde, 7e), *Jean Grimaud* (Morbihan, 1re), *André Picquot* (*Meurthe-et-Moselle, 5e*), Mme *Yvonne Stéphan* (Morbihan, 2e) et M. Pierre Vitter (Haute-Saône, 1re).

● 8 réformateurs :
MM. Roland Boudet (Orne, 2e), Pierre Bourdellès (Côtes-du-Nord, 5e), *Pierre Dammame* (Seine-Maritime, 1re), Etienne Gagnaire (Rhône, 6e), *Pierre Gaussin* (Loire, 1re), Justin Hausherr (Haut-Rhin, 1re), *Henri Jouffroy* (Jura, 2e) et *Pierre Léval* (Haute-Saône, 2e).

● 3 radicaux de gauche :
MM. Fernand Berthouin (Indre-et-Loire, 3e), Marcel Massot (Alpes-de-Haute-Provence, 1re) et Antonin Ver (Tarn-et-Garonne, 2e).

● 1 non-inscrit :
M. Robert Drapier (Meurthe-et-Moselle, 7e).

PLUS JEUNE QUE LA PRÉCÉDENTE

Le doyen de la nouvelle Assemblée est M. Marcel Dassault, réélu député R.P.R. de l'Oise, né en 1892. Le benjamin est également membre du R.P.R. : il s'agit de M. Michel Barnier, élu député de la Savoie, né en 1951. Outre ce dernier, vingt-huit nouveaux élus se trouvent être plus jeunes que le benjamin de l'Assemblée sortante, M. Dominique Dupilet, P.S., réélu dans le Pas-de-Calais, né en octobre 1944.

Nous publions ci-dessous la répartition globale, par tranche d'âge, des quatre cent quatre-vingt-onze députés, en rappelant, entre parenthèses, ce qu'elle était au 2 avril 1973 pour les quatre cent quatre-vingt-dix députés qui venaient alors d'être élus.

— De 23 à 30 ans : 9 (2) ;
— De 31 à 35 ans : 34 (21) ;
— De 36 à 40 ans : 58 (28) ;
— De 41 à 45 ans : 51 (49) ;
— De 46 à 50 ans : 65 (77) ;
— De 51 à 55 ans : 93 (106) ;
— De 56 à 60 ans : 101 (72) ;
— De 61 à 65 ans : 48 (75) ;
— De 66 à 70 ans : 23 (39) ;
— De 71 à 75 ans : 5 (16) ;
— De 76 ans et plus : 4 (5).

Ces chiffres font apparaître un sensible rajeunissement de l'Assemblée nationale (217 élus âgés de 23 à 50 ans au lieu de 177 précédemment).

PRÉCISIONS ET RECTIFICATIONS

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE. — M. Pierre Girardot (P.C.F.), qui a été élu député de la 2e circonscription (Manosque) face à M. Cabanne (divers majorité), nous signale une erreur dans le commentaire publié dans *le Monde* du 21 mars. Château-Arnoux se trouve dans la 1re circonscription et non dans la 2e. Il ajoute : « *Mis à part les localités les plus importantes (Manosque et Forcalquier où M. Cabanne est en tête du scrutin, et Sainte-Tulle où c'est l'inverse), je suis en tête dans cinquante-quatre communes et mon concurrent l'est dans trente-sept seulement (trois communes ont un résultat ex aequo).* »



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

société

LA LIBÉRATION DU BARON EMPAIN

Le frère d'Alain Caillol serait en fuite

Alors que de multiples félicitations officielles sont adressées aux policiers après la libération du baron Empain, on apprenait, ce mardi 28 mars, que M. François Caillol, frère d'Alain Caillol, seul malfaiteur pour l'instant arrêté, n'était plus à son domicile grenoblois et était probablement en fuite depuis le jeudi 23 mars. François Caillol serait donc l'un des deux hommes dont M. Jean Ducret a indiqué, lundi 27 mars, qu'ils étaient identifiés et que d'autres le seraient prochainement.

Le directeur de la police judiciaire avait ajouté : « *Un jour ou l'autre, ils seront tous sous les verrous* », a-t-il ajouté, avant de préciser : « *Devant les malfaiteurs qui organisent des rapts aussi cruels (...) la police mettra tout en œuvre pour s'opposer au versement de rançons et arrêter les coupables. Il faut que les bandits sachent que ceux qui viendront prendre une rançon risqueront leur vie.* »

Selon M. Pierre Ottavioli, chef de la brigade criminelle, les ravi…eurs seraient au nombre d'une quinzaine et « *les déclarations d'Alain Caillol ne permettent pas d'affirmer qu'u est le cerveau de l'affaire* ». Alors, qui a organisé le rapt ? La bande de ravisseurs est, semble-t-il, bien organisée et les malfaiteurs chevronnés. A aucun moment le baron Empain n'a eu de contact avec ses ravisseurs.

L'industriel était installé sur un matelas pneumatique, une cagoule sur le visage, enchaîné aux pieds, aux mains et au cou. Le matelas se trouvait à l'intérieur d'une tente qui avait été montée dans trois appartements successifs. « *Il ne pouvait que s'allonger ou s'accroupir*, a précisé M. Ducret. *Il était peu alimenté, et il a beaucoup souffert. Sa stature athlétique lui a permis de résister.* » Quant à l'amputation de l'auriculaire gauche, elle a été effectuée au moyen d'un simple couteau. « *On lui a coupé le doigt comme une tranche de saucisson*, ont déclaré les policiers. *Il n'a jamais été soigné. La plaie s'est cicatrisée toute seule.* »

Le baron Empain se repose toujours dans son appartement du 33, avenue Foch, à Paris. Pour l'instant, il n'a fait aucune déclaration.

Le respect des lois

Il semble maintenant établi que c'est grâce à l'intervention téléphonique, dimanche soir 26 mars, que le baron a été relâché. Alain Caillol a composé le numéro quatre ou cinq fois avant d'obtenir son correspondant. Les policiers affirment ignorer quel était ce numéro de téléphone, ainsi que l'endroit où a été séquestré en dernier lieu l'homme d'affaires. Mais la rapidité avec laquelle il a été libéré laisse à penser que la « prison » du baron Empain était proche de Paris, peut-être aux environs d'Orly.

Après soixante-trois jours d'enquête, de rumeurs, de faux rebondissements, l'heure est au bilan.

Lundi après-midi, M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, après avoir félicité les policiers qui avaient participé à l'enquête, a déclaré : « *Le gouvernement français avait décidé de ne pas céder à un ignoble chantage. Il a eu raison de le faire. Les malfaiteurs doivent comprendre*, a-t-il ajouté, *que notre société de liberté entend se défendre, en exigeant le respect de ses lois.* »

Le ministre de l'intérieur a rappelé : « *Depuis deux mois avec ténacité, avec intelligence, avec audace, les hommes que je viens de féliciter chaleureusement au nom du président de la République, du premier ministre et en mon nom propre se sont appliqués, avec l'ensemble des services de police et de gendarmerie, à résoudre une affaire qui tenait une famille dans l'angoisse et mettait les pouvoirs publics devant une redoutable responsabilité. A cet égard, l'action exemplaire d'une unité d'élite de la gendarmerie à Clairvaux, l'action non moins exemplaire de la police à Boulogne-sur-Seine, voici quelques semaines, l'heureux dénouement de l'affaire Empain, témoignent de la ferme détermination des pouvoirs publics d'assurer la sécurité des Français* », a conclu M. Bonnet.

M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, s'est également félicité de « *l'esprit de coopération exemplaire qui a animé l'action des diverses autorités judiciaires, administratives ou policières qui ont eu à intervenir et à collaborer depuis le début de l'enlèvement du baron Empain* ». Le garde des sceaux a adressé un message de félicitations au directeur général de la police nationale.

Le ministre de l'intérieur s'est *également rendu à la Maison des gardiens de la paix où sont hospitalisés* MM. René Berrux, vingt-huit ans, et David Lallheugue, quarante et un ans, les deux policiers blessés lors de la fusillade du vendredi 24 mars sur l'autoroute du Sud. Leur état de santé n'inspire plus d'inquiétude.

Répétition générale

L'intervention de la police sur l'autoroute du Sud a d'ailleurs failli mal tourner en raison de la présence d'une dépanneuse le long du mur antibruit de l'Hay-les-Roses. Le véhicule s'était arrêté à proximité de la voiture du porteur de la rançon, croyant que celle-ci était en panne. Il est ensuite reparti sur un signe des policiers alors que Daniel Duchateau et Alain Caillol s'approchaient de l'automobile. C'est à ce moment que la fusillade a éclaté. La rançon était constituée avec du papier journal sur lequel avait été étalés de vrais billets.

Une répétition générale de remise de la rançon avait été effectuée jeudi 23 mars. C'est un employé du groupe Empain qui devait servir d'intermédiaire.

Alors que celui-ci se rendait entre 15 heures et 22 heures au rendez-vous en suivant les instructions données par les ravisseurs soit par téléphone, soit par message écrit, la police le suivait. Ce fut un véritable jeu de piste. Les hommes de la brigade criminelle ont alors décidé de substituer un de leurs hommes à l'émissaire du groupe Empain. « *Le groupe était d'accord et la famille a accepté* », a précisé le commissaire Ottavioli. « *Nous n'avons jamais rien fait contre sa volonté et, lors des négociations, nos rapports ont toujours été aussi bons que possible* », a-t-il ajouté.

Mais, de toute évidence, la famille a le plus souvent été tenue *à l'écart des négociations, qui ont essentiellement été menées par les* responsables du groupe Empain. *La police n'était, d'autre part, pas* au courant de la tentative de remise de rançon. L'employé du groupe Empain a été suivi à son insu, les policiers ont sans aucun doute dû convaincre le groupe Empain de substituer un policier à l'employé.

Alain Caillol reste donc pour les policiers la seule personne susceptible de fournir des renseignements précis sur les auteurs du rapt. Il est, pour l'instant, le seul inculpé de l'affaire. Le malfaiteur venait deux fois par mois à Paris avec son épouse dans un petit pied-à-terre de la rue Bergère. Les policiers qui ont fouillé le logement ont notamment trouvé deux liasses de 5 000 F dans une *casserole*.

● *Deux militants d'extrême droite*, M. Raymond Goudart, vingt et un ans, et un mineur de dix-sept ans, ont été arrêtés samedi 25 mars par la gendarmerie de La Garde (Var) et placés sous mandat de dépôt par M. Jacques Nunez, juge d'instruction à Toulon. Ils ont reconnu un attentat commis à l'aide d'une bombe artisanale contre la permanence locale du P.C. de La Garde. L'enquête en cours s'efforcera d'établir s'ils ont aussi pris part aux divers attentats commis ces derniers mois à Toulon et à La Garde, et dont certains avaient été revendiqués par l'organisation Delta : contre la librairie de la Renaissance de Toulouse, dans la nuit du 15 au 16 novembre 1977 ; contre un foyer de la Sonacotra de La Garde, dans la nuit du 13 au 14 décembre 1977 ; et dans la nuit du 13 au 14 mars 1978, contre les locaux de l'Amicale des Algériens en Europe à Toulon (*le Monde* du 16 décembre 1977 et du 16 mars 1978).

● *Saccages à Nice.* — Les locaux de la chambre de commerce et d'industrie de Nice et de la Côte d'Azur, et ceux voisins de la médecine du travail boulevard Carabacel à Nice ont été saccagés durant la nuit du 27 au 28 mars par des inconnus. On ignore pour l'instant s'il s'agit d'un acte de vandalisme gratuit ou, comme pourraient le laisser penser des inscriptions relevées sur les murs « *F.L.B. contre la marée noire* », d'une action à caractère politique. — *(Corresp.)*

Après une querelle

UN RESTAURATEUR BLESSE GRIÈVEMENT UN CLIENT

M. Jean-Marc Lesueur, vingt ans, domicilié à Montreuil (Seine-Saint-Denis) a été grièvement blessé d'une balle dans la tête dimanche après-midi 26 mars, à Equemauville (Calvados) près de Honfleur, par un restaurateur, M. Raymond Gonnet, cinquante-trois ans, avec lequel il venait d'avoir une altercation. Le jeune homme est toujours dans le coma.

M. Lesueur était venu à Equemauville avec trois amis et avait déjeuné avec l'un d'eux dans le restaurant de M. Gonnet. Pour des raisons que l'on ignore encore, il s'est querellé avec ce dernier qui, avec l'aide de quelques amis, l'a jeté dehors. M. Lesueur est revenu peu après, et, armé de la manivelle du cric de sa voiture, a brisé deux vitres dont celle de la porte d'entrée. Tandis que sa famille fuyait, le restaurateur est allé chercher un pistolet de calibre 7,65 — pour lequel il possédait un permis de port d'arme — et a tiré « *pour l'intimider, au-dessus de l'épaule gauche* ». Atteint à la tête, M. Lesueur a été transporté à l'hôpital. Ses trois amis ainsi que M. Gonnet ont été entendus par les policiers de Honfleur avant d'être remis en liberté lundi après-midi 27 mars. — *(Corresp.)*

Rebondissement dans l'affaire de la Barclays Bank

De notre correspondant

Marseille. — L'affaire de la Barclays Bank, qui n'en est pas à un rebondissement près, vient de connaître une nouvelle péripétie avec l'arrestation, aux Pays-Bas, d'un citoyen suisse, directeur de banque, dont l'identité n'est pas révélée, et qui s'était présenté quelques jours plus tôt à Amsterdam, au siège de la succursale de la Barclays Bank, pour tenter d'y négocier un bon de caisse d'un montant de 50 millions de francs, provenant de la succursale marseillaise.

Cette arrestation fait suite à un déplacement de policiers marseillais aux Pays-Bas, sur commission rogatoire de M. Robert Pagès, juge d'instruction.

Ce n'est pas la première fois que ce bon d'un montant inhabituel est présenté dans divers guichets de banques de plusieurs pays européens. C'est même pour cette raison que l'affaire a été sur le plan judiciaire renvoyée *sine die*. Elle est, en effet, à l'instruction à Marseille depuis 1976 et mobilise la compétence de trois juges d'instruction.

Au départ : une plainte déposée par la direction régionale de la Barclays Bank à la fin de 1975 contre son fondé de pouvoir, M. François Genisson, et un commerçant marseillais, M. Marius Chiala. Des faux en écriture ont été commis ainsi que des tentatives d'escroquerie. Plusieurs bons de caisse ont également disparu dans des coffres des clients de la banque. Alors que cette première affaire arrivait à l'audience, le 16 janvier 1976, on apprenait que des bons de caisse volés avaient fait l'objet de tentatives de négociation. Cette nouvelle obligeait le tribunal à ordonner un complément d'enquête (*le Monde* des 16 et 27 janvier, 16 février 1976).

Ces bons, et notamment celui d'un montant de 50 millions de francs, furent ensuite à plusieurs reprises présentés dans divers établissements bancaires. On retrouve leur trace en Suisse, puis à Monaco, où de mystérieux et discrets intermédiaires essaient de les monnayer avant de disparaître. Les banques de Zurich, Genève, Monaco, Turin, se sont concertées pour tenter d'y voir un peu plus clair. En vain.

Le directeur de banque qui vient d'être interpellé par les policiers marseillais affirme avoir reçu d'un inconnu ce bon à bord de l'avion effectuant le trajet Rome-Zurich-Amsterdam...

Ajoutons que, bien qu'aucun lien n'ait pu être établi avec ces affaires embrouillées, le suicide, le 14 novembre 1974 à Marseille, de M. Otto Bruck, ancien directeur de la Barclays Bank, dont la signature figure sur ces bons, n'est pas fait pour clarifier l'affaire. — J. C.

A Bayonne

Le retour manqué du «cubaindey»

(De notre correspondant.)

Bayonne. — Des mouvements féministes ont fait annuler, à Bayonne, une manifestation folklorique qui s'inspirait d'un fait historique évoquant la torture infligée aux femmes. Cette torture, appelée le « cubaindey », consistait à exhiber dans la ville des femmes adultères, à les exposer aux rires et aux quolibets, puis à les plonger dans la Nive, à l'intérieur d'une cage, autant de fois qu'elles avaient « péché ». Cette ordonnance, qui date de 1317 et resta en vigueur jusqu'à la Révolution, a fait l'unanimité contre elle quand, la semaine dernière, l'Amicale des fêtes du Petit-Bayonne a annoncé son intention de la faire revivre pour un jour et pour distraire la population.

Aussitôt, dix-sept mouvements, parmi lesquels Amnesty International, le P.S.U., la C.F.D.T., des organismes nationalistes basques et d'extrême gauche, des associations écologiques et de défense des droits des femmes, etc., ont protesté par voie de communiqués et démarches officielles auprès de MM. Blacabe, sous-préfet, et Grenet, maire de Bayonne. « *C'est humiliant pour les femmes*, ont-ils écrit et déclaré. *A l'heure où dans le monde entier on meurt sous la torture, quelques Bayonnais nostalgiques des barbaries prétendent nous divertir par des distractions de mauvais goût. Ces messieurs ne se permettraient pas de se gausser de tortures telles que la roue ou le pilori. Par contre, quand il s'agit d'une torture infligée aux femmes, elle devient sujet de plaisanterie.* »

Devant une telle vague de protestations, les organisateurs se sont inclinés. Ils ne voulaient pas que les deux cortèges s'affrontent sur la voie publique. « *Les bénéfices de cette manifestation*, ont-ils déclaré pour leur défense, *devaient être versés à la S.P.A. de Bretagne pour l'aider à lutter contre les retombées de la marée noire. Malheureusement, l'humour, la liberté d'expression ou la liberté tout court sont diversement interprétés par certains groupes qui confondent un comité de quartier avec d'affreux phallocrates à la sauce Pinochet.* »

Finalement, les jeunes filles qui s'étaient proposées spontanément pour être enfermées symboliquement dans la cage des infidèles, ont dû regagner leur domicile sans autre forme de procès. C'est à ce prix, en effet, que les fêtes de Pâques ont pu se dérouler à Bayonne dans le calme. — C. B.

A Nice

UNE « CENTRALE A BÉTON » EST DYNAMITÉE

(De notre correspondant.)

Nice. — Une « centrale à béton » et des engins de chantier appartenant à la société Vence-Béton ont été dynamités dans la nuit du dimanche 26 au lundi 27 mars à Vence (Alpes-Maritimes). Toutes les installations et notamment la porte de commande électronique ont été détruites. Les dégâts sont estimés à plus de 3 millions de francs. L'attentat n'a pas été revendiqué.

Installée aux abords du quartier résidentiel de Saint-Donat, la centrale — prévue pour produire du béton au rythme de un camion toutes les six minutes — devait être mise en route dans quelques jours. Aménagement favorable aux entrepreneurs vençois, qui ne seraient plus obligés désormais d'aller chercher leur béton à Nice, l'installation de la centrale avait en revanche soulevé de vives protestations chez les riverains, pour qui elle constituait, en même temps qu'une atteinte irréparable du site, une source de pollution.

De nombreuses pétitions avaient circulé, et la municipalité, de son côté, avait saisi le ministère de l'équipement, qui avait dressé procès-verbal à la société : celle-ci n'avait pas déposé de demande de permis de construire.

Compte tenu, toutefois, des dispositifs sophistiqués dont était dotée l'installation (filtres anti-poussières, insonorisation, etc.), le directeur, M. Guy Vernoux, ne désespérait pas d'obtenir les autorisations nécessaires.



A Strasbourg

Guerre de... juristes

De notre correspondant

Strasbourg. — « *Rien ne va plus entre les « boutiques de droit » et le barreau à Strasbourg. C'est même la guerre* », ont déclaré les membres du Groupe d'information juridique d'Alsace (GIJA), un regroupement de professionnels du droit spécialisés dans le renseignement juridique gratuit dans les quartiers populaires.

Les hostilités sont ouvertes depuis que le bâtonnier des avocats de Strasbourg a demandé, au mois de juin 1977, des explications écrites et a ouvert une enquête sur les activités des avocats qui font partie de cette association constituée par des magistrats, des avocats, des assistants de faculté et des étudiants. « *Nous ne revendiquons pas le monopole de l'information en ce qui concerne le droit, mais nous nous voyons obligés de protéger les personnes qui viennent se renseigner à ces permanences gratuites. Un étudiant ne peut pas s'improviser avocat. Quant à ces derniers, la loi et le règlement intérieur de l'ordre leur interdisent de consulter en dehors de leur cabinet* », explique le bâtonnier de l'ordre, Mᵉ Louis Oster.

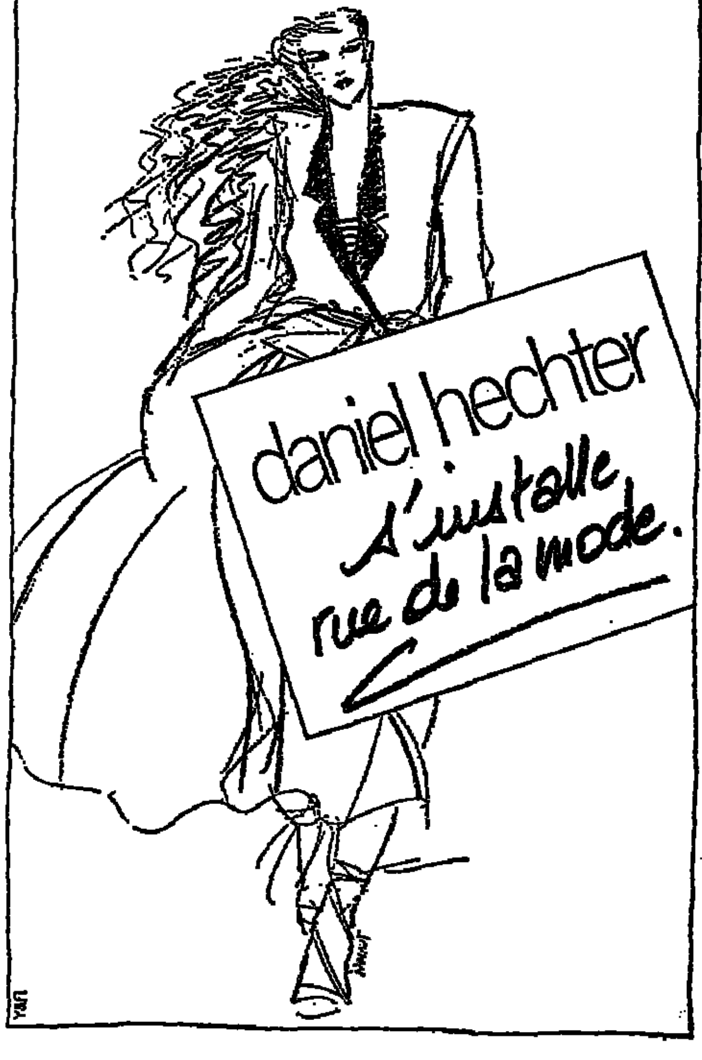
« *Seul le recours à des professionnels*, explique le GIJA, *permet de surmonter les difficultés du droit quotidien. Ce recours coûte cher et le praticien se substitue rapidement avec son savoir au justiciable. Notre volonté est d'offrir au citoyen la possibilité de comprendre sa situation juridique et de l'assumer pleinement en conservant la direction de l'action engagée collectivement.* »

Ce contentieux pose deux problèmes : celui du service public de consultations juridiques et celui de l'exercice illégal du droit. C'est pour combler le fossé de plus en plus profond qui s'est creusé entre la justice et ses utilisateurs que les « boutiques de droit » se sont créées dans plusieurs villes, bien souvent de manière bénévole, à l'image de celles qui existent aux Pays-Bas et en Belgique. Très vite, les sollicitations ont été nombreuses.

Ainsi, à Strasbourg, une douzaine de permanences hebdomadaires fonctionnent dans différents quartiers et dans les communes satellites de la métropole alsicienne.

Reste le délit d'exercice illégal du droit. La notion est inédite et difficile à cerner dans la législation actuelle. La profession d'avocat est protégée par un monopole et l'usage du titre de conseiller juridique est réglementé. Certes, l'article 92 du décret du 9 octobre 1972 prévoit bien que « *l'avocat donne sa consultation dans son cabinet personnel* », mais les avocats qui participent aux boutiques de droit n'apparaissent à aucun moment en tant que tel. Quant aux dispositions de la loi du 31 décembre 1971 et du décret du 25 août 1972, qui régissent principalement les deux professions, elles n'interdisent pas les renseignements juridiques gratuits. Le Conseil d'État a admis pour sa part, dans un arrêt du 3 janvier 1975, que rien ne s'oppose à ce que « *toute personne qui s'estime qualifiée* » donne des consultations juridiques ou rédige des actes pour autrui, du moment qu'elle ne fait usage du titre de conseiller juridique.

JEAN-CLAUDE PHILIP.



DÉFENSE

Standardisation et interopérabilité des armements

Une diplomatie américaine opiniâtre

Les pays membres de l'alliance atlantique *disposent de* vingt-trois modèles différents d'avions de combat, dont les pièces de rechange ou les munitions n'ont rien de commun. Ils utilisent quarante modèles différents de canons d'artillerie de 30 millimètres.

C'est ce que constate — une nouvelle fois — le contrôleur général des Etats-Unis, l'équivalent du président de la Cour des comptes en France, dans un rapport adressé au Congrès sur le thème : efficacité d'une standardisation des armements au sein de l'OTAN et économie réalisée dans les dépenses militaires de chaque pays.

Regrettant qu'il n'y ait aucune organisation pour diriger et planifier les efforts de standardisation d'armements de l'OTAN, le contrôleur général des Etats-Unis ne doute pas, néanmoins, que *« tous les membres de l'alliance ne soient prêts à franchir ce pas »* vers une plus grande communauté technologique.

A l'exception, est-il encore noté dans ce document d'une cinquantaine de pages, de la France dont le désir d'exporter ses armements est probablement à l'origine de son *refus* de s'intégrer dans une politique de standardisation propre à l'OTAN.

Il est vrai que la France oppose à l'idée de standardisation le concept d'interopérabilité dans le dialogue transatlantique.

La standardisation, c'est-à-dire la fabrication d'un même matériel fourni ensuite aux différents clients de l'alliance, revient à spécialiser les industriels et à créer des situations de quasi-monopole des constructeurs d'armements dits standardisés. L'interopérabilité, encore appelée l'interchangeabilité des matériels, consiste, en revanche, à tout faire pour permettre à des armements de conception différente au départ d' *« opérer ensemble »* sur le terrain : ainsi, des avions différents utilisent le même carburant délivré à partir d'aérodromes différents ou d'avions-ravitailleurs différents.

Dans son rapport, le contrôleur général des Etats-Unis ne dissimule pas les préférences de Washington pour la standardisation et il incite les dirigeants américains à multiplier les initiatives à l'OTAN en vue d'améliorer l'efficacité opérationnelle des alliés.

Sous une apparente querelle linguistique, c'est, en réalité, un débat de fond où l'opiniâtreté des Etats-Unis, en la matière, le dispute au souci de certains de leurs alliés de sauvegarder leur indépendance technologique et l'emploi dans leurs usines.

Les *intérêts politiques*, industriels et financiers en jeu sont considérables. Le rapport du contrôleur général des Etats-Unis a ceci de révélateur qu'il témoigne — en clair — du fait que les dirigeants américains ne *désespèrent pas de faire entendre raison*, progressivement, aux responsables français et de les amener sur leur propre position, favorable à la standardisation des armements.

Une preuve en est que le *ministère américain de la* défense, en annexe au rapport, laisse entendre qu'il n'est pas opportun de souligner *« ces différences d'ordre conceptuel »*.

« La seule chose dont l'OTAN n'ait pas besoin dans un avenir prévisible, est-il écrit en effet, *est un débat stratégique trop important avec les Français. Ce serait sans profit, comme cela l'a déjà été, et ce pourrait être la fin des progrès pratiques et encore mineurs déjà obtenus. »*

Ce qui revient à dire en termes diplomatiques : laissons les Français philosopher sur l'interopérabilité et engageons l'OTAN à petits pas sur la voie de la standardisation...

JACQUES ISNARD.

ÉDUCATION

CORRESPONDANCE

Éloge du maître unique

Nous avons reçu de M. H. Janod, inspecteur primaire honoraire, une lettre dont voici les principaux passages :

Retraité après quarante-quatre années de service dont trente comme inspecteur primaire, j'ai vécu la lente régression des écoles de villages et lutté, dans ma modeste sphère, contre cette mort par asphyxie progressive. (...)

Il faut d'abord rappeler un fait évident mais que beaucoup feignent d'ignorer lorsque, de leur cabinet, ils « réforment » : c'est qu'en matière d'éducation, les conséquences de telle ou telle réforme, qu'elle soit pédagogique ou structurelle, ne se manifestent que dix ou vingt ans après alors que les « responsables » ont souvent disparu de la scène. Une deuxième constatation de bon sens : en éducation, si l'on commet une erreur, on ne peut la réparer : quand on a gâché une pièce à l'usine, on peut presque toujours récupérer la matière première, si l'on « gâche » un enfant, c'est sans rémission ; on ne peut revenir en arrière pour lui. (...)

Dans un premier temps, on a fermé allégrement des écoles de village au nom de la rentabilité. L'attaque centrale est venue au nom de l'équilibre budgétaire : pas de création de postes sans suppressions correspondantes. (...)

Ici encore, le bon sens d'un élève muni d'un certificat d'études primaires élémentaires aurait permis de penser que, si trente écoles rurales perdent chacune un élève au profit d'un centre urbain, cela donne une classe de plus à la ville sans pour autant que les trente classes de village soient descendues au-dessous du seuil fatidique.

Dans un deuxième temps est venue la tarte à la crème des regroupements pédagogiques : supprimons la classe unique ; la classe rurale à tous les cours : c'est une aberration d'obliger un instituteur à voltiger du cours préparatoire au cours élémentaire, au cours moyen... Et vive la division du travail comme à l'usine (pour cette dernière, on commence à en revenir ! Avec, par exemple, cinq écoles à classe unique de quinze élèves, on peut ouvrir trois écoles à un seul *cours de vingt-cinq élèves*. Deux postes gagnés et deux bâtiments de moins à entretenir. En plus, dans certains cas favorables, on pourrait ouvrir une classe maternelle en zone rurale. Ces derniers arguments ont permis de lever certains obstacles. Il faut dire aussi, même si cela nous gêne, que certains membres des corps enseignant et administratif ont abondé dans ce sens. Et ce fut la période du ramassage scolaire (quels jolis mots !) avec en prime l'avantage de rendre du souffle à certaines lignes de cars (...).

Croit-on que ce « travail en miettes » appliqué à l'enfant lui soit profitable ? En d'autres termes, l'enfant qui a un maître unique pendant toute sa scolarité primaire n'est-il pas mieux suivi, formé, toutes choses égales par ailleurs, que celui qui passe dans les mains de trois ou quatre maîtres ?

Le maître qui suit l'enfant de cinq ou six ans à onze ou douze ans ne connaît-il pas mieux son élève et ne peut-il agir plus efficacement ? En outre, ne se sent-il pas davantage responsable de l'élève ?

On se plaint de la baisse du niveau moral : croit-on qu'en supprimant l'environnement moral que constitue le village où tout le monde se connaît, le village qui est comme une famille plus grande, on ne contribue pas à l'effacement des barrières morales sociales dès l'enfance ? Cela me paraît grave et les conséquences commencent à apparaître.

Je voudrais terminer en parlant de l'instituteur de village. Au cours de ma carrière, j'en ai connu plus de deux mille et je puis dire, sans démagogie, que l'immense majorité se sentait bien dans leur classe.

Seul maître à bord, l'instituteur rural se sent responsable, il connaît bien ses élèves, sait ce qu'il peut en attendre, ce qu'il doit faire avec chacun ; il connaît les parents qui ont parfois été ses élèves. Il connaît le milieu et par là même il peut se montrer efficace.

L'instituteur rural digne de ce nom est la conscience et l'âme de l'école : veut-on, au nom de je ne sais quel modernisme ou de quels soucis matériels, supprimer l'âme de l'école, l'âme du village ? *Il semble bien, hélas !* qu'il s'agisse de cela.

La grève dans les écoles normales

LES ÉLÈVES-MAITRES PRÉVOIENT PLUSIEURS MANIFESTATIONS

Les délégués d'une trentaine d'écoles normales d'instituteurs — sur cent quarante — ont participé pendant le week-end à une « *coordination nationale* » à l'école du Bourget (Seine-Saint-Denis) pour faire le *« bilan des luttes »* et envisager de *« nouvelles modalités d'action »*. Cette deuxième « coordination » après celle de Grenoble le 18 mars (*le Monde* du 22 mars), n'a pas repris la discussion de la plate-forme de revendications, qui reste toujours axée sur la garantie de postes *« fixes, entiers et budgétaires »* au terme des études à l'école normale, le contrôle des connaissances, et sur une formation dont le contenu reste à définir (*le Monde* du 25 mars).

Les normaliens ont adopté, après une dizaine d'heures de discussion, une motion qui appelle à *« deux journées de grève et d'action »* les 29 et 30 mars. Ces deux journées devraient s'achever le jeudi 30 mars après-midi par une *« manifestation nationale décentralisée »*.

Une troisième « coordination » aura lieu le 22 avril à Rouen, et une *« manifestation nationale »* au ministère de l'éducation est prévue pour le 26 avril.

Des assemblées générales ont été réunies ce mardi dans les écoles normales encore occupées par leurs élèves, notamment au Bourget, au Mans et à Grenoble. A Melun et à Rouen, l'occupation des locaux a été levée. Les élèves de la région parisienne devaient se réunir mardi soir 28 mars à l'université de Paris VII (Jussieu).

SUSPENSION DE COURS A L'INSA DE LYON

L'Union des grandes écoles (U.G.E.) proteste contre la suspension des enseignements du premier cycle de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon décidée par son directeur *vendredi 24 mars. Ce dernier* avait reçu, jeudi 23 mars, après trois semaines de grève, plusieurs représentants d'étudiants du premier cycle, leur donnant des assurances quant au maintien d'un premier cycle intégré de l'INSA et leur promettant que les questions *de redoublement et de « jury* restreint » seraient étudiées par le comité de liaison des professeurs du premier cycle et le conseil des chefs de départements.

Le directeur avait donné ces assurances à condition que les élèves reprennent immédiatement leurs cours. Une assemblée générale comprenant, selon le directeur, des éléments *« gauchistes »* extérieurs à l'établissement et, selon l'U.G.E., des *« nostalgiques de mai 1968 »*, ayant, par un vote à main levée, décidé la poursuite de la grève dans la soirée du jeudi 23 mars, M. Hamelin, directeur de l'établissement, a décidé le lendemain, *« en raison des troubles »*, de *« décharger les enseignants de leur obligation de faire cours »*.

● *La Confédération nationale des groupes autonomes* de l'enseignement public (C.N.G.A.) a déposé un préavis de grève, dans le second degré, pour le jeudi 30 mars. La C.N.G.A. entend protester contre le projet d'imposer un service de vingt heures aux professeurs certifiés qui enseignent dans le premier cycle, contre le report des dates d'examens sans compensation lors de la rentrée de septembre), et, enfin, contre les suppressions de postes déjà prévues, notamment pour l'enseignement des sciences naturelles.

RELIGION

A Chantilly du 10 au 13 avril

RENCONTRE « AU SOMMET » SUR LE THÈME DE L'UNITÉ DES ÉGLISES D'EUROPE ET DE LA PAIX

Pour la première fois les représentants de toutes les Eglises d'Europe vont se réunir ensemble. Cette rencontre aura lieu à Chantilly du 10 au 13 avril sur l'initiative du Conseil des conférences épiscopales catholiques d'Europe (C.C.E.E.), que préside Mgr Roger Etchegaray, archevêque de Marseille et président de la conférence épiscopale de France, et de la Conférence des Eglises européennes (K.E.K.), présidée par le pasteur André Appel, président de l'Eglise de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine. Cette dernière conférence est composée de protestants, d'anglicans et d'orthodoxes. On comptera à Chantilly quarante évêques du C.C.E.E. et quarante représentants de la K.E.K. Dans les deux cas, l'Europe de l'Est sera représentée.

Deux thèmes principaux seront débattus : « Pour être fidèles au Christ, travailler à l'unité de la à la paix » ; « Accueillir la paix du Christ, travailler à la paix dans le monde ». Cette session, *« de dialogue et de prière »*, doit marquer, selon le pasteur Appel, la *« contribution des Eglises à la construction de l'Europe »*. Rencontre entre « hiérarchies », aucun expert ou théologien ne sera présent, et le seul invité extérieur est un membre de SODEPAX, organisme commun au Conseil œcuménique des Eglises et à l'Eglise catholique, qui travaille en faveur du développement et de la paix.

LÉGION D'HONNEUR

Nous achevons aujourd'hui la publication des promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur, parues au « Journal officiel » du 26 mars (« le Monde » du 28 mars).

Anciens combattants

Est promu *commandeur :*

M. Jacques Chabannes, président de l'Association des écrivains combattants.

Sont promus *officiers :*

MM. Francis Cersot, vice-président général de Résistance-Fer ; Edmond Fournier, président d'honneur d'une section de la Fraternelle militaire ; René Galmiche, président d'une section d'anciens combattants ; Marcel Gobillard, président-*fondateur* d'une section des médaillés militaires ; Marcel Mariotte, président de l'Amicale des anciens du bataillon Chambarand ; Georges Valette, président d'honneur d'une association d'anciens combattants.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Roger Becker, président d'une section de l'association *amicale* Alliance ; Elie Benaich, vice-président d'une union départementale des combattants volontaires ; Jean Decroocq, trésorier à l'association Rhin et Danube ; Robert Desseaux, vice-président d'une union départementale des médaillés militaires ; Gilbert Dufosse, membre du conseil d'administration *de l'association des* anciens de la 2e D.B. ; Mme Jacqueline Fournier, membre actif de l'association des anciens de la 2e D.B.

M. l'abbé Jules Gehant, fondateur du mausolée régional de la libération d'Ambleviliers ; Mme Liliane Kraft, veuve Simonetta, membre actif de l'association des Français libres ; MM. Lucien Melin, président d'une section des médaillés militaires ; Joseph Merleau, président d'une section des médaillés militaires ; Marcel Pheulpin, administrateur de la fédération nationale André-Maginot.

MM. André Pierron, sous-directeur des services médicaux ; François Porteu de la Morandière, président de l'union des combattants d'Afrique du Nord ; Raymond Reviron, président de Résistance-Seine ; Maurice Verhoeven, président d'une section d'anciens combattants.

Déportés et internés de la Résistance

Est promu *commandeur :*

Mme Georgette Détienne, *épouse* Trouvé, déporté résistant.

Sont promus *officiers :*

MM. René Legrand, interné résistant ; Georges Wauters, interné résistants.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Henri Arnold, interné résistant ; Yvon Dumacq, interné résistant ; Yves Diligeart, interné résistant ; Olivier Girardet, interné résistant ; René Guilleux, interné résistant ; Arnaud Irigoin, interné résistant ; Claude Petitpas de la Vasselais, interné résistant ; Mme Marguerite Vautherot-Grand, épouse Landet, interné résistant.

Jeunesse et sports

Est promu *commandeur :*

M. Jean Labat, inspecteur général de la jeunesse et des sports.

Sont promus *officiers :*

MM. Jean Lerol, président d'un club omnisports ; Pierre Pellenc, président à la Fédération française de *football*.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Denis Bordat, délégué général des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active ; Robert Grassin, ancien champion cycliste ; Georges Guillermin, directeur régional de la jeunesse et des sports de Dijon ; Roger Lebert, ancien adjoint au maire de Marseille ; Jean Li Sen Lie, président de l'Union française des centres de vacances ; Pierre Pelcerf, directeur départemental de la jeunesse et des sports de l'Eure.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint-Etienne

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION COMMERCIALE

CADRES COMMERCIAUX SUPÉRIEURS

But : formation de Cadres commerciaux de Direction.

Durée des études : 4 ans.

Diplôme :

- diplôme de Cadres Commerciaux Supérieurs délivré par la Chambre de Commerce de Saint-Etienne (visa officiel du Ministère des Universités) ;
- *présentation* aux examens des Chambres de Commerce étrangères.

Conditions d'entrée : recrutement sur concours Baccalauréat exigé.

TECHNICIENS SUPÉRIEURS de la GESTION COMMERCIALE

But : formation de Cadres d'Exécution.

Durée des études : 2 ans.

Diplômes : préparation au B.T.S. de la Distribution, du Commerce et de la Gestion commerciale et au diplôme de la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Conditions d'entrée : recrutement sur concours. Baccalauréat.

Date des concours : 3 et 4 juillet 1978

Date limite d'inscription : 15 juin 1978

Pour tous renseignements, s'adresser :

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION COMMERCIALE

21, rue d'Arcole, 42000 Saint-Etienne. Tél. (77) 32-87-85

SPORTS

ESCRIME

La Chine en marche

Lorsque, aux championnats du monde seniors de Grenoble en 1974, les escrimeurs chinois affrontèrent pour la première fois une équipe de France de fleuret, ils furent très sévèrement battus : quinze victoires à une. Ils n'en conçurent aucune rancœur. Visiblement, ils étaient venus pour apprendre. Tout au long de la rencontre, leurs accompagnateurs prirent de nombreuses notes qui en disaient long sur leurs *ambitions à long terme*.

Les Chinois rentrèrent dans leur cocon. L'accession au plus haut niveau demande à un pays neuf en matière d'escrime un travail minutieux et une grande patience, ces vertus justement *cultivées depuis toujours par la* Chine. On n'attendait pourtant pas une récolte aussi rapide que celle à laquelle s'est livrée, dimanche 26 mars à Madrid, la fleurettiste Chu Chien, devenue médaille d'argent des championnats du monde juniors. Un incident en dit long sur ses possibilités : la Chinoise, qui fit étalage de grandes qualités techniques, réussit cet exploit après avoir eu, au cours du premier assaut de la finale, le biceps du bras armé transpercé par un fleuret cassé.

Si le reste de la délégation a été moins heureux, ce premier succès donnera un élan supplémentaire à la Chine populaire, qui, pour confirmer cette réussite, devra surtout lutter contre un isolement qui empêche ses ressortissants d'affronter régulièrement des adversaires talentueux. Car les autres résultats ont été conformes à la loginque, et personne n'est venu inquiéter les spécialistes du Vieux Continent.

Pour sa cinquième participation au grand rendez-vous annuel, Brigitte Latrille a enfin décroché le gros lot (*le Monde* du 28 mars). Après Catherine Rousselet en 1961, Brigitte Dumont en 1963, Véronique Trinquet en 1975 et Christine Feketé en 1977, la Bordelaise — étudiante en lettres modernes — est la cinquième Française à s'octroyer un titre mondial junior. Les trois dernières victoires remportées en quatre ans portent les germes de riches moissons.

Pas de surprise au fleuret masculin. Mauro Numa s'est imposé devant Andréa Borella. Les deux Italiens sont issus de l'école de Mestre, qui compte aussi dans ses rangs Dorina Vaccaroni (quatorze ans), qui prit la cinquième place chez les féminines.

Technicien hors pair, Pascal Jolyot (quatrième) manque de densité physique. Le Français a énormément travaillé cet hiver à *l'INSEP, mais il est difficile de* transformer un fleurettiste de porcelaine en athlète.

Au sabre les Soviétiques avaient pris les trois premières places à Vienne en 1977. Cette fois le Polonais Kostarzewa (deuxième) s'est intercalé, mais il n'a jamais inquiété Baïanov, auteur en finale d'une éblouissante démonstration : vingt-cinq touches données et cinq reçues.

Malgré de bonnes exhibitions dans les phases éliminatoires, les sabreurs français n'ont pas réussi *à se mêler à la* lutte pour les médailles. Si leurs progrès sont sensibles, s'ils se rapprochent des juniors polonais, italiens ou hongrois, le fossé qui sépare les Soviétiques des autres nations n'a peut-être jamais paru aussi large. A cette arme l'U.R.S.S. n'a pas *fini* d'exprimer une supériorité qui lui échappe désormais au fleuret et à l'épée, dont le titre est revenu, lundi 27 mars, pour la deuxième fois consécutive, au Norvégien Niels Koppang.

JEAN-MARIE SAFRA.

CHAMPIONNATS DU MONDE DES MOINS DE VINGT ANS

Fleuret masculin : 1. Numa (It.), 5 v. ; 2. A. Borella (It.), 3 v. ; 3. Lipatski (U.R.S.S.), 3 v. ; 4. Jolyot (Fr.), 2 v. ; 5. Puzianovski (Pol.), 1 v. ; 6. Leménagé (Fr.), 1 v.

Fleuret féminin : 1. Latrille (Fr.), 4 v. ; 2. Chu Chien (Ch.), 3 v. ; 3. Tsagareava (U. R. S. S.), 2 v. ; 4. Bischoff (R.F.A.), 2 v. ; 5. Vaccaroni (It.), 2 v. ; 6. Trinquet (Fr.), 2 v.

Sabre : 1. Baïanov (U.R.S.S.), 5 v. ; 2. Kostarzewa (Pol.), 3 v. ; 3. Shamshutdinov (U.R.S.S.), 3 v. ; 4. Lukatchev (U.R.S.S.), 2 v. ; 5. Meglio (It.), 2 v. ; 6. Volkmann (R.F.A.), 0 v.

EPEE : 1. Koppang (Norv.), 5 v. ; 2. Mojaev (U.R.S.S.), 4 v. ; 3. Jablkowski (Pol.), 3 v. ; 4. Kutcheyani (U.R.S.S.), 2 v. ; 5. Perez (Esp.), 1 v. ; 6. Eichinger (Autr.), 0 v.

AUTOMOBILISME. — *C'est finalement le Kényan Vic Preston (Porsche 911-SC) qui a pris la deuxième place du Safari-Rallye, derrière les Français Jean-Pierre Nicolas et Jean-Claude Lefebvre (coupé Peugeot 504). Le Finlandais Rauno Aaltonen (Datsun 160), dont la voiture a capoté aux portes de Nairobi, a rétrogradé* in extremis *à la troisième place.*

FORMATION DE FORMATEURS

Inscriptions à **l'I.F.A.C.E.**

L'Institut de Formation d'Animateurs-Conseillers d'Entreprises

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. fait partie du Centre Parisien de Management de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

● ***Est ouvert :***

Aux titulaires d'un diplôme de 2e cycle (sciences humaines, gestion, Grandes Ecoles, ...) ayant au moins trois ans d'expérience et un bon niveau de culture

Ces personnes, de formation scientifique ou littéraire, ayant déjà une expérience de vie professionnelle dans une organisation et souhaitant augmenter leur maturité et leur compétence vraie, seront capables d'accepter un mode de vie modeste et un régime à la fois libéral et exigeant pendant deux ans

● ***Prépare aux fonctions de conseil et de formateur***

Ces fonctions recouvrent des activités diverses, dans le domaine du Développement des Organisations. La démarche suivie s'apparente à un modèle Recherche Action.

L'I.F.A.C.E. propose de nombreuses expériences (conseil en formation, en organisation, animateur-formateur, responsable de formation) exercées dans le cadre d'une entreprise ou d'une institution (administration, établissements publics, établissements d'enseignement...).

● ***Propose un cycle de formation de deux ans à temps plein***

La pédagogie de l'I.F.A.C.E. comprend :
— un apport théorique, sous forme de séminaires ponctuels (au début du cycle) ;
— des groupes de recherche permanents, avec des animateurs, sur les actions menées par les assistants, des groupes Balint ;
— de l'interformation rendue possible par la pluridisciplinarité des assistants ;
— de l'autoformation, grâce aux moyens et aux aides pédagogiques à la disposition des assistants.

L'I.F.A.C.E. délivre une attestation de fin d'études et favorise la stratégie de placement.

● ***Conditions matérielles***

Il n'y a pas de frais de scolarité.

Après examen des dossiers, des bourses ou des indemnités forfaitaires au titre de la promotion peuvent être accordées.

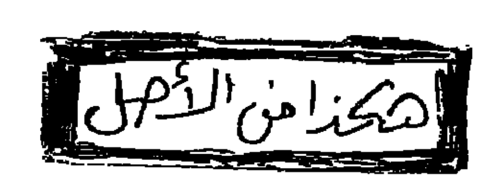
Les dossiers d'inscription doivent être demandés à :

l'I. F. A. C. E.

108, boulevard Malesherbes - 75017 PARIS

Téléphone : 766-51-34, poste 488.

(Les inscriptions seront closes le 30 avril.)



هكذا من الأصل

ENQUÊTE

CITÉS GÉANTES

BARCELONE : croissance explosive et liberté d'expression

par JACQUES MICHEL

LES murs du Barcelone de l'après-franquisme sont parés d'un slogan laconique, en catalan : « *Libertat d'expressio.* » Les gens avaient pris l'habitude d'assister quasi silencieux à la gabegie urbaine dont leur ville a fait l'objet pendant quarante ans. Aujourd'hui « liberté d'expression » est devenu une clé pour toutes les portes. Partis et syndicats, l'organisent en fêtes populaires pour enfin dire ce qu'on a toujours su taire. Ils lui ont trouvé un véhicule idéal : la ville. La ville et la vie quotidienne.

Les dimanches sur les places publiques des quartiers, sur les pavés décorés des « ramblas », entre leurs haies de fleuristes et de kiosques à journaux, devant la cathédrale gothique et tout autour, on déroule les calicots, on étale les inscriptions ; on revendique en musique. Pendant quatre décennies, la ville s'est faite et s'est défaite devant le petit peuple de Barcelone. Il demande voix au chapitre.

Au siège du pouvoir catalan, la Généralité, restaurée elle aussi après une longue absence, on croyait pouvoir agir pour préparer un nouveau départ de la capitale, restructurée dans l'ensemble régional le plus riche et le plus populeux d'Espagne. Sous les hauts lambris de son palais, recouvert de peintures allégoriques qui content l'épopée de la grande Espagne, c'est l'incertitude. *L'establishment* politique mis en place dans le climat de la démocratisation ne peut plus fonctionner. Un nouveau pouvoir — un contre-pouvoir — vient de monter : celui des associations de quartiers. Les plans d'urbanisme sont épluchés, critiqués et finalement contestés. On les trouve autoritaires, étudiés dans le secret des bureaux sans la « participation » de la base des usagers.

Tous les projets, grands et petits, sont bloqués. C'est la paralysie explosive, en attendant les élections qui devraient accroître les pouvoirs de la municipalité. Des conseillers municipaux sont démissionnaires. Seul tient bon le bouillant président de la Généralité, M. Tarradellas, « *parce qu'on le fait tenir* ». Pourquoi les conseillers se risqueraient-ils à prendre des mesures impopulaires alors qu'ils doivent bientôt solliciter les suffrages ? Mais la date des élections n'est pas encore fixée ; on attend, en principe, que la Constitution soit d'abord rédigée. C'est elle qui définira le nouveau régime des libertés. Or Barcelone attend, pour savoir comment elle doit grandir.

« *Comment voulez-vous qu'il en soit autrement*, dit l'homme de la rue, *puisque ce sont les mêmes gens qui sont toujours en place ?* »

A la Généralité, on parle du danger pour la démocratie que représente l'actuel « désert du pouvoir municipal ». Impossible de prendre la moindre décision concernant l'avenir de la ville. Apparemment, elle continue de vivre et de s'agiter. En réalité, elle s'est mise au point mort au beau milieu du carrefour de son développement.

« *Il faut*, dit M. Narcisse Serra, chargé de la planification de l'aire métropolitaine de Barcelone à la Généralité, *stopper la croissance proliférante de la ville, réhabiliter l'habitat de ses quartiers anciens et en même temps restructurer les vingt-six banlieues qui l'entourent et font pratiquement partie de Barcelone avec leurs caractères d'anciens villages trop vite grandis dans l'anarchie des spéculations immobilières de l'ancien régime.* » Projet contradictoire : limiter physiquement Barcelone et en même temps renforcer son rôle de capitale régionale. « *Mais les nouveaux mécanismes démocratiques bloquent tous les projets, grands et petits* », dit-on dans les services d'urbanisme.

L'embourgeoisement par l'architecture

La fête de l'expression qui agite Barcelone prend des allures diverses. Réaction salubre : naguère on ne demandait rien ; aujourd'hui on exige tout. Et même on prend et occupe... Du côté de la cathédrale, les enfants d'une école manifestent pour obtenir une rue piétonne à la sortie de leur établissement. Ailleurs, les habitants d'un quartier demandent l'installation d'un feu rouge. Derrière la nouvelle gare, une ancienne usine de textile désaffectée est occupée par les habitants des environs. Ils veulent un hôpital de quartier, une école, des lieux de réunion. Dans la banlieue, à Bardalona, un projet de quartier nouveau est contesté : on exige plus d'espaces verts. A San-Adrian, c'est une école professionnelle qu'on réclame. Et à Santa-Colomba, ancien site de bidonvilles, remplacés par des logements que l'État a construits sans aucun équipement, on demande des rues et des trottoirs, des commerces, des écoles, des jardins... Tout ce que le régime franquiste n'avait pas donné.

Pour répondre à la vague des revendications justifiées, les services d'urbanisme ne voient qu'un moyen : trouver les cadres juridiques qui leur donneraient raison, « *dans la légalité* ». Car souvent les occupations de terrains en jachère ou de bâtiments vides se fait au détriment de la propriété privée. Les municipalités n'ayant pas les moyens de dédommager les propriétaires, l'administration de la Généralité les paye avec ses réserves de terrains : un arpent ailleurs pour un arpent pris par les usagers.

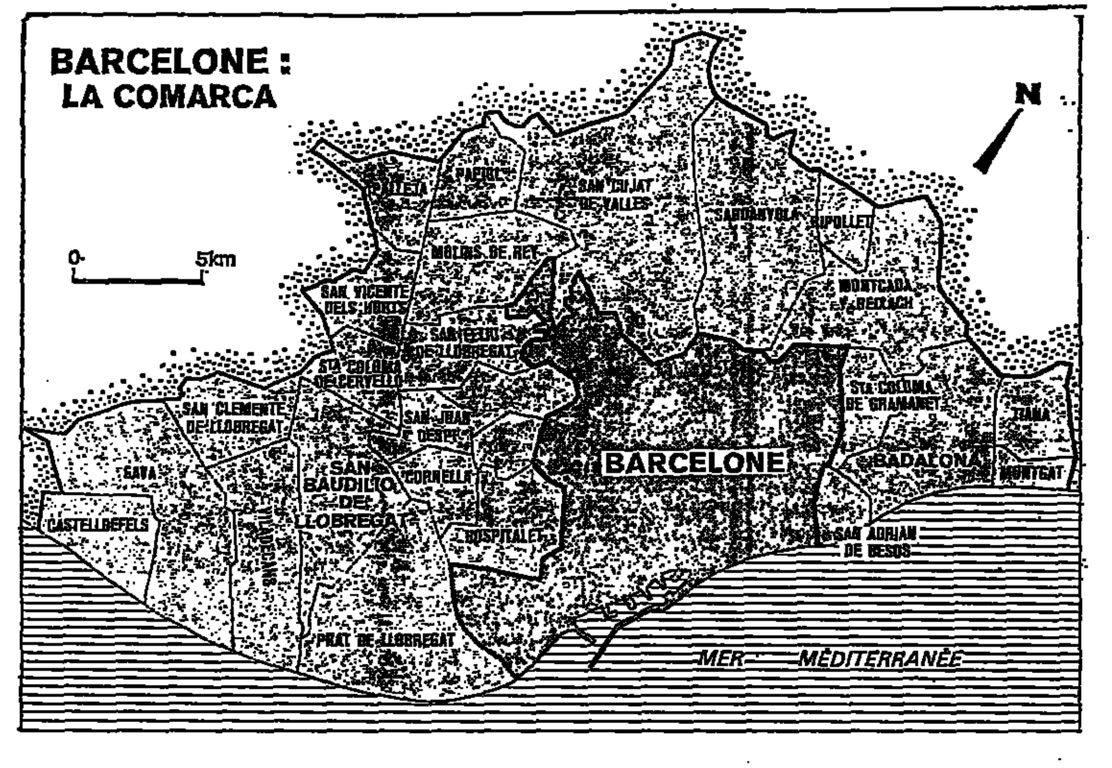
L'histoire de Barcelone est marquée par le désir de s'affirmer comme capitale économique et culturelle de la Catalogne. A chacun de ses bonds en avant, la ville s'est donné un plan d'urbanisme et des réalisations architecturales. Ainsi, au temps de la cité-Etat enserrée dans ses murailles féodales : le peuple industrieux de Barcelone, qui s'enrichissait et s'équipait, tentait de faire éclater ce corset de pierre. Mais, depuis le dix-septième siècle, les Catalans étaient, après leur vaine tentative d'indépendance, gardés à vue par Madrid. Au milieu du dix-neuvième siècle seulement, devant la poussée industrielle — les textiles d'abord, la métallurgie ensuite, — Madrid consent à laisser abattre la muraille ancienne, dont il subsiste un pittoresque morceau derrière la cathédrale. Le plan de l'ingénieur Cerda pour la croissance de Barcelone était lancé. Il décuplait la surface de l'ancienne ville et multipliait par vingt sa capacité démographique. L'agrandissement de Barcelone, l'*ensanche* a produit une ville aux allures modernes avec son plan orthogonal. Sa mise en place, étudiée à Madrid, imposée contre les intérêts des propriétaires locaux, accompagnait le grand essor de la ville comme c'était d'ailleurs le cas d'autres villes européennes du dix-neuvième siècle.

A la nouvelle richesse catalane correspond la renaissance culturelle. Tout vient en même temps : la ville moderne, le premier train, l'électrification, les usines et aussi le développement de la littérature et de la peinture, tournée, elle, vers Paris. C'est le moment où Picasso, Catalan d'adoption, va quitter le café littéraire des *Quatre Gats*, pour le *Bateau-Lavoir* montmartrois du cubisme.

Pour sa part, l'architecture a fourni le cadre de l'embourgeoisement de Barcelone. Elle rendait visible ce devenir moderne de la capitale. L'œuvre d'architectes comme Domenech i Montaner et son merveilleux palais de la musique *Art nouveau*, dans le *bario gotico*, les délires oniriques construits dans la pierre d'un monstre de la création spontenée nommé Gaudi, ont marqué le caractère de Barcelone.

La tendance de la grande cité économique à affirmer son indépendance face à Madrid, les architectes semblent l'avoir reprise à leur compte à travers l'expression lyrique de l'art moderne dont l'esthétique était appuyée par la nouvelle bourgeoisie commerçante, comme ce fut d'ailleurs le cas en France à Nancy, en Belgique à Bruxelles, en Autriche à Vienne. Barcelone a toujours regardé ailleurs que vers la capitale espagnole, attachée, elle, au néo-classicisme aristocratique.

Le plan Cerda est une merveille locale, au tracé rigoureux et serein avec ses carrefours à pans coupés qui facilitent tant aujourd'hui la circulation intérieure, ce qui n'empêche pas que Barcelone compte parmi les cités le plus encombrées du monde occidental, avec près de quatre cent mille voitures que les Barcelonais utilisent vaille que vaille, avec d'autant plus de rage que les transports en commun sont insuffisants, lents en ville et quasi inexistants en banlieue.



Mais la rationalité du plan orthogonal, triomphe naguère de clarté et de simplicité, pose aujourd'hui un problème d'organisation urbaine à l'échelle du grand Barcelone. L'ensemble rigoureux n'a pas de rayonnement sur la constellation des petites municipalités environnantes, cités à la démographie galopante qui s'agrandissent en tache d'huile, alors que Barcelone reste un rectangle quadrillé de parallèles, de perpendiculaires et traversé de deux grandes diagonales. Un corps à part dans le tissu aléatoire des petits villages agglomérés à la grande ville.

Autour des années 20, le Barcelone du plan Cerda connaît son plus haut accomplissement architectural, notamment en 1929, l'année de l'Exposition universelle sur le parc de Monjuich. La ville a besoin d'un nouveau plan de croissance que lui apportent les architectes modernes. Luis Sert et Le Corbusier, avec notamment une cité de loisirs populaire utilisant le delta du Llobregat, au sud de Barcelone. La guerre civile ne va pas tarder à tout emporter. La course au développement s'arrête, la Généralité s'exile, le plan d'expansion s'évanouit. Œuvre d'architectes modernes mis au rancart par le nouveau régime, il est désormais maudit.

Le coup d'assommoir de la guerre a laissé la ville exangue pendant quinze ans. Le réveil ne commence que vers les années 50, au moment où l'économie espagnole manifeste les premiers symptômes du « miracle » économique. En fait, c'est de miracle immobilier qu'il s'agit. La ville et ses environs deviennent une énorme et profitable affaire de construction. Les gens en place ont fait main basse sur la ville.

En 1953, le plan du grand Barcelone (la Comarca) intègre les petites municipalités environnantes à la grande ville. L'organisme chargé d'appliquer « la nouvelle politique urbaine » n'est qu'une façade : il n'a aucun moyen d'action et de surveillance ni en hommes ni en crédits. Le « plan général » envisageait une population de 3 à 4 millions à travers toute la Comarca. Il a été détourné par une succession de « plans partiaux » qui permettaient toutes les transgressions au coup par coup et le doublement ici et là de la densité prévue. « *Le mécanisme de ces dérogations*, dit un urbaniste, *était fondé sur la corruption la plus transparente. Tous y participaient, de haut en bas, aucune autorité ne pouvant, dès lors, reprocher quoi que ce soit à l'autre. C'était l'abus de pouvoir organisé à travers de grands trusts immobiliers qui opéraient par sociétés anonymes interposées, où l'on retrouvait les proches des responsables de l'urbanisme, le maire de Barcelone et des conseillers municipaux...* »

La marche des gars du Sud

Mais pendant que Barcelone s'apprêtait à s'enrichir, au Sud, le pays profond et pauvre connaissait la famine au soleil sur une terre dure et avare. Ici des usines, des chantiers, du travail, du tourisme, vendus à tour de bras, notamment à la France. Du pain. Une partie de l'Espagne se met en marche et déferle sur la région de Barcelone qui reçoit un million d'immigrants pendant les années 50. Et, durant la décennie suivante, un autre million vient du tiers-monde espagnol grossir la riche population catalane. De Murcie, d'Andalousie, d'Aragon, de Galicie, de l'Estramadure... Ils quittent les grandes propriétés agraires qui ne nourrissent plus leurs *peones* pour devenir les *peones* de l'eldorado immobilier.

Voici le cas de Manolo Torrès. Il a passé la moitié de sa vie à Barcelone. Il a cinquante ans. Lorsqu'il en avait vingt-cinq, il avait quitté sa Galicie natale : « *Rien à manger là-bas, en ce temps-là... Il fallait partir pour survivre...* ». A Barcelone, il s'installe dans un bidonville du *bario chino*. « *O.S. dans le bâtiment : c'est dur, mais on vit...* » Aujourd'hui, tout a changé pour lui. Il possède son propre taxi, son petit appartement. Son fils unique fait des études de médecine. Seule marque de ces années d'épreuve : il a perdu ses dents, gardé un regard aigu à la fois rieur et dur et a vieilli avant l'âge... Aujourd'hui, la moitié de la population de la région barcelonaise vient d'ailleurs. L'immigration a participé à l'enrichissement de la Catalogne. Elle avait répondu à l'appel d'une région en développement au moment où l'Espagne changeait de modèle économique et ouvrait son marché vers l'extérieur.

La vague qui arrive n'entre pas toute au *bario gotico*, même si on s'y entasse jusqu'à atteindre les densités de Calcutta ou Hongkong avec mille habitants par hectare, soit 10 m2 par individu, y compris l'espace des rues. Elle construit des baraques sur les terrains vagues, près du port, aux abords d'usines désaffectées, au pied du parc vert de Monjuich. La ville se remplit et en même temps se dégrade. On tente d'endiguer le flot venu du sud. La police installe un cordon autour de la cité pour renvoyer chez eux les nouveaux venus, qu'on rembarque dans les wagons et les voitures. Ils reviennent à pied pour passer à travers les mailles du filet. La garde ne tarde d'ailleurs pas à se relâcher, car la logique du développement de Barcelone rend leur présence nécessaire pour maintenir en marche l'industrie du bâtiment. On a commencé par fabriquer de l'immobilier touristique, puis on a fabriqué du logement pour la nouvelle population des travailleurs. C'est l'industrie de la cité pour elle-même. Tous les plans envisagés par l'administration ont été débordés par cet âge d'or de la promotion-spéculation : densité exorbitante et équipements inexistants. Et surtout : pauvreté des constructions.

Si l'intérieur du Barcelone moderne, habité par les populations bourgeoises catalanes, est rempli d'immeubles bien construits, d'architecture de bon aloi qui bénéficie d'une grande tradition artisanale, en revanche l'habitat des banlieues, là où ont déferlé les immigrants, apparaît aujourd'hui le Sodome et Gomorrhe des promoteurs et des architectes. On trouvera difficilement un homme de l'art barcelonais qui avouera y avoir participé. « *Ce n'est pas nous ! Ce sont les architectes parachutés par Madrid pour les constructions de l'Etat.* » Or les plus connus et les plus honorés aujourd'hui parmi les architectes ont participé à cette défaite de la ville.

Aussi loin que porte le regard, du haut du Tibidabo, on voit partout, autour de Barcelone prise entre trois montagnes et la mer, la poussée anarchique et serrée des logements sur les anciens réseaux villageois, au milieu de la campagne, dans un chaos de terre retournée, sans voirie. L'urbanisme des environs de Barcelone, qui avait été abandonné à la spéculation sauvage, est le grand échec du franquisme, même si ce n'est pas le plus grave. Aujourd'hui, au regard de la loi, plus d'un demi-million de logements sont en situation frauduleuse : près des trois quarts de ce qui a été construit autour de Barcelone. Un ensemble récent de deux mille logements, à Llobregat, qui menace de s'effondrer, doit tout simplement être détruit et reconstruit. D'autres sont à réhabiliter et à équiper. « *Cette faillite urbaine, c'est*, dit-on chez les urbanistes, *l'anarchie des intérêts privés des hommes en place, qui avaient reçu en prébende le marché de la construction.*

» *La dictature fonctionne fort bien avec le délit fiscal. Elle entraîne inévitablement le vandalisme et l'irresponsabilité dans l'urbanisme par le non-paiement des impôts fonciers, le détournement des règlements par des abus de pouvoir. C'est pourquoi la dictature trouvait des supporter pour organiser une profitable anarchie... De même, l'Etat n'a pas prélevé sur le secteur privé la plus-value des équipements publics. Il la lui a abandonnée, et elle a été un facteur d'accélération de la spéculation. Car, loin d'accroître la productivité, l'industrie du bâtiment a surtout eu pour effet de valoriser les prix du sol !* »

Aujourd'hui, les plans de croissance de Barcelone concernent une aire métropolitaine de 300 000 hectares (le vieux centre comptait 1 000 hectares, le plan Cerda 6 000 et la Comarla comptait un accroissement de 10 000 hectares). Pour s'étendre, ils contournent la montagne du Tibidabo qu'embrassent déjà deux autoroutes latérales partant de la ville et rejoignant l'autoroute transversale. Trois tunnels devraient en permettre la traversée de part en part. Mais ils sont contestés, de même que tout le plan pour le Centro directionnal, 300 hectares de tours transporteraient de l'autre côté de la montagne les bureaux du centre.

Une seconde étude de ce quartier de la Défense barcelonaise est en cours, d'allure plus douce, plus méditerranéenne, tournant le dos à l'exhibitionnisme technologique des tours de bureaux, pour mieux plaire à ceux qui contestent le plan. Là comme ailleurs, l'administration compose de son mieux avec la « liberté d'expression »...

ENQUÊTES PRÉCÉDENTES : Chicago (11 janvier 1979) ; Los Angeles (18 janvier) ; Londres (1er février) ; Moscou (8 février) ; Changhaï (15 février) ; Lagos (22 février) ; Calcutta (1er mars) ; Le Caire (8 mars) ; Téhéran (15 mars) ; Abidjan (22 mars).

Une exposition au Centre Georges-Pompidou

Les architectes de Barcelone ont de la chance : la propriété des terrains y est très parcellisée et la bourgeoisie des fabriques et des commerces a traditionnellement été sensible à la plus-value que confère l'esthétique. En ville même, on réalise des immeubles d'habitation de taille relativement modeste, souvent bien conçus et construits avec soins, selon une tradition artisanale catalane.

Une exposition au Centre Georges-Pompidou illustre cette floraison architecturale à partir des années 50, moment où le franquisme a toléré l'architecture rationaliste, reliée au mouvement international contemporain qui avait brillé sous la République. A. Coderch en est la figure de proue. Son cas illustre ce que doit l'architecture catalane à l'esthétique abstraite contemporaine et à la tradition artisanale locale.

Le milieu de la création architecturale est restreint et élitiste. Les discussions esthétiques sont serrées et suivent un mouvement de balancier comparable à celui de la peinture. Face aux internationalistes incontestablement menés par A. Coderch, voici qu'apparaît le réalisme architectural, lancé dans les années 60 par le brillant Oriol Bohigas. En fait, son « réalisme » consiste à recourir plus explicitement à la construction en brique pleine, technique artisanale qui permet de briser la platitude des façades, de décrocher et d'enrichir les volumes.

Aujourd'hui, l'Espagne en développement est à son tour atteinte par l'éclectisme des mouvements internationaux, dont la variété est visible à Barcelona. Mais depuis deux ou trois ans la nouvelle génération d'architectes n'a plus de commandes. Elle compte pourtant d'excellents tempéraments. Ils écrivent ou enseignent comme Hélio Pinon et Manuel Sola-Morales, dessinent et peignent comme Tusquets et Clotet, souvent faute de pouvoir bâtir. C'est une génération qui pratique souvent l'architecture avec la recherche d'un artiste contemporain, où un surcroît de concept compense le manque de qualité artisanale devenue onéreuse. Il faut naturellement mettre à part *Walden 7*, le délirant immeuble d'habitation de Bofill qui est, lui, un décor d'architecture science-fiction grandeur nature, construit au milieu d'un champ.

A ces architectes, qui ont surtout construit pour la bourgeoisie, il revient désormais de se pencher sur l'habitat de masse, dans lequel l'ancien régime n'a pas été beaucoup plus loin que le *baraquisme* des banlieues qui enlaidit aujourd'hui le grand Barcelone.

J. M.

★ L'architecture de Barcelone, au Centre Georges-Pompidou. Exposition organisée par Hélio Pinon avec la collaboration de M. Pigeat.









Le Monde

Modes du temps

RAYON BANDES DESSINÉES

Mœbius, celui qui oublie ce qu'il voulait dire

L'HOMME, aujourd'hui, a fait le Tour de la Terre ; il a exploré tous ses territoires : la science-fiction l'emmène ailleurs. Ce genre littéraire a détrôné le roman policier, puis le roman d'espionnage, dans la faveur du public. Il a aussi conquis l'écran. La Semaine du cinéma fantastique et de science-fiction vient de se terminer au Rex. Prolongeant cette manifestation, le drugstore Publicis-Matignon consacre un rayon de sa librairie à cette littérature. Une soirée du futur permettait, par ailleurs, de rencontrer les auteurs et les dessinateurs de romans, de bandes dessinées et d'affiches. Parmi cette assemblée de Terriens, un habitué de ce monde interstellaire était présent : Mœbius.

Pour l'état civil, son nom est Giraud. Mais Giraud a choisi comme pseudonyme Mœbius. Ce nom étrange, à consonance latine, est celui d'un mathématicien scandinave de la fin du dix-neuvième siècle qui a inventé une figure de géométrie dans l'espace. Figure compliquée qui prend la forme d'un huit allongé, symbole de l'infini. Pour un auteur de science-fiction, le choix était donc adéquat.



Le fou du tarot en marche sur la Terre, avec son bâton, son épée, sa coupe et tenant à la main la monnaie, symbole de la plénitude de l'être. Dessin original de Mœbius.

Quelques rides au front, abordant la quarantaine derrière ses lunettes — elles aussi en forme de huit, — une présence douce : Mœbius dessine des bandes dessinées depuis l'âge de treize ans. « J'ai été quasiment saisi par ce moyen d'expression », *dit-il. L'important, chez lui, c'est le cheminement spirituel. Cherchant des réponses à ses questions, ils les a trouvées récemment dans des écrits qui ne sont pas des romans. Des œuvres révélées qui sont à l'écoute de cette partie du moi qui est éternelle.* « Je suis passé d'une vie sans foi à une vie avec la foi. » *Une secousse capitale.*

Mieux que tout autre genre traditionnel, la science-fiction a permis à Mœbius d'exprimer ses phantasmes. Elle est pour lui un exorcisme, un exutoire, une porte qui permet de passer ailleurs, de commencer une histoire sans savoir où elle se situe, ni où elle va, une histoire habitée par des gens inconnus qui ne sont pas des héros.

La couverture de son dernier album « L'homme est-il bon ? » *— question qui révèle ses préoccupations fondamentales — reflète ce contact fugitif avec l'indéchiffrable. Des dieux (?) au visage vert se penchent sur un billard hautement mécanisé où un petit homme blanc à l'allure d'un marquis Louis XV joue avec une longue raquette. L'auteur a oublié ce qu'il a voulu dire.* « Un instant, je l'ai su. Mais c'était une compréhension tellement ténue, tellement volatile, qu'elle a disparu dans l'air.

Son travail se fait à son insu. Pas de théorie, pas de système de pensée balisée mais des choses matérielles et spirituelles qui lui échappent. A sa grande surprise. « Evidemment, *poursuit-il,* on s'expose ainsi à exprimer des idées qui sont en contradiction avec la ligne politique qu'on a toujours revendiquée. On peut avoir toujours eu un discours de gauche, et, hop ! voilà un discours de droite qui sort. Ce sont des mésaventures troublantes. Mais, malgré tout, elles ne me feront jamais mettre un couvercle sur mes pensées. » *Dans ce nouveau monde, le temps est bouleversé et les siècles s'entrechoquent. Un homme en haillons, suivi d'un dinosaure, terrasse un cosmonaute. La princesse de Clèves affronte dans un laboratoire un technocrate au crâne rasé. Mais le présent est là, aussi.* « Par l'intelligence des situations que je vis, je le prolonge et je le quitte », *dit Mœbius. La ville de* Long Tomorrow *— le scénario est de l'Américain Dan O'Bannon — est la ville étouffante que nous vivons. Mais pourtant ce n'est pas elle. Le dessin n'est en rien visionnaire. Il est précis, méticuleux, chargé. Cependant, il donne l'impression troublante d'une irréalité réelle.*

La ville est là, et la police, et les monstres : la princesse, devenue pieuvre, s'enroule autour du sexe de l'homme. La violence éclate. Il y a du sang et toujours la mort. Plongé dans cette marée rouge, le lecteur, lui aussi, se délivre. Mais cette mort qu'on trouve à tous les coins de rue, Mœbius ne le considère pas comme si grave que ça. Selon lui, elle peut signifier la mort d'une idée, d'une croyance, d'un mythe. Pour lui, ce n'est qu'une mort de papier.

Mais il n'y a pas que des images brutales et des moments de bravoure. Il y a des lueurs de tendresse : le visage fin de la princesse tournée vers le technocrate. Chaque histoire est un voyage dans un autre paysage. Comme cette ballade végétale sur un poème de Rimbaud qui met en scène une faunesse et un jeune Tibétain monté sur une autruche.

« Un jour — *toujours le futur,* — mon ambition secrète, *confie Mœbius de sa voix sourde,* serait d'être un artiste sacré. Celui qui ne fait que fixer la vérité, celle qui est la plus proche possible de Dieu pour un humain, celle qui correspond à tous les hommes et à un seul être, universel, sans parti, sans patrie, sans race. Pour moi, la vraie science-fiction c'est ça. »

FLORENCE BRETON.

Profession, skateboarder

« *LE plus difficile, c'est d'arriver à mettre les deux pieds sur la planche. Le reste s'apprend très vite.* » Vingt-trois ans, l'air d'un étudiant bien sage, Philippe Hainaut a, depuis quelques mois, une passion : le skateboard. Passion qu'il partage avec quelque 30 000 autres jeunes Français, mais à un degré différent, puisqu'il vient d'obtenir une licence d'entraîneur délivrée par la Fédération française de surf et de skate.

Oui, il existe désormais des entraîneurs de skateboard, et M. Hainaut est de ceux-là, qui va s'attacher à former et à perfectionner les virtuoses qui défendront, dans les mois à venir, les chances du Starboard Club de Paris aux internationaux et aux championnats de France. La planche à roulettes n'est plus seulement un passe-temps de « dingues » ou de gamins en culotte courte ; c'est devenu un sport avec ses structures, ses règlements (*le Monde* du 7 janvier), un sport qui connaît ses premières compétitions.

« *Les programmes comportent cinq à six disciplines : le slalom géant, le slalom spécial, le saut en hauteur, le saut en longueur, le free-style (figures libres) et, si la topographie le permet, la descente* », explique M. Hainaut. Passe encore pour les slaloms — improvisés quotidiennement sur nos trottoirs par quelques champions en herbe, — mais le saut en hauteur ? « *Il faut franchir une barre fixée à une certaine hauteur et retomber sur sa planche préalablement lancée en avant. Le record de France est de 1,20 mètre et le mondial de 1,60 mètre.* »

La gymnastique du Free-Style

Le saut en longueur ? « *Il faut pouvoir retomber sur une planche immobile, le plus loin possible du point de saut, en conservant un équilibre suffisant pour rouler encore au moins 50 centimètres aux fins d'homologation. Le record du monde est voisin de 6 mètres.* » Quant aux descentes, elles nécessitent des pentes atteignant jusqu'à 45 degrés sur lesquelles les skaters dépassent souvent, avec des planches et des équipements adaptés, le 100 km-h (un Américain a roulé à 140 km-h, ces vitesses n'étant atteintes qu'avec des planches très longues, certaines étant, de surcroît, dotées de parachutes de freinage).

Le free-style consiste en une gymnastique sur la planche. Certaines figures sont imposées, par exemple le « *two-nose-feet wheelie* », qui consiste à rouler pieds joints sur deux roues, une extrémité du skate soulevée ; ou encore le « *daffy* », qui se pratique avec deux planches, l'une cabrée et l'autre piquée. Ce sont là deux figures imposées : les autres faisant appel à l'imagination et à l'habileté des concurrents : équilibre sur les mains ou sur la tête, ou encore « 360 degrés » (tour complet sur place sur deux roues), voire, comme ce champion américain, saut périlleux avec rétablissement sur la planche.

Avant d'en arriver à la perfection du style qui autorise la qualité des figures, il faut s'astreindre à nombre de séances d'entraînement aussi fastidieuses qu'agitées. Savoir monter sur le skate, bien sûr, mais aussi savoir s'arrêter et à l'occasion en tomber : « *En avant, il faut partir en roulé-boulé pour ne pas se casser un membre. En arrière, il faut essayer de faire un demi-tour sur soi-même pour épargner les reins.* » Pour les virages, « *même technique que sur des skis, avec deux positions de pieds sur la planche : en godille (côte-à-côte), ou l'un derrière l'autre calés à 30 degrés pour faciliter le mouvement des genoux et des chevilles* ».

L'entraîneur Philippe Hainaut affirme encore que la progression est rapide et que le skateboard est moins dangereux que les patins à roulettes — les pieds ne sont pas fixés, ce qui diminue le risque de fractures — pour peu qu'on se dote de protections suffisantes : casque, genouillères et coudières. C'est, précise-t-il, un sport très complet, mais fatigant, et qui demande une bonne condition physique sans contre-indication particulière : le vétéran allemand du skateboard, un ancien champion de ski, est âgé de soixante-dix-huit ans.

JAMES SARAZIN.

★ Le prix d'une planche varie considérablement selon le matériau qui la compose : de 70 à 105 francs en fibre moulée, environ 170 francs en stratifié, de 130 à 350 francs en bois, et même 420 francs pour une « banane » (planche incurvée) en duralumin. Le skateboarder confirmé s'équipera de plusieurs matériels en fonction des spécialités disputées.

Les roues coûtent de 15 à 70 francs la pièce, davantage pour un tambour intérieur en magnésium.

Les roues sont fixées au skate par un pivot appelé « truck ». C'est un élément essentiel de l'ensemble, car il détermine la stabilité et la maniabilité de la planche. Un « truck » vaut au minimum 24 francs. On trouve des « trucks » pour figures libres à partir de 54 francs ; un « truck » pour descente vaut jusqu'à 50 francs. Il faut évidemment deux « trucks » par planche.

Enfin, il faut compter 115 francs pour un casque, 65 francs pour une paire de coudières, et 98 francs pour une paire de genouillères à coques en plastique.

Bien évidemment, le « mordu » sera un abonné fervent à l'une ou l'autre, ou aux deux revues spécialisées paraissant déjà en France : « Skate-Magazine » et « Skateboarder ».

REMPLACEZ VOS FENÊTRES VÉTUSTES OU INEFFICACES



VOTRE VIEILLE FENÊTRE TRADITIONNELLE
Inconvénients
Laisse passer :
• Le bruit
• Le froid
• L'humidité
• La poussière
• Se déforme
• Se bloque
• Nécessite de l'entretien

VOTRE NOUVELLE FENÊTRE ARCADIA
Avantages
• Vous isole des bruits
• Étanchéité parfaite au froid et à l'humidité
• Ne laisse passer aucune poussière
• Indéformable et inaltérable dans le temps grâce à sa structure en aluminium
• Ne nécessite aucun entretien
• Fabrication sur mesure au mm
• Pose dans la journée sans maçonnerie ni peinture
• Déduction de vos revenus imposables

VENTE DIRECTE D'USINE
POSE COMPRISE
DEVIS GRATUIT

DM/ZUNZ



FENÊTRES ARCADIA RÉNOVATION
56, Av. Augustin Dumont 92240 Malakoff - Tél. : 657.46.61
JE SUIS INTÉRESSÉ PAR :
☐ Le catalogue détaillé des fenêtres ARCADIA RÉNOVATION
☐ La visite d'un technicien ARCADIA RÉNOVATION pour une étude gratuite avec devis
nom
Adresse
Tél.
8 MO/3/2
A retourner à :
FENÊTRES ARCADIA RÉNOVATION 56, Av. Augustin Dumont 92240 Malakoff

Clin d'œil

Des amis pour les Terriens

« AIDEZ-NOUS à accueillir les extra-terrestres ! » Telle est l'injonction, suivie d'un numéro de téléphone, que l'on peut lire sur des affichettes apposées dans certains quartiers du centre de Paris.

Ayant engagé la dépense d'une communication téléphonique, j'ai eu le plaisir d'entendre une voix enregistrée, et néanmoins mâle, m'assurer, en termes simples mais formels, que les extra-terrestres viennent d'une autre planète, ce qui, à première vue, ne peut surprendre. Le correspondant anonyme et compétent m'a confié ensuite que les passagers des OVNI avaient bel et bien l'intention de se manifester prochainement pour nous livrer la vérité première et des réponses à ces questions que l'homme se pose, en général, à l'heure de la sieste : qui sommes-nous ? D'où venons-nous ? Où allons-nous ?

— Nous sommes, a ajouté en substance, la voix, des créatures nées dans les laboratoires des extra-terrestres qui s'y connaissent autrement que vous à manipuler la matière puisqu'ils ont vingt-cinq mille ans d'avance sur les Terriens. Comme ils estiment que nous sommes mûrs pour la grande révélation, en ce qui concerne notre origine et notre destin cosmique, ils souhaitent que toutes les races humaines unies, sans distinction de langues ou de religions, leur préparent une ambassade mondiale où ils pourront venir s'installer pour nous enseigner. Reste à savoir si ces visiteurs pleins de bonnes intentions dorment dans des lits, et prennent du thé au petit déjeuner ? C'est sans doute ce que l'on apprend, entre autres, en assistant aux réunions d'information organisées dans un immeuble du quinzième arrondissement dont le délégué du comité d'accueil donne l'adresse.

Une voix féminine et chaleureuse, prenant le relais téléphonique, m'a invité ensuite à lire deux ouvrages d'un auteur dont j'ai mal entendu le nom — la bande était un peu usée — ce qui a tout de même un parfum publicitaire extrêmement terrestre !

A une époque où l'homme, ayant fait l'inventaire de la planète, et même de la Lune, se tourne résolument vers les espaces inconnus pour courir, par l'esprit, des aventures inédites, il ne serait pas étonnant que le comité d'accueil aux extra-terrestres obtienne auprès des curieux sans préjugés un certain succès. Il ne semble pas jusque là que le groupement ait demandé une subvention au ministre des finances, qui, au nom de l'ouverture souhaitée par le président de la République, pourrait difficilement la lui refuser !

Si les extra-terrestres existent et s'ils ont un peu de charité, ils ne devraient pas laisser l'humanité languir plus longtemps le nez en l'air et se décider enfin à apparaître pour nous donner, en termes et signes intelligibles à nos faibles cerveaux, leur version de l'univers. D'autant plus que nous devons déjà leur être reconnaissants de fournir à l'imagination des poètes, aux philosophes épris de spéculation et aux cinéastes à court de scénarios, matière à nous distraire de la pollution, de la crise économique, des soucis du chômage, des sanglantes querelles des peuples, tous problèmes qu'ils ont dû, bien sûr, résoudre depuis longtemps.

MAURICE DENUZIÈRE.

هكذا من الأصل

Nouvelles bibliothèques

Les livres sont dans leurs murs

EN contrepartie du plaisir de lire se pose le problème du rangement. Ces compagnons — de détente ou de travail — que sont les livres exigent de la place et un « habitat » fonctionnel. Deux points sont à surveiller pour avoir une bonne bibliothèque : sa profondeur, qui ne doit pas être inférieure à 30 centimètres pour y caser les grands volumes, et ses montants latéraux qui doivent bien caler et retenir les livres pour éviter tout basculement.

Pour aligner des centaines de livres, sans engager de grandes dépenses, un système de montants-échelles et d'étagères a fait ses preuves *(Leroy)*. Les échelles, en acier zingué, prennent appui sur le mur et au sol par des patins qui évitent une fixation dans le mur ; les tablettes qui s'y accrochent sont plaquées de vrai bois ou de Mélamine blanc mat. En combinant les différentes hauteurs des montants et les largeurs des étagères, toutes les surfaces de rangement sont possibles. A titre d'exemple de prix, une bibliothèque de 1,88 mètre de largeur et 2,20 mètres de hauteur, en blanc, vaut 715 F. Des blocs avec portes peuvent s'insérer entre les tablettes et être équipés de dossiers suspendus.

Les casiers sans fond

Une bibliothèque vendue en « kit », très facile à monter, est en multiplis de pin maritime ; ce matériau à larges veinures est poncé, prêt à être ciré, teinté ou verni. Ce meuble mesure 1,25 mètre de largeur, 1,22 mètre de hauteur, 0,31 mètre de profondeur et comporte un fond. L'équipement intérieur est divisé en quatre casiers de différentes hauteurs. La bibliothèque est vendue, par correspondance, au prix de 385 F, plus frais d'envoi *(Hix)*. Elle peut être surmontée d'un meuble de mêmes dimensions qui se fixe, par quatre tiges, sur celui du dessous.

Dans son magasin *Artelano* entièrement décoré à neuf, Samuel Coriat présente plusieurs formules de bibliothèques à composer à partir d'éléments à juxtaposer et superposer. En stratifié noir brillant, chacun de ces casiers sans fond mesure 0,34 mètre de largeur, 1 mètre de hauteur et 0,30 mètre de profondeur et il comprend une ou deux étagères (510 F ou 560 F). D'autres éléments, créés par l'architecte italienne Nanda Vigo, sont également en stratifié noir mais avec leurs chants biseautés en métal doré mat. Ces casiers avec fond existent en trois dimensions : 0,40×0,80×0,30 mètre (875 F), 0,80×0,80×0,30 mètre (945 F) ou 1,20×0,60×0,30 mètre, 1 115 F.

Tiges d'acier

Les bibliothèques que propose Pascal Maingourd sont en bois laqué noir, ivoire ou rouge de Chine et s'harmonisent avec tous les styles. Elles sont composées de montants de 44 centimètres de profondeur, à large quadrillage donnant à l'ensemble du meuble une grande légèreté ; des tablettes de 90 centimètres de largeur, en glace claire ou teintée, y sont posées. Ces bibliothèques existent en deux hauteurs : soit 1,90 mètre (2 987 F) soit 1,68 mètre, 2 730 F.

La boutique *Persona* vient de recevoir un meuble bibliothèque en frêne naturel, aux angles arrondis. Il mesure 2,17 mètres de hauteur, 0,88 mètre de largeur et 0,32 mètre de profondeur et cinq tablettes peuvent s'y régler, en hauteur, tous les 10 centimètres (2 340 F). Des demi-colonnes peuvent se juxtaposer pour agrandir la bibliothèque, avec possibilité d'intercaler un plan d'écriture entre deux éléments. Dans cette boutique est également présentée la « scala » de Zanotta : trois marches, en pin naturel, appuyées au mur et à utiliser pour ranger des livres, 900 F.

La bibliothèque « Brooklyn » d'Acerbis est exposée chez *Rouve*. Sa conception originale consiste en deux montants en lamifié blanc ou noir, reliés au sommet par une poutre en métal, également blanc ou noir. Les tablettes, en lamifié, sont suspendues au portique par des tiges d'acier. Le meuble se fait en trois largeurs (2,16 mètres, 3,03 mètres ou 3,90 mètres), toujours 2,08 mètres de hauteur et 0,38 mètre de profondeur. Les tablettes étant rainurées, des portes s'y adaptent pour former des éléments fermés à double face. Une bibliothèque de 2,16 mètres de largeur, avec tablettes et portes, vaut 4 200 F.

JANY AUJAME.

★ *Leroy*, 208, avenue du Maine, 75014 Paris. *Hix*, 65 boulevard Malesherbes, 75008 Paris. *Artelano*, 4, rue Schœlcher, 75014 Paris. *Pascal Maingourd*, 22 *bis*, avenue Rapp, 75007 Paris. *Persona*, 47, rue de l'Université, 75007 Paris. *Rouve*, 94, rue de Rennes, 75006 Paris.

● Le quatrième « Dé d'Or » offert par Cartier à l'initiative du « Quotidien de Paris » a été attribué dernièrement au couturier Louis Féraud pour la créativité de sa collection, par un jury de journalistes.

En même temps, l'Aiguille d'or a été décernée à Lola Prusac qui, depuis cinquante ans, est connue pour l'originalité de ses productions artisanales, notamment en tissus et en bijoux.



— Trouvailles —

Gadget

Stylo-chiffres

L'objet est luxueux. Il a l'éclat de l'inox et la forme d'un stylo plat. Ses dimensions (135 mm de long par 25 mm de large) et le fait qu'il soit muni d'une agrafe permettent de le glisser dans la poche du veston. Ce stylo est en fait une calculatrice électronique à huit chiffres. La « Sharp » s'ouvre en pressant sur l'agrafe et devient une boîte. Elle fonctionne pendant sept cents heures environ sur deux piles à l'oxyde d'argent. 340 F.

★ Drugstores *Publicis* (Saint-Germain, Matignon, Champs-Elysées).

Maison

A l'affiche

Faire revivre, sous forme de coussins, les affiches de Mucha datant du début du siècle, c'est presque remonter aux sources car les premières œuvres de l'artiste furent peintes sur satin. Celui que Dan a utilisé pour réaliser ses coussins est en polyester ; il sert de support à la reproduction de quatre affiches (vantant des produits d'antan), auxquelles s'ajoutent deux portraits de femmes et deux allégories : la peinture et la musique. Ces « coussins Mucha » sont un clin d'œil à la mode rétro, mais ils ont bien du charme.

★ 50 F le coussin. A Paris, au *B.H.V.*, *Magasins Réunis*, *Printemps* ; en province, *Dames de France* et *Nouvelles Galeries*.

Enfants

Bébés en sac

Ann et Mike Moore, un couple d'Américains, ont été frappés, lors d'un séjour en Afrique, par la façon dont les mères portaient leurs enfants. Dans un marché, il y avait bien cinq cents bébés sur les dos des marchandes et pas un ne pleurait. De retour aux Etats-Unis, Ann et Mike Moore ont réfléchi et ont inventé « Snugli ». Le nom de leur « sac à bébé » vient de l'anglais « to snug », se blottir. « Snugli » permet en effet de porter son enfant sur son dos donc de garder avec lui le contact réel et physiologique dont il a besoin, durant ses premières années du moins.

L'utilisation est conseillée dès la naissance et jusqu'à trois ans. « Snugli » est un porte-bébé en velours côtelé, fait à la main et lavable en machine. Sa particularité est de présenter deux poches : une « poche-siège » agrandissable grâce à trois positions de boutons-pression, et un dossier souple qui soutient l'enfant tout en lui permettant de s'adapter aux mouvements du voyage. L'enfant garde les bras libres.

★ 275 F + 10 F de port à la boutique *Quotidien*, 9, rue Aristide-Briand, 75018 Paris. Fermé le lundi.

Entretien

L'anti-graffiti

Pour débarrasser les murs des graffiti et affiches qui les dégradent plus que jamais, un fabricant a mis au point des produits « efface-tout ». Le DA 53 est un liquide laiteux qui décolle les affiches, même apposées en couches superposées (24 F le litre), tandis que le EG 40 efface les inscriptions, tracées à la peinture ou au goudron, sur la pierre, la brique, le béton, le bois ou le métal. Un anti-adhérent, le D 1608, est un gel translucide qu'on badigeonne à titre préventif : sur les murs ainsi traités, les affiches tombent une fois sèches, les inscriptions (ou les fientes de pigeons) s'éliminent par brossage. Tous ces produits se vendent par 30 litres minimum.

★ Société Wienwald, 41, rue Pétion, 75011 Paris.

Décor

Terre et fleurs

En ce début de printemps s'ouvre, à la galerie « Arcade international », une exposition sur le thème « Ikébana et grès ». Anne-Marie Sarda a voulu souligner la complémentarité et même la complicité qu'il y a entre l'art de la poterie et celui de l'arrangement floral japonais. Dans son magasin, où sont présentés en permanence de très beaux meubles contemporains et objets, elle a choisi d'exposer les formes en grès de Joëlle Deroubais-Laroussinie et de François Gueneau (mi-sculptures, mi-vases) dans lesquelles Colette Baumann a disposé végétaux et bois selon les principes de l'Ikébana. Les pièces, contenants et contenus, sont vendues entre 300 et 2 500 francs.

★ Jusqu'au 8 avril, 230, rue de Rivoli, 75001 Paris.

LE KIT DANS LES 8 BHV. *(Publicité)*

Le kit, une nouvelle manière de vivre dans ses meubles.

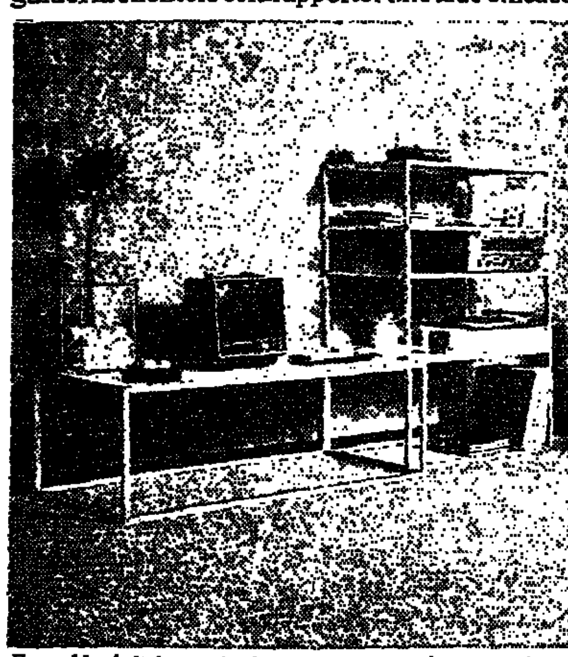
Les avantages du kit.

Le kit, par sa souplesse, permet de créer des éléments de décoration transformables à volonté et de constituer partout des ensembles parfaitement homogènes. D'installation rapide puisque composé d'éléments conditionnés "prêts à poser", les systèmes en kit se montent avec un minimum d'outillage, et très facilement grâce à des notices d'assemblage illustrées de croquis. Parce que les éléments sont combinables à l'infini, le kit permet une installation progressive, selon ses besoins et aussi son budget.

Les utilisations du kit.

Quel que soit le système choisi, le kit est à l'aise partout. Bibliothèques, vitrines, secrétaires, penderies, rayonnages, ensembles en épi, claustra, séparation de grandes pièces : salon-salle à manger, salon-bureau, etc.

Il est, à ce propos, important de noter que dans les 8 BHV, outre le choix étonnant de programmes, des vendeurs-conseils sont là pour guider la clientèle et lui apporter une aide efficace.

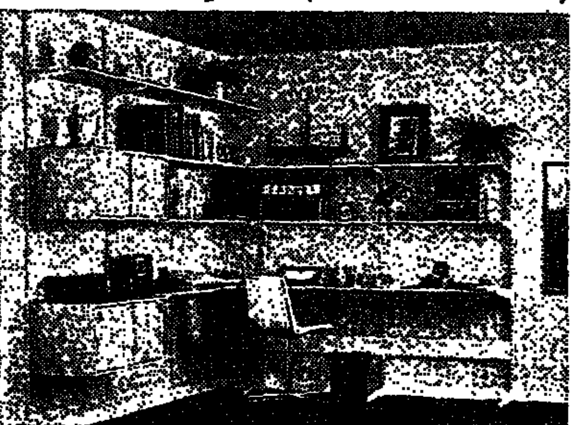


Ensemble réalisé avec des éléments Reynolds (Alu Home).

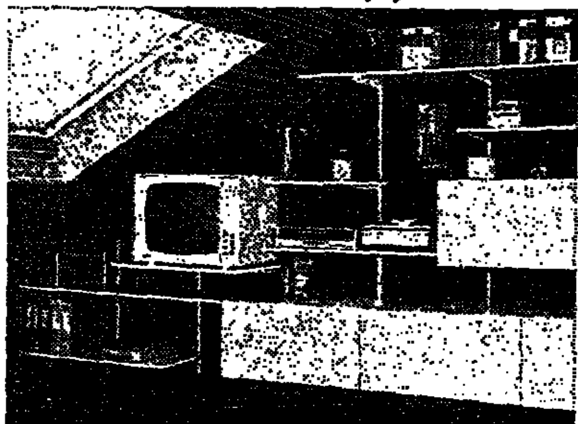
Les 3 grands systèmes de kit.

Les tubes. En aluminium anodisé, de section carrée, le système de tubes (Alu Home) permet de réaliser des meubles avec des tablettes en verre ou en aggloméré stratifié blanc, (nombreuses dimensions).

Il suffit d'emboîter les tubes prédécoupés les uns dans les autres. Mais si vous désirez des dimensions particulières, vous pourrez scier les tubes à vos mesures pour réaliser des ensembles qui conviennent parfaitement au cadre d'un intérieur contemporain. (Dans tous les BHV.)



Ensemble réalisé avec des éléments Pelly-System.



Ensemble réalisé avec des éléments Crémaillères Economic.

Les crémaillères et les colonnes sol-plafond. Fixées au mur avec des vis ou en position sol-plafond avec vérins, elles présentent une infinité d'utilisation. Supportés par des consoles réglables en hauteur, les éléments viennent prendre place sur les montants : tablettes stratifiées ou plaquées bois, meubles portes pleines, vitrines, secrétaires avec abattant.

(Crémaillères Economic dans tous les BHV. Sofadi et Pelly-System dans tous les BHV sauf Flandre. Dan System et Netix, BHV Rivoli et Centres Commerciaux).

Les ensembles bois. En bois naturel, les montants reçoivent les éléments par un système de fixation aussi facile à installer qu'à démonter. Tablettes, blocs tiroirs, meubles de rangement, les éléments en bois font le décor de la cuisine, de la salle de bains, des chambres et du living.

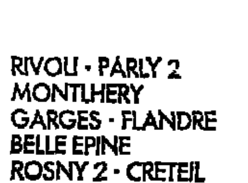


Ensemble réalisé avec des éléments Bruynzeel.

En profilés aluminium avec tablettes en verre ou stratifiées, le kit s'insère dans un décor moderne. Composé de montants, d'étagères, d'éléments en bois naturel, il s'intègre à un intérieur rustique.

Par sa conception même, c'est en tout cas une nouvelle manière de vivre dans ses meubles.







McCann-Erickson

ON LES OUBLIE, ILS SE REBIFFENT...

Des grands qui ne veulent pas plier

QUELQUE chose ne va pas au royaume des grandes tailles. Alors que plus de 50 % des Françaises s'habillent au-dessus du 44, presque toutes les nouveautés s'arrêtent au 42. Au-dessus, on accepte éventuellement des commandes « avec supplément », mais l'attitude condescendante des vendeuses fait reculer les plus téméraires dans les magasins, de Saint-Germain-des-Prés à la Chaussée-d'Antin.

A quoi rêvent les fabricants français et italiens et leurs réseaux de distribution ? A la femme haricot qui s'accommodera en outre de leurs erreurs de coupe, du manque de pinces de poitrine et des ourlets à l'arrondi en zigzag. A Londres, Stockholm, Genève ou New-York, les grands magasins offrent le même choix du 36 au 48, voire au 50, avec des rayons échelonnés de grandes tailles en sport, ville, loisirs, soir.

A Paris, parmi les grands magasins, seule *LA SAMARITAINE* considère le 48 comme « taille normale », avec, au-delà, un immense rayon rajeuni dont les modèles s'approchent maintenant des grandes tendances de la saison et ce jusqu'au 56, ou au 60

BURBERRYS (10, boulevard Malesherbes, 50, rue de Passy) suit la politique de la maison mère, à Londres, proposant les imperméables, les jupes et les tricots du 36 au 52. Les chemisiers de soie s'arrêtent au 46, et en voile de coton, au 50, faute de fabricants. La même politique s'applique au rayon masculin où viennent d'arriver de Turin les costumes *wash and wear* en polyesther, jusqu'au 60

MARKS & SPENCER (35-37, bd Haussmann et Rosny 2) corrigent le tir et se rapprochent de leurs tailles britanniques les plus vendues, notamment en chemisiers, en jupes et en imperméables, jusqu'au 50, à longueurs « continentales » au mollet. Les vêtements masculins sont taillés selon les normes européennes plutôt que françaises. De toute façon, ce qui ne s'essaye pas sur place est facilement repris et remboursé.

Chez les spécialistes, *AMBRE* (avenue du Général-Leclerc et les centres commerciaux périphériques) a réussi, en quatre ans, une bonne percée vers les coordonnés jeunes et les coloris tendres dont on a envie cette saison, du 46 au 54. Les robes-chemisiers blousent à la taille, les imperméables s'enfilent en souplesse dans les emmanchures raglan bien étudiées. Un bon point pour les blouses à col officier de Pierbé, qui sont seyantes et agréables à porter, en mélange de lin et de polyesther, tout comme les ensembles imprimés de semis de fleurs (jusqu'au 50).

ALEXANDRA (97, rue de Longchamp) se double maintenant de *GERLANE* (133, rue de Sèvres) Ces boutiques proposent plutôt des hauts de gamme (500 à 1 200 francs la robe ou le deux-pièces) du 46 au 52 pour la plupart. On trouve ici les derniers ensembles et chemisiers de Tricosa assez « chanelisants », ainsi que de bons manteaux, les coordonnés de Sophie Goutifle, enfin les robes en crêpe de soie imprimées de René Véron.

Les costauds

Pour hommes, *BERDY* (79, avenue des Ternes) joue les costauds autant que les longilignes. Les piliers de mêlée et leurs supporters peuvent s'habiller de pied en cap. En effet, le devant du magasin aligne les tatanes — du 43 au 50 — en espadrilles, mocassins, vernis ou boots. Les costumes sont jeunes, en discrètes fantaisies, et les tenues de loisirs sont aux couleurs écologiques.

CAPEL (74, boulevard Sébastopol ; 26, boulevard Malesherbes et Maine-Montparnasse) ajoute à ses costumes et à ses vestes de sport des importations américaines de vestes en dacron lavables en machine et de blousons coupe-vent à dos élastique, jusqu'à 150 centimètres de tour de poitrine.

LA TREILLE (62, rue Saint-André-des-Arts) habille les étudiants et leurs pères, dans un style décontracté et moderne, avec de bonnes séries de blousons et d'imperméables de Mac Douglas — entre autres — et des costumes pour toutes les circonstances, jusqu'au 60.

NATHALIE MONT-SERVAN.

AMBRE : robe de jersey imprimé en polyester à semis de fleurs en camaïeu de roses et de bleus vifs. L'ampleur du corsage est retenue par un bord-côtes noir, les manches sont raglan et resserrées du bas. Une ceinture lien marque la taille. 329 F (du 44 au 54), 83, avenue du Général-Leclerc, centre commercial de Parly 2 ; Lyon la Part-Dieu ; Nancy, 2, rue Saint-Georges.

● Drôles et de couleurs acidulées, ces gobelets en plastique sont à la fois verre et paille, cette dernière étant incorporée dans la masse. Les six gobelets : 15 F.

★ *Drugstores Publicis* (Saint-Germain, Matignon, Champs-Elysées).

ATTENTION OU VOUS METTEZ LES PIE[DS]

NE PAYEZ PAS LA GRIFFE

ACHETEZ SEULEMENT LA QUALITÉ ET L'ÉLÉGANCE

35 rue du Château-d'eau 75010 Paris - 208.72.68

38 rue de Berri 75008 Paris - 225.49.50

CHICHE

Faites-les vous-même

Bonbons sur les fourneaux

BAISERS fondants (à la noix de coco), fondants magiques, pralines, nougats et caramels, truffes et berlingots, marrons glacés, noix de Grenoble, bouchées et calissons : pas un bonbon ne manque au rendez-vous que nous propose Michèle Lamontagne, plus préoccupée d'ordinaire (elle tient au Monde la chronique du jardinage) de semis et de boutures, de plants et de graines...

Bouche sucrée ou bec acidulé, chacun y trouvera friandise à son goût, mais friandises à fabriquer soi-même, puisque ce livre est un livre de recettes

Connaissez-vous les cadichonnes de Bordeaux, les mocatines de Pouilly-sur-Loire, les lichouneries de Châteauroux, les galichoux de Montpellier, les papalines d'Avignon ? Non ? Elle, elles les connaît. Tous ! Et en dresse, histoire de nous mettre le miel à la bouche, la liste complète. En France, tout finit, à l'en croire, par... des bonbons.

Du reste, elle sait tout. Que rahat el hoikoum signifie « les délices du gosier » ; que les marrons glacés s'inscrivent au chapitre des fruits confits, lesquels, d'ailleurs, étaient déjà connus de l'Orient antique ; que l'angélique est parfois appelée archangélique ou encore « reine du Saint-Esprit » ; que Clément Faugier, pour aider ses compatriotes ardéchois en chômage, eut l'idée, en 1882, de « lancer » le marron glacé et fit tester l'emballage métallique dont il avait eu l'idée en expédiant jusqu'à... Zanzibar les précieuses friandises qui en revinrent en excellent état de conservation ; qu'Apicus, dans son traité De coquinaria, nous livre la plus ancienne recette de nougat qui soit venue jusqu'à nous ; que la praline...

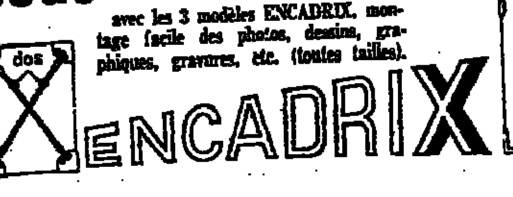
Et que, surtout, s'il est facile d'acheter des bonbons tout faits, c'est infiniment plus plaisant de les confectionner soi-même. Et d'embaumer la maison entière avant d'enchanter les palais — J.-M. D.-S.

★ *Faites vos bonbons vous-même*, par Michèle Lamontagne. Solar, éditeur, collection « Solarama ». Prix : 30 F.

sous-verre instantané...

avec les 3 modèles ENCADRIX, montage facile des photos, dessins, graphiques, gravures, etc. (toutes tailles).





LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

"EN MONTPARNASSE" 61, rue Froidevaux Paris 14e

RUSTIQUES VITRÉES



Elégants modèles de style Rustique étagères en multiplis côtés en aggloméré, placage acajou traité ébénisterie, teinte noyer vernis mat satiné. Sur les montants, en façade, moulures de style, dessus et socle débordants avec découpe et moulures bois massif. Pieds en forme, rayons entièrement vitrés, vitres claires coulissantes avec onglets.

GRAND MODELE
Haut. 238 - Larg. 116 cm - Prof. 33 cm
contenance 200 vol. env.
(livrée montée)

Même modèle avec PORTES PLEINES OUVRANTES couvrant les deux derniers rayons, façade moulurée, ferrures et bouton style, fermeture magnétique, étagère intérieure.

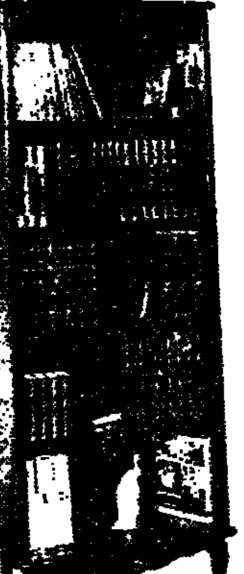


VITREE

AVEC PORTES PLEINES

INSTALLEZ-VOUS ULTRA RAPIDEMENT et FACILEMENT... VOUS-MÊME !..

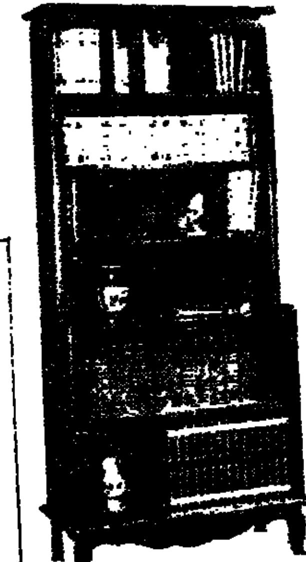
à des PRIX IMBATTABLES



BIBLIOTHEQUE GRANDE PROFONDEUR
Haut. 203 - Larg. 78 ou 94 cm
Prof. 42 cm
contenance 105 gros vol. env. en 94 de large (livrée montée)

COMMENT JUXTAPOSER NOS MODELES RUSTIQUES

D'un simple geste, les moulures de côté des meubles peuvent être enlevées, les côtés étant alors parfaitement rectilignes, les meubles sont juxtaposés par simple pose, côte à côte.



MODELE TOUS FORMATS
Haut. 205 - Larg. 78 ou 94 cm
Prof. 42/30 cm
Contenance 120 vol. club + 40 gros vol. en 94 de large (livrée démontée)

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES TOUS FORMATS

ensemble obtenu par la juxtaposition de 3 bibliothèques à moulures amovibles.



Hauteur de l'ensemble : 203 cm - Largeur : 277 cm Prof. bas : 42 cm - haut : 30 cm
Contenance 360 vol club + 120 grands formats env. Cet ensemble a été monté en 3 h.

JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES GRANDE PROFONDEUR

Hauteur de l'ensemble 203 cm, largeur 241 cm prof. 42 cm
Contenance 250 gros volumes environ
peut être augmentée par l'utilisation de 1/2 tablettes

Meubles par ÉLÉMENTS
Meubles RUSTIQUES
Meubles de STYLE
DÉPARTEMENT SUR MESURE

Visitez nos Expositions:

à Paris

61, rue Froidevaux Paris 14e
Métro : Denfert Rochereau
Gaîté - Raspail - Edgard Quinet
Autobus : 28, 38, 58, 68
Ouvert tous les jours même le SAMEDI de 9 à 19 h sans interruption

en Province

Ouverts tous les jours de 9 à 12 h et de 14 à 19 h

AMIENS · BORDEAUX · CLERMONT-FERRAND · GRENOBLE · LILLE · LIMOGES · LYON · MARSEILLE · MONTPELLIER · NANTES · NICE · RENNES · STRASBOURG · TOULOUSE · TOURS

à l'Etranger

BELGIQUE : BRUXELLES · LIEGE
SUISSE : GENEVE SOVECO 17, Bd Helvétique 1211 Genève

EXPEDITION RAPIDE ET FRANCO

BON Pour un catalogue en couleurs GRATUIT à retourner à MO 46

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75680 PARIS CEDEX 14

Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHEQUES VITRÉES comprenant tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, contenance, demande de devis, etc.

Nom ....
Adresse ....
Code Postal .... Ville ....

ou appelez le 633 73-33 (24 h./24)
à partir du 21/2 320.73.33

هكذا من الأصل



Rue de la Mode, c'est quatorze grands noms du Prêt-à-Porter et de la Couture qui se sont donné rendez-vous au 4e étage du Printemps Haussmann :

Ted Lapidus, Courrèges, Christian Aujard, Georges Rech, Synonyme de Georges Rech, Torrente, Daniel Hechter, Pisanti, Dejac, Guy Laroche, Louis Féraud, Bercher 2, Jacques d'Ars, Tiktiner.

29 Mars. La rue de la mode s'ouvre au Printemps.

Rue de la Mode, c'est aussi un événement : pour la première fois une Boutique Haute Couture s'installe au Printemps avec Ted Lapidus. En avant-première venez découvrir sa collection toute l'après-midi des 30, 31 mars Ted Lapidus sera là pour vous la présenter et répondre à vos questions. Il vous dévoilera aussi sa collection du soir.

Rue de la Mode, c'est une rue qui bouge. Pendant trois jours, les après-midi du 30, 31 mars et 1er avril, vous êtes invité à la présentation générale des collections de ces quatorze grands noms de la Mode.

Rue de la Mode, c'est une idée totalement neuve : l'intimité des boutiques alliée au choix d'un grand magasin. La rue est à vous. Vous entrez, vous flânez, vous découvrez dans un même espace tout ce qui fait la mode à Paris.

Rue de la Mode, c'est la nouvelle adresse de ceux qui font la mode.

Printemps Haussmann

Présentation des collections 29, 30, 31 mars et 1er avril, 12 h 30, 15 h et 17 h.

PIBEAUT

Le M

Énergie sol



Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Énergie solaire : de nombreuses voies d'étude

Comme M. Jourdain faisait de la prose, l'homme utilise, sans le savoir, l'énergie solaire, et ce depuis des millénaires. Le chauffage au bois ou la marine à voile sont des utilisations indirectes de l'énergie solaire — et les hydrocarbures résultent de l'action du soleil au cours des temps géologiques. Il y a aussi une utilisation directe, mais inconsciente, et qui n'apparaît pas dans les statistiques : l'extinction des chaudières et radiateurs... quand il fait chaud.

Mais c'est évidemment depuis 1973 et le quadruplement du prix des hydrocarbures que le Soleil a été pris pour ce qu'il est. Une source d'énergie inépuisable, et potentiellement capable, dans un avenir plus ou moins lointain, de remplacer les gisements de pétrole ou d'uranium dont l'épuisement est à vue humaine. C'est de plus une énergie « douce », peu polluante. Même si l'enthousiasme de ceux qui déifient le Soleil et « satanisent » l'uranium est prématuré, il était nécessaire de lancer un flot important de recherches pour domestiquer cette énergie capricieuse. Les Etats-Unis ont engagé sur cette voie leur formidable potentiel technique et sont bien partis pour dominer, dans l'avenir, un marché dont on ne connaît pas encore les limites. Le Department of Energy a un budget « solaire » de 320 millions de dollars en 1978, et, compte tenu des autres sources de financement public et privé, le milliard de dollars est largement dépassé ; l'effort américain est d'ailleurs jugé parfois excessif parce que trop soudain et conduisant à de nombreux gaspillages. Mais, en matière de recherche, mieux vaut trop que pas assez.

En comparaison, les 160 millions de francs auxquels on évalue l'effort français peuvent paraître bien minces. Pourtant, la France figure au deuxième rang. Cet effort s'oriente vers les deux voies principales d'utilisation de l'énergie solaire : la conversion thermodynamique et la conversion photovoltaïque. La première utilise la chaleur solaire pour faire fonctionner une machine thermique. Les rendements ne sont appréciables que si l'on atteint des températures élevées, ce qui impose de concentrer par des miroirs le flux solaire. Cela limite les projets à des installations moyennes : une installation trop petite aurait un rendement déplorable, une installation trop grande rencontrerait des difficultés peu surmontables d'encombrement ou d'ombre portée par les miroirs. Mais cette filière est actuellement celle qui donne l'électricité la moins chère ; et le fait de disposer de hautes températures permet des utilisations directes de la chaleur solaire, comme l'a démontré le four solaire d'Odeillo. Le projet Thémis, à Targassonne (Pyrénées-Orientales) et le projet Bertin-C.E.A., en Corse, sont de bons exemples des recherches actuelles, mais il y en a d'autres, comme le projet Périclès, étudié par le C.N.R.S., ou la centrale Inti 800, étudiée par le consortium privé Cethel.

Le C.N.R.S. étudie de petites installations à forte concentration d'énergie, Périclès et Thek. Pour cette dernière, un réflecteur presque parabolique de 50 mètres carrés, obtenu par l'assemblage de sept cent cinquante miroirs plans, vient d'être construit à Marseille.

L'autre filière importante est la conversion directe en électricité qui utilise l'effet photovoltaïque. Elle est plus souple et se prête bien à des utilisations locales de l'électricité : associées à des pompes pour l'irrigation, les cellules solaires ont trouvé un marché prometteur dans plusieurs pays tropicaux. Elle a aussi l'avantage d'être moins sensible à la nébulosité. Par temps couvert, les cellules solaires donnent encore 20 à 50 % du courant qu'elles fournissent par ciel clair. Mais s'est une filière plus chère. Des valeurs typiques sont : 120 F le watt-crête (1) en 1976, 80 F en 1978. M. Henry Durand, qui présidera le nouveau Commissariat à l'énergie solaire, vise les 40 F en 1981, ce qui permettrait de rejoindre les coûts du watt-crête thermodynamique : Thémis est conçue sur la base de 50 F le watt-crête. A long terme, les prix « photovoltaïques » doivent diminuer plus vite que les prix « thermodynamiques », ce qui ne signifie pas qu'une filière supplantera entièrement l'autre, car elles sont aussi complémentaires que concurrentes. Les Américains ont proclamé un objectif ambitieux de 1 demi-dollar (2,50 F) par watt-crête en 1990. Cela suppose l'émergence de technologies nouvelles dont nul ne sait si elles viendront, et quand.

Ces deux filières principales ne doivent pas faire oublier les autres utilisations possibles de l'énergie du Soleil : la plus banale, le chauffage direct des immeubles ou des maisons individuelles ne fournit pas une énergie comptabilisable dans les statistiques nationales, mais peut permettre des économies importantes. Et la bioconversion, autrement dit l'utilisation du Soleil pour faire pousser des plantes qui serviront ensuite de combustible, a beau être la plus antique « énergie solaire », elle n'a pas dit son dernier mot, et les recherches faites pour trouver des cultures à haut rendement énergétique semblent avoir beaucoup d'avenir.

L'énergie solaire est multiforme ; les recherches doivent donc s'orienter dans de nombreuses directions. M. Mercouroff, professeur à l'université de Paris-Sud, avait, à la fin de l'année dernière, reçu du gouvernement la mission d'examiner diverses perspectives. Le rapport qu'il a remis à la fin de février peut servir de guide pour la mission de coordination qui vient d'être confiée au Commissariat à l'énergie solaire.

MAURICE ARVONNY.

(1) *Le watt-crête mesure la puissance fournie dans des conditions idéales : soleil au zénith, temps clair, flux lumineux de 1 kilowatt par mètre carré.*

LES CENTRALES THERMODYNAMIQUES

LE Commissariat à l'énergie solaire, récemment créé, et dont la présidence a été confiée à M. Henry Durand, trouvera dans sa corbeille de baptême deux projets de centrales électrothermodynamiques : la centrale solaire à tour Thémis, d'une puissance de 2 mégawatts (MW), qui sera construite à Targassonne (Pyrénées-Orientales), et la centrale Bertin - Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), d'une puissance de 300 kW, qui sera érigée en Corse, dans un site dont l'emplacement définitif n'est pas arrêté.

2 mégawatts pour Thémis

● LA CENTRALE EXPERIMENTALE THEMIS est issue du programme de recherche THEM (thermo - hélio - électrique-mégawatt) lancé en 1975-1976 par le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S., programme interdisciplinaire de recherche et de développement sur l'énergie solaire PIRDES) et la direction des études et recherches d'Electricité de France.

En janvier 1977, les équipes du C.N.R.S. et d'E.D.F. présentaient un projet de centrale à tour de 3,5 MW, baptisé THEM-1. Au cours de l'année dernière, et notamment pour des raisons budgétaires, il fut ramené à 2 MW et baptisé Thémis (fig. 1).

Dans une centrale à tour (1), les rayons du soleil réfléchis par un champ de miroirs (héliostats) — il y en aura 350 de 50 mètres carrés chacun pour Thémis — sont concentrés sur une chaudière placée au sommet d'une tour (celle de Thémis aura 80 mètres de hauteur).

La chaudière de Thémis se pésentera sous la forme d'un cylindre creux tapissé de tubes. Les rayons du soleil qui y pénétreront par une ouverture d'environ 40 mètres carrés chaufferont le fluide caloporteur, composé de sels fondus : entrant dans la chaudière à 285° C, il en ressortira en régime nominal à 430° C. Ces sels fondus, faits d'un mélange de nitrate de potassium (53 %), de nitrite de sodium (40 %) et de nitrate de sodium (7 %), qui pourront être stockés dans deux réservoirs, céderont leurs calories à un générateur de vapeur. La vapeur qui en sortira à 50 atmosphères et 410° C entraînera un turbo-alternateur.

La centrale sera un banc d'essai pour expérimenter divers types de composants. L'expérience réalisée à Odeillo, où le four solaire a été transformé en une petite centrale solaire produisant 64 kilowatts d'électricité, transmise au réseau E.D.F. depuis novembre 1976 (*le Monde* du 27 janvier 1977), a permis d'avancer un peu, mais des problèmes importants restent à résoudre.

— *Les héliostats*, dont plusieurs types seront expérimentés, doivent faire l'objet d'un soin particulier : mobiles, ils doivent à tout moment renvoyer les rayons du soleil directement à l'entrée de la chaudière, ce qui exige une précision de l'ordre de 13 minutes d'angle. Ce pointage devra, d'autre part, résister à des vents de 50 kilomètres à l'heure, et persister même quand le soleil sera caché de manière à ne pas perdre une miette de son énergie aussitôt qu'il réapparaît.

— *La chaudière* devra résister à des températures assez élevées, et surtout aux chocs thermiques qui ne manqueront pas de se produire avec les variations brutales d'ensoleillement.

— *Le stockage*, enfin, devra correctement assumer son rôle de régulation. Les 600 tonnes de sel permettront de stocker six heures d'ensoleillement nominal, ce qui permettra de continuer la production d'électricité en cas d'absence temporaire du soleil.
SERI - Renault - Engineering. —

Thémis, qui sera construite par le groupement d'intérêt économique Cethel — regroupant Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Heurtey, Fives-Cail-Babcock et la SERI - Renault - Engineering. — devrait être achevée en 1980 ou 1981. Son coût est estimé à environ 100 millions de francs.

● LA CENTRALE BERTIN-C.E.A. qui, si la décision concernant le site est prise à la fin de cette année, devrait être achevée au début de 1980, aura pour sa part une puissance plus modeste : environ 300 kW. Elle coûtera un peu plus de 20 millions de francs. Comme Thémis, elle utilisera la concentration des rayons du soleil. Mais, dans le cas présent, il s'agit d'une concentration distribuée, encore appelée concentration locale.

Chaque capteur dispose, en effet, dans ce système, de sa propre chaudière, qui est en fait un tube où sont concentrés, par un ou des miroirs, les rayons du soleil. Deux types de capteurs sont à l'étude.

Suivant les cas, le tube-chaudière ou le miroir se déplacent, afin d'obtenir un suivi de la trajectoire solaire permettant, à chaque instant, la concentration des rayons sur la chaudière. La précision du pointage n'a pas, dans ce type de centrale, à être aussi précise que pour une centrale à tour.

Le fluide caloporteur qui circulera dans les chaudières sera organique, et atteindra des températures de l'ordre de 200-250 °C. Comme dans le cas de Thémis, on aura un stockage de quelques heures, et, là encore, un générateur de vapeur réalisera le transfert de chaleur, la vapeur produite entraînant un turbo-alternateur. — X. W.

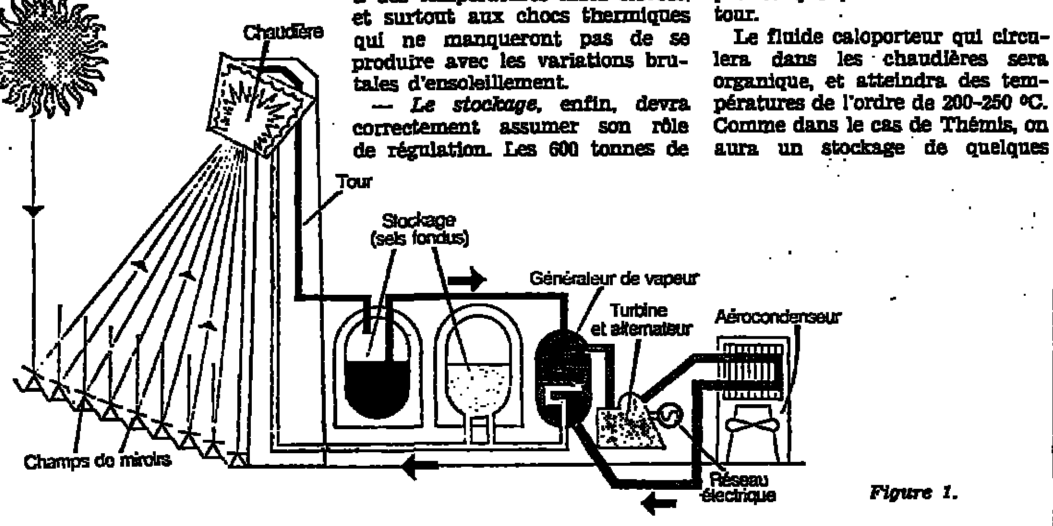


Figure 1.

(1) Les Américains en construisent une du même type, d'une puissance de 10 MW, déjà partiellement en service. Les Communautés européennes ont, d'autre part, décidé de construire une centrale à tour de 1 MW en Calabre. La France participe à ce programme.

Les piles photovoltaïques

A part les applications locales où l'on utilise l'énergie solaire sous la forme de chaleur et à l'emplacement même où on la reçoit, cette énergie est inutilisable si on ne la transforme pas en électricité, pour pouvoir la transporter, la concentrer, la convertir en énergie mécanique. On considère actuellement que la conversion photovoltaïque est la voie qui a le plus d'avenir.

Il existe plusieurs matériaux donnant l'effet photovoltaïque qui permet de convertir la lumière du soleil en électricité. Le seul utilisé en pratique — actuellement — est le silicium monocristallin. On l'obtient en barreaux qu'on scie en rondelles ; après traitement de surface et pose des électrodes métalliques par évaporation sous vide, les rondelles sont assemblées en un panneau que protège une plaque de verre.

Les points sensibles

Le coût de l'énergie solaire sera abaissé par des améliorations techniques portant sur l'ensemble de la chaîne de fabrication du sable qui fournit le silicium jusqu'à l'installation complète. Il y a, dans cette chaîne, plusieurs points sensibles.

● LE MATERIAU. — Le silicium ne coûte presque rien, et l'on ne risque pas d'en manquer, n'importe quel sable étant un bon minerai. Il faudrait, pour le supplanter, un matériau ayant un rendement de conversion photovoltaïque nettement supérieur. On a fondé certains espoirs sur l'arséniure de gallium, mais il a deux inconvénients : il est intrinsèquement beaucoup plus cher, et, surtout, il présente un grave risque de pollution. En cas d'incendie, par exemple, l'arsenic et le gallium formeraient des composés très toxiques. Ces deux contraintes de prix et de pollution impliquent de limiter la surface des cellules, donc de concentrer la lumière par lentilles ou miroirs. Cela renchérit l'installation et n'a d'efficacité que par temps clair. D'autres matériaux, comme le sulfure de cadmium, ont des rendements trop faibles pour être compétitifs.

● LA STRUCTURE. — Etirer un barreau monocristallin de silicium est coûteux. D'autre part, on gâche les trois quarts du silicium. Le sciage des barreaux entraîne des chutes importantes, et les pastilles obtenues sont plus épaisses que nécessaire. Des procédés ont été étudiés pour obtenir une couche mince monocristalline de silicium, par exemple par tirage à travers une fente de graphite. Aucun procédé ne s'est encore imposé, et tous donnent un cristal comportant beaucoup de défauts, ce qui diminue le rendement de la conversion en électricité. Mais des progrès importants sont possibles.

Il est bien plus aisé de fabriquer des couches minces polycristallines. Le LEP (Laboratoire d'électronique et de physique appliquée) a étudié une technique de léchage du silicium fondu par un support de graphite qui paraît très prometteuse. Mais le rendement des cellules polycristallines est deux fois moindre que celui des monocristallines, et n'atteint pas le seuil de 10 %, qui est considéré comme le minimum pratique. Il est encore plus simple de faire des couches de silicium amorphe. Cette structure du silicium — lire page 22 — promet les plus faibles coûts, mais on ignore encore si elle donnera des rendements satisfaisants.

● LE CONDITIONNEMENT. — La tranche de silicium doit subir plusieurs traitements pour devenir une cellule solaire. Il faut décaper la surface, « doper » le silicium en faisant diffuser des atomes d'un autre élément, donneur ou accepteur d'électrons, déposer des électrodes métalliques pour recueillir le courant produit. Ce dépôt se fait actuellement par évaporation sous vide, ce qui consomme inutilement une grande quantité d'un métal cher, l'argent, et se prête mal à une fabrication à la chaîne. On envisage de remplacer l'évaporation sous vide par la sérigraphie, ce qui permettrait d'importantes diminutions des coûts.

● LE STOCKAGE. — C'est le maillon faible. L'irrégularité du courant fourni, qui varie avec l'éclairement, le rend inutilisable pour beaucoup d'usages. La cellule solaire est un bon générateur pour l'électrolyse — d'où la possibilité, actuellement très étudiée, d'électrolyser l'eau et de stocker l'hydrogène produit, pour l'utiliser comme combustible ultérieurement. Elle est, en revanche, mal adaptée à l'alimentation en électricité d'un moteur. On étudie des dispositifs électroniques qui amélioreraient cette adaptation. Mais pour toute utilisation demandant du courant la nuit ou par temps très couvert, un stockage par batteries est actuellement obligatoire. Or les batteries usuelles — les accumulateurs au plomb — sont lourdes et fragiles, et, malgré un gros effort de recherche, les autres accumulateurs envisageables ne sont pas au point.

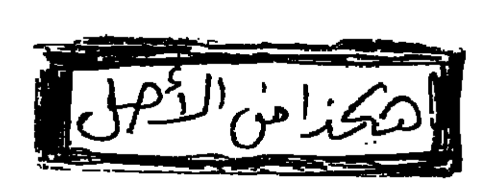
Il faut aussi faire des recherches sur les utilisations des photopiles, sur les sites, sur l'effet des conditions météorologiques. La Communauté économique européenne subventionne deux projets de puissance moyenne (5 kilowatts) : un prototype de centrale qui pourrait être construit en altitude pour recevoir un flux solaire important, et l'équipement électrique complet d'une maison à Sophia-Antipolis entièrement alimentée par des panneaux de cellules solaires. Ces panneaux seront orientables, suivront peut-être le soleil et permettront de tester les modèles mathématiques qui déterminent la meilleure orientation en fonction des données météorologiques.

M. A.

Médecine Pharmacie
IPEC
Enseignement supérieur privé
46, bd St-Michel
633.81.23 / 033.45.87
(au cœur du Quartier Latin)
RECYCLAGE SCIENTIFIQUE
En septembre :
Stage intensif.
Petits groupes.
documentation sur demande

天理
parlez-donc JAPONAIS
Cours du soir. Tous niveaux. Professeurs japonais.
Audio-visuel. Début des cours octobre. Inscr. immédi.
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
enseignement privé
8, rue Victor-Considérant, Paris 14e, T. 633.11.85

GISEMENTS MÉTALLIFÈRES OCÉANIQUES : LES MÉCANISMES GÉOCHIMIQUES DE FORMATION
La source des richesses minérales (fer, manganèse, cuivre, etc...) qui reposent au fond des océans est le magma issu des profondeurs de la Terre.
MONTAGE PAR AUTOMATES : PROGRAMMATION ET RENTABILITÉ
Grâce à la programmation, un automate peut monter différents objets constitués de pièces mécaniques et être rentable, même pour des moyennes séries.
et des articles sur le cancer, les plantes carnivores, la digestion, les systèmes de refroidissement passif dans l'architecture iranienne, les microcircuits du système nerveux, la supergravité et l'unification des lois de la physique, les jeux mathématiques et les expériences d'amateur.
POUR LA SCIENCE
édition française de SCIENTIFIC AMERICAN
AVRIL - n° 6 - en vente chez les marchands de journaux.



L'ÉNERGIE SOLAIRE

Un matériau d'avenir le silicium amorphe

LES actuelles photopiles solaires sont usinées à partir d'un barreau de silicium monocristallin. Pour l'obtenir, il a fallu solidifier du silicium fondu dans des conditions de cristallisation parfaite. Tous les atomes doivent être rangés dans un réseau tétraédrique, et cela n'est possible qu'en utilisant des techniques d'une grande complexité, que les fabricants de semi-conducteurs ont fini par maîtriser, mais dont le prix reste élevé. On considère actuellement que, dans le prix de revient d'une installation de conversion photovoltaïque, la fabrication du monocristal entre pour 30 %.

Or l'utilisation d'un monocristal n'est pas strictement nécessaire. Le phénomène primaire de la conversion photovoltaïque se produit aussi dans du silicium polycristallin, ou amorphe — ce dernier terme désignant un état de désordre maximum, où même à l'échelle microscopique on ne peut plus définir de micro-cristaux.

Ce phénomène primaire, c'est l'absorption d'un photon lumineux par un électron atomique du silicium. Cet électron, qui était fortement lié à l'atome, utilise l'énergie qu'apporte le photon pour se libérer. Il peut alors aisément passer d'un atome à l'autre. C'est la facilité de cette libération qui fait du silicium un semi-conducteur : les électrons sont normalement liés à un atome bien défini, et ne peuvent se déplacer ; cela caractérise les corps électriquement isolants. Mais il suffit d'un faible apport d'énergie pour libérer un grand nombre de ces électrons, ce qui rend le silicium conducteur.

Admettons que la migration puisse se faire, de proche en proche, sur de grandes distances, et que de nombreux électrons se déplacent dans le même sens, il y aura apparition d'un courant électrique, grossièrement proportionnel à l'énergie lumineuse reçue par le silicium. La libération de l'électron est un phénomène qui ne fait intervenir que l'atome considéré et ses voisins immédiats, non la structure d'ensemble du silicium. Celle-ci joue en revanche un rôle central dans la migration des électrons : il est essentiel que l'électron, libéré par un atome, ne soit pas capturé par un atome trop proche. C'est le cas dans un monocristal, ce ne l'est pas en général dans les autres formes du silicium.

Le silicium cristallise dans une structure tétraédrique, chaque atome étant au centre d'un tétraèdre dont les sommets sont quatre atomes voisins, avec lesquels l'atome central établit une liaison chimique. L'atome de silicium est, en effet, tétravalent, il cherche à établir quatre liaisons chimiques avec son entourage. La structure tétraédrique satisfait cette tendance. Elle se retrouve d'ailleurs dans les cristaux de plusieurs autres atomes tétravalents, à commencer par le carbone, qui cristallise en tétraèdres pour constituer le diamant.

Si la cristallisation n'est pas parfaite, certains atomes n'auront pas quatre proches voisins avec qui se lier. La liaison qui reste « en l'air » est un excellent piège pour les électrons mobiles, qui seront fixés par l'atome incomplètement lié, et donc perdus pour la conduction électrique. C'est pourquoi le silicium amorphe n'avait pas montré, jusqu'en 1976, d'effet photovoltaïque, les électrons libérés par l'énergie lumineuse étant immédiatement capturés par des atomes imparfaitement liés à leurs voisins.

C'est un groupe de chercheurs de l'université de Dundee, en Ecosse, qui a fourni une solution en mettant au point un nouveau mode de préparation du silicium amorphe. Ils l'obtiennent par décomposition du silane SiH_4 composé de silicium et d'hydrogène. L'atome d'hydrogène libéré par la décomposition du silane est très petit — à l'échelle atomique s'entend. L'hypothèse actuellement retenue est qu'il se glisse entre les atomes du silicium amorphe et se lie à ceux de ces atomes qui n'ont pu établir quatre liaisons chimiques avec des atomes voisins. Grâce à cet hydrogène, ces atomes saturent leurs quatre possibilités de liaison chimique, et ne constituent plus des pièges pour les électrons susceptibles de conduire l'électricité.

Ce silicium amorphe légèrement hydrogéné a donc des propriétés semi-conductrices, comme le silicium monocristallin. Il a peu de chances de le remplacer pour la fabrication des composants électroniques, transistors ou circuits intégrés, qui ont des dimensions de quelques millimètres, et où la valeur ajoutée due aux traitements que subit la pastille de silicium dopage, établissement des connexions, conditionnement dans un boîtier, tests et contrôles divers — dépasse nettement le prix du matériau brut. Le problème est tout autre pour les cellules solaires, qui doivent avoir une grande surface et peuvent, en revanche, être minces. On les produit actuellement à partir de barreaux cylindriques qu'on scie en tranches. Le sciage fait perdre une quantité appréciable de matière et donne des tranches plus épaisses que nécessaire. Le silicium amorphe obtenu par décomposition d'un composé gazeux peut s'obtenir très facilement sous forme de couches très minces, et de surface aussi grande que désirée.

Remplacer l'uranium et le pétrole ?

Tient-on avec le silicium amorphe la technique tant espérée, qui fera du Soleil une source d'énergie commodément utilisable, et capable à moyen terme de remplacer le pétrole et l'uranium ? On n'en est pas encore là, et peut-être n'y sera-t-on jamais. Les chercheurs de Dundee ont ouvert une voie nouvelle, assez prometteuse pour que de nombreux laboratoires au monde aient réorienté leurs travaux dans cette direction. Nul ne peut pourtant garantir, à l'heure actuelle, que cette voie n'est pas une impasse.

Dès qu'on veut passer du laboratoire à l'application, des considérations de rendement dominent le débat. La cellule solaire à effet photovoltaïque ne convertit qu'une partie de l'énergie lumineuse en électricité. Les rayonnements de grande longueur d'onde (infra-rouge) apportent trop peu d'énergie pour libérer un électron. Ceux de longueur d'onde courte en apportent trop, une part seulement est convertie en électricité. Pour le silicium monocristallin, on prévoit un rendement théorique, donc maximum, de 24 %, et on atteint 12 % à 15 % en pratique. Pour le silicium amorphe, la limite théorique est plus basse, vers 15 % ; mais on en est loin : on fabrique de façon reproductible des cellules ayant un rendement de 4 %, on a atteint 5,5 % dans une expérience.

Que le rendement soit plus faible avec le silicium amorphe qu'avec le cristallin peut être compensé par le coût bien plus faible du matériau : au même prix, on peut équiper des surfaces plus grandes pour compenser la baisse du rendement. Mais il y a une limite à cette compensation, car plusieurs coûts annexes (support, conditionnement, connexions électriques, ...) croissent avec la surface. Diverses évaluations ont été faites, toutes concordantes : un rendement de 10 % est nécessaire pour que la conversion photovoltaïque de l'énergie solaire ait un impact économique. Les cellules à monocristal ont atteint ce seuil, mais leur prix élevé les réserve à des utilisations où la concurrence des autres énergies joue peu : équipements de sites isolés, tels que puits en zones désertiques, ou balises en mer ; ou encore, recharge continuelle des piles de montres à quartz.

Si les cellules à silicium amorphe atteignent ce seuil de 10 %, elles permettront d'utiliser à grande échelle l'énergie solaire. Mais il n'est pas certain que ce seuil puisse être atteint.

Les physiciens ignorent encore pourquoi ils ne peuvent actuellement dépasser des rendements de 5 ou 5,5 %. Cette compréhension demande des recherches de caractère fondamental sur la structure des matériaux amorphes, peu étudiés jusqu'ici. Il en résultera peut-être une découverte prolongeant celle de Dundee, et permettant de hausser les rendements au-delà de 10 %. Ou peut-être trouvera-t-on une contrainte insurmontable, bloquant les rendements vers 6 % et renvoyant le silicium amorphe dans le vaste cimetière des espoirs déçus.

Ces recherches fondamentales sont évidemment en cours dans plusieurs laboratoires. En France, le professeur Ionel Solomon (Ecole polytechnique) a, le premier, attiré l'attention sur les possibilités du silicium amorphe. A la suite de son action, des crédits ont été affectés à ces recherches par le Centre national de la recherche scientifique et par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique. Une dizaine de laboratoires ont entrepris de conjuguer leurs efforts. Certains sont universitaires ou relèvent de la recherche publique, d'autres sont industriels ; il y en a en province et à Paris. Cela a permis une répartition des tâches, et une réunion va avoir lieu en avril pour faire un premier bilan des recherches et mieux juger si le silicium amorphe est la voie royale qu'il paraît être.

MAURICE ARVONNY.

Utilisable pour l'industrie, les transports ou le chauffage

Un nouveau procédé de stockage de l'hydrogène a été mis au point par une équipe bordelaise

La société Carboxyque française vient de mettre au point un système nouveau de stockage d'hydrogène, utilisant un mélange d'hydrures métalliques mis au point par le laboratoire de chimie du solide du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) dirigé, à l'université de Bordeaux-I, par le professeur Paul Hagenmuller. Ces hydrures (composés de métal et d'hydrogène) ont fait l'objet d'un dépôt de brevet conjoint de ce lagoratoire et de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR), brevet en cours d'extension dans plusieurs pays, dont les Etats-Unis. Cette innovation devrait permettre (par exemple dans l'industrie ou les transports) d'importants progrès dans le stockage et l'utilisation de l'hydrogène que de nombreux experts considèrent comme une des énergies de l'avenir.

LES travaux sur les hydrures métalliques ne sont pas en eux-mêmes une nouveauté : il y a déjà quelques années que des équipes de recherche, aux Etats-Unis notamment, s'intéressent à ce mode de stockage de l'hydrogène. Deux firmes américaines, en particulier, commercialisent déjà des unités de stockage d'hydrogène de ce type, dont sont par exemple équipés deux autobus au moteur légèrement modifié. De même, en Allemagne fédérale, la firme Daimler a-t-elle installé des générateurs d'hydrogène à hydrures métalliques sur quelques véhicules légers.

Ces systèmes de stockage d'hydrogène utilisent presque tous, pour le moment, un hydrure composé de titane et de fer ($TiFeH$). Celui-ci a l'inconvénient majeur d'être lourd. Il faut, suivant les cas, de cinquante à quatre-vingt-dix kilogrammes d'hydrure pour stocker dix mètres cubes d'hydrogène (mesurés à la pression atmosphérique). Il est, d'autre part, assez cher.

C'est pourquoi d'autres hydrures ont été étudiés, en particulier par l'équipe de Bordeaux, et notamment l'hydrure de magnésium (MgH_2). Le magnésium est un métal abondant et peu cher et, surtout, très léger, la masse de MgH_2 nécessaire pour obtenir dix mètres cubes d'hydrogène n'étant que de onze kilogrammes.

Des caractéristiques intéressantes

A la différence de ce qui se passe pour les autres hydrures étudiés, comme le $TiFeH$, ou l'hydrure de lanthane et nickel $LaNi_5H_6$, où les atomes d'hydrogène viennent seulement se « nicher » dans les espaces vides de l'alliage métallique, on a, dans le cas du magnésium, une véritable liaison chimique. Il en résulte des avantages — comme on le verra plus loin — mais aussi des inconvénients ; notamment le fait que, pour former l'hydrure à partir d'hydrogène et de magnésium, ou pour libérer l'hydrogène, il faut atteindre des conditions particulières : à 150 atmosphères et 500 °C, il faut environ une semaine pour saturer le magnésium initial en hydrogène.

L'astuce découverte par l'équipe du professeur Hagenmuller consiste à mélanger au magnésium environ dix pour cent de $LaNi_5$, qui lui, se forme et se décompose à pression et température ordinaires. Par un effet de catalyse, les conditions d'obtention de l'hydrure en sont grandement facilitées : à 350 °C et 30 atmosphères 60 % de l'hydrogène est stocké en cinq minutes, 80 % après une heure.

Le mélange ainsi mis au point présente des caractéristiques très intéressantes : il n'est pas beaucoup plus lourd que l'hydrure de magnésium seul (treize kilogrammes pour dix mètres cubes d'hydrogène). Le poids de l'hydrure nécessaire pour donner à une automobile la même autonomie que soixante-quinze litres d'essence est d'environ trois cents kilogrammes, alors qu'il en faudrait près d'une tonne et demie avec l'hydrure de fer et de titane.

D'autre part, s'il est nécessaire, pour récupérer la totalité de l'hydrogène stocké, d'atteindre une pression et une température encore assez importantes, la présence de l'hydrure de lanthane et nickel permet une première production de gaz à froid ; cela peut être particulièrement intéressant pour les transports.

Imaginons, en effet, une automobile équipée d'un moteur à hydrogène, d'un réservoir d'hydrure, et, entre ces deux éléments, d'un stockage intermédiaire de gaz. L'hydrogène produit à froid par $LaNi_5H_6$ permet de faire démarrer le moteur, dont les gaz brûlés peuvent être utilisés pour faire monter en pression et température le réservoir d'hydrure qui peut, bientôt, produire de l'hydrogène à plein régime. Si l'on arrête le moteur, l'hydrogène qui reste dans le réservoir intermédiaire peut être restitué au mélange d'hydrure, où il reforme $LaNi_5H_6$, qui autorisera un nouveau démarrage à froid.

La généralisation de la voiture à hydrogène n'est pourtant pas pour demain ; on aurait d'ailleurs certainement de meilleurs rendements en l'équipant d'un moteur électrique alimenté par une pile à combustible utilisant l'hydrogène stocké sous forme d'hydrure... Mais les utilisations possibles de ce nouveau procédé sont déjà nombreuses : la Carboxyque française devrait bientôt construire des réservoirs d'hydrogène — dont elle vient de mettre au point, à Malakoff, un prototype d'une capacité de 3,1 mètres cubes — destinés à remplacer, peu à peu, les lourdes bouteilles d'hydrogène utilisées par l'industrie ou les laboratoires.

L'hydrogène est probablement, d'autre part, une des options les plus intéressantes pour réaliser des stockages d'énergie. En période de faible consommation, le courant produit par les centrales électriques pourrait être utilisé pour électrolyser de l'eau. L'hydrogène formé, stocké sous forme d'hydrure, serait restitué en période de forte consommation électrique, fournissant du courant produit par des turbines à gaz. Et les solutions aux problèmes de stockage ouvriraient la voie à l'utilisation des énergies « nouvelles » (vent, soleil).

Une des possibilités qu'offrent enfin les hydrures métalliques concerne le chauffage et la climatisation des habitations : la combinaison entre l'hydrogène et le magnésium est une réaction chimique exothermique, c'est-à-dire qu'elle produit de la chaleur : on peut donc, par exemple, mettre au point un système où la chaleur du soleil, dans la journée, serait mise à profit pour dissocier l'hydrure. L'hydrogène produit serait stocké. Restitué pendant la nuit, la recombinaison avec le métal dégagerait de la chaleur et pourrait assurer le chauffage de l'habitation.

XAVIER WEEGER.

L'ÉLEVAGE DES LOUPS PASSE AU STADE COMMERCIAL

Les études sur l'élevage en bassin des loups — nom donné au bar en Méditerranée — ont franchi un pas important, sinon décisif, à la station biologique et lagunaire de Sète, en passant du stade de la recherche expérimentale à une production significative de poissons-portions commercialisables, avec des individus d'un poids variant entre 240 et 300 grammes pour une taille de 25 à 28 centimètres.

Une première étape avait été accomplie, en 1972, avec la mise au point d'une méthode de production de juvéniles à partir d'adultes maintenus en captivité.

Les études et les essais, qui ont reçu l'aide du conseil général de l'Hérault et de l'établissement public régional du Languedoc-Roussillon, ont eu lieu dans des bassins circulaires, de 10 à 20 mètres cubes de contenance, avec des « charges » (poids de poissons) variant de 10 à 15 kilogrammes par mètre cube, ce qui est loin de constituer une limite supérieure.

Au début de cette année, environ 1 200 poissons éclos en février 1976 sont arrivés à ce stade de commercialisation ; 2 800 individus, plus petits, doivent l'atteindre avant leur deuxième anniversaire.

Les aliments sont à peu près les mêmes que pour la truite : granulés à base de farine de poissons et poissons non commercialisés provenant des déchets de chalutage. Si la possibilité de produire et d'engraisser des alevins dans des conditions économiquement intéressantes est acquise, des recherches restent nécessaires sur l'alimentation larvaire, la sélection génétique, etc., pour améliorer les résultats. Il est désormais indispensable de dépasser l'élevage en bassins. Les véritables cadres, au moins pour le grossissement, sont les lagunes et la mer. Il est souhaitable et possible d'entreprendre un élevage en lagunes aménagées ou en milieu côtier abrité (rades, fonds de baies barrés par des digues ou cases immergées en mer). Ce stade n'appartient plus aux chercheurs de la station biologique, MM. Jean Paris, professeur à l'université des sciences et techniques du Languedoc à Montpellier (dont dépend la station), Gilbert Barnabé, maître-assistant, et Christian Terreyre, qui prépare une thèse sur ce sujet. Il faut passer à un échelon déjà plus industrialisé.

A la station même, les chercheurs estiment que le plafond est atteint. Ils commencent d'ailleurs d'autres études sur la sériole de Méditerranée, poisson pélagique des Baléares, à croissance très rapide, dont les mœurs sont voisines de celles du thon.

ROBERT BÉCRIAUX.

BIBLIOGRAPHIE

Oceanologica Acta

Le premier numéro d'une nouvelle revue scientifique trimestrielle, *Oceanologica Acta*, vient de paraître. Il s'agit d'une publication de très haut niveau, où seront traités des sujets concernant les différentes disciplines touchant à la recherche océanographique. Publiée à Paris par Bordas - Gauthier - Villars, grâce à une convention liant le Centre national pour l'exploitation des océans (agissant comme mandataire), l'Institut français du pétrole, le Bureau national de l'information scientifique et technique, l'Office de recherche scientifique et technique outre-mer et le Centre national de la recherche scientifique, *Oceanologica Acta* est une revue européenne (le comité scientifique réunit huit Français, trois Britanniques, deux Allemands, un Italien, un Néerlandais), et même internationale (quatorze pays, dont les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et le Japon, sont représentés au comité de parrainage). Les articles sont d'ailleurs publiés, indifféremment, en français, en anglais ou en allemand, après avoir été soumis à un double arbitrage international, les arbitres étant choisis pour chaque article en fonction de leur compétence.

Le premier numéro montre que, en dépit de la difficulté des sujets abordés, *Oceanologica Acta* est présentée d'une manière claire et plaisante.

★ Abonnements : 350 F par an pour la France, 386 F pour l'étranger. C.D.R. - B.P. 119, 97104 Montreuil Cedex. Renseignements : 66, avenue d'Iéna, 75116 Paris.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	115 F	210 F	305 F	400 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	205 F	390 F	575 F	760 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	113 F	265 F	386 F	510 F
II — TUNISIE	180 F	310 F	500 F	660 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MATELAS ■ SOMMIERS ■ ENSEMBLES
SIMMONS
présente toutes ses literies chez
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
LIVRAISON TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Seule adresse de vente :
37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
PARIS XIe ■ Metro Parmentier
Tél. 357.46.35

« Le Monde » tient à la disposition de ses lecteurs les pages « Evénements » parues depuis octobre 1973.

Ces pages, extraites de numéros maintenant épuisés, sont susceptibles de compléter une documentation personnelle sur les sujets les plus divers (la liste en sera adressée sur demande écrite exclusivement).

Prix de l'exemplaire : 2 F + 0,80 F de frais d'envoi
« Le Monde ». - Vente au numéro : 5, rue des Italiens - 75427 Paris Cedex 09

CONFÉRENCES EN AVRIL AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

1er, à 15 h : Les arts et la science, par A. Parinaud, Pr M. Bessis et Louis Leprince-Ringuet.
8, à 15 h : L'évolution physico-chimique des atmosphères planétaires, par G. Toupance.
15, à 15 h : Conférence sur l'hypertension artérielle.
22, à 15 h : La cellule en culture, par Jean Manchamp.
29, à 15 h : Les maladies infectieuses et la grippe, par Michèle Aymard.

Avenue Franklin-D.-Roosevelt, 75008 PARIS

VIENT DE PARAITRE
Un dossier du Monde
L'ÉCOLOGIE
enjeu politique
En vente partout - 10 F

Ouverture du 2e cycle des Cours Publics du M.U.R.S. en Sorbonne
le mercredi 5 avril 1978
amphithéâtre Descartes, 18 h.
Professeur R. KANDEL
L'HOMME ET LES CLIMATS
Perspectives astronomiques
Rens. : 173, bd Saint-Germain. Tél. : 548-88-50.

La Pompadour
SPÉCIALISTE
CEREMONIES
la plus élégante
Collection parisienne
ensembles, manteaux,
robes courtes et longues
soie naturelle, imprimés,
mousseline, etc.
FEMMES FORTES
du 42 au 60
32 bis, Bd HAUSSMANN
Mo Chaussée d'Antin

Un colloque INSERM - D.G.R.S.T.

A quels signaux « biologiques » répond le déclenchement des accouchements ?

Après avoir dénoncé et combattu les effets nocifs des naissances prématurées, accoucheurs et pédiatres tentent aujourd'hui de percer ce qui apparaît encore comme un mystère : à quel « signaux » biologiques répond le déclenchement des accouchements ?

La compréhension du mécanisme intime du début du travail revêtirait en effet un intérêt clinique considérable. Elle permettrait de faire régresser davantage encore la prématurité, et d'augmenter le nombre des accouchements « programmés », éliminant par là même des « surprises » parfois dangereuses.

C'EST sur ces thèmes que l'INSERM et la D.G.R.S.T. (1) ont réuni dernièrement à Paris un colloque dont le professeur Claude Sureau (Baudelocque) et le docteur Lise Cédard (Unité INSERM 166) ont dégagé les principaux enseignements.

On sait depuis longtemps que la grossesse provoque une abondante production hormonale destinée notamment à préserver le maintien de la gestation, à permettre la croissance du fœtus et à déclencher, le moment venu, le processus de l'accouchement. On sait également que les hormones stéroïdes produites en quantité croissante dès le début de la grossesse sont notamment la progestérone et les œstrogènes. Parmi ces derniers, une substance, l'œstriol, révélatrice du degré de vitalité du fœtus, peut être assez facilement dosée dans le plasma sanguin ou dans les urines de l'organisme maternel. Des études menées à l'INSERM (Unité 166) permettent aujourd'hui de penser qu'un déficit de l'œstriol décelé dans le mois qui précède l'accouchement peut indiquer un retard de développement ou une malformation du fœtus. Le dépistage des anomalies fœtales est également facilité par l'étude biochimique du liquide amniotique (et complété par un examen échographique), au cours du troisième trimestre de la grossesse.

Il importe donc d'affiner davantage encore les informations que l'on a actuellement sur les processus biochimiques induits par la gestation. Les dosages hormonaux prendront certainement, à l'avenir, une place croissante dans la surveillance des grossesses.

En revanche, le capital de connaissances dont disposent les médecins sur le déclenchement proprement dit de l'accouchement reste mince. Selon des études menées par le professeur A. Turnbull (Oxford), il semble que le mécanisme de la parturition soit, partiellement au moins, provoqué par l'activité cérébrale du fœtus lui-même : l'hypophyse de ce dernier produirait une substance (l'A.C.T.H.) qui stimulerait les surrénales fœtales, libérant des hormones corticostéroïdes, en particulier du cortisol. Cette libération faciliterait alors le début du travail, qui s'accompagne, en outre, d'une synthèse accrue de prostaglandines, provoquée, pense-t-on par la rupture des membranes protectrices du fœtus (perte des eaux). Les prostaglandines agissent sur le muscle utérin, dont elles stimulent les contractions. Parallèlement à ces processus, l'organisme maternel sécrète de l'ocytocine, qui conduit à la délivrance.

L'accouchement répondrait donc à un double mécanisme : au mécanisme local, intra-utérin, de libération de prostaglandines, s'ajouteraient des processus hormonaux dus à la maturation de l'organisme fœtal. Ces derniers processus, d'ailleurs, inhibés le matin par le cortisol maternel, seraient actifs l'après-midi et le soir, ce qui expliquerait en partie la grande fréquence des naissances nocturnes, a estimé le professeur Challis (Montréal). Il semble enfin que la quantité d'œstrogènes facilite le déclenchement de l'accouchement, alors que la progestérone et l'adrénaline paraissent inhiber les contractions.

Restent bien des inconnues. Par exemple, a indiqué le professeur Sureau, on ignore encore quels facteurs agissent sur le col de l'utérus pour le rendre favorable à l'accouchement. On ignore aussi pratiquement tout de la « réponse » du fœtus aux processus même de la naissance. On a certes constaté que les enfants nés par césarienne ont des glandes surrénales qui ont moins « travaillé » que les enfants nés par voie basse. Pourquoi ? Est-ce parce que le fait de naître place l'organisme fœtal en « état d'alerte » et déclenche une activité hormonale destinée à le préparer à la vie extra-utérine ? Ou bien parce que les mécanismes du travail représentent une agression pour le fœtus ? Ce débat, d'apparence très technique, rejoint ainsi les discussions centrées autour de la « naissance sans violence » et leurs conséquences cliniques.

En présence de telles incertitudes, les médecins se tournent volontiers vers l'épidémiologie, qui apporte ici un certain nombre d'enseignements. Ainsi, selon des études menées à Haguenau, une augmentation notable du nombre de cerclages du col ultérin en cours de grossesse (de 5 à 18 %) fait chuter de moitié la proportion des naissances prématurées. Certes, a noté le professeur Sureau, la prématurité diminue aussi en raison d'une meilleure surveillance générale des grossesses. Il reste que le cerclage, qui suppose notamment une anesthésie générale et entraîne quelques risques infectieux et cicatriciels, n'est pas une intervention anodine.

En fait, a conclu le professeur Sureau, si le nombre des naissances prématurées diminue, si la mortalité périnatale a fortement régressé pour faire approcher la France, avec un taux de 16,9 ‰ contre 21,3 ‰ en 1972, du taux hollandais de 16 ‰, les menaces d'accouchement prématuré, pour leur part, augmentent. Pourquoi ? Faut-il incriminer le mode de vie, les déplacements (*« les femmes enceintes voyagent toujours beaucoup trop »*) ? Toujours est-il que, aujourd'hui, les femmes enceintes « à risques » se recrutent parmi deux populations : les migrantes et les intellectuelles.

CLAIRE BRISSET.

(1) Institut national de la santé et de la recherche médicale. Délégation générale à la recherche scientifique et technique.

AVANT LA JOURNÉE MONDIALE DU 7 AVRIL

L'O.M.S. souhaite l'élaboration d'une politique de lutte contre l'hypertension

PENDANT dix jours, des experts de l'hypertension artérielle se sont réunis à huis clos au siège de l'Organisation mondiale de la santé à Genève, pour préparer, *notamment, la Journée mondiale du 7 avril* consacrée à ce thème. L'objet de cette réunion était également la rédaction d'une plate-forme de réflexion qui soit commune à de nombreux pays, afin de proposer aux gouvernements des recommandations de politique sanitaire cohérentes et acceptables pour le plus grand nombre. A l'issue de cette rencontre, les conclusions ont fait l'objet d'une discussion de deux jours avec les journalistes invités à donner leur avis *sur les stratégies envisagées et les* divers moyens de promotion proposés.

Avertir sans alarmer ; donner une juste mesure de ce qui peut être fait pour diminuer l'incidence des maladies cardio-vasculaires, dont *l'hypertension artérielle représente* un grand facteur de risque ; convaincre sans *harasser* ; telles étaient les justifications, abondamment répétées, de cette rencontre d'experts internationaux avec des journalistes du monde entier. Le *problème est apparemment simple :* la pression artérielle se mesure facilement à tout âge et doit faire partie des gestes les plus élémentaires de tout *examen médical*. On peut même éduquer ceux pour qui c'est un problème, à la surveiller *eux-mêmes. On possède maintenant* la certitude que certains traitements, régulièrement suivis, permettent d'en diminuer les conséquences à long terme, qu'ils concernent le cœur (risque d'infarctus), le cerveau (risque d'attaque cérébrale) ou encore les reins (risque d'insuffisance rénale).

On sait donc dépister et traiter l'hypertension artérielle, mais on voudrait aussi prévenir la maladie, car on connaît de nombreux facteurs qui la favorisent ou qui s'associent entre eux pour en accentuer la gravité. Tel est le cas de l'hypercholestérolémie (excès de cholestérol dans le sang) et du tabagisme, dont les effets conjoints exposent à des risques bien plus grands que ceux que l'on attendrait de l'addition simple de leurs effets isolés.

La réunion de l'O.M.S. a permis de situer l'ampleur du problème : entre 6 et 10 % des populations des différents pays souffrent d'une tension artérielle trop élevée (d'après les *normes* définies par l'organisme mondial, une tension artérielle est normale lorsque la *pression systolique (chiffré « haut »* 16) est inférieure à 160 mm de mercure et *lorsque la pression* diastolique (chiffré « bas » 9,5) est inférieure à 95 mm de mercure.

Sur le plan économique, *différentes* évaluations permettent de situer entre 1 et 2 % du *produit* national brut le coût des maladies *directement liées à l'hypertension* artérielle. Dans 95 % des cas, la cause de ce symptôme est impossible à *déterminer, malgré* l'enquête étiologique indispensable. On parle alors d'hypertension primaire, dont le comité d'experts *recommande* avec force qu'elle bénéficie d'un effort de recherche accentué ; des résultats de telles études dépend *en effet* la précision des politiques de prévention et l'amélioration des traitements actuels.

Plus originale est la recommandation, présentée par le représentant français, le professeur agrégé Ménard et acceptée à l'unanimité, de la détection précoce et de l'étude *de la prédisposition* à l'hypertension chez l'enfant, même très jeune, d'envisager une protection dès les premiers stades du développement. En matière de prévention, à côté des différents facteurs d'attaque classiquement énoncés, ont été cités le *rôle néfaste du sel* et certains oligo-éléments métalliques. On manque cependant de certitude en ce qui concerne l'efficacité des régimes actuels sur l'incidence ou la gravité des maladies.

Le rôle des contraceptifs hormonaux a, de la même façon, été *longuement discuté, et montre* qu'un changement d'attitude s'est produit récemment dans ce domaine. Bien que rien ne permette d'attribuer à la « pilule » un déclenchement de l'hypertension artérielle, les experts ont cependant recommandé une attitude de prudence dans l'usage de ces traitements et ont demandé que les femmes *soient averties d'un risque possible* d'effets secondaires. Mais, là encore, des études épidémiologiques approfondies sont nécessaires pour affirmer le rôle néfaste des contraceptifs hormonaux sur la tension.

Sur la suggestion des Nordiques, l'attitude de la communauté en matière de dépistage et de prévention a été présentée comme un des éléments fondamentaux de réussite des programmes sanitaires, en particulier en favorisant une bonne *pénétration des directives* portant sur le changement de mode de vie. Le renforcement des ressources existantes est *préféré* à la création de nouvelles structures. Au total, cette réunion, qui avait pour but d'insister sur la nécessité de faire des programmes de contrôle et de recherche sur l'hypertension artérielle une priorité nationale dans les pays, aura permis de témoigner d'un certain consensus de la part des spécialistes, souvent divisés sur la conduite pratique à *tenir. Les recommandations qui en* sont issues ont toutes obtenu un consensus total des participants. Elles forment un document de soixante pages qui sera incessamment remis à tous les gouvernements, qui sont seuls souverains *pour en déterminer l'usage.*

Il est à noter que le représentant de la République populaire de Chine a annulé en dernière minute sa participation à la réunion, et que le représentant soviétique n'a pas assisté à la rencontre avec les journalistes. Aucun représentant de la presse des pays communistes n'assistait à la réunion finale.

Dr J.-F. LACRONIQUE.

(PUBLICITÉ)

Contre le froid et le bruit faites isoler vos fenêtres

Pour être efficaces, double vitrage, glace épaisse ou survitrage doivent être posés **parfaitement**. Nous installons depuis 15 ans... toujours rapidement. Paris et 100 km alentour. Devis gratuit.
SAIRES, 49 ter, rue de Flandre, 75019 Paris, 206-50-13



DIRECTEUR DE PRODUCTION **140.000 F**

Ouest — *Une société française de renom international, spécialisée dans le secteur des* fournitures pour l'éducation et les beaux-arts, recherche son Directeur de Production pour son usine située dans une grande ville de l'Ouest. Dépendant du Directeur Général, il sera responsable de la réalisation des objectifs de production et dirigera un effectif d'environ 200 personnes (achats, laboratoire, ordonnancement, fabrications, entretien, magasin). Cette production se caractérise par un nombre élevé de références, par l'importance du conditionnement et par une activité très saisonnière. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au *moins 35 ans, de formation technique supérieure, ayant une solide expérience des problèmes* de gestion et d'organisation de la production avec utilisation de l'informatique. Ses qualités humaines seront déterminantes. *La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de* 140.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à J. MOUNIER à Paris.
Réf. A/2631BM

RESPONSABLE DU PERSONNEL **100.000 F**

Une entreprise de bâtiment, réalisant 100 millions de chiffre d'affaires et employant près de 400 personnes, filiale d'un groupe important, recherche son Responsable du Personnel. Rattaché à la Direction Générale, il sera responsable de l'ensemble des missions généralement attachées à la fonction Personnel (recrutement, formation, rémunération, administration du personnel). *Il devra définir les outils permettant de mettre en œuvre et de contrôler* les politiques sociales (qualification, système de rémunération, d'appréciation, tableaux de bord sociaux, procédures administratives...). Enfin, il conseillera la Direction Générale et les hiérarchiques en matière de relations sociales. Ce poste s'adresse à un bon généraliste de la fonction Personnel, âgé de 30 ans au moins, de formation supérieure (Droit, Sciences Eco, Psycho, IAE), qui pourra se référer à une expérience de responsable du personnel dans une entreprise de taille équivalente, d'adjoint ou de responsable des études dans une entreprise de taille plus importante. *Le praticien retenu sera capable d'innover, aura un sens aigu* de l'organisation, une bonne connaissance du droit du travail et percevra sa mission en terme de gestion des ressources humaines. Une connaissance du secteur d'activité bâtiment serait un atout supplémentaire. Le poste est basé à Orléans. Écrire à H. ZEBROWSKI à Lyon.
Réf. A/3457M

RESPONSABLE ÉTUDES ET MÉTHODES

La filiale française d'un important groupe international, spécialisée dans la fabrication de petit matériel de chirurgie, recherche, pour son usine située à 70 kilomètres au Sud de Paris, un Responsable Bureau d'Etudes et Méthodes. Sous l'autorité du Directeur Technique, il supervisera et animera une équipe de six personnes et conduira les études relatives à l'amélioration des produits existants et à la création de nouveaux produits. Il s'occupera également des méthodes de fabrication et de conditionnement et interviendra au niveau de l'aménagement des postes de travail et des lignes de fabrication. Ce poste conviendrait à un jeune candidat, âgé d'au moins 26 ans, ingénieur de formation ou technicien confirmé, disposant d'une première expérience de la fonction Études et Méthodes, acquise si possible dans la mécanique de précision. La pratique de l'anglais sera vivement appréciée. La rémunération de départ sera liée à l'expérience acquise. Écrire à P. POUGNET à Paris. Réf. A/2621BM

INGÉNIEUR CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES **120.000 F**

La filiale d'un important groupe multinational, leader de sa profession, aménage et renforce ses structures. Elle offre, de ce fait, le poste de Chef du Département Usinage pour l'une de ses usines située en grande région parisienne. Le titulaire sera membre de l'équipe de direction du département production. Sa mission consistera à diriger l'ensemble des opérations d'usinage et de traitement thermique. Plusieurs centaines de personnes seront placées sous sa responsabilité. Il sera secondé par un encadrement compétent en place actuellement. Ce poste devrait particulièrement convenir à un ingénieur diplômé pouvant justifier d'une expérience minimale de 5 ans acquise à un poste de commandement en atelier dans l'industrie mécanique. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 120.000 francs et pourra être supérieure en fonction des compétences acquises. Écrire à D. LANDEAU à Croix.
Réf. A/4390BM

CHEF DE FABRICATION MICROÉLECTRONIQUE **100.000 F**

Région Ouest — Un important groupe français recherche pour une de ses unités industrielles de microélectronique un Chef de Fabrication. Rattaché au Responsable de Production, il prendra progressivement la responsabilité des Fabrications, des services Méthodes, Ordonnancement et Contrôle. Après une période de formation à la technologie, il se verra confier dans un premier temps l'amélioration de l'organisation du travail et des méthodes, afin de faire face à un accroissement important de la production. Ce poste nouvellement créé s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum, de formation ingénieur (AM, Supélec., ENSI, Centrale,...) et possédant une connaissance en chimie et physique des matériaux. Il aura une première expérience de la direction d'un atelier de production (type semi-conducteurs, composants, petit appareillage électrique, etc...), lui permettant d'avoir de solides bases en méthodes et en organisation du travail. Le salaire annuel de départ, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 100.000 francs. La réussite dans ce poste ouvrira de réelles perspectives d'évolution à moyen terme. Écrire à G. MINS à Nantes. Réf. A/1004M

ANALYSTE-PROGRAMMEUR **90.000 F**

Informatique de gestion — Un groupe industriel de taille moyenne à forte vocation exportatrice et spécialisé dans la réalisation et la vente d'équipements industriels, crée un *poste de Responsable Informatique. Rattaché hiérarchiquement au Directeur Général* de l'une des filiales et fonctionnellement au Directeur Financier du groupe, il sera chargé de la mise en place, avec l'assistance d'un cabinet conseil international, des principales applications mécanisables à court terme (gestion des affaires, comptabilité, paye...) en faisant appel à la mini informatique. Il participera pleinement aux étapes d'analyse, de test et de mise en place et prendra également une part importante à la programmation. Il sera ensuite responsable de l'exploitation, de l'assistance aux utilisateurs comme de la maintenance et du développement des applications. Ce poste convient à un candidat possédant un bon niveau de formation de base, capable de s'adapter à des structures de PME, soucieux de s'impliquer dans un travail de création et de développement. Une expérience de mise en place de projets en informatique de gestion, la connaissance des applications temps réel ainsi que la pratique effective de la programmation (Cobol, RPG II) sont nécessaires. Une familiarisation avec les mini ou petits ordinateurs de gestion serait appréciée. Compte tenu du contexte de création, le poste offre de bonnes perspectives. Écrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2665M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

P A Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 727-35-79 **1, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otages, 44006 NANTES Cedex - Tél. (40) 47-52-12**

9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63 **19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25**

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

culture

LE JOUR DES ARTS

Peintres et sculpteurs d'aujourd'hui à l'Hôtel de Ville.

L'Association pour la promotion des arts à l'Hôtel de Ville, créée par Mme Jacques Chirac, veut stimuler la vie culturelle et artistique dans la capitale. Après le concert (le 6 février dernier) de six musiciens au salon des Arcades, des œuvres de douze peintres et trois sculpteurs viennent d'être réunies salle Saint-Jean à l'Hôtel de Ville. Choisis par un comité de critiques, de conservateurs et d'artistes, ils sont tous jeunes et presque tous inconnus. Leurs œuvres illustrent les tendances de l'art contemporain dans la diversité des courants et la singularité des tempéraments. Voici le réalisme romantique de Roland Cat, « popisant » de R. Paiva, J.-P. Le Boul'ch, J.-P. Chambas, François Levêque ; le surréalisme des peintres Alain Challier, J.-F. Lacamonti et du sculpteur J.-J. Hamard ; le jeu conceptuel et tactile d'Alain Lambilliote et Robert Einbeck; l'abstraction de Mohamed Azouzi et l'allègre schématisation figurative de Bernard Piga...

L'Association pour la promotion des arts souhaite, à l'exemple de cette exposition à l'Hôtel de Ville, que dans chaque arrondissement des salles soient mises à la disposition des jeunes artistes « venus de tous horizons travailler en liberté dans la capitale ».

Jeunes Hongrois aux Indépendants.

Trente-cinq jeunes peintres et sculpteurs hongrois de moins de trente-cinq ans exposent actuellement leurs œuvres au Salon des indépendants, au Grand Palais. Tous les artistes appartiennent au « Studio de Budapest », fondé en 1958 pour aider les jeunes artistes, organisation qui fournit à ses membres des ateliers, des bourses, des voyages d'étude, et organise des expositions en Hongrie et à l'étranger, comme c'est le cas pour cette manifestation où le « réalisme socialiste » semble n'avoir guère d'adeptes.

La Révolution française de Bernard Buffet.

Sept tableaux de Bernard Buffet sur la Révolution française où le peintre des natures mortes et des paysages devient peintre d'histoire. Ils sont tous monumentaux, tant par les dimensions que par le pathétique de l'inspiration. La prise de la Bastille et sa foule armée de piques qui font immanquablement penser aux batailles d'Uccello ; le sac des Tuileries, le 10 août 1792, la Liberté en tête avec drapeau tricolore qui est un bel alibi de peintre prêt à se laisser aller au lyrisme de la couleur ; l'assassinat de Marat sous le poignard de Charlotte Corday ; le tribunal révolutionnaire, coiffé de bicornes à cocarde ; la guillotine « machine à décoller », dressée place de la Révolution où les « têtes tombaient comme des ardoises »...

La Révolution racontée par un peintre, avec des traits vifs comme des poignards et des couleurs emportées comme les émotions qu'elles illustrent.

● *Galerie Maurice Garnier, 6, avenue Matignon. Jusqu'au 29 avril.*

Mime

« Le pantomime blanc de peur » de Maximilien Decroux

Natifs de terres éparpillées, Texas, Beauce, Germanie, Québec six acteurs conduits par Maximilien Decroux ont choisi un [illegible] commun : le muet.

Par seuls gestes, ils d[illegible] la libido, l'inquiétude, l'aiguille [illegible] chapeau qui crève les yeux d'Œdipe, doping du cycliste dans le col de l'Aubisque, le vent mauvais qui m'emporte, la feuille morte, et autres tableaux.

Le mime qu'ils pratiquent n'est pas trop imitatif ni saccadé. C'est du théâtre silencieux, voilà tout, assez détendu. Et gai : Maximilien Decroux, le moniteur de l'équipe, porte un bonnet de nuit.

Ces jeunes gens semblent avoir choisi de s'exprimer sans paroles pour des raisons spirituelles, ancrées profond. Que ne suit-on leur exemple plus souvent ? Des œuvres comme « Hernani ».

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de la Cité internationale, 21 heures.

Photo

Le corps à œuvre de Jackson Pollock

L'atelier est une grange abandonnée, au milieu de la plaine qui conduit à l'océan. Les lattes de bois sont disjointes et laissent passer le soleil, l'air. L'artiste déroule par terre de la toile de calicot achetée en gros. Ses œuvres précédentes prennent tout l'espace mural. Il reste, entre la toile blanche clouée à terre et la toile maculée, un mince couloir, une gouttière, un circuit où va piétiner, danser l'artiste.

Jackson Pollock, l'artiste, prend un pot de peinture noire et fluide ; il trempe dedans un pinceau durci qu'il manipule comme un bâton. Le bâton ne touche pas la toile, il est projeté dessus, il s'égoutte en inscrivant un entrelacs de lacis et de taches, un réseau de nœuds. Fouettée, la peinture ne dégouline pas, elle est aussitôt figée sur l'immense plan horizontal. La toile est l'« arène » de l'artiste, il marche dessus, il aime la résistance du sol. Il court autour, s'accroupit, s'arrête et regarde ; ses bras nus sont barbouillés. La toile n'a pas de cadre, ni début ni fin, ni sens. L'artiste va tailler dedans, juxtaposer, puis il demandera à sa femme : « Est-ce que c'est un tableau ? »

L'action picturale est alors physique, athlétique. C'est un corps à corps dans l'œuvre : un corp à œuvre. Les séquences photographiques de Hans Namuth sur le travail de Pollock sont chorégraphiques. Jamais on n'avait enregistré d'une façon aussi documentaire, aussi découpée, une technique créatrice. La peinture de Pollock ne représente pas ; elle est immédiate, impulsive, éjaculatoire. Les photos de Namuth recadrent, retaillent dans les toiles et y introduisent un élément figuratif, le rythme même de la création, le très beau visage de Pollock en mouvement.

Hans Namuth a photographié Pollock dans son atelier de East-Hampton durant l'été 1950. En automne, il a réalisé deux courts métrages qui liaient, en plans-séquences, cette dissection d'action-painting déjà amorcée par la photographie. Pollock jeta sa peinture sur une plaque de verre ; Namuth, allongé sous la plaque, sa caméra serrée contre lui, enregistra les maculations successives. Plus tard, il photographia les accrochages de Pollock dans des galeries et, en 1956, quelques semaines après la mort du peintre, son atelier vide.

En groupant — dans un album admirablement fait — le travail photographique de Namuth sur Pollock ainsi qu'un texte où Namuth raconte leur rencontre, deux études de Rosalind Krauss et Francis V. O'Connor et un montage d'interviews de Pollock et de sa femme, Lee Krasner, les animateurs de la revue Macula, *Jean Clay et Yves-Alain Bois, proposent le premier volume en langue française consacré aux techniques de Pollock.*

HERVÉ GUIBERT.

★ *Macula* (supplément au nº 2), 50 F.

Cinema

Le film d'animation à Annecy

(Suite de la première page.)

Mais ces Rencontres (RICA) sont loin d'être aussi implantées à Annecy que leurs aînées, les Journées internationales du cinéma d'animation (JICA), avec lesquelles il ne faut pas les confondre. Les RICA, ce n'est pas un festival de nouveaux films d'animation en compétition, c'est un festival de rétrospectives de films de pionniers qu'on ne verrait nulle part ailleurs et d'hommages à des auteurs vivants, qu'accompagne une présentation de films de très jeunes animateurs, sans sélection ni récompense. Ces Rencontres sont, en somme, parfaitement complémentaires des JICA : elles viennent s'y intercaler chaque année paire, contribuant à renforcer l'image d'une ville dont la vocation culturelle pourrait être exclusivement le cinéma d'animation.

Il faut souligner la haute qualité du programme de cette année, préparé (comme celui des précédentes RICA et aussi des JICA) par Raymond Maillet, qui — n'ignorant rien des meilleures archives, et dont la compétence qui fait autorité auprès des prêteurs non convaincus et des ayants droit méfiants — a permis un événement. C'est-à-dire de réunir, par exemple pour la première fois et peut-être la dernière, une vingtaine de films d'Emile Cohl (1857-1938). Emile Cohl, le grand-père français méconnu de l'image par image, premier ou second (peu importe) à s'être lancé dans le cinéma dans la foulée des tartes à la crème et des arroseurs arrosés fin de siècle du premier cinématographe. Emile Cohl et ses métamorphoses graphiques autour des trognes de bourgeois, dans le style caricatural des illustrés d'avant la première guerre mondiale, faisant fleurir des gags irrespectueux, depuis ses *Fantasmagories*, de 1908, jusqu'aux *Aventures des Pieds Nickelés* (1918, d'après Forton), en passant par l'animation de chaussures et de mobiliers d'intérieur.

Autre grand-père de l'animation, versant américain, canadien plus précisément, à l'honneur : Raoul Barré, l'animateur de Félix, de Pat Sullivan, le plus malin des chats avec son regard en pointillés et ses points d'interrogation au-dessus de la tête, modifiable et tronçonnable à merci, mais qui s'en sort toujours en riant. Pour ces ancêtres — muets obligés — le pianiste était sur scène comme au bon vieux temps.

Traverser le miroir d'Alice

Troisième et dernière grande rétrospective : Max et Dave Fleischer, qui avant d'adapter Popeye, le mangeur d'épinards, et de réaliser *les Voyages de Gulliver*, un des tout premiers longs métrages animés en Technicolor (1939), avait créé Koko, le clown qui, sitôt sorti de la plume de l'auteur, échappe à la feuille et maltraite son géniteur filmé au travail en prises de vues réelles : une idée de génie, suivie bientôt d'une autre, celle d'une petite poupée vamp qui allait faire son chemin : Betty Boop.

Une des grandes révélations de ces Rencontres, côté hommages aux cinéastes d'aujourd'hui, fut celle du travail d'animation du Tchécoslovaque Jan Svankmajer, un marginal de quarante-quatre ans qui, depuis 1969, participe aux activités du groupe surréaliste de Prague. Pour lui, le cinéma d'animation n'est pas le seul moyen d'expression — il dessine beaucoup, pratique le collage, la gravure et fabrique des objets, — mais constitue un moyen privilégié. Comme son compatriote connu Brestislav Pojar, avec qui les Rencontres se sont achevées lundi soir, Jan Svankmajer est un héritier de la tradition populaire du théâtre de marionnettes. Mais, avec lui, il faut chercher au-delà de la poupée, et du jeu de la poupée, traverser le miroir d'Alice (Lewis Carroll lui a inspiré un très beau film), et aller au-delà du mur décrépi, des marionnettes superbement animées de son Don Juan, qui passent du décor de théâtre au décor réel. Ajoutez à cela quelques considérations bien virulentes sur l'humain et le dégât opéré par la pensée inventive, dite humaniste, à travers les dessins (*modifiés*) de Léonard de Vinci, quelques planches d'*Histoires naturelles*, et vous aurez un échantillonnage d'un savoir-faire multiforme, et de coups d'essais réussis.

Faisant le pont avec le cinéma d'animation le plus brillant des pays de l'Est et la France, un hommage à Walerian Borowczyk présentait surtout des œuvres du cinéaste postérieures à son départ de Pologne, depuis *les Astronautes* (avec Chris Marker), proche de l'esprit des films réalisés en collaboration avec Jan Lenica, que l'on a vus ou revus, ainsi que l'intégrale du Théâtre de *Monsieur et Madame Kabal*, un couple odieux — elle, peste ubuesque et racornie ; lui, son complice, mou et voyeur, — qui vit sa vie de chamailles cruelles pendant malheureusement trop longtemps pour qu'on puisse les suivre avec la même intensité. Cela mêlé à des films où l'animation compte peu, sinon pas du tout, et qui, des vieux objets rétro, nous ont entraînés dans la spirale érotique des dessins de Bona (*l'Escargot de Vénus*) à la *Collection* (très) *particulière* de Mandiargues, en passant, il ne faudrait pas l'oublier, par les étranges *Jeux des anges*, dont certains cartons étaient présentés à la petite galerie du ciné-club d'Annecy.

Les Rencontres ont salué l'œuvre de René Laloux, dont on a vu les premiers films d'animation réalisés avec les malades mentaux, lorsqu'il dirigeait un atelier de peinture à la clinique psychiatrique de Laborde (*les Danses du singe*), et les films coréalisés avec le dessinateur Topor, une association qui devait déboucher sur le long métrage bien connu *la Planète sauvage*. A ces journées déjà bien remplies, il faudrait parler encore de deux séances consacrées aux rapports musique-cinéma d'animation, qui ont permis de revoir un classique rare et superbe, comme *l'Idée*, de Berthold Bartosch sur une musique originale de Honegger (1934) et des dessins de Franz Masereel, les *Tableaux d'une exposition*, d'Alexeieff — l'inventeur de l'écran d'épingles — ou encore *Barbe-Bleue* en figurines modelées de René Bertrand et Jean Painlevé sur une musique originale de Maurice Jaubert. Et il faudrait citer bien d'autres films illustratifs ou de recherche abstraite, domaine passionnant à explorer, qui l'avait été lors des précédentes RICA.

Enfin, il ne faudrait pas oublier le très jeune cinéma d'animation français (peu inspiré, tristement pauvre, mais intéressant tout de même) Comme signe d'un renouveau possible à travers les écoles d'art où se sont faits plusieurs mini-films. Ni le jeune cinéma américain, pas très réjouissant pour la minceur des idées qui traversent des séquences, où les moyens mis en jeu étaient visiblement gros, au sein des universités d'art. A suivre néanmoins, bien sûr.

GENEVIÈVE BREERETTE.

« Moritura » d'Hervé Pernot

La partie la plus drôle de ce pensum gauchisant est malheureusement soustraite au regard des spectateurs : l'affirmation que « Moritura » se veut le contraire « de films où un discours livresque est plaqué sur le langage audiovisuel ».

Cette coproduction de l'INA prétend décrire « l'évolution actuelle de l'Espagne à travers la dégénérescence de la corrida de toros ». Postulat défendable si on l'étaye par des documents appropriés. Rien de tel. Le point de vue est donné une fois pour toutes, des bribes d'interview illustrent complaisamment la thèse choisie. Des touristes entrent dans l'arène, une jeune intellectuelle française déclame son enthousiasme pour la fière Espagne. Mais tout change, tout va changer. Par l'opération du Saint-Esprit.

Les personnes qui auraient quelque chose à dire, futurs toreros, aristocrates décatis, Français de passage, alignent les clichés, ne nous apprennent rien. On croirait difficile de battre en platitude certains « reportages » de la télévision. C'est fait. — L. M.

★ Voir « Les films nouveaux »

Théâtre

La représentation interrompue de « Kikérikiste »

Sur la scène, dans une lumière de crépuscule, deux hommes, un farfelu, un bourgeois, chacun à l'abri de sa caisse. Ils se défient, se défendent l'un contre l'autre, de toute la force d'un langage merveilleux qui prétend de chacun faire un être d'exception. La caisse-prison se voudrait palais d'enchantement qui change de couleur, qui s'étire en télescope. Le pauvre étalage des « merveilles » se voit soudain contrarié par l'arrivée de saltimbanques d'autant plus dangereux qu'ils séduisent, avec une grosse caisse, une danseuse de boîte à musique, un prestidigitateur façon vampire... Les rêves des paumés s'envolent. Quand ils se réveillent, c'est pour découvrir que leurs caisses sont parties, qu'il est temps de se connaître « en vrai ».

Dans la salle, à ce moment précis de la naissance de l'espoir, cent cinquante enfants quittent leurs sièges : recherche des manteaux, des cache-nez et des bonnets ; appels des maîtresses, regroupées derrière la directrice ; brouhaha d'une sortie dans le noir. Les comédiens, sur la scène, figés, ne peuvent aller au bout de leur texte. C'était, il y a quelques jours, une représentation de *Kikérikiste*, très beau spectacle du Théâtre des Jeunes Années de Lyon.

Depuis deux mois, le Théâtre de la Commune d'Aubervilliers mène une action exceptionnelle en direction de l'enfance. Outre *Kikérikiste*, il a présenté la *Poupée de chiffons*, coproduite par les deux théâtres. Pendant deux mois, le T.J.A. a pu vivre toutes ses activités habituelles à Aubervilliers ou dans la région : animations, expositions, élaboration avec les enfants du journal *l'Ebouriffé*, etc.

L'an dernier, le théâtre de la Commune a reçu pour deux cent deux spectacles plus de cent vingt-cinq mille jeunes spectateurs. 10 % du budget global (47 millions d'anciens francs) sont réservés à ce secteur. Le ministère de l'éducation ne soutient d'aucune subvention une action aussi suivie.

La représentation interrompue de *Kikérikiste* est un exemple inquiétant de la désinvolture avec laquelle certaines responsables de l'enseignement traitent le spectacle pour jeune public, et ce au moment même où le ministère annonce un renforcement de son contrôle sur ce domaine de la création. La notion même de spectacle a été gravement atteinte. Il y a trois jours, à Aubervilliers : on a laissé entendre à des enfants que le théâtre, comme la télé, se réglait à volonté, en appuyant sur un bouton, quand on en a assez.

Un débat sur le théâtre pour enfants est prévu à la FNAC, le 29 mars à 18 heures. Il ne faut pas le manquer. La survie même du concept de théâtre est en jeu.

BERNARD RAFFALLI.

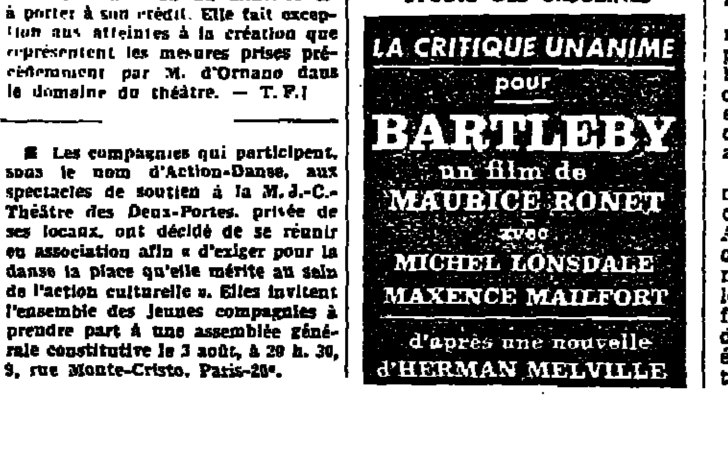
★ Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93300 Aubervilliers. Tél. 833-16-16.

M. DANIEL BENOIN EST NOMMÉ DIRECTEUR DE LA COMÉDIE DE SAINT-ÉTIENNE

M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, vient de faire savoir par lettre à M. Joseph Sanguedolce, maire communiste de Saint-Etienne, qu'il avait décidé de nommer M. Daniel Benoin comme directeur unique de la Comédie de Saint-Etienne, centre dramatique de la ville. M. Daniel Benoin partageait jusqu'à présent la co-direction du centre avec M. Guy Lauzin. La municipalité, qui avait demandé que l'un des deux co-directeurs soit reconduit considère qu'elle a obtenu satisfaction. Par un curieux lapsus, la lettre adressée à M. Sanguedolce par M. d'Ornano donne à M. Benoin le prénom de Guy, qui est celui de M. Lauzin.

(Nous avions annoncé dans « le Monde » du 11 mars, sur la foi d'informations fournies par le ministère de la culture et de l'environnement, que la nomination de M. Guy Lauzin comme directeur unique de la Comédie de Saint-Etienne était acquise dans son principe sinon dans les textes. Ou bien M. Michel d'Ornano a changé d'avis ou bien nos renseignements étaient erronés. Dans un cas comme dans l'autre, la décision du ministre est à porter à son crédit. Elle fait exception aux atteintes à la création que représentent les mesures prises précédemment par M. d'Ornano dans le domaine du théâtre. — T. F.)

■ Les compagnies qui participent, sous le nom d'Action-Danse, aux spectacles de soutien à la M.J.-C.-Théâtre des Deux-Portes, privée de ses locaux, ont décidé de se réunir en association afin « d'exiger pour la danse la place qu'elle mérite au sein de l'action culturelle ». Elles invitent l'ensemble des jeunes compagnies à prendre part à une assemblée générale constitutive le 3 août, à 20 h. 30, 9, rue Monte-Cristo, Paris-20ᵉ.



« Bogre de carnaval »

Le carnaval méditerranéen ne se réduit heureusement pas aux corsos fleuris des Niçois. Depuis un an, le Théâtre de la Carriera s'est associé à un travail de recherche sociologique sur les significations profondes de ces fêtes étranges et parfois violentes que sont la « chine » des environs de Toulouse, la cavalcade du Pouget, le « poulain » de Pezenas, les « empalhats » de Cournonterral.

Tout un village s'enflamme en ces jours qui se souviennent des antiques saturnales, pour la mise en lumière des vérités quotidiennes que l'usage s'applique à dissimuler. Sous le masque, l'invective et l'ironie déchirent l'équivoque, traquent l'hypocrite, le forcent à fuir ou à s'incliner devant la réalité. Il y a, on le voit, dans ces jeux que Mme de Sévigné trouvait déjà indécents et subversifs, l'essence même du théâtre.

La Carriera a puisé dans ces carnavals la substance de son dernier spectacle. *Bogre de carnaval* ne met pas en scène le carnaval, ce qui équivaudrait à consigner sa mort. En mêlant occitan, catalan et provençal, danses, mimes et chants, une histoire triste et gaie se joue, à qui l'unité de temps — la durée d'un jour de carnaval — fournit sa charge tragique : on y voit, dans le style excessif et chaud qui est celui de la Carriera, un couple, Toni et Maria, revivre en accéléré leurs heurs et malheurs, empêtrés de la noce à la tombe dans les pièges du sexe, de la famille et de la religion.

Magie du carnaval : le mari est joué par une femme et la femme par un homme, et le curé, *ad libitum*, se métamorphose en belle-mère ou en fille de joie. Un jour mais un jour seulement pour la revanche des opprimés, le temps de quelques grimaces et d'un pied de nez et tout rentrera dans l'ordre.

Nulle nostalgie n'anime la Carriera. Son *Bogre de carnaval* proclame la volonté de rester « au païs » et d'y rester différents, d'y défendre les droits d'une folie libératrice que tout menace. « *Farem del carnaval la festa nacionala.* » — B. R.

★ Le Théâtre de la Carriera, 4, boulevard Victor-Hugo, 13200 Arles. Tél. 96-84-71.

Architecture

L'esprit des lieux

Lors des remous électoraux, un récent *Courrier du sixième arrondissement*, consacré à la gloire du député R.P.R. de la circonscription, M. Pierre Bas, récupérait avec générosité l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. La rénovation et la restauration de cet édifice sont à porter à un crédit tout autre.

Le principe qui commande le projet de l'architecte Roland Simounet est simple : la paroisse et l'Institut catholique mettent en commun leurs ressources (le bâtiment pour l'une, le financement des travaux pour l'autre), et ils se partagent les locaux dont la surface est augmentée de façon notable (de 2 500 m2 à 3 100 m2). La réalisation de ce programme dans un monument partiellement classé (la façade et l'escalier) a posé des problèmes délicats.

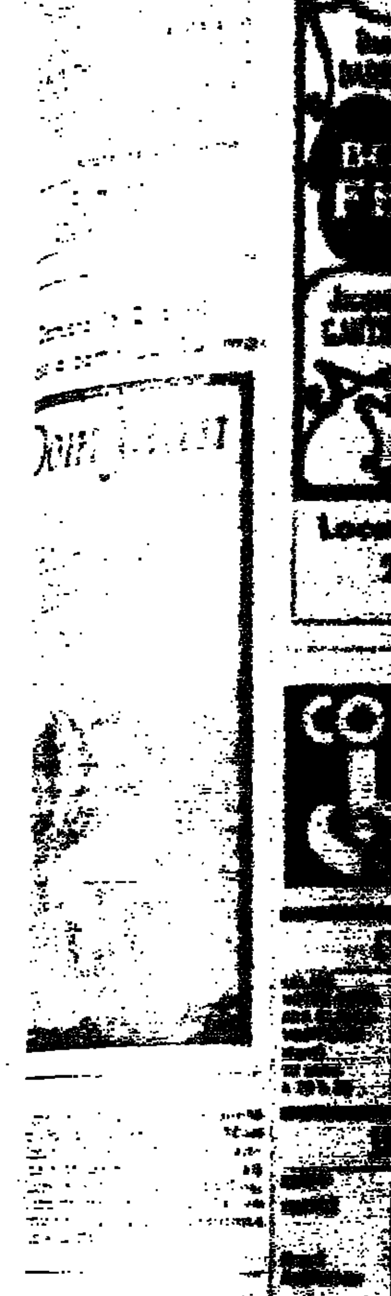
Construit en 1586 par le cardinal Charles Iᵉʳ de Bourbon, le palais abbatial avait été sensiblement modifié en 1691 par le cardinal de Fürstenberg. Mal entretenu, il s'était peu à peu dégradé jusqu'à ces dernières années.

L'intérieur a été restructuré de manière à préserver la possibilité d'un retour à l'état d'origine. Ainsi les étages hauts de plafond ont été coupés par des « mezzanines » qui ne touchent jamais les fenêtres et n'altèrent pas la façade. En revanche, le volume d'une grande salle, au premier étage, a été restitué, assurant la transparence et la « respiration » de l'ensemble. Et, dans le même esprit, l'ancienne entrée a été dégagée pour devenir un passage clair entre la rue et le jardin de l'abbaye.

L'originalité de la restauration de Simounet est d'être, en fait, une réelle création architecturale. L'agencement des niveaux et des volumes répond non seulement avec exactitude au dessin de la façade, mais il donne un sens à certaines de ses « gratuités ». A quelques détails près, il n'est pas une ouverture ou une corniche qui n'ait trouvé sa signification dans le nouvel espace. C'est donc un travail profondément homogène. Il préserve l'équilibre du bâtiment, lui conserve sa vocation religieuse, mais adapte sa fonction aux exigences modernes. On est loin de ces restaurations prestigieuses qui, bien souvent, engendrent des jouets culturels sans vie ni raison d'être.

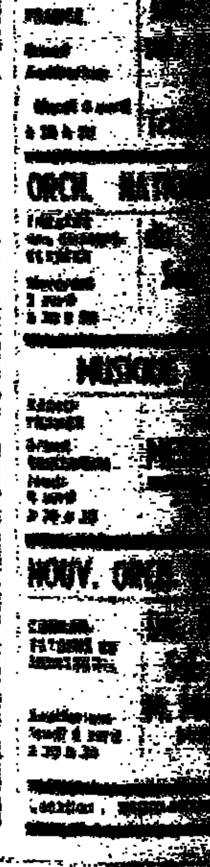
L'architecte des monuments historiques, Yves Boiret, a remis à neuf la façade avec ce même soin du détail qui caractérise l'intérieur. Il a cherché à retrouver son aspect primitif, le préférant à certaines modifications du dix-septième siècle. L'archaïsme des meneaux alourdit pourtant un peu cet ensemble Louis XIII, et leur présence dans les fenêtres en plein cintre crée un léger malaise. La vérité forcée manque parfois d'élégance...

FRÉDÉRIC EDELMANN.











THÉATRE NATIONAL

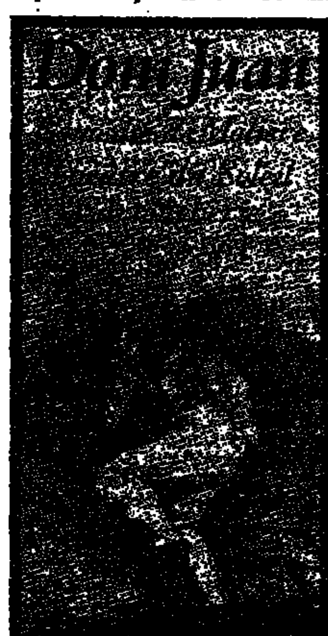
Par delà le bien et le mal

de Hartmut LANGE

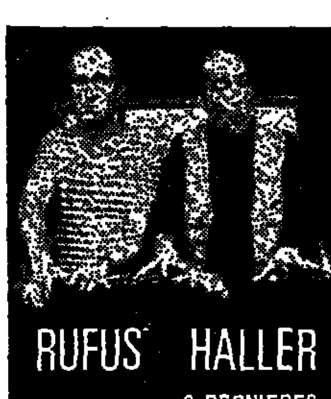
« Admirablement mis en scène par Philippe van Kessel et interprété par les comédiens de l'Atelier de Bruxelles, Par-delà le bien et le mal est un spectacle d'une rare intensité, où souffle l'esprit. La chose est assez remarquable pour être signalée. »
(A. LEBLANC, Nouvelles Littéraires.)

Gémier
Jusqu'au 8 avril
Location : 727-81-15

Dernière le 2 avril
Reprise à partir du 15 mai



Après le vif succès remporté par « Pas d'orchidées pour Miss Blandish », Robert Hossein annonce pour samedi 1er avril, au Théâtre de la Porte Saint-Martin, la dernière représentation de ce spectacle qui aura ainsi largement dépassé la 200e.



RUFUS HALLER

3 DERNIERES SEMAINES
du 27/3 au 1/4
du 10/4 au 15/4
du 24/4 au 29/4

DERNIERE SEMAINE
du 4/4 au 8/4

en alternance 1 semaine sur 2

Palais des Arts
325 rue St-Martin 75003 PARIS
278.04.68 et 272.62.98

THEATRE DU CAMPAGNOL
en collaboration avec LE THEATRE DU SOLEIL
DAVID COPPERFIELD
D'APRES CHARLES DICKENS
mise en scène JEAN CLAUDE PENCHENAT
"...dans un courant énervé." POLITIQUE HEBDO
"...Copperfield va se faire une nouvelle génération d'amis d'enfance." L'EXPRESS
"...conçu pour toucher le cœur et l'esprit du plus grand nombre." TEMOIGNAGE CHRETIEN
"...travail collectif." LE QUOTIDIEN DE PARIS
"...sincère, délié, tendre et ... joué vers l'enfance." LE MONDE
"Vous pouvez amener vos enfants, ils seront ravis." LE FIGARO
Réservations : 374-24-08
Cartoucherie

PALAIS DES CONGRÈS
LUNDI 3 AVRIL 1978, à 20 H. 30

PHILHARMONIA ORCHESTRA LONDON

Direction : RICCARDO MUTI
Soliste : RADU LUPU

BEETHOVEN : Ouverture Leonore III - Concerto pour piano n° 4
PROKOFIEV : Symphonie n° 3

Location Palais des Congrès : Tél. : 758-27-78, à partir du 13 mars

28 mars - 2 avril 5 représentations exceptionnelles

KATHAKALI

théâtre dansé de l'Inde
THEATRE GERARD PHILIPE DE SAINT-DENIS
59 bd jules-guesde loc 243.00.59 fnac agences copar

A PARTIR DU 6 AVRIL

VARIETES

Danielle DARRIEUX
Bernard BLIER

BOULEVARD FEYDEAU

Jacqueline GAUTHIER
Raymond PELLEGRIN

et la participation de Louis SEIGNER

Location ouverte
233-09-92
et Agences

CONCERTS Radio France

CYCLE D'ORGUE

EGLISE NOTRE-DAME DES BLANCS-MANTEAUX Mardi 28 mars à 20 h 30	FRANÇOISE RIEUNIER — J.-S. Bach, Mozart, Liszt, Shinohara, Louvier (création)

SAISON LYRIQUE

RADIO-FRANCE Grand Auditorium Vendredi 31 mars à 20 heures	RAMEAU — HYPPOLYTE et ARICIE — A. Auger, E. Moser, C. Watkinson, J. Elwes, M. van Egmont, U. Cold — LA GRANDE ECURIE et la CHAMBRE DU ROY — dir. : J.-C. MALGOIRE

ORCHESTRE DES JEUNES DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

THEATRE des CHAMPS-ELYSEES Vendredi 31 mars à 20 h 30	WAGNER — Ouv. des Maîtres-Chanteurs — dir. : Edward HEATH — MAHLER — 6e Symphonie — dir. : Claudio ABBADO

RÉCITAL DE CHANT

RADIO-FRANCE Grand Auditorium Lundi 3 avril à 20 h 30	ILÉANA COTRUBAS — G. Parsons, piano — SCHUBERT - FAURE — ENESCO - BRAHMS

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

RADIO-FRANCE Grand Auditorium Mardi 4 avril à 20 h 30	Dir. : Albert ROSEN — sol. : Janos STARKER — Hindemith — Tchaikovsky-Bruckner

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THEATRE des CHAMPS-ELYSEES Mercredi 5 avril à 20 h 30	dir. : Silvio VARVISO — Sol. : Anton Dikov — Haydn, Bartok, Stravinsky

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO-FRANCE Grand Auditorium Jeudi 6 avril à 20 h 30	Cinquantenaire de l'Onde Martenot — MESSIAEN - FOISON — Sextuor d'ondes, Jeanne Loriod, J. Grillou, H. Puig-Roget, D. Foison, G. Cipriani

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

CONSERVATOIRE de MONTREUIL Auditorium Jeudi 6 avril à 20 h 30	Dir. Daniel CHABRUN — Sol. : L. Pezzino, M. Mesplé, A. Ringart — Stravinsky - Lutoslawski — Ohana

Location : RADIO-FRANCE, Salles et Agences

LE CALENDRIER DES CONCERTS

EGLISE ALLEMANDE 25, r. Blanche tous les MERCREDIS du 29 mars au 26 avril à 20 h 30 (P.e. Werner.)	J.-S. BACH — 5 récital d'orgue — 29 mars : Lynne DAVIS — 5 avril : P.-Y. ASSELIN — 12 avril : K. SCHNORR — 19 avril : E. ROLOFF — 26 avril : M.-CL. ALAIN
SALLE CORTOT 78, r. Cardinet Mercredi 29 mars à 21 heures L. 924-80-16 (P.e. Valmalète.)	Schubert par le TRIO RAVEL — C. de Bechy, C. Creuze, M. Stilz — TRIOS OPUS 99 et OPUS 100
FACULTE de DROIT 92, r. d'Assas Jeudi 30 mars à 21 heures	Récital de piano — F.F. EICHBERGER — BEETHOVEN - BRANDMULLER — MOUSSORGSKY
SALLE CORTOT Jeudi 30 mars à 21 heures sur invitation (Kiesgen.)	Licenciés de l'Ecole Normale de Musique — YOSHINOBU IWANAGA — guitariste — Bach, Giuliani, Walton, Ponce
EGLISE ST-ETIENNE-DU-MONT (place Sainte-Geneviève) Vendredi 31 mars à 21 heures (De Saint-Ours.)	Guillermo de la Roca — CATHEDRALE DES ANDES — « musiques andines » flûtes indiennes orgue, percussion
THEATRE de la MADELEINE Samedi 1er avril à 17 heures (P.e. Werner.)	Amis Musique de Chambre et Radio-France — Janos STARKER — œuvres pour violoncelle de Bach, Hindemith, Cassado
ATHENEE LOUIS-JOUVET Lundi 3 avril à 21 heures (P.e. Valmalète.)	LUNDIS MUSICAUX DE L'ATHENEE — Dylana JENSON — (violon) — Bach, Brahms, Martinon, Paganini
SALLE GAVEAU Lundi 3 avril à 20 h 45 (Valmalète.)	L'Institut Supérieur du Commerce propose — J.-S. BACH — Concertos 2, 3 et 4 pianos — J.-C. AUBERTIN - J. LAGARDE — T. de CLAUZADE - J. RIDORET — Orchestre de Saint-Denis — Direction : Pierre MENET
SALLE GAVEAU Mardi 4 avril à 21 heures (Werner.)	Concert exceptionnel piano 2, 4 et 8 mains — DUO de PIANO — NICLAUSSE-SCHNEIDER — PIERRE BAUBET-GONY — avec Anne-Marie FONTAINE et Marie-José SALADIN. Schubert, Mendelssohn, J.-M. Damase, Pierre-Petit, P. Baubet-Gony (création)
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS 51, av. Iéna Mardi 4 avril à 20 h 45 (P.e. Valmalète.)	Récital de piano — Adriano JORDAO — BACH, HAYDN, SCHUMANN, BONTEMPO, A.-J. FERNANDES, M.-L. MARTINS — (Entrée libre.)
EGLISE des BILLETTES Mardi 4 avril à 21 heures (P.e. Kiesgen.)	HAYDN — Les 7 Dernières Paroles du Christ — ENSEMBLE 12 — violon solo : Ph. Bride — récitant : M. Viot
SALLE PLEYEL Mardi 4 avril à 20 h 30 (Valmalète.)	NARCISO YEPES — L. MILAN - J.-S. BACH — S.-L. WEISS - F. CARULLI — M. CONGE et hommage à : F. SOR
SALLE GAVEAU Mercredi 5 avril à 21 heures (De Saint-Ours.)	RHEINISCHES KAMMERORCHESTER DE COLOGNE — Direction : Jan Corazolla — G. Ludwig, H.J. Maring — J.-S. BACH — 4e Brandebourgeois — Suite en Si — MOZART — Concerto piano en sol — Symphonie en la
EGLISE de la TRINITE Mercredi 5 avril à 20 h 30 Loc. : Eglise, Durand, 3 FNAC et Agences (Valmalète.)	MESSIAEN — Improvise au grand orgue sur des thèmes de : TELEMANN - ALBINONI — CORELLI - LOEILLET — interprété par — P. THIBAUD (trompette) — P. DUBEAU orgue positif)
SALLE CORTOT Jeudi 6 avril à 21 heures sur invitation (Kiesgen.)	Licenciés de l'Ecole Normale de Musique — Momoko KATO — violoniste — J.-M. Leclair - Brahms — E. Ysaye - Ravel
Dimanche 7 mai à 16 heures CARNEGIE HALL de NEW-YORK (P.e. Valmalète.)	VLADIMIR HOROWITZ — Voyages spéciaux et places réservées — Renseignements : CAMINO 21, rue A.-Charpentier (17e) — Tél. : 380-55-58 - 755-77-90 et toutes agences

MUSIQUE ATHENEE
calendrier avril

lundi 3 avril 21 h
DYLANA JENSON
violon
Bach-Brahms-Martinon-Paganini

lundi 10 avril 21 h
GEORGE MALCOLM
clavecin
Couperin-Scarlatti-Rameau

lundi 17 avril 21 h
JUSTUS FRANTZ
piano
Beethoven-Schumann

lundi 24 avril 21 h
JOSEF BULVA
piano
Prokofiev-Beethoven-Liszt

ATHENEE-LOUIS JOUVET
073.27.24 agences Fnac Durand

SALLE GAVEAU
LUNDI 10 AVRIL 1978 A 21 H.

MARTIN EGEL - ANDRES JOHO
BASSE BARITON — PIANO

SCHUBERT-WINTERREISE
« Le voyage d'hiver »

Loc. des places : 45-47, rue La Boétie, 75008 PARIS - Tél. : 256-29-14

En v.o. : ÉLYSÉES LINCOLN - HAUTEFEUILLE
14-JUILLET BASTILLE - 14-JUILLET PARNASSE

MARIA SCHNEIDER - LUCIA BOSÉ
LOU CASTEL - INGRID CAVEN

Violanta

un film de Daniel SCHMID
avec François SIMON et RAUL GIMENEZ - MARILU MARINI
et la participation de Gérard DEPARDIEU

MERCREDI

UGC ERMITAGE • REX • LA ROYALE • UGC GOBELINS • ROTONDE
MISTRAL • MAGIC CONVENTION • UGC ODÉON • UGC GARE DE LYON • NAPOLÉON
VERSAILLES Cyrano • MONTREUIL Méliès • ORSAY Ulis • ENGHIEN Hollywood • CRÉTEIL Artel
SARCELLES Flanades • PANTIN Carrefour • LE PERREUX Palais du Parc • LA VARENNE Paramount



MERCREDI

CONCORDE PATHE VO BALZAC VO GAUMONT RICHELIEU VF
GAUMONT LUMIERE VF CLICHY PATHE VF MONTPARNASSE 83 VF
GAUMONT CONVENTION VF LES NATION VF QUINTETTE VO LUXEMBOURG VO

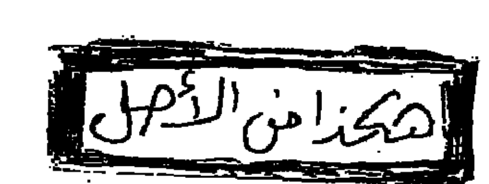
La double personnalité de Théresa :
le jour, elle offre l'espoir,
la nuit, elle cherche le plaisir

A LA RECHERCHE DE Mr. GOODBAR

(LOOKING FOR MR. GOODBAR)

A LA RECHERCHE DE Mr. GOODBAR avec DIANE KEATON
TUESDAY WELD · WILLIAM ATHERTON
RICHARD KILEY · RICHARD GERE
FREDDIE FIELDS — JUDITH ROSSNER
RICHARD BROOKS

BELLE-ÉPINE Thiais - CHAMPIGNY Multiciné Pathé - ÉVRY Gaumont
VÉLIZY-2 - ASNIÈRES Tricycles - PARLY-2 - ENGHIEN Marly

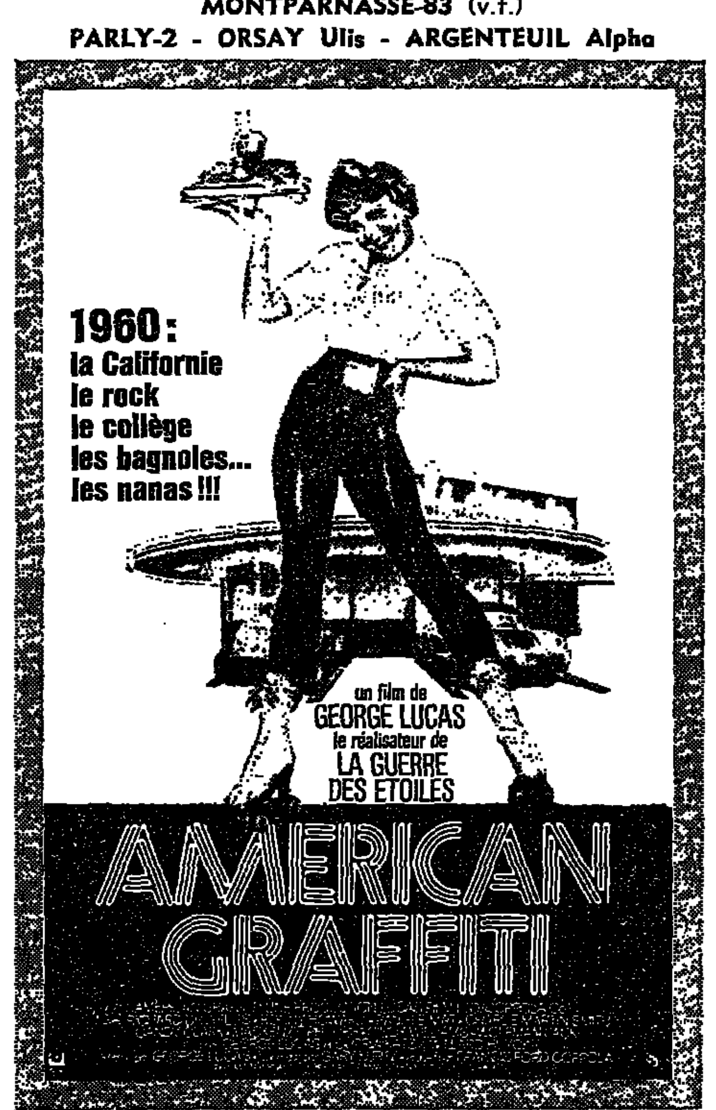


هكذا من الأصل

MERCREDI
PANTHEON - OLYMPIC ENTREPOT
VERA ROMEYKE N'EST PAS DANS LES NORMES
GRAND PRIX DU JURY
GRAND PRIX DU PUBLIC
AUX 12 EMES RENCONTRES INTERNATIONALES FILM ET JEUNESSE
FILM DE MAX WILLUTZKI AVEC RITA ENGELMANN

MERCREDI
CHATELET-VICTORIA TEL. 508.94.14
LA FRANCE DE GISCARD
L'ARMEE PREND LE POUVOIR ET ENFERME LES COMMUNISTES AU CHAMP DE COURSES D'AUTEUIL...
A MULHOUSE, QUATRE HOMMES ET UNE FEMME TORTURENT UNE JEUNE FILLE POUR S'AMUSER...
EN VENDEE, TOUTE UNE FAMILLE DE PAYSANS SE SUICIDE...
A PARIS, UN BEBE MEURT DANS LA RUE, FAUTE D'HOPITAUX...
A THIONVILLE, Mgr. LEFEVRE PROPOSE AUX METALLOS LA CONSTITUTION D'UN GOUVERNEMENT DE SALUT NATIONAL SOUS LA PRESIDENCE DU CHRIST...
Un film de Dimitri KOLLATOS
Interdit aux moins de 18 ans pour scène de violence

ELYSÉES POINT SHOW (v.o.) - LUXEMBOURG (v.o.) - RIO OPÉRA (v.f.) - OMNIA BOULEVARDS (v.f.) - CLICHY PATHÉ (v.f.) - LES NATION (v.f.) - GAUMONT SUD (v.f.) MONTPARNASSE-83 (v.f.)
PARLY-2 - ORSAY Ulis - ARGENTEUIL Alpha



MERCREDI
ALBERTO SORDI / BERNARD BLIER / NINO MANFREDI



SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Giselle.
Comédie-Française, 20 h. 30 : le Renard et la Grenouille : Doit-on le dire ?
Chaillot, Grand Théâtre, 20 h. 30 : la Nuit des rois. — Gémier, 20 h. 30 : Par-delà le bien et le mal.
Odéon, relâche.
Petit Odéon, 18 h. 30 : Paradoxe sur le comédien.
Petit T.E.P., 20 h. 30 : Dans les plaines du jour.

Les salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. 45 : Yiddish Story (Papin).
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Roland Petit ; 20 h. 30 : les Derniers.

Les autres salles

Aire libre, 20 h. 30 : Parade.
Antoine, 20 h. 30 : Raymond Devos.
Arts-Hébertot, 20 h. 45 : Si t'es beau, t'es con.
Atelier, 21 h. : la Mouette.
Athénée, 21 h. : l'Aigle à deux têtes.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : le Petit-Fils du cheikh.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : David Copperfield. — Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 : Dom Juan.
Cité internationale, la Galerie, 20 h. 30 : la Comtesse d'Escarbagnas : les Femmes savantes. — La Resserre, 21 h. : le Pantomime blanc de peur. — Grande salle, 21 h. : Yvonne, princesse de Bourgogne.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : le Bateau pour Lipaïa.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daunou, 21 h. : les Coucous.
Galerie 55, 21 h. : Colette Renard.
Fontaine, 21 h. : le Roi des cons.
Gymnase, 21 h. : Coluche.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Il Teatrino, 20 h. 30 : Louise la Pétroleuse.
La Bruyère, 21 h. : Angèle.
Le Lucernaire, Théâtre noir, 20 h. 30 : les Ecrits de Laure : 22 h. : la Belle Vie. — Théâtre rouge, 20 h. 30 : Boîte Mao boîte et Zoo Story.
Madeleine, 20 h. 30 : Trois lits pour huit.
Marigny, 21 h. : Miam-Miam.
Mathurins, 20 h. 45 : la Dame et le Fonctionnaire.
Michel, 20 h. 30 : Lundi la fête.
Michodière, 20 h. 30 : les Rustres.
Montparnasse, 21 h. : Peines de cœur d'une chatte anglaise.
Mouffetard, 20 h. 30 : les Assiégés.
Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi, Céline.
Orsay, I, 20 h. 30 : Rhinocéros. — II, 20 h. 30 : Esther.
Palais des arts, 20 h. 45 : Bernard Haller.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Plaisance, 20 h. 45 : l'Alchimiste.
Porte-Saint-Martin, 21 h. : Pas d'orchidées pour Miss Blandish.
Renaissance, 21 h. : le Journal d'un fou.
Saint-Georges, 21 h. : le Coq en pâte.
Studio-Théâtre 14, 20 h. 30 : la Fausse Epouse.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 30 : l'Espoir gravé.
Théâtre de l'Ecole normale supérieure, 21 h. : Mademoiselle Julie.
Théâtre-en-Rond, 21 h. : Marie Octobre.
Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Tueur sans gages.
Théâtre Marie-Stuart, 18 h. 30 : Gros câlin : 20 h. 45 : Gotcha ; 22 h. 30 : Hanjo.
Théâtre de Paris, 21 h. : Hôtel particulier.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 30 : le Petit Soldat de paille.
Théâtre la Péniche, 20 h. 30 : le Psychopompe.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : la Tour de Nesle.
Théâtre 13, 20 h. 45 : Iakov Bogemold.
Théâtre 347, 20 h. 30 : la Ménagerie de verre.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 28 mars

Théâtrosphère, 20 h. 30 : Huis clos ; 22 h. 15 : l'Architecte et l'Empereur d'Assyrie.
Tristan-Bernard, 21 h. : la France, maison fondée en 843.
Troglodyte, 21 h. : l'Amythocrate.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 19 h. 40 : D. Gorse ; 20 h. 45 : F. Brunold ; 22 h. : Hommage à Prévert ; 23 h. : Dupecnot Story.
Les Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : M Buler ; 21 h. 45 : Au niveau du chou ; 23 h. 30 : Ah ! les p'tites femmes.
La Bretonnerie, 21 h. : C'est pour de rire.
Café d'Edgar, I, 20 h. 15 : Un petit bruit qui court ; 21 h. 30 : Popeck ; 23 h. : les Autruches. — II, 22 h. : la Vie de jeunesse.
Café de la Gare, 20 h. : le Cracheur de phrases ; 22 h. : Plantons sous la suie.
Connétable, 20 h. 30 : le Petit Prince.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : Haute surveillance : 22 h. : les Frères ennemis ; 23 h. 30 : les Mystères du confessionnal.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : J.-P. Rambal ; 22 h. : Fromage ou dessert ; 23 h. 30 : Dzi Croquettes.
Le Fanal, 20 h. 45 : le Président.
La Mama du Marais, 18 h. 30 : Zézette ; 19 h. 45 : Help, Mumy, help ; 20 h. 45 : les Diables ; 22 h. : Kuillières-valises.
La Mûrisserie de bananes, 20 h. 30 : France Léa.
Petit Bain-Novotel, 21 h. : En attendant la prochaine lune ; 22 h. 30 : Spectacle Boris Vian.
Petit Casino, 21 h. : Du dac au dac ; 22 h. 30 : J.-C. Montells.
Petits-Pavés, 20 h. 30 : J. Escamez ; 21 h. 30 : Flash dingue, bonbons acidulés ; 22 h. 30 : J. Gréco.
Quatre-Cents-Coups, 20 h. 30 : l'Autobus ; 21 h. 30 : la Goutte ; 22 h. 30 : Qu'elle était verte ma salade.
Le Sélénite, I, 19 h. 45 : Huis clos ; 21 h. 45 : M. Truffaut ; 22 h. 30 : le Péplum en folie ; 23 h. 30 : Show Boys. — II, 20 h. 30, les Bonnes ; 21 h. 30 : J.-P. Chevalier ; 22 h. 30 : Ah les p'tites annonces ; 24 h. : Black movement.
La Tanière, 20 h. 45 : Q. Martel et D. Bigourdan ; 22 h. 30 : le Souffleur de vers.
Théâtre Campagne-Première, I, 21 h. 45 : Par-delà les marronniers. — II, 21 h. 45 : la Matriarche ; 23 h. : Mary, Mary, Maryline.
Au Tout-à-la-Joie, 21 h. : Je vote pour moi ; 22 h. : N'oublie pas que tu m'aimes.
Vieille Grille, I, 20 h. 30 : Tiempo argentino ; 22 h. : Sim ; 23 h. : Tiens, je suis ficelé sur les rails. — II, 20 h. 30 : Castelhemis ; 21 h. 45 : Plurielle ; 23 h. : Sugar Blue.

Les comédies musicales

Châtelet, 20 h. 30 : Volga.
Mogador, 20 h. 30 : Valses de Vienne.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Ce soir on actualise.
Deux-Anes, 21 h. : Aux ânes citoyens.
Dix-Heures, 22 h. : Mars ou crève.

La danse

Théâtre 13, 21 h. : Indépendanse.

Les théâtres de banlieue

Cergy-Pontoise, Théâtre des Louvrais, 21 h. : Paolo Bortoluzzi, Carla Fracci (ballets modernes).
Malakoff, Théâtre 71, 21 h. : Simplex ou la Peau de fou.
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe, 20 h. 30 : Kathakali.
Sartrouville, Théâtre, 21 h. : Martin Eden.
Le Vésinet, Centre des arts et des loisirs, 21 h. : Ballet national du Sénégal.
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano, 21 h. : Oncle Vania.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. : G. Kuhn et le Nouveau Trio de Paris.
Salle Cortot, 20 h. 30 : M. Tagliafero (cours d'interprétation).
Eglise Notre-Dame des Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : F. Rieunier (Bach, Mozart, Liszt, Shinoara, Louvier).
Eglise Saint-Séverin, 21 h. : Ensemble Jeanne Loriot.
Eglise Notre-Dame-du-Liban, 20 h. 30 : Ensemble et Chorale de Sèvres, dir. Fleurant ; Orchestre de chambre parisien, dir. M. Barda (Bach).
Ranelagh, 20 h. 30 : C. Courtois et C. Collard (Bach, Brahms, Schumann, Prokofiev).
Théâtre de la Cité internationale, 21 h. : G. Poulet, violon, et N. Kaous, piano (Mozart).

Jazz, pop', rock et folk

La Péniche, 22 h. : Groupe Lo.
Théâtre Mouffetard, 22 h. : Cross over Music avec Amazonie.
Petit Journal, 21 h. 30 : Irakli.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, relâche.

Les exclusivités

ADIOS CALIFORNIA (It., v.f.) (*) : Omnia, 2e (233-39-36) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
L'AMANT DE POCHE (Fr.) (*) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
L'AMI AMERICAIN (All., v.o.) (**) : Studio Cujas, 5e (033-89-22).
L'AMOUR VIOLÉ (Fr.) (*) : Quintette, 5e (033-35-40) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M.-St-Jacques, 14e (589-68-42).
ANGELA DAVIS L'ENCHAINEMENT (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).
ANNE ET ANDY (A., v.f.) : Balzac, 8e (359-52-70) en mat. ; Cambronne, 15e (734-42-96) en mat.
L'ARGENT DE LA VIEILLE (It., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
AU-DELA D'UN PASSÉ (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
BANDE DE FLICS (A., v.f.) (**) : Richelieu, 2e (233-56-70).
BARBEROUSSE (Jap., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
BARTLEBY (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
BETSY (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Mercury, 8e (225-75-90). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE BOIS DE BOULEAUX (Pol., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
BRANCALEONE (It., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
CINQ LEÇONS DE THEATRE D'ANTOINE VITEZ (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
LA COCCINELLE A MONTE-CARLO (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) en soirée. — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e, en mat. ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Tourelle, 20e (636-51-98) ; Diderot, 12e (343-19-29).
COMMENT SE FAIRE REFORMER (Fr.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LE CRABE-TAMBOUR (Fr.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LES DERACINES (Alg., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
DIABOLO MENTHE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Studio Rivoli, 4e (272-95-27) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
DROLE DE SEDUCTEUR (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
ELLES DEUX (Hong., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
EMMANUELLE II (Fr.) (**) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
ET VIVE LA LIBERTE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70).
FAUX MOUVEMENT (All., v.o.) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25).
FORCE DE FRAPPE (Dan., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
GENERATION PROTEUS (A., v.o.) (*) : Biarritz, 8e (723-69-23).
GILIAP (Suéd., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42). H. Sp.
GUERRES CIVILES EN FRANCE (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).

SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 29 mars au 5 avril)

Cirque à l'ancienne au Nouveau Carré, square Emile-Chautemps (277-88-40), mer., sam., dim., 15 h. 30.
Cirque de Paris, jardins du Ranelagh (224-00-12), mer., sam., dim., 15 h. : la Famille Pepinoa.
Marionnettes du Luxembourg (326-46-47), mer., 14 h. 30, 15 h. 30 et 16 h. 30 ; sam., dim. et lundi, 15 h. 30 et 16 h. 30 : les Trois Petits Cochons.
Café d'Edgar (326-13-68), mer., 14 h. et 16 h. ; sam., 15 h. : Marottes Saforel.
Cartoucherie, Théâtre du Soleil (374-88-50), lundi, mardi, ven., sam., 20 h. 30 ; sam., dim., 15 h. 30 : David Copperfield.
Les Blancs-Manteaux, mer., sam., 15 h. : Sur la mer Pistache.
Palais des glaces (607-49-93), mer., 15 h. : Brin de ballade.
Les Quatre-Cents-Coups, tous les jours, sf dim., 15 h. : Histoire du petit lapin Robespierre.
Théâtre Adyar (526-12-30), mer. 29, 14 h. 30 : Nabubu et la lune ; jeudi 30, 14 h. 30 : Deux mains pour demain.
Théâtre d'animation, Vincennes (782-19-60), mer., sam., dim., 15 h. : le Roman de Renart.
Théâtre des Bouffes-Parisiens (073-04-23), tous les jours 14 h. 30, sf sam. et dim. : les Fourberies de Scapin.
Théâtre Ménilmontant (805-06-00), mardi, jeudi, vendredi, 14 h. : Dom Juan.
Théâtre Montparnasse (535-57-64), ts les j., sf sam. et dim., 14 h. 10 : l'Avare.
Théâtre Mouffetard (336-02-87), mer. et sam., 14 h. 30 : Trummi Kaputt ou le robot cassé.
Cité universitaire, dim., 15 h. 30 : Trummi Kaputt.
Théâtre la Tanière (337-74-39), dim., 15 h. ; mer. 14 h. 30 et 16 h. : Dis maman, les petits oiseaux ont-ils des jambes ?
Théâtre Campagne-Première (322-75-93), mer. et sam., 15 h. : Un roi de papier.
Centre Georges-Pompidou, tous les mer., de 14 h. à 16 h. : Cinéma surprise.
Musée des arts décoratifs, le 2, 14 h. 30 ou 16 h. 30 : les Grands Cavaliers (cinéma).

Cinéma. — Le label Chouette a été attribué par l'Association pour le cinéma et la jeunesse : (enfants) la Guerre des étoiles, L'espion qui m'aimait, Barry Lindon, Pitié pour le prof, les Duellistes, Rencontres du troisième type, la Planète sauvage, Anne et Andy, Bernard et Bianca, l'Incompris, Un autre homme, une autre chance, Merlin l'Enchanteur ; (adolescents) Le fond de l'air est rouge, Bobby Deerfield, le Crabe-Tambour, New-York, New-York, Mon « beau » légionnaire, Diabolo menthe, Barberousse, Angela Davis, le Miroir, Alice dans les villes, Préparez vos mouchoirs, l'Amour violé, Julia, Elles deux, Iphigénie, le Bois de bouleaux, l'Exercice du pouvoir, Panique, Mais qu'est-ce qu'elles veulent ?, Qui a tué le chat ?, Tournant de la vie, Alexandre Nevski, le Bal des vampires, l'Honneur perdu de Katharina Blum, Harold et Maude, Phantom of the Paradise.

Lundi 3 avril 1978, à 21 heures
NOUVEAU CARRE
SYLVIA MONFORT
5, rue Papin - Paris (3e)
Métro Réaumur-Sébastopol
QUATUOR
GABRIEL FUMET
Intégrale des Quatuors de MOZART avec flûte

VENDREDI
PARAMOUNT ÉLYSÉES VO PARAMOUNT ODÉON VO MARIVAUX VF
PARAMOUNT MONTPARNASSE VF PARAMOUNT GALAXIE VF
et dans les meilleures salles de périphérie



A 20 h 30 sauf dim. LES MIRABELLES dans « les Contes de la Dame blanche » GAITÉ-MONTPARNASSE 26, rue de la Gaîté - 322-16-18 - Mº Gaîté



SPECTACLES

LA GUERRE DE L'ESPACE (Jap., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LA GUERRE DES ETOILES (A., v.o.) ; Marbeuf, 8e (225-47-19). — V.f. : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Grand-Pavois, 15e (531-44-58).
HARO (Fr.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
L'HOMME - ARAIGNEE (A., v.f.) : Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount - Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount - Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount - Maillot, 17e (758-24-24) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).

Les films nouveaux

SYBIL, film américain de Daniel Petrie. V.O. : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34)
VIOLANTA, film suisse de Daniel Schmid. V. it. : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
EQUUS, film américain de Sydney Lumet (*) V.O. : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; V.F. : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
TRAS OS MONTES, film portugais de A. Reis. V.O. : Action République, 11e (805-51-33).
MORITURA, film français de Hervé Pernot. Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42), à 18 h (sf. S. et D.).
LA ZIZANIE, film français de Claude Zidi (sous réserves) Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; George-V, 8e (225-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Germain Studio, 5e (033-42-72) ; Bosquet, 7e (551-44-11) ; Cinévog, 9e (874-77-44) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse - Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74).
LA LONGUE NUIT DE L'EXORCISME, film italien de L. Fulci (**). V.F. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
HOLOCAUST 2000, film italien de A. Martino (**). V.O. : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) V.F. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic - Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (288-99-75) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
SAUVEZ LE NEPTUNE, film américain de D Greene. V.O : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; V.F. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (288-99-75)

HOTEL DE LA PLAGE (Fr.) : Omnia, 2e (233-39-36), Paris, 8e (359-53-99), Athéna, 12e (343-07-48), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
IL ETAIT UNE FOIS... LA LEGION (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Marignan, 8e (359-92-82), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
L'INCOMPRIS (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Monte-Carlo, 8e (225-09-83). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Nations, 12e (343-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
IPHIGENIE (Grec, v.o.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Marignan, 8e (359-92-82), Quintette, 5e (033-35-40).
JESUS DE NAZARETH (It., v.f.) (1re partie) : Bilboquet, 6e (222-87-23), Madeleine, 8e (073-56-03).
JESUS DE NAZARETH (It., v.o.-v.f.) (2e partie) : Arlequin, 6e (548-62-25). — V.f. : France-Elysées, 8e (723-71-11), Madeleine, 8e (073-56-03).
JULIA (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (633-87-59), Colisée, 8e (359-29-46). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Cambronne, 15e (734-42-96) en soirée.
LES LIENS DE SANG (Fr., vers. ang.) (*) : Biarritz, 8e (723-69-23).
MAIS QU'EST-CE QU'ELLES VEULENT ? (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12), Marbeuf, 8e (225-47-19).
LA MAITRESSE LEGITIME (It., v.o.) (**) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90), J.-Renoir, 9e (874-40-75), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LE MIROIR (Sov., v.o.) : La Pagode, 7e (705-12-15), Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LA MORT D'UN POURRI (Fr.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29), Murat, 16e (288-99-75).
NE PLEURE PAS (Fr.) : Luxembourg, 6e (633-97-77) H. sp. ; Colisée, 8e (359-29-46).
NORMAN LA FOLIE (A., v.o.) : Dragon, 6e (548-54-74), Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
L'ŒUF DU SERPENT (A., v.o.) (**) : Palais des Arts, 3e (272-62-98), Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
PANIQUE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Bergère, 9e (770-77-58) ; Français, 9e (770-33-88) ; Lord Byron, 8e (225-04-22) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98).
LES PETITS CALINS (Fr.) : Balzac, 8e (359-52-70).
PITIE POUR LE PROF (A.-Can., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
POUR QUI LES PRISONS ? (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99), h. sp.
POURQUOI PAS ? (Fr.), (*) : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
PREPAREZ VOS MOUCHOIRS (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Ternes, 17e (380-10-41) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
QUI A TUE LE CHAT (It., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic - Convention, 15e (828-20-64).
RAISON D'ETRE (Can.) : Le Seine, 5e (325-95-99). H. sp.
RAONI (Fr.-Belg.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62).
RENCONTRES DU TROISIEME TYPE (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-87-59) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont - Rive Gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74).
RUE DE L'ENFER (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), H. sp.
ROMANCES ET CONFIDENCES (It., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Paramount - Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).
LE SAHARA N'EST PAS A VENDRE (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
SECRETE ENFANCE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), H. sp.
TENDRE POULET (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Normandie, 8e (359-41-18).
LA TERRE DE NOS ANCETRES (Finl., *), v.o. : Studio Logos, 5e (033-26-42) ; Olympic, 14e (542-67-42).
LE TOURNANT DE LA VIE (A.), v.o. : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; v.f. : Lumière, 9e (770-84-64) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
UNE JOURNEE PARTICULIERE (It., *), v.o. : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
VA VOIR MAMAN, PAPA TRAVAILLE (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54) ; Vendôme, 2e (073-97-52) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74)
LA VIE DEVANT SOI (Fr.) : Paramount - Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34).
LA VOIX DE SON MAITRE (Fr.) : La Pagode, 7e (705-12-15) H. sp.
VOYAGE A TOKYO (Jap.) v.o. : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic, 14e (542-67-42).
VOYAGE AU JARDIN DES MORTS (Fr.) : Action République, 11e (805-51-33).

Les festivals

FELLINI-PASOLINI (v.o.) : Acacias 17e (754-97-83), 13 h. : Fellini-Roma ; 15 h. : les Clowns ; 16 h. 30 : Amarcord ; 18 h. 30 : Huit et demi ; 21 h. : Satyricon ; 23 h. 30 : les Mille et Une Nuits.
BERGMAN (v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60) : la Nuit des forains.
HITCHCOCK (v.o.), La Clef, 5e (337-90-90) : Psychose.
MARLENE DIETRICH (v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78) : Blonde Vénus.
COMENCINI (v.o.), La Pagode, 7e (705-12-15) : A cheval sur le tigre.
VISCONTI (v.o.), Le Ranelagh, 16e (288-64-44), en alternance : Rocco et ses frères ; le Guépard ; le Crépuscule des Dieux.
M. DURAS : Le Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 20 : India song ; 14 h. 30 : Baxter, Vera Baxter.
JODOROWSKY (v.o.), Le Seine, 5e 19 h. 45 : El Topo ; 22 h. : la Montagne sacrée
CINEMA TERRE A TERRE (v.o.), Action-République, 11e (805-51-33) : Terre d'Espagne.
B. WILDER (v.o.), Studio Galande, 5e (033-72-71) : Avanti.
LITTERATURE CONTEMPORAINE ET CINEMA (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Tendre est la nuit.
CH. CHAPLIN (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81) : Charlot émigrant. — Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : les Lumières de la ville.
MARX BROTHERS (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : la Soupe au canard.
ROCK-CONFRONTATIONS (v.o.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
STUDIO 28 (v.o.), 18e (606-36-07) : New-York, New-York.
VINGT ANS DE CINEMA AMERICAIN (v.o.), Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Duellistes.
BOITE A FILMS (v.o.), 17e (754-51-50). — 13 h. (+ V. et D., S., à 0 h. 15) : Délivrance ; 15 h. : le Lauréat ; 17 h. : les Damnés ; 19 h. 45 : Qui a peur de Virginia Woolf ? ; 22 h. : Chiens de paille. — II : 13 h. (+ V., S., D., à 0 h. 15) : Easy Rider ; 14 h. 30 : The Last Picture Show ; 16 h. 30 : L'Homme qui aimait les femmes ; 18 h 30 : Un après-midi de chien ; 20 h. 30 : Mort à Venise ; 22 h. 30 : Phantom of the Paradise.

MERCREDI

PUBLICIS MATIGNON
PARAMOUNT MAILLOT
PARAMOUNT OPÉRA
MAX - LINDER - PARAMOUNT MONTMARTRE - BOUL' MICH
PARAMOUNT MONTPARNASSE
PARAMOUNT ORLÉANS
PARAMOUNT GALAXIE
PARAMOUNT BASTILLE
CONVENTION SAINT-CHARLES
VILLAGE Neuilly - PARAMOUNT ÉLYSÉES 2 La Celle-Saint-Cloud
PARAMOUNT La Varenne
PARAMOUNT Orly - ARCEL Corbeil
CARREFOUR Pantin
ALPHA Argenteuil
FLANADES Sarcelles



GAUMONT COLISÉE - A.B.C. - CLICHY PATHÉ - MONTPARNASSE PATHÉ - GAUMONT CONVENTION
FAUVETTE - BALZAC - GAUMONT GAMBETTA - U.G.C. ODÉON - VENDOME
MARLY Enghien - LE TRICYCLE Asnières - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais - GAUMONT Evry - PATHÉ Champigny - VÉLIZY - AVIATIC Le Bourget - CYRANO Versailles - ARIEL Rueil - MÉLIÈS Montreuil



Une femme doit-elle sacrifier sa vie professionnelle et sentimentale à son enfant?

GAUMONT YVES GASSER et YVES PEYROT PRESENTENT

MARLÈNE JOBERT — PHILIPPE LÉOTARD

Va voir maman
papa travaille

un film de
FRANÇOIS LETERRIER

"Quelle vérité dans la vie de ce couple, quelle observation minutieuse des sentiments."
(Journal du Dimanche)
P. Billard

RADIO-TÉLÉVISION

AVANT-PREMIÈRE

FR 3 et le soutien au cinéma français

ERIC ROHMER tourne Perceval le Gallois, *d'après le texte en vers de Chrétien de Troyes, qu'il a adapté lui-même en vers également — du français médiéval.*

Le 29 mars, le magazine Ciné-Regards *présente, sur FR 3, un reportage consacré aux « coulisses d'un film exceptionnel à la fois par son sujet et les conditions de tournage ». Ce reportage,* En répétant Perceval, *a été réalisé par Jean Douchet. Pour montrer comment Rohmer travaille avec ses techniciens, ses acteurs. Pour éveiller la curiosité. Emission importante : Eric Rohmer, d'habitude, n'aime pas se montrer (il refusa de venir au Festival de Cannes, où son film,* la Marquise d'O, *était en compétition) ; il se prête rarement aux entretiens.*

Mais Perceval le Gallois *est aussi une expérience de soutien au cinéma français par la télévision. M. Jacques Flaud, ancien directeur du Centre national de la cinématographie, directeur délégué aux rapports avec le cinéma, à FR 3, en a été le promoteur.*

« FR 3, *dit-il,* s'est engagée, depuis sa création, dans des activités de coproducteur de films. Mais ses crédits ne sont pas considérables : 13 millions de francs pour 1977, en additionnant la part production et la part diffusion ; 15 millions, sans doute, pour 1978. Pour aider le cinéma français, il faut investir davantage. Si l'on nous propose des films d'une certaine envergure, avec des ambitions artistiques, un devis important, la coproduction traditionnelle est insuffisante. Pour sortir de cette difficulté, nous avons demandé une association aux télévisions européennes. C'est une association de simple financement. Ces télévisions apportent des capitaux pour permettre, en France, la réalisation d'un *film français* pour le cinéma, et nous leur laissons libres les droits cinématographiques et les droits télévisuels, afin qu'elles puissent se rembourser de leur apport. Pour *Perceval le Gallois*, où FR 3 était coproducteur avec *Les films du Losange*, nous avons conclu un accord avec les télévisions allemande, italienne, suisse. La télévision canadienne doit y participer également. L'accord est réciproque. Nous apporterons notre part de financement à un projet que l'une ou l'autre pourra proposer. La Belgique, l'Espagne, semblent intéressées par cette « stratégie commune ». L'Angleterre hésite.

» L'idée est nouvelle, dans la mesure où les sociétés de télévision européennes ne se sont engagées jusqu'ici que dans des coproductions de films pour le petit écran, de séries ou d'émissions dramatiques. La crise du cinéma étant générale en Europe, cette formule de cofinancement peut aider les producteurs de films à promouvoir des œuvres d'une certaine qualité, d'une certaine ambition, pour le public des salles. Contrairement à ce qui se passe dans les coproductions pour la télévision, nous ne sommes pas tenus d'employer un certain nombre d'acteurs et de techniciens étrangers.

» *Perceval le Gallois* est donc la première manifestation de nouveaux rapports télévision-cinéma. Depuis que cette entreprise est en cours, les producteurs français nous proposent des projets de films ambitieux. »

Propos recueillis par
JACQUES SICLIER.

★ Mercredi 29 mars, FR3, 22 h. 30.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 29 MARS

— *M. Léon Gingembre*, président de la confédération générale des P.M.E., intervient sur R.M.C., à 8 h. 30.

— *M. Eugène Schaeffer*, président du Centre national des jeunes agriculteurs, participe à l'émission « R.M.C.-Choc », sur R.M.C., à 13 h. 20.

MARDI 28 MARS

CHAINE I : TF 1

18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : Le renard à l'anneau d'or (rediff.) ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes ; 19 h. 40, Eh bien... raconte ! ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Histoire des trains : Les trains d'Afrique, de D. Costelle, réal. J. Cathala.

Abidjan - Ouagadougou, sur une plate-forme ou accroupi au milieu des ballots de marchandises !

21 h. 20, Variétés : Gloria Gaynor ; 21 h. 45, Le livre du mois, de J. Ferniot et Ch. Collange.

Avec Mmes M. Grégoire (pour la Planche de salut*) ; B. Desforges (pour* Quand Napoléon faisait trembler l'Europe*) ; M. Perrein (pour* Songes et mensonges du nucléaire*) ; MM. J. Besançon (pour* Aimer de Gaulle*) ; G. Conchon (pour* Enquête sur un juge assassiné*) ; R. Barjavel (pour* l'Esprit, cet inconnu*) ; J.-F. Held (pour* Contre la politique professionnelle*) ; O. Todd (pour* le Fait féminin*).*

23 h. 5, Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 25, Dessins animés ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Les six jours d'Antenne 2 ; 20 h., Journal.



20 h. 35, Les dossiers de l'écran, téléfilm : 1788, écrit par J.-D. de La Rochefoucauld et M. Failevic, réal. M. Failevic, avec R. Camoin, F. Maubert, O. Picq, B. Bonnadieu.

La vie d'une communauté rurale au moment des cahiers de doléances.

Vers 22 h., Débat : Le monde paysan avant la Révolution.

Avec MM. P. Goubert, professeur à la Sorbonne ; Y.-M. Berce, maître de conférences à l'université de Limoges (auteur de Croquants et nu-pieds*) ; Cl. Mazauric, professeur à l'université de Rouen ; J. Tulard, professeur d'histoire à Paris-IV ; Mme Fl. Gauthier, professeur à Paris-VII.*

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : L'Institut islamique ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM : LE TERRITOIRE DES AUTRES, de F. Bel, G. Vienne, M. Fano et G. Lecompte (1970).

La vie des animaux sauvages d'Europe dans les régions où ils se sont retirés après avoir été chassés de leurs territoires naturels.

Un documentaire d'une conception originale, techniquement excellent.

21 h. 55, Journal ; 22 h. 15, Magazine : Réussite : Les fixations Salomon.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « la Reine du Sabbat », de G. Leroux ; 19 h. 25, Sciences ;

20 h., Dialogues : L'homme libre et la mer, avec Alain Bombard et Yves Laprairie ; 21 h. 15, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Nuits magnétiques ; à 22 h. 35, L'âme démultipliée : portrait de Mme Seferis Tsatsos, par D. Germain Thomas ; 23 h. 35, Musique et lectures.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Musiques magazine ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 45, Les compositeurs n'avaient pas vingt ans : Saint-Saëns, Britten ;

20 h. 30, Cycle d'orgue 1977-1978. En direct de l'église des Blancs - Manteaux, avec F. Rieuner, J.-B. Courtois, C. Huvé : « Fantaisie en fa mineur, K 594 » (Mozart) ; « Elévation » (M. Shinohara) ; « Fantaisie en fa mineur, K 608 » (Mozart) ; « Mané, Thecel, Pharès » (A. Louvier) ; « Prélude et triple fugue en mi bémol majeur BWV 552 » (J.S. Bach) ; 23 h. 15, France-Musique la nuit... Nouveaux talents, premiers sillons : Brahms, Rossini ; 0 h. 5, Itinéraire de Paris à Jérusalem : Schubert, Schumann, Berg ; 1 h., Nuits sans voix : S. Reich, M. Redolfi.

MERCREDI 29 MARS

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h., Journal ; 13 h. 35, Les visiteurs du mercredi ; 17 h. 55, Sur deux roues ; 18 h. 10, A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les petits ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Feuilleton : Le renard à l'anneau d'or (rediff.) ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes : cent mots pour mieux comprendre la justice ; 19 h. 45, Journal ; 20 h. 10, Football : demi-finale de la Coupe de l'UEFA : Bastia contre les Grasshoppers de Zurich (match aller) ; 21 h., Eh bien... raconte ! ; 21 h. 15, Football (seconde mi-temps).

22 h., Document de création : Paris pour mémoire, de P. Breugnot. (Les boulangeries à décors, de D. Chegaray.)

Derrière les faïences, un petit monde en voie de disparition.

22 h. 55, Journal.

CHAINE II : A 2

13 h. 35, *Magazine régional* ; 13 h. 50, Feuilleton : L'éloignement ; 14 h. 3, Aujourd'hui madame : le célibat en milieu rural ; 15 h. 5, Série : L'homme qui valait 3 milliards ; 16 h., Un sur cinq ; 17 h. 55, Accords parfaits ; 18 h. 25, Dessins animés ; 18 h. 40, C'est la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Jeu : Les six jours d'Antenne 2 ; 20 h., Journal.

20 h. 30, Magazine d'actualité : Question de temps (Spécial marée noire, présenté par Louis Bériot).

21 h. 40, Document de création : Hans Hartung, de Cl.-J. Philippe (redif.).

22 h. 35, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Union nationale des associations des parents d'élèves de l'enseignement libre ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (un film, un auteur) AVEC LA PEAU DES AUTRES, de J. Deray (1966), avec L. Ventura, J. Bouise, M. Tolo, J. Servais, W. Preis, A. Hoven (rediffusion).

Un agent de renseignements français mène, à Vienne, une enquête dangereuse pour sauver la réputation d'un chef de réseau — son vieil ami — soupçonné de double jeu.

Scénario de série noire classique. Mais l'action est bien conduite et le réalisateur a su créer une atmosphère inquiétante.

22 h., Journal.

22 h. 15, Ciné-regards : en répétant « Perceval ».

FRANCE-CULTURE

13 h. 30, Prix Debussy 1977 ; 14 h. 5, Un livre, des voix : « le Rouge et le Blanc », de Pierre Andreu ; 14 h. 45, L'école des parents et des éducateurs ; 15 h. 2, Mercredi jeunesse en Suisse... Les grandes écoles et drôle d'histoire ; 16 h. 25, Ne quittez pas l'écoute ; 17 h. 15, Les Français s'interrogent ; 17 h. 30, La musique de films ; 18 h. 30, Feuilleton : « la Reine du Sabbat », de G. Leroux ; 19 h. 25, La science en marche ;

20 h., La musique et les hommes : Sibélius, par M. Vignal ; 22 h. 30, Nuits magnétiques ; à 22 h. 35, Magazine littéraire : Bruits de pages, par A. Veinstein ; à 23 h. 35, Musiques et lectures.

FRANCE-MUSIQUE

13 h. 15, Stéréo service ; 14 h., Variétés de la musique légère : Bolling, Defaye ; 14 h. 30, Triptyque... Prélude : Rameau, Haydn, Mozart ; 15 h. 32, Le concert du mercredi par l'Orchestre régional de Nice-Côte d'Azur, dir. K. Redel, avec J.-M. Darré : Ravel, Saint-Saëns, Mendelssohn ; 18 h. 2, Musiques magazine ; 19 h., Jazz time ; 19 h. 45, Les compositeurs n'avaient pas vingt ans : Haydn, Mendelssohn ;

20 h. 30, Cordes pincées : « Miserere » (Anonyme anglais du dix-septième siècle) ; « Sonate en sol mineur » (G. Pitoni), « Divertimento » (Kropffgans), « Sicilienne » (Respighi-Granjany), « Sonnet » (Pescetti), « la Source » (Hasselmans), « Romance russe » (Troyanovski), « Ecossaise » (Tchaïkovski), « Romance populaire » (Rojkov), « Oural » (Troyanovski), « Vol du bourdon » (Rimsky-Korsakov) ; « Concerto pour balalaïka) (Boudachkin), avec G. Swintounoff, M. Birger ; 22 h. 30, France-Musique la nuit... Nuits sans voix ; 23 h., La dernière image ; 0 h. 5, Itinéraire de Paris à Jérusalem : J.-S. Bach, L. Nono ; 1 h., Nuits sans voix : R. Gagneux, G. Montero

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

Booz. Allen & Hamilton
INTERNATIONAL

MANAGEMENT CONSULTANTS

Nous sommes une des plus importantes sociétés internationales de Conseils en Direction. En raison de l'expansion de nos activités internationales, nous recherchons pour développer nos équipes implantées en Amérique du Sud, en Afrique du Nord et au Moyen Orient, des

CONSULTANTS

GENERALISTES

- Capables de concevoir et mettre en place les systèmes de planification, de contrôle et d'analyse d'investissements.

FORMATION

- Capables de concevoir, mettre en oeuvre et valider d'importants programmes de développement au management pour dirigeants et cadres supérieurs.

Les candidats retenus devront :

- avoir acquis une expérience d'au moins 8 ans
- être diplômés d'une grande école
- avoir acquis une expérience de conseil, soit dans un cabinet, soit à l'intérieur d'une entreprise de l'industrie lourde (pétrole, pétrochimie, sidérurgie, etc.).

Les rémunérations seront fonction des expériences acquises et seront accompagnées de nombreux avantages.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser un curriculum vitae détaillé et, si possible, photo à :

Anne-Marie CHOMTON
Directeur des Ressources Humaines
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL
58, Avenue Kléber 75016 PARIS.

NEW YORK — DUSSELDORF — LONDON — PARIS

Important Groupe de l'Industrie Laitière

recherche pour une de ses filiales

UN CHEF DE MARCHÉ
MOYEN-ORIENT

28 ans minimum. Formation Ecole Superieure de Commerce avec si possible option EXPORT. Anglais indispensable. Arabe apprécié.
2 à 4 ans d'experience minimum exiges, de préference dans la vente de produits alimentaires et l'animation d'un secteur étranger.

Cette fonction est basée en HAUTE-SAVOIE.
Nombreux déplacements à l'étranger.

Adresser C.V., photo et remuneration souhaitée sous No 55.428 - CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opera 75040 Paris Cedex 01 qui transm.

SG2

Sucht für den Einsatz in FRANKFURT/MAIN

ANALYTIKER PROGRAMMIERER

mit folgenden Mindest qualifikationen :
– zwei bis drei Jahre
Siemens 7000 SERIE, REAL TIME
Erfahrüng
– Cobol
– UDS (Datenbank)
– Gute deutsche Sprachkenntnisse

Bitte senden Sie Ihren Lebenslauf an :
Herrn P.S. Perugia FRIEDRICHSTR. 10
D 6000 FRANKFURT/MAIN DEUTSCHLAND

COMPLEXE MINIER

au NIGER, recherche pour lui confier la responsabilité de ses unités d'acide sulfurique, un

INGÉN. INDUSTRIE CHIMIQUE

diplômé ENSI, A.M.... et possédant 3 ans au moins d'expérience professionnelle.

Son embauche sera suivie d'une formation assurée par la Société, avant sa prise de fonction.

Vie en famille - Logement gratuit - Ecole - Loisirs - Nombreux avantages sociaux - 2 mois de congés par an.

Ecrire avec C.V explicite sous réf. CONTACT à

CETAGEP
• 30, AVENUE AMIRAL LEMONNIER 78160 MARLY LE ROI •

Importante Entreprise T.P.
recherche
POUR LE CAMEROUN
ET LE NIGERIA

2COMPTABLES
niveau D.E.C.S.

- 5 ans d'expérience
- Anglais courant

SALAIRES IMPORTANTS selon expérience

- Avantages,
- Statut d'expatrié

Envoyer CV et photo s/réf. 7766 à P.LICHAU S.A.-BP 220 - 75063 PARIS cédex 02 qui transmettra.

GROUPE FRANÇAIS
recherche
pour exploitation OUTRE-MER

COLLABORATEUR

30 ans minimum
Niveau ESCP/ESSEC

Expérience animation et gestion d'un réseau de vente « biens grande consommation » produits capillaires, cosmétiques, parfumerie, appréciée.

Adresser C.V. et prétentions à nº 55.280
Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transm.

Pour participer à ses études de développement et d'aménagement urbain à l'étranger Importante société française recherche

INGÉNIEUR HYDRAULICIEN

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, ce spécialiste de l'adduction d'eau et de l'assainissement aura acquis une expérience d'environ 5 ans particulièrement en études et projets. Cet ingénieur sera disponible pour effectuer des missions et séjours à l'étranger. A ce titre première connaissance de l'outre-mer sera appréciée. Anglais nécessaire. Merci d'adr. votre candidature (joindre C.V. et mentionner votre niveau de rémunération actuelle) sous enveloppe portant la réf. 15.930 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

An agency based in Beirut, Lebanon requires a supply/transport officer with considerable experience at senior administrative level in supply procurement, warehousing and stock control. Experience in transport administration and/or port operations highly desirable, also experience in drafting supply and/or transport procedures. Salary and allowances range : U.S. $ 23,000 to U.S. $ 29,500 (net of tax) according to qualifications and experience, plus other benefits. For further information write to director of personnel, c/o UNRWA Liaison Office, PS 81, CH-1211 Geneva 10, SWITZERLAND.

Quote reference
EVN/3/78
on all
correspondence.

OFFRES d'EMPLOIS outre-mer, étranger par répertoires hebdomadaires. Ecr. Outre-Mer Mutations, 47, r. Richer, Paris (9e)

SOCIETE INDUSTRIELLE
recherche pour
Chantier AFRIQUE
et MOYEN-ORIENT

TECHNICIEN
EXPERIMENTE
TRAITEMENT DES EAUX.
Connaissance langue anglaise souhaitable.
Contrat durée 6 mois.
Adr. C.V., photo, prét. à :
WANSON, B.P. 22,
94114 ARCUEIL CEDEX.

Bureau d'ingénierie Paris offre opportunité d'intervention en Asie à un

EXPERT ROUTIER

de formation ingénieur spécialisé en CONTROLE TRAVAUX.
Les experts intéressés s'exprimant en anglais sont invités à prendre un premier contact en écrivant ss réf. 7127.
Contesse Publicité,
20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Chargée par un pays d'Afrique Noire Francophone de l'élaboration, de la mise en place et de la gestion d'un SYSTEME DE COMPTABILITE pour des

OPÉRATIONS PUBLIQUES IMMOBILIÈRES

Société d'études française, rech. un spécialiste en organisation comptable. Diplômé de l'Enseignement supérieur, il a acquis une première expérience dans ce domaine particulier et est libre rapidement pour une intervention prévue sur plusieurs années. Merci d'écrire (joindre C.V. en précisant votre rémunération actuelle) ss réf. 8.948, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Société d'ingénierie à vocation internationale recherche pour poste en Afrique Noire francophone un

RESPONSABLE DE FORMATION

Chargé de la conception et de l'animation d'actions de formation à un niveau national, cet expert sera un INGENIEUR TRAVAUX PUBLICS, diplômé, ayant acquis une large expér. technique complétée d'une activité de formation si possible à l'étranger. Les ingénieurs intéressés voudront bien écrire (joindre C.V. et mentionner salaire France) ss la réf. 1.133, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Pour diriger l'étude d'un impt schéma d'aménagement d'irrigation, bureau d'études français recherche CHEF DE PROJETS

HYDRO - AGRICOLE

Diplômé d'une Grande Ecole, cet ingénieur pouvant faire état d'une expérience confirmée doit être libre rapidement pour travailler à l'étranger dans un pays francophone (anglais courant nécessaire). Veuillez écrire (joindre C.V. et indiquer dernière rémunération) sous réf. 1.147, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Importante société Paris rech. pour ses activités à l'étranger

INGÉNIEUR PORTUAIRE

Diplômé d'une Grande Ecole, âgé de 35 ans minimum. Cet ingénieur se verra confier des responsabilités qui nécessitent une large expérience en structure portuaire, une disponibilité pour travailler à l'étranger, une bonne connaissance de l'anglais. Merci d'adresser votre candid. (prière de joindre C.V. et d'indiquer rémunération) ss réf. 19.944, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Importante société française dans le cadre de ses missions d'assistance technique auprès des organismes officiels d'un pays d'Afrique du Nord recherche un

INGÉNIEUR V.R.D.

Ce poste bénéficie d'un contrat d'expatriation, conviendrait à un ingénieur diplômé de 30 ans minimum, ayant une expérience professionnelle confirmée en V.R.D. et n'ayt de préférence pas de charges familiales. Ayez l'amabilité d'adr. une lettre manuscrite ind. votre rémunération actuelle et prét. (joindre C.V.) en spécifiant sur l'enveloppe la réf. 5.918, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Importante société d'ingénierie Française recherche un ECONOMISTE chargé des études de

PLANIFICATION DES TRANSPORTS

à l'échelon national, régional et sectoriel d'un pays d'Afrique Noire francophone. Ce spécialiste diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 30 ans min., a acquis une première expérience des problèmes qui se posent aux organisations et serv. publics en ce domaine si possible à l'étranger. Vous voudrez bien écrire en joignant votre C.V. et en ind. dern. rémunérat. ss réf. 3.129, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

En Australie, Canada, Afrique, Asie, Moyen-Orient, Amérique latine, Europe, DES EMPLOIS vous attendent. Demander le mensuel spécialisé MONDEMPLOIS (M 32), 14, r. Clauzel-9e (Abt 1 an 100 F - 6 mois 60 F)

COSTA-DEL-SOL
à MARBELLA
recherchons
CHEF : Charcutier-Traiteur
Pâtissier-Traiteur
pour affaire 1re importance.
Sérieuses références exigées.
Salaire élevé + primes.
Appt à disposition la 1re année.
Voiture fournie.
Ecr. nº 6688, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces (lundi, mardi, mercredi).

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SAFT LECLANCHÉ Groupe C.G.E.

Au sein de notre département Piles grand public (siège à Poitiers), nous créons le poste de :

responsable promotion-merchandising

Il s'agira pour ce jeune collaborateur de mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour développer la pénétration de nos produits. Pour cela, il proposera, réalisera, mettra en place et contrôlera des actions promotionnelles, des programmes de merchandising et des outils de vente. Homme de terrain, de contact, mais aussi d'analyse, il travaillera en collaboration étroite avec le réseau de ventes et la direction des ventes.

De formation commerciale supérieure, (IUT, Ecole de commerce...) le candidat aura une expérience de 2 à 4 ans dans la promotion des ventes, le merchandising, acquise dans des produits de grande consommation.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature ss réf. B 6422 à Mme Greff, 93, av. Charles de Gaulle -92200 Neuilly.

bernard julhiet psycom

URGENT
POUR LYON

1 analyste
CICS
3 programmeurs
CICS DOS

Disponibles rapidement pour s'intégrer à une équipe jeune et dynamique.

Adresser CV manuscrit et prétentions sous réf. 784, à FAURE, 43 Chemin du Plat 69130 Ecully

---

Constructeur d'appareils thermiques, en pleine expansion, offre situation d'avenir à :

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

pour son service recherche-développement. Expérience souhaitée en thermodynamique et en mécanique.

— 28 ans minimum.
— Lieu de travail : ARROU.

Adr. C.V. manuscrit avec photo et prétentions à la
STE HAMON
Z. I. 28290 ARROU.

Soc. Distr. Produits Chimiques rech. pour poste technico-ccial Paris ou région INGENIEUR DUT ou équival. Mme Meunier, 20, rue de la Fédération, 03100 MONTLUÇON Tél. bureau : 29-47-33

Importante Société
recherche
(contrat à durée déterminée de 2 ans minimum)
référence 170

INGENIEUR GRANDE ECOLE
3A ou 3B

ayant des compétences approfondies en mécanique, hydraulique, avec de larges ouvertures en électronique et mesures, un minimum de 10 ans d'expérience dans des activités de conception technique de mise au point ou de contrôle qualité de matériel de haute technicité :

- fonctions d'ingénierie qualité - méthodes de contrôle,
- recommandations concernant la définition des matériels,
- participation du traitement des non-conformités et aux qualifications,
- validation des procédés de fabrication spéciaux.

Ce poste comporte l'encadrement de 30 personnes dont une dizaine d'ingénieurs.

- Anglais parlé.
- Déplacements en Europe Occidentale.
- Lieu de résidence : Normandie.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions, en précisant référence du poste, à Havas Contact - 156, bd Haussmann, 75008 Paris, sous référence 3860TM.

HAVAS CONTACT



Responsable Publicité
70.000 F +

Crédit Agricole Strasbourg/Colmar

Les Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel du Bas-Rhin et du Haut-Rhin souhaitent confier à un jeune collaborateur la responsabilité de leurs actions de publicité. Sa mission comprend : la gestion des budgets, la définition des programmes et la conception des campagnes, la mise au point et la rédaction des documents et annonces en relation avec les professionnels de la publicité, la coordination de la publicité régionale avec la publicité nationale.

Il partage son temps entre Colmar et Strasbourg. Ce poste nécessite des qualités de gestionnaire, une bonne connaissance de la clientèle et des produits bancaires.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 803142 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

Entreprise électromécanique région de BESANÇON recherche

INGÉNIEUR DE FABRICATION

ayt entre autres responsabilités celles de la programmation et de l'exploitation de machines à commandes numériques.

Format. souhait. : électrotechnique et mécaniq. (Arts et Métiers et Supélec apprée.). Log. assuré.

Ecr. avec C.V. et prét. à Havas Besançon, sous référ. nº 1.171.

Société Etude de Marché en pleine expansion recrute
JEUNE CHARGE D'ETUDES
Formation :
Ecole commerciale I.U.T.
Ecr. avec C.V., photo et prét. à J.M.C.
145, rue des Quatre-Huyes
41100 VENDOME

INGENIEUR CHIMISTE

La Société (200 M de C.A. H.T.), fabrique des produits de synthèse organique. Elle recherche pour son usine de 400 personnes située à 200 km de Paris un ingénieur « Méthodes » de plus de 27 ans.

Le poste convient à un ingénieur chimiste présentant une réelle expérience de fabrication industrielle. La formation « Méthodes » pourra être donnée dans l'entreprise.

Rémunération 83.000 F. +.

Adresser CV détaillé s/réf. 76717M2 à:
Paul Louis QUINIOU
Conseil en Recrutement de Cadres
39 Champs Elysées 75008 Paris.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

L.M.T. LE MATÉRIEL TÉLÉPHONIQUE
Etablissement de Nantes (44) - Tél. : (40) 76-31-95

recherche

Réf. : 8132 - INGÉNIEURS INFORMATICIENS DÉBUTANTS
(maximum 1 an d'expérience) ou éventuellement de formation générale avec notions d'informatique, pour leur confier des responsabilités dans le cadre de projets de création de logiciels téléphoniques.

Réf. : 8133 - INGÉNIEUR INFORMATICIEN CONFIRMÉ
(2 à 3 ans d'expérience) pour lui confier des responsabilités dans le cadre de projets de gestion de contrôle de production usine.

Réf. : 9707 - TECHNICIENS ANALYSTES-PROGRAMMEURS
de niveau DUT informatique ou équivalent.

Réf. : 9409 - PRÉPARATEURS DE FABRICATIONS
FORMATION BTE, MTM ou équivalent indispensable.

Restaurant - Self-service - 13e mois - Horaires flexibles sur 5 jours - Nombreux avantages sociaux - Retraite complémentaire et prévoyance.

Adresser C.V. détaillé avec n° de téléphone à : Service du Personnel *Usine L.M.T. « Le Mall »* 44700 ORVAULT

Importante Société de Distribution en Gros de Matériel Electrique et Electro-Ménager
REGION OUEST
souhaite développer son réseau de vente et recherche plusieurs

TECHNICO-COMMERCIAUX

30 ans minimum - Expérience *électrotechnique indispensable*
Statut V.R.P. - Rémunération motivante
Avantages sociaux
Adresser C.V. détaillé avec photo sous référence 6409 à
LTP 31, Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra



Directeur Magasin

180.000 F +

Une société à succursales multiples recherche le Directeur de l'un de se principaux magasins situé dans une grande ville du Sud Est de la France (C.A. 20 millions de francs, effectif 40 personnes). Les produits commercialisés sont : disques, jeux, livres, carteries, audio-visuel, voyages.

Ce nouveau collaborateur devra assurer la gestion globale de cette unité et mettre en place une politique de développement commercial.

De formation Grande Ecole de Commerce, le candidat retenu sera âgé de 35 à 40 ans. Véritable manager, il connaîtra parfaitement et de façon concrète les problèmes de la grande distribution.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1055 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

IMPORTANTE SOCIETE ELECTRONIQUE
recherche

AGENT TECHNIQUE DE MAINTENANCE
pour le suivi en clientèle
(Région NORD)
de systèmes de contrôle
de processeurs industriels.

De bonnes connaissances sont demandées en :
— LOGIQUE CALCULATEUR et PERIPHERIQUES *D'INFORMATIQUE.*
— CIRCUITS ANALOGIQUES.

Plusieurs années d'expérience dans ces domaines *sont souhaitables.*

Ecr. avec C.V. prétentions, sous le numéro 5.373, à **SIPEP** 3, rue de Choiseul, 75002 PARIS, qui transmettra.

SAVAM SOISSONS
1er Spécialiste français en transports volumineux recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

Il sera chargé :
- des relations extérieures et des contacts avec la clientèle industrielle à haut niveau.
- de l'animation et de la synchronisation des activités «commerciales et d'exploitation» *(30 personnes).*

Ce poste conviendrait à un candidat de formation commerciale supérieure (ESC, ESSEC), qui, à défaut d'avoir acquis une expérience dans le milieu des transports, aurait exercé plusieurs années un rôle de *négociateur dans une Société de Service.*

Tous les dossiers seront traités confidentiellement.

Ecrire avec CV détaillé à :Solange MONTEIL- sous référence 13.177 M - PLEIN EMPLOI 10, rue du Mail- 75002- PARIS:

HAVAS CONTACT

TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS MÉTALLURGIE MÉCANIQUE RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES 1.500 PERSONNES - VILLE UNIVERSITAIRE 180 KM PARIS

CHEF DE PERSONNEL

Il s'agit d'un poste important qui peut convenir à

Diplômé grande école : ingénieur, Sciences Po., E.S.S.E.C., ou école équivalente, 40 ans minimum, ayant très solide expérience de la fonction personnel acquise en usine comme chef de personnel ou directeur usine.

Il devra être capable :
- de développer une gestion dynamique des ressources humaines : recrutement, formation, évolution de carrière ;
- *d'être l'interlocuteur des partenaires sociaux ;*
- de poursuivre une politique d'amélioration des conditions de travail.

Rémunération importante.

Ecrire sous référence DN 418 CM

4, rue Massenet, 75016 Paris discrétion absolue **etap**

IMPORTANTE SOCIETE ELECTRONIQUE
recherche

TECHNICIENS DE CONTROLE
pour plate-forme d'essais de périphériques d'informatique.

AGENTS TECHNIQUES AT2/AT3
logiciens ou analogiciens pour étude et intégration systèmes.

AGENTS DE MAINTENANCE AT3/ATP
pour régions de *Lille et d'Orléans.*

Adr. C.V. et prétentions, sous le numéro 5.372, à **SIPEP** 3, rue de Choiseul, 75002 PARIS, qui transmettra.

HEWLETT **hp** *PACKARD*

GRENOBLE
DIVISION EUROPEENNE DE MATERIEL INFORMATIQUE

NOTRE LABORATOIRE DE RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT EN PLEINE EXPANSION RECRUTE

INGENIEURS ELECTRONICIENS

- Intégrés dans une équipe d'Ingénieurs Electroniciens et *Mécaniciens, ils participeront à la* conception de périphériques d'ordinateurs.
- Entièrement responsables des problèmes qu'ils auront à résoudre, ils assureront le suivi de *leurs projets du prototype à la mise en production.*
- L'essentiel de la fonction se caractérise par la *résolution de problèmes d'électronique digitale,* nécessitant l'utilisation de micro-processeurs. Ils auront à concevoir le HARDWARE, et écrire le FIRMWARE associé.

CES POSTES DEMANDENT :
- Une grande créativité,
- une grande autonomie,
- une expérience professionnelle d'Ingénieur. Electronicien en Bureau d'Etudes durant 2 ans minimum.

Si vous voulez avoir des renseignements complé*mentaires sur ces postes, appelez Michel* BERNARD entre 13 H 30 et 15 H 30 jusqu'au. 3 Avril au (76) 25.81.41.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé au Service du Personnel à HEWLETT PACKARD
5 rue Raymond Chanas - 38320 EYBENS

iperar

---

28 ANS MINI — CRÉATION DE POSTE

TRACTION CEM ŒRLIKON (GROUPE B.B.C.) recherche pour le développement de son département électronique de traction de *LYON.*

UN INGÉNIEUR RESPONSABLE DES TESTS AUTOMATIQUES

MISSION :
mettre à la disposition de la production et du service qualité les moyens de tests des *cartes et des composants électroniques.*

L'INGENIEUR SERA CHARGE :
- de la définition des méthodes de conception des cartes aux services études.
- de l'établissement des programmes sur calculateur de test (A.T.S.).
- de l'encadrement d'une équipe de programmeurs.

FORMATION : Ecole d'Ingénieur en électronique (I.N.P.G. - I.N.S.A., etc.,...)
Anglais lu et parlé.

EXPERIENCE : 2 années de conception ou de tests de cartes électroniques.

QUALITES NECESSAIRES :
— *Sens du dialogue : il devra assurer la liaison* entre le service « Test » et les services : Etudes, Production, Qualité.
— Sens de l'analyse.
— Lieu de travail *LYON.*
— Horaire flexible, cadre agréable.
— Rémunération en fonction du profil du candidat.

Nous nous engageons à la plus grande discrétion.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, prétentions : Service du Personnel
TRACTION CEM ŒRLIKON
AVENUE DU BEL-AIR, 69100 VILLEURBANNE.

IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION
C.A. 229 M.F.
recherche pour lui confier

CONTROLE DE GESTION ET ORGANISATION

INGENIEUR, H.E.C., SUP. de CO...
d'au moins 30 ans

- *entraîné aux techniques modernes de gestion* (budget d'exploitation, d'investissement, de trésorerie, contrôle et analyse des écarts, coûts standards, statistiques),
- familiarisé avec l'organisation industrielle (analyses de postes, mesure des temps, circuits, flux, implantations, études de rentabilité).

En raison de l'intégration de la fonction dans la Société, le titulaire, en prise directe avec le réel, devra utiliser son sens de l'action et des responsabilités autant que ses facultés de synthèse.

La rémunération de ce poste rattaché au Directeur Administratif et Financier sera fonction de l'expérience et de la valeur du candidat.

Adresser les dossiers de candidatures avec photo et prétentions sous référ. N° 737.196 - REGIE-PRESSE, *85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.*

MATRA

recherche pour son service essais en vol

INGENIEURS ELECTRONICIENS

(Grenoble - Toulouse etc...)

— Ils ont en charge au sein d'une équipe l'étude des *équipements* d'adaptation.
— Ils organisent et analysent les essais.
— Les postes nécessitent de nombreux contacts et *déplacements en France et à l'étranger* et une expérience de 4 à 5 ans dans le domaine des essais d'équipements.

Anglais indispensable.

Adresser CV manuscrit, rémunération souhaitée en indiquant la référence SM 296

MATRA Monsieur KORFAN B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

POUR SON UNITE DE RECHERCHE *ET DE DEVELOPPEMENT DES LATEX* située à 10 km de STRASBOURG

POLYSAR FRANCE

recherche

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

Chargé du développement et de l'assistance technique à la clientèle dans le *domaine* des Latex-papier.

Fréquents déplacements de courte durée à l'étranger. La pratique de la *langue* anglaise est souhaitée. Ce poste peut convenir à des débutants, mais une expérience dans les domaines des Latex ou du papier serait un atout supplémentaire.

Lettre de candidature et C.V. à envoyer à la DIRECTION DU PERSONNEL, B.P. 07, 67610 La Wantzenau.

POLYSAR

---

directeur de production
Région Ouest

Un constructeur de biens d'équipements mécaniques élaborés -500 personnes, 150 millions de francs de CA - leader technique, 70 % à l'exportation, recherche pour région Ouest
INGÉNIEUR DIPLÔMÉ GRANDE ÉCOLE.
Agé de plus de 35 ans, son expérience couvre les *domaines de la fabrication (usinage, mécano-soudure,* hydraulique, montage), des méthodes, ordo-lancement, sous-traitance, des services de l'organisation et de la *gestion d'ensemble de la production.*
Elle lui permet d'être le chef hiérarchique et l'animateur d'un ensemble de production, ateliers et services déjà très structurés.
Anglais et pratique de l'informatique souhaités.
Adressez C.V. détaillé et photo sous réf. 5076 à :



SEPRO - LA ROCHE SUR YON
recrute

Ingénieur d'études

Diplômé E.N.S.A.I.S. section E.T.B. de préférence ou A.M., E.N.I., option mécanique.

Connaissances en matériel de chauffage appréciées.
Les candidatures de débutants seront également étudiées.

Adresser C.V. manuscrit détaillé, photo et prétentions à
MICHEL AUBRY C.P.A. 10 Impasse Pierre Loti 85000 La Roche s/Yon

---

SOCIÉTÉ PERONMN
DISTRIBUTION SEMENCES DE GRANDE CULTURE ET PRODUITS DE JARDIN

OFFRE
UN POSTE INTÉRESSANT ET ÉVOLUTIF A

DIRECTEUR COMMERCIAL

Ce poste conviendrait à candidat disposant d'une *solide formation et d'une expérience pratique de* la commercialisation de produits agricoles.

IL DEVRA :
- participer à l'élaboration de la politique commerciale avec le Directeur Général ;
- gérer et développer un C.A. de 35 millions de francs ;
- animer une équipe de 5 personnes (vente et assistance technique).

Lieu de travail : MONTLUÇON.

Ecrire sous référence MQ 413 AM.

4, rue Massenet, 75016 Paris discrétion absolue **etap**

ADJOINT au CHEF des COMPTABILITÉS

La Société des Eaux Minérales d'Évian (C.A. 700 M.F.) recherche, pour son Chef des Comptabilités, un adjoint plus particulièrement chargé de :
- aider les responsables des services comptables lors de la définition et de la mise en place de nouvelles méthodes et procédures comptables et fiscales;
- diffuser et mettre en place les procédures comptables et fiscales préconisées par le Groupe BSN-Gervais Danone;
- assurer la centralisation périodique des éléments comptables de la Société et de ses filiales pour les transmettre au Groupe.

Ce poste intéresse un cadre comptable titulaire du DECS, ayant acquis au moins 3 ans d'expérience de la comptabilité générale en entreprise ou en cabinet.

Poste à pourvoir à Évian.

Adressez votre candidature avec c.v. détaillé, sous réf. J 08M, à Jean Bürckel - BSN-Gervais Danone - 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn. gervais danone

HAVAS CONTACT

TELIC poursuit son plan de recrutement et recherche pour ses Services d'Etudes à Strasbourg

DES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
ayant une bonne formation en électronique logique ou analogique.

Ces postes sont à pourvoir dans des services qui ont la responsabilité du développement de sous-ensembles ou d'ensembles pour des systèmes de commutation téléphonique utilisant les *technologies* de pointe comme les microprocesseurs.

Une expérience de deux ans au minimum et une bonne connaissance de la langue anglaise sont indispensables.

Envoyer C.V. + photo et prétentions à TELIC, 206, route de Colmar, *67023 STRASBOURG CEDEX.*

P.M.E. - LYON

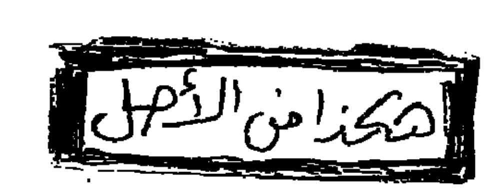
Fabrique et vente produits parfumerie dans le circuit grande distribution alimentaire Implantation Nationale

recherche

RESPONSABLE DES VENTES

Ayant une réelle expérience d'animation d'un réseau de représentants *couvrant* l'ensemble du territoire et étant introduit dans la grande distribution.

Adresser C.V., photo et prétent. à REGIE-PRESSE, ss le n° T 004044 M, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.



هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Burroughs

2e Constructeur Mondial en Informatique recrute

un ASSISTANT

pour sa Direction du Personnel

— Le Candidat, jeune diplômé de l'Enseignement Supérieur Economique ou Juridique, sera particulièrement MOTIVE par les différents aspects de la FONCTION PERSONNEL.
— Débutant, mais ayant si possible effectué des stages dans un Service du Personnel, il occupera ses fonctions au sein d'une équipe jeune.
— Le poste à pourvoir, basé au Siège, le conduira à mener des actions en collaboration avec la Direction Générale et à mettre en application la politique sociale de l'Entreprise.
— Il devra conseiller les Directeurs de nos Etablissements dans les divers domaines de leur gestion de personnel.

Si vous avez le goût des contacts, le sens de la négociation et la volonté de réussir dans cette fonction, envoyer lettre, C.V., photo, s/réf. M.29, à :

Société Anonyme BURROUGHS
Direction du Personnel.
230-242, av. Laurent-Cély, 92230 GENNEVILLIERS.



emplois régionaux

SAVAM
SOISSONS

Premier Spécialiste français en transports volumineux, crée le poste de

responsable des relations industrielles

Il fait partie de l'équipe de Direction et assiste le Directeur Général dans :
- la politique sociale et les communications dans l'entreprise,
- la gestion du Personnel Collaborateur (450 personnes).

Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure possédant 5 ans d'expérience de la fonction Personnel en milieu industriel.

Écrire avec CV détaillé et rémunération actuelle à Solange MONTEIL - réf. 13178 M.



plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris.

SOCIÉTÉ MÉCANIQUE HAUT-RHIN
recrute

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

28 ans minimum
diplômé d'une école spécialisée

Animateur d'un groupe pour projets, études et industrialisations en petites et moyennes séries d'ensembles électriques et électroniques. Ceux-ci sont adaptés à des biens d'équipement industriel répondant aux normes internationales.

Env. candidature sous n° 55.433 CONTESSE Publ. 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transm.

Filiale française secteur industriel d'un Groupe multinational implantée proche province (Sud Paris)
recherche

CHEF DE SERVICE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Formation DUT, DECS ou équivalent.
Expérience professionnelle minimum 3 ans.
Industrie ou Cabinet d'Audit.
Anglais courant.

Poste à pourvoir immédiatement.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo en précisant niveau rémunération actuel.
n° 55.496 CONTESSE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transm.
DISCRETION ABSOLUE ASSUREE.

SOCIETE QUIMPEROISE HAUTE TECHNICITE recherche pour assurer la responsabilité de son équipe de bureau d'études en expansion.

CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES

de formation ingénieur mécanique connaissant les disciplines annexes : électricité, pneumatique, électronique.

Il possède l'expérience de l'animation d'une équipe, un esprit imaginatif, un ascendant lui permettant de se définir comme le leader du groupe qui lui sera confié.

Adresser lettre, C.V., prétentions au :
C.E.P.F.O., B.P. 12, 29213 PLOUGASTEL-DAOULAS.

FIRME FRANÇAISE, spécialisée dans Circuits Intégrés à la demande, recherche :

INGÉNIEUR LOGICIEN AUTOMATICIEN

pour le développement et la mise au point de nouvelles méthodes de conception de LSI/MOS. Expérience souhaitée en conception de systèmes logiques et connaissance des circuits MOS appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions à :
E. F. C. I. S,
85 X
38041 GRENOBLE CEDEX.

offres d'emploi

etap — **etap**

FILIALE FRANCAISE D'UN PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour créer et développer une nouvelle usine où seront étudiés et réalisés des robots industriels et leurs applications

DIRECTEUR D'USINE

E.C.P. - A.M. ou équivalent, ayant environ 10 ans d'expérience de réalisation de machines complexes, spéciales, automatisées, capable de diriger une unité de 40 personnes qui atteindra environ 300 personnes et d'assumer des responsabilités polyvalentes : production, études, technico-commercial et de gestion.

Poste : ville Vallée de la Loire.

Ordre de grandeur de rémunération :

130.000

Ecrire sous référence FP 420 AM.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE PARIS 1.000 PERSONNES CRÉE LE POSTE DE

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Ce poste peut convenir à un candidat, formation supérieure, ayant une très solide expérience de la fonction de personnel acquise en milieu industriel, capable :

- de développer une gestion dynamique des ressources humaines (formation - information - accueil - évolution des carrières...) ;
- d'être l'interlocuteur des partenaires sociaux ;
- d'animer les bureaux de personnel des établissements.

Rémunération : **130.000 +**

Ecrire sous référence EO 419 CM.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
PLUSIEURS FILIALES FRANCE ET ÉTRANGER
recherche pour renforcer ses structures de direction

CADRE SUPÉRIEUR

chargé dans un premier temps d'analyse et de restructuration de société pour évoluer vers une

DIRECTION DE FILIALE

Ce poste peut convenir à un candidat formation supérieure ayant déjà assumé des responsabilités de gestionnaire et de responsable opérationnel au niveau d'une direction de département ou de filiale à dominante commerciale.

POSTE GRANDE VILLE PROVINCE

Ecrire sous référence AK 416 AM.

IMPORTANT ORGANISME INDUSTRIEL
MATÉRIELS ÉLECTRONIQUES DE HAUTE TECHNICITÉ - VILLE SUD-OUEST

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

POUR MISSIONS D'INSTALLATIONS ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Ce poste peut convenir à diplômé ENSI ou équivalent, ayant quelques années expérience professionnelle, si possible dans secteur maintenance et qualités marquées d'autonomie et de disponibilité.

Il sera appelé à voyager fréquemment dans le monde entier.

Connaissance langue anglaise indispensable, espagnole souhaitée.

Ecrire sous référence BL 417 AM.

écrire en précisant la référence
4, rue Massenet 75016 PARIS
discrétion assurée
etap

BUREAU VERITAS
recherche
pour un de ses départements des Services maritimes

UN JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN

même débutant, libéré des obligations militaires, possédant de bonnes notions de charpente metallique appliquée à la construction navale et s'intéressant au domaine des vibrations.
Poste comportant de nombreuses missions en France et à l'étranger.
Bonnes connaissances de l'anglais indispensables.
Ecr. avec C.V. et prétentions au Service du Personnel
31, rue Henri-Rochefort, 75017 Paris, sous référence n° 164.

Impte industrie chimique ch. chef labo. d'application résines, polyesters, 35 a. minimum. Bonne notion d'anglais 742-98-39.



tecsi Techniques et Systèmes Informatiques - Software

Pour contribuer à l'expansion de son secteur distribution de logiciels recherche un :

INGENIEUR COMMERCIAL

Cette fonction devrait convenir à un candidat de formation supérieure ayant l'expérience de gestion de projets informatiques et de méthodologie de conception de projets. Ses responsabilités antérieures et/ou son expérience commerciale devront lui permettre de vendre une gamme de produits de management de l'informatique et plus particulièrement :

PC/70, SDM/70

Ce poste pour lequel TECSI assure une formation spécifique en France et aux Etats-Unis necessite une très bonne connaissance de la langue Anglaise et si possible de l'Allemand.

Il sera répondu à toutes les candidatures accompagnées d'un C.V., photo et prétentions adressées à : Jean PORRACCHIA - réference 1019



Démarrer votre usine

Suivre le chantier de l'installation de votre usine, apprendre le savoir-faire de notre groupe international, participer au recrutement de votre équipe (adjoint, cadres, maîtrise, ouvriers), assurer le démarrage de la production et atteindre le régime de croisière... puis mettre en route la 2ème puis la 3ème et la 4ème tranche.

Voilà ce que nous attendons d'un directeur d'établissement de 300 personnes ayant une bonne réussite, dans une usine à feu continu, dans le choix et l'animation des hommes, dans la gestion.

Une bonne expérience de direction d'importants projets de construction d'usine, accompagnée d'une bonne connaissance de la législation du travail et de la pratique des relations humaines permet également de postuler. La pratique courante de l'anglais et le désir de vivre en province sont aussi nécessaires.

Ecrivez au Cabinet Conseil en recrutement SIRCA sous référence 78191 M (joindre photo et prétentions).



Sirca
64, rue La Boétie 75008 Paris

IMPT CENTRE TECHNIQUE
grande banlieue NORD de Paris
recherche
pour son service
PLAN et PROGRAMMES

INGÉNIEUR

Formation MECANIQUE
30 ans minimum
ayant une bonne culture scientifique, complétée par des études économiques et si possible des connaissances techniques de gestion de la recherche.

Responsable de la fonction « évaluation » du service, il sera chargé de :
— constituer les dossiers d'avant-projets de recherche ;
— d'effectuer ou faire effectuer des enquêtes technico-économiques nécessaires à l'évaluation des dossiers ;
— assurer le secrétariat des réunions relatives à l'évaluation des dossiers.

Lecture de l'anglais nécessaire, allemand souhaité.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous n° 55.885
CONTESSE Publicité
20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Cadre administratif, 30 ans, responsable gestion du personnel E.S.C.-I.A.E., licence de droit ou niveau, 3 à 5 ans d'expérience service du personnel entreprise travaux. T. 742-98-39.

SÉCURITÉ SOCIALE
recherche pour
Service Prévention des Accidents du Travail

UN INGÉNIEUR CONSEIL DIPLOMÉ

Grandes Ecoles, Ecoles nationales ou assimilées, 25 ans minimum, 5 années de références professionnelles fonctions d'Ingénieur industries mécaniques.

Adresser C.V. détaillé à : Mme le Chef du Personnel, 17-19, rue de Flandre, 75935 PARIS CEDEX.
Avant le 7 avril 1978.
DISCRETION ASSUREE.

S.S.C.I. Paris recrute

ANALYSTES PROGRAMMEURS

MIAGE ou 1 à 2 ans expérience pour réalisation systèmes gest. sur mini-ordinateurs.
Ecr. à T. 04.055 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

un jeune responsable comptable et financier

90 000 F/an

Une affaire familiale de distribution de matériel chirurgical (plus de 60.000 références), C.A. 1977 : 20 M.F., siège PARIS 6, cherche un jeune responsable comptable et financier.

A 30 ans minimum, titulaire du DECS complet et du Certificat Supérieur de Gestion des Entreprises et possédant six à sept ans d'expérience, vous vous sentez capable de prendre en charge la comptabilité (5 personnes), la paie, les bilans et CE, la trésorerie, le tableau de bord, le contrôle budgétaire (la comptabilité est informatisée) et les procédures administratives : **vous êtes le conseiller permanent de la DG.** Ecrire à M.C. TESSIER, réf. 3343 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

offres d'emploi

DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE
GROUPE AMÉRICAIN - MANUTENTION

La Société : En forte expansion, basée en France.
- Filiale européenne important groupe américain, leader sur ses marchés ;
- Production et vente matériel de manutention ;
- Réputée pour qualité produits et S.A.V.

Mission du Directeur Commercial

Gestion et développement du réseau
- Direction et appui aux succursales ;
- Choix, supervision des concessionnaires ;
- Animation, développement de la force de vente (65 personnes).

Politique marketing et commerciale
- Choix, conception, lancement produits ou services nouveaux ;
- Définition objectifs, programmes d'actions, budgets, prix ;
- Coordination avec marketing aux U.S.A.

Le Candidat idéal
- Six ans minimum vendeur puis chef des ventes à l'échelon régional ou national dans secteur Manutention Industrielle, chariots élévateurs, des résultats probants.
- Parle couramment l'anglais.

Envoyer C.V. et photo, ou téléphoner pour informations :

SEHSI Recrutement de Dirigeants Européens pour Sociétés à vocation internationale,
3, rue Troyon, 75017 Paris,
Tél. 380-67-11.





COMPAGNIE GENERALE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES
recherche

INGENIEURS PROGRAMMEURS débutants ou confirmés

Acceptant de se déplacer à l'étranger.

Connaissance de l'anglais et de l'espagnol souhaitée pour participation à l'analyse et la programmation de logiciels téléphoniques en temps réel.

Ecrire avec C.V. sous référence No 8, Compagnie GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES, Service du Personnel, 251, rue de Vaugirard 75740 Paris Cedex 15.

Contesse

IMPTE STE PRODUITS CHIMIQUES, PARIS (8e), recherche pour son centre de traitement de l'information de Paris équipé d'un ordinateur 370/148 de 2000 K exploité en OS/VS + CICS —

Un Programmeur d'application confirmé

Expérience de 1 à 2 ans en programmation Cobol.
Connaissance assembleur appréciée
Formation CICS assurée

Un Programmeur d'application débutant

Niveau IUT ou équivalent
Formation complémentaire assurée
40 heures semaine. — Horaire individualisé

Ecrire avec C.V., photo et prétent. ss le n° 55.894 à : CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.



MATRA

recherche pour ses activités nouvelles

SPECIALISTE DE LA MICRO-ELECTRONIQUE HYBRIDE

— Il a en charge la promotion de cette technique auprès des B.E. et son développement en série.
— La mise en place d'un atelier de production série.
— Une expérience de 5 ans dans ce domaine est souhaitable. Réf. A.

INGENIEUR POLYVALENT DE PRODUCTION

— Il anime au coup par coup les méthodes séries des différentes branches d'activités du groupe.
— Une expérience industrielle de 5 à 10 ans est indispensable (mécanique, électronique, plastique).

Réf. B.

Adresser CV, rémunération souhaitée en indiquant la référence sous N° SM 300

MATRA Monsieur KORFAN
B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

BANQUE INTERNATIONALE
QUARTIER OPERA
recherche dans le cadre de son développement informatique

responsable département informatique

MISSION :
- mise en œuvre du plan informatique à 3 ans, de la banque,
- animation d'une équipe d'analystes et de programmeurs (15 personnes).

PROFIL DU CANDIDAT RECHERCHÉ :
- diplômé de l'Enseignement Supérieur,
- expérience de 6 à 8 ans en organisation et informatique acquise, de préférence, dans le secteur bancaire,
- très bonne connaissance de l'Anglais indisp.

Adresser c.v. détaillé et prétentions, sous référence 789, à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur 75002 Paris, qui transm.

CICOMAP
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE COMMISSION SUR LES MATIERES PREMIERES
recherche

JEUNES COMMERCIAUX

- dynamiques et ambitieux
- excellente présentation
- niveau études supérieures.

La rémunération liée à la rentabilité peut-être très importante.

Téléphoner Mme Haemmerli : 359.88.20 pour rendez-vous

SOCIETE
recherche
Pour son département de matériels médicaux

1 CHEF DE SERVICE COMMERCIAL

SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS

Pour :
- Animer des équipes commerciales décentralisées.
- Contrôler le service après-vente et les stocks de produits finis.

— Expérience nécessaire dans une formation analogue.
— Anglais indispensable.
— Connaissances souhaitables du milieu hospitalier.

Adr. curric. vitae, lettre manuscrite et photo à REGIE-PRESSE, n° T. 003.806 M., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2°, qui transmettra.

---

jeunes diplômés de l'enseignement supérieur commercial

— Vous désirez mettre en pratique vos connaissances.
— Votre ambition nous est nécessaire.

Burroughs

2° CONSTRUCTEUR MONDIAL EN INFORMATIQUE

accroît ses effectifs à PARIS et en PROVINCE.

Une carrière commerciale réussie devant passer par une solide expérience du terrain.

Vous devez :
- rencontrer et conseiller les chefs d'entreprise dans leurs problèmes d'organisation et de gestion :
- commercialiser et mettre en place les équipements adaptés à leurs besoins.

— Nous vous assurerons une formation complémentaire à la mesure de votre travail :
— Nous vous proposerons d'importantes perspectives de carrière au sein de notre groupe.

Si nous avons suscité votre intérêt, envoyer lettre, C.V., photo à M. Louis-Marie BOLIN BURROUGHS S.A. 230-242, av. Laurent-Cély, 92231 GENNEVILLIERS.

UNIVERSITÉ DE COMPIÈGNE
recherche
un professeur (ou maître de conf.) ayant une bonne expérience de l'industrie alimentaire pour enseignement et recherche dans le domaine des

OPÉRATIONS UNITAIRES

(transformation des substances naturelles).

Envoyer C.V. avant le 5 avril 1978 ou appeler 15 (4) 420-99-77, poste 519, Service du Personnel, B.P. 233, 60206 COMPIEGNE.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche, pour encadrer son Groupement Informatique, plusieurs :

INGÉNIEURS.

Les postes à pourvoir sont de quatre profils différents :

1 – Analyse, en commun avec les utilisateurs des besoins en automatisation des services et directions, et rédaction des spécifications détaillées des produits informatiques à réaliser.

Pour cette mission, les ingénieurs recherchés doivent présenter une expérience de réalisation d'un projet d'au moins 20 hommes x mois, où ils auront exercé de préférence une fonction d'encadrement. Le niveau d'enseignement général demandé est celui des grandes écoles ou du doctorat d'ingénieur ; une expérience minimum de 5 ans est requise. Les qualités de contact et d'animation de groupe seront appréciées. Au plan technique, l'expérience ou à défaut une bonne connaissance des techniques de base de données sont nécessaires.

Les fonctions confiées relèvent de la méthodologie, de la mise au point de dossiers contractuels, de l'élaboration et de la supervision de grands projets.

2 – Réalisations des logiciels et intégration de systèmes informatiques exploités ensuite à l'échelon national par la Direction Générale des Télécommunications. Maintenance de ces produits – une fois réalisés et réceptionnés – sur tout le territoire.

Ces fonctions concernent des ingénieurs expérimentés, présentant des références sérieuses de conduite d'équipes informatiques. La méthodologie maîtrisée sera particulièrement appréciée, ainsi que les références en matière de projets réalisés. Les connaissances et l'expérience des bases de données et des réseaux d'ordinateurs sera un facteur positif, mais l'essentiel porte sur la capacité d'encadrer et d'animer une équipe de réalisation et maintenance. La maîtrise d'une approche d'un projet en comptabilité de gestion et la connaissance des techniques de tableau de bord est souhaitée. Le niveau d'enseignement général demandé est au moins du niveau licence – mais une expérience de 5 ans minimum et si possible de 10 ans est demandée – Les postes à pourvoir sont situés à Fleury-les-Aubrais (45).

3 – Généralisation au territoire français de produits informatiques réceptionnés et testés sur un site opérationnel pilote. Cette généralisation se fait par formation d'équipes couvrant ensuite un secteur géographique donné, elle comprend l'assistance à ces équipes et la mise au point d'aides diverses permettant une diffusion rapide des applications.

Le profil recherché est celui de formateurs ayant une connaissance approfondie, acquise par expérience, de la mise en place dans un service d'applications informatiques. Les candidatures seront surtout appréciées en fonction des expériences acquises.

4 – Définition des spécifications matériel/logiciel de base permettant de satisfaire les besoins d'un projet informatique considéré. Rédaction d'appels d'offres, dépouillement, mesures de performance des matériels, rédaction des clauses techniques des marchés d'acquisition de matériel.

En outre, contrôle de mise en place des matériels commandés, recette, mise en ordre de marche, suivi et contrôle de fonctionnement du parc informatique de la Direction Générale des Télécommunications, en particulier mise en place d'indicateurs de consommation d'énergie informatique et de qualité des services rendus.

Pour ce quatrième ensemble de profils, la participation à de grands projets temps réel sera appréciée, ou une expérience de terrain en mise en place de matériels. Sans que cela soit une exigence, un niveau grandes écoles ou assimilé est souhaité.

Les candidatures relatives à ces quatre types de profils (les postes 1, 3 et 4 sont à pourvoir sur PARIS) sont à adresser sous forme de C.V. avec photo et éventuellement références à :

J.-G. REMY
Groupement Informatique
S.P.A.F. - D.G.T.
20, avenue de Ségur
75700 PARIS

Toutes les candidatures seront étudiées et les postulants invités à un entretien.

Nous sommes une importante entreprise industrielle française, leader sur son marché. Dans le cadre de l'optimisation de notre structure et de notre développement, nous recherchons un

DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école et votre expérience diversifiée en milieu industriel : conception, production, commercial; direction, fait que vous êtes devenu responsable devant votre Direction Générale de la définition et de la rentabilité d'une politique produit. Vos capacités d'animation et de gestion vous permettent de prendre en charge un C.A. de l'ordre de 50 MF avec une volonté marketing de l'accroître. Vous pourrez alors sous-traiter vos fabrications à nos usines et bénéficier de nos implantations commerciales en France et à l'étranger. Sachez que vous serez l'un des hommes-clés de notre Comité de Direction. Réf. 6196 M.

Nous sommes une société de service informatique, filiale d'un très important groupe International. Notre implantation en France et en Europe se développe rapidement, aussi souhaitons-nous intégrer dans notre équipe de direction à Paris, le responsable de notre service

COMPTABILITÉ ET GESTION

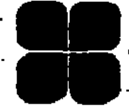
Votre formation comptable vous a permis d'acquérir le DECS, votre expérience professionnelle d'une dizaine d'années vous a familiarisé avec les techniques de gestion anglo-saxonnes et vous permet de communiquer sans problème en anglais. Avec ces atouts, vous êtes à même de prendre en charge l'ensemble des problèmes comptables en France (y compris une comptabilité fournisseurs américains), de contrôler et d'assister nos structures et nos agences dans différents pays, d'assurer les relations avec notre société-mère (reporting mensuel, plan). Vous aurez aussi à traiter des questions juridiques et fiscales, et vous êtes familiarisé avec les problèmes de change. Réf. 5197 M.

Nous fabriquons des biens d'équipement et notre position de leader sur le marché est incontestée. Notre principal département situé en proche banlieue Nord (C.A. 90 MF, 220 personnes, études, production, commercial) réalise 100 types d'appareils et gère 4 000 pièces élémentaires. Nous sommes amenés à rechercher son responsable de la

GESTION DE PRODUCTION

Vous êtes ingénieur et, bien que jeune, votre expérience professionnelle dans un contexte industriel est diversifiée. Nous envisageons de vous confier la responsabilité de nos achats, de l'ordonnancement-lancement et de la gestion du magasin. Plus de la moitié de votre temps sera consacrée aux relations avec les fournisseurs. Pour mener à bien cette mission, vous animerez un service d'une douzaine de personnes. Nous souhaiterions que vous ayez acquis une compétence dans chacun des domaines évoqués ci-dessus, mais si ce n'était pas le cas, nous sommes prêts à combler certaines de vos lacunes. Il va de soi que pour ce poste, vous devez établir avec facilité des contacts humains de qualité. Réf. 6198 M.

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez en précisant la référence, aux consultants de SERIFO, qui examineront avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
38, RUE DE LISBONNE — 75008 PARIS

Plan Champs

C.I.F. recherche
COLLABORATEURS COMMERCIAUX
HOMMES ou FEMMES
— Très bonne présentation ;
— Goût contacts à haut niveau ;
— Formation assurée ;
— Possibilités d'encadrement ;
— Rémunération importante.
Téléph. à 574-33-33.

NANTERRE Dispensaire (92) recherche

INFIRMIÈRE D.E.

Libre rapidement
Horaire hebdomadaire 41 h. 15, du lundi au vendredi, 13 h. 30 - 21 h. 20 + 3 matins par mois.
Tél. : 204-08-76

ILE DE LA REUNION
Urgent - QUOTIDIEN rech. REDACTEUR-CONCEPTEUR PUBLICITE RELATIONS PUBLIQUES - Référ. exigées. C.V. manuscrit - LEA, 12, rue CLAIRAUT, PARIS (17°).

Organisme social et familial recrute JURISTE QUALIFIE pour animer associations tutélaires d'inadaptés et service juridique. - C.V. et prétentions U.N.A.P.E.I. 15, rue Coysevox, 75018 Paris.

Un jeune cadre exportation

65.000 F/an
bilingue français/anglais.

Un fabricant français d'articles de papeterie de grande diffusion (siège : quartier Opéra), exportant dans le monde entier (C.A. : 20 M.F. dont 40 % à l'exportation), cherche un jeune cadre exportation, ESC, débutant ou ayant une première expérience professionnelle.

Collaborateur immédiat du directeur marketing, il suit et contrôle l'activité des agents, anime les réseaux de vente (dans un premier temps sur le Marché commun) et surveille la bonne exécution des commandes.

Déplacements : 4 à 6 mois par an. Troisième langue souhaitée.

Ecrire sous réf. 3.348 LM à Mme M.C. TESSIER.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, rue Royale, 75008 PARIS.

APSIDE
40, rue de Ponthieu, 75008 PARIS, recherche disponibles rapidement DUT + 2 ans.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Tél. 225-12-46/359-22-09 ou envoyer C.V.

Recherche
AIDE-COMPTABLE DACTYLO
Fme 1er échelon, contrat 6 mois
Ecr. à PERRE, 9, rue Bleue, qui transmettra.

Société de services en informatique en constante expansion filiale d'un grand groupe industriel recherche

ingénieurs informaticiens

en début de carrière, même débutant, ayant une formation en mini-ordinateurs et en temps réel. (réf. 793 A)

programmeurs

analystes programmeurs

Connaissant COBOL et assembleur IBM/OS (et éventuellement télétraitement), GAP/IBM 3, 32 ou 34 et CII HB 62. (réf. 793 B)

Nous offrons un salaire intéressant, des avantages sociaux, une ambiance jeune et dynamique.

Ces postes sont à pourvoir immédiatement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence choisie, à MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

MATRA INFORMATIQUE

recherche pour sa direction systèmes

INGENIEURS TECHNICO - COMMERCIAUX

— Ils assistent techniquement les ingénieurs commerciaux dans l'analyse des applications des clients.
— Ils ont la responsabilité de la mise en exploitation des équipements (mini-ordinateurs de gestion) et du suivi des utilisateurs.

Ces postes conviendraient à des ingénieurs même débutants ayant une formation d'informaticien et, de préférence, une expérience des mini-calculateurs de gestion ainsi que des télécommunications.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions en indiquant la référence DS02 à Monsieur J.L. DUHAMEAU 18, rue de Chatillon - 75014 PARIS

AUTOMOBILES PEUGEOT
18, rue des Fauvelles
92250 LA GARENNE-COLOMBES
recherchent :

— **MÉCANICIENS AUTO ESSENCE P2/P3**
Formation CAP - BEP - BP, pour travailler sur bancs moteurs.

— **MÉCANICIENS AUTO DIESEL P2/P3**
Formation CAP - BEP - BP, pour travailler sur bancs moteurs.

— **TOLIERS FORMEURS P2/P3**
Formation CAP - BEP.

— **MÉCANICIEN-AJUSTEUR P2/P3**
Connaissances exigées : soudure - cintrage tube - tôlerie et chaudronnerie.

— **AGENTS TECHNIQUES MOTORISTES**
Formation brevet de technicien.

— **DESSINATEUR CARROSSERIE**
Formation CAP - BEP.

— **AGENT TECHNIQUE**
Pour mesures physico-chimiques. - Service antipollution. - Formation DUT mesures physiques. - Notion électronique. - Dégagé obligations militaires.

Horaire variable, 42 h. 30. - Restaurant libre-service. - Coopérative. - Avantages sociaux.

Ecrire avec C.V. au Service du Personnel pour rendez-vous (joindre photo d'identité).

GROUPE INTERNATIONAL
spécialiste mondial de la microfiltration
recherche pour sa filiale française

2 INGÉNIEURS DE VENTE

Formation universitaire.
Goût pour la vente.
Déplacements fréquents (France).

1 poste SECTEUR INDUSTRIEL

Débutant accepté.
Contacts avec ingénieur et techniciens.
Mission de vente et d'assistance technique.

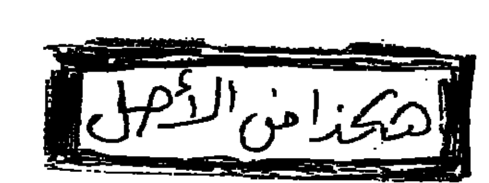
1 poste SECTEUR BIO-MEDICAL

Expérience technico-commerciale souhaitable, mais non indispensable.

Contacts avec laboratoires, universités et hôpitaux. Missions de vente et d'assistance technique.

Nous offrons une activité stimulante et des conditions de travail excellentes dans une société réputée pour son dynamisme novateur.

Env. C.V. détaillé et photo sous n° 29.521 B. à BLEU, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transm.



هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

MATRA

recherche pour ses services de gestion

CADRE
Formation Supérieure
(ESCAE - Université - etc...)

— Pour s'insérer dans une équipe de contrôle budgétaire d'affaires (projets).
— Un poste évoluera vers des fonctions de comptabilité générale.
Une expérience en milieu industriel de 2 à 3 ans serait appréciée ainsi que la connaissance de l'anglais.

Adresser CV, rémunération souhaitée en indiquant la référence SM 299

MATRA Monsieur KORFAN B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

BANQUE INTERNATIONALE DE PREMIER PLAN
recherche pour son Siège Parisien un

AUDITEUR INFORMATIQUE

Souhaitant travailler au sein d'une entreprise où l'informatique développera de nombreuses applications nouvelles faisant appel à des techniques avancées.

Les responsabilités de cet auditeur informatique consisteront essentiellement à évaluer l'adéquation du contrôle interne incorporé dans les systèmes d'applications actuellement en exploitation, à développer des softs d'audit et à effectuer l'audit du centre d'exploitation. Ces tâches sont variées, d'un très grand intérêt, et permettront au candidat retenu de se familiariser rapidement avec les mécanismes d'un grand établissement bancaire.

Ce poste d'avenir pourra intéresser des personnes ayant reçu une formation supérieure (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C...) et ayant déjà acquis une expérience en audit informatique auprès d'un cabinet international d'audit ou au sein d'une grande entreprise. L'aptitude à rédiger, dans un style clair et concis, des rapports destinés à la direction est indispensable. Une bonne pratique de l'anglais est bien sûr nécessaire.

Notre Conseil vous garantit la plus totale discrétion si vous lui faites parvenir un C.V. détaillé à : M. R. BATIFOULIER, 83, av. V.-Hugo, 75016 PARIS.



GROUPE GAMMA

l'un des premiers dans le domaine du Conseil en Organisation, pour faire face à son expansion, recherche

Ingénieurs Conseil

Jeunes diplômés Grande Ecole ECP, Mines... formation complémentaire type MBA, INSEAD etc... appréciée ayant déjà acquis une première expérience dans le domaine du Marketing ou de la Vente pour les intégrer à des équipes pluridisciplinaires et leur confier des missions d'Organisation Commerciale.

Une carrière attractive et un développement personnel sont proposés à des candidats motivés.

Adresser C.V. manuscrit (photo - prétentions) sous référence 3712 à

GAMMA SELECTION
6, place d'Estienne d'Orves 75009 Paris

ETABLISSEMENT FINANCIER NATIONAL recherche pour la mise en place de ses outils de gestion comptabilité générale, analytique et budgétaire.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN CONFIRMÉ

— Formation Ingénieur.
— 5 ans expérience dans la conception et la réalisation de projets comptables.

Lieu de travail : PARIS.

Env. C.V., photo et prétentions à n° 4.105 COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

---

amri

Société Industrielle Française de biens d'équipement en constante et rapide expansion

recherche

UN CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Il assistera le contrôleur de gestion pour le budget et la comptabilité analytique de ses filiales.
Après mise au courant, déplacements à prévoir en Espagne et dans le Sud-Ouest.
Espagnol ou Anglais courant.
Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience.

Écrire avec C.V., photo et prétentions à A.M.R.I. - Service du Personnel 50, avenue Daumesnil - 75012 PARIS

ORGANISME PUBLIC recherche pour PARIS

ANALYSTE confirmé

3 ans d'expérience minimum COBOL et TAB 3 appréciés.
Adresser C.V. et prétentions, sous n° 3.912, L.T.P., 31, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

Fabrique d'accessoires pour AUTOMOBILES recherche pour son Bureau d'études de Paris

UN DESSIN.-PROJETEUR II

qui aura à prendre en charge un groupe de dessinateurs.

Il devra avoir le sens du contact, l'expérience de l'étude de pièces de grande série, de bonnes connaissances en moulage (plastique, ZAMAK) et en emboutissage.

Adr. C.V. et prét., n° 7.689, à LTP 31, bd de Bonne-Nouvelle, 75002 Paris, qui trans.

Société d'importation composants électroniques recherche pour service commercial

AGENT TECHNIQUE

28 ans min., dynamique, ayant quelques années d'expérience en électronique, homme de terrain et d'initiative.
Déplacements fréquents.
Connaissance langue allemande indispensable.
Env. C.V. détaillé et prétentions à 27.844 B. BLEU, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES.

STE MONTREUIL recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

pour prospection composants passifs, langue allemande exigée, anglais souhaité.
Prévoir déplacements.
Ecrire avec C.V. et prétentions à 30.915 B. BLEU, 17, r. Lebel, 94300 VINCENNES.

ENTREPRISE MOYENNE proche banlieue nord-ouest recherche

DESSINATEUR P2

NIVEAU BTS ou EQUIVALENT
Expérience en petite électromécanique et électronique, connaissances en optique souhaitée.

Ecrire à n° 55.755 CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er.



La Société concernée (douze centres de production) est en croissance rapide et régulière depuis plusieurs années. Elle réalise un C A supérieur à 200 millions dans de bonnes conditions financières et emploie 500 personnes. La Direction de l'Administration Financière recherche deux collaborateurs attirés par le travail d'équipe et l'adaptation permanente à la modernisation des travaux comptables.

Chef Comptable Adjoint

Le Chef Comptable devant se consacrer à des travaux à long terme (évolution de la structure comptable dans le cadre de l'informatique conversationnelle), le Chef Comptable Adjoint sera amené à reprendre la majorité des tâches comptables quotidiennes :
- information et suivi du personnel comptable (une dizaine de personnes),
- contrôle des imputations, vérification des états mensuels,
- bilans, déclarations fiscales, consolidation,...

Il sera le bras droit du Chef Comptable.
La personne recherchée a une bonne formation générale et une compétence du niveau DECS minimum. Le salaire annuel suivant son acquit professionnel, sera de 100/120.000 F.
Réf...CC 316 M.

Budget Trésorerie

Le Responsable de ce poste assurera, dans un délai court (six mois), la coordination et la synthèse des budgets prévisionnels (vente, personnel, achat, charges de structure) et l'étude, avec l'équipe Organisation Informatique, des programmes correspondants. Il assurera le suivi quotidien de la trésorerie (CMCC) avec une aide pour les travaux d'exécution. La personne recherchée a une bonne formation générale. La compétence sera appréciée en fonction de sa formation (type DECS) ou de son expérience professionnelle qu'elle ait été acquise dans des sociétés de fabrication, commerciales ou bancaires. Le salaire annuel sera de 80/90.000 F.
Réf... BT 317 M.

Une partie des travaux de la société est traitée de façon informatique à l'extérieur, une autre partie est traitée sur place (saisie et contrôle des données sur matériel conversationnel - 128 K - avec une dizaine d'écrans).
Pour les deux postes, méthode, rigueur et ... sourire seront des qualités déterminantes.
Les postes sont à pourvoir dans la banlieue Est de la région parisienne et dans un cadre encore champêtre.

SEFOP

Nous remercions les personnes intéressées d'adresser leur dossier avec lettre manuscrite et photo d'identité sous référence correspondante à SEFOP qui les en remercie.

7, rue Lincoln 75 008 PARIS.

Banque de la Société Financière Européenne Multinational Consortium Bank located in Paris is looking for:

Euro Currency Bankers

Applicants, minimum age 27, will ideally have the following qualifications:
- At least five years experience in international banking. Experience in ship finance would be an advantage.
- Strong knowledge of credit analysis and Eurocurrency lending.
- Fluency in English and French.

Graduates

Minimum age 25 with MBA degree or equivalent, two years of professional experience in Banking or Finance, fluent in English and French.

Applications, with detailed curriculum vitae and salary to date, will be treated in the strictest confidence and should be sent to: F. Perlewitz, Manager, Banque de la Société Financière Européenne - 20, rue de la Paix, 75002 Paris.

HAVAS CONTACT

SOCIÉTÉ OMERA
RECHERCHE POUR ARGENTEUIL

TECHNICIEN PRODUCTION
NIVEAU IV/III

ayant bonne connaissance ordonnancement des fabrications diplôme B.T.E. apprécié
poste stable
40 h. 1/2 - 13e mois
Restaurant d'entreprise.

Ecrire ou Téléph. STE OMERA 49, rue Ferdinand-Berthoud, 95100 ARGENTEUIL. TEL. : 982-09-42.

Le chef du service études

STRUCTURES OUVRAGES D'ART

d'une impte société française recherche, résidence Sud-Ouest + déplacements à l'étranger

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Diplômé d'une Grande Ecole, ayant acquis une première expérience en entreprise ou bureau d'études, grande mobilité. Merci d'adresser votre cand. (joindre C.V. et préciser votre rémunération actuelle) ss réf. 9 929, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

BASIC
recrute d'urgence pour postes immédiats

A.T. 3
PLATE-FORME - RADARS
B.T.S.-D.U.T.

A.T.P.
CIRCUITS ÉLECTRONIQUES
MISE AU POINT

A.T.P.
CIRCUITS ANALOGIQUES ET NUMÉRIQUES
ALIMENTATION COMMUTAT.

POUR LAGNY 77

TECHNICIENS DE CONTROLE
BTS ou DUT TECHNIQUE

Se présenter 74-76, rue M.-Ange, Paris-16e. Téléphone : 743-14-40. Métro EXELMANS

Directeur des Ventes

GRANDE EXPORTATION

NEW MAN

Jacques Jaunet SA est la première entreprise Française de sportswear de marque, avec 250 M de C.A. et un effectif de 1.700 P. 35 % du C.A. est vendu hors de France. Les potentialités des marchés export sont loin d'être entièrement exploitées. Aussi, souhaitons-nous confier les marchés lointains (en dehors des USA où nous avons déjà une filiale) à un homme qui les connait bien pour y avoir vendu lui-même des produits de luxe. Ce collaborateur sera responsable dans le cadre de la politique et du budget fixés, du développement de ce secteur ; il propose des plans détaillés pour chaque marché et après acceptation, prend en charge leur application. Il recrute, forme et anime les agents. De réelles perspectives d'évolution existent au sein de l'entreprise.

Résidence Cholet ou Paris.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 803140 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

Importante Entreprise de Travaux Publics travaillant en France et à l'Étranger recherche pour son siège social à Saclay (Essonne)

Un jeune juriste diplômé

de formation équivalente ou supérieure à la licence connaissant si possible l'anglais.
Le candidat choisi se verra confier des responsabilités au Service marchés, assurances et contentieux.
Adresser C.V., à Entreprise RAZEL Frères Christ de Saclay. B.P. 109. 91403 ORSAY Cedex.
Tél. 941 81 90.

Razel.

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE recherche

NÉGOCIATEURS ou NÉGOCIATRICES

EXPERIMENTES. Ecrire avec prétent. et C.V. à n° 75.792, I.P.F., 12, rue de l'Isly (8e).

Agent USINES MATERIAUX CONSTRUCTION cherche

ATTACHÉ COMMERCIAL

Libre de suite ou rapidement et expérience vente formation assurée.
PARIS et BANLIEUE
Fixe + intéressement C.A.
Voiture et frais remboursés.

Adr. C.V. manuscrit et prétent. à 55.519 CONTESSE PUBLIC., 20, avenue Opéra, Paris (1er).

ENS.PTT
ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES P.T.T.
concours d'entrée

6 places
liste limitative des diplômes admis

GRANDES ECOLES	DOCTORATS
Polytechnique.	Eco. Gestion.
Normale Sup.	Maths appliquées
Centrale	Droit + 1re année DEUG
ENSAE div. 1	mention sciences
HEC	MAITRISE
ESSEC	Maths + licence droit ou
INSEAD	sciences éco.

AGE MAXIMUM 30 ANS

Scolarité de trois ans rémunérée puis en qualité d'Administrateur des P.T.T. postes de responsabilité et de préparation de décisions dans les grands secteurs d'activités :
- programmation et études économiques
- organisation de la production
- fonctions financières et comptables
- politique et gestion du personnel
- études et actions commerciales
- informatique

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

SECRETARIAT D'ETAT AUX POSTES ET TELECOMMUNICATIONS
Direction du Personnel et des Affaires Sociales
Bureau B 1
20, avenue de Ségur - 75700 PARIS
Tél : 566 23 31 - 27 59 - 31 37

ENS P.T.T.
46, rue Barrault PARIS 13e

TERADYNE

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Nous continuons d'étoffer notre équipe de jeunes ingénieurs commerciaux dans la même ligne que nos recrutements précédents.

En fait, notre marché s'est développé de façon constante. Il touche, comme vous le savez sûrement, les systèmes de tests pour composants et sous-ensembles électroniques. Nos clients sont donc les fabricants de semi-conducteurs de matériel téléphonique, d'ordinateurs...

A votre niveau, il s'agit de traiter des affaires d'un volume important (plusieurs centaines de milliers de dollars) où il faut raisonner rapidement, à la fois en termes techniques et, bien sûr, commerciaux.

Nous recherchons donc un négociateur énergique doué d'un excellent potentiel technique et connaissant déjà si possible notre créneau.

Parler anglais est évidemment une nécessité. Nous évoluons en effet dans un contexte international.

Nous serons heureux de vous rencontrer au cours d'un prochain entretien qui viendra compléter cette annonce.

Merci d'adresser votre C.V. sous référence 3.651.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

DIRECTEUR COMMERCIAL
FUTUR D.G.

Cette Société est spécialisée dans la conception et la réalisation de machines destinées à la transformation du papier et à l'impression. Sa notoriété est internationale. Elle recherche un jeune Directeur Commercial 5 à 10 ans d'expérience de vente d'équipements industriels, pour promouvoir ses produits sur les marchés français et étrangers.
Formation de base souhaitée : Ingénieur ECP, AM ... et formation complémentaire en gestion.
Connaissance du marché de l'impression ou de l'emballage appréciée. Pratique courante de l'anglais impérative.
Ce poste doit évoluer à court terme vers la Direction Générale de l'entreprise.

France Cadres

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 864 M.

IMPT GROUPE IMMOBILIER
recherche pour son Siège Social à PARIS

CHEF COMPTABLE

Responsable, sous le contrôle du Secrétaire Général, de la Comptabilité Générale Analytique et Sociale des différents départements d'activité.

Il animera une équipe de 5 personnes. — Il justifiera d'au moins 10 années d'expérience comptable dont 5 dans la fonction recherchée. — Diplôme exigé : B.P. ou équivalent.

Adr. C.V. et prét. sous le n° 55.937 à CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

INGENIEUR METHODES
PARIS

Vous êtes ingénieur, diplômé AM, INSA, IDN ou équivalent. Une première expérience professionnelle, d'environ deux années, acquise dans un secteur mécanique ou électronique, vous a donné une bonne connaissance des problèmes de production et des techniques de fabrication en séries.

Société d'Etudes et de Réalisation d'Ensembles Industriels, nous vous proposons de participer à notre forte expansion. Intégré à notre équipe «Méthodes Industrielles» vous serez chargé, pour un programme donné, d'optimiser la fabrication d'un produit évolutif et de haute technicité. Vos fonctions comporteront des relations suivies avec les différents Départements de notre Société, nos sous-traitants et fabricants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 5838 à P.LICHAU SA. -BP 220 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL

LEADER DANS ACTIVITÉ FILTRATION-AIR

(230 personnes - C.A. 65 millions)

recherche pour siège social La Garenne-Colombes

CADRE DE GESTION

Fonctionnel, il aura pour mission de seconder et d'assister le Secrétaire Général de la Société dans les domaines suivants : COMPTABILITÉ, TRÉSORERIE, TENUE TABLEAU DE BORD, etc.

— *Minimum 28 ans ;*

— Formation E.S.C. - I.U.T. - I.C.G. ou B.P. Option Finances et Compta.

Son expérience sera d'environ 5 ans dans services financiers et compta (P.M.E. si possible). Notions Informatique.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Guy Moreno 1, rue Danton, 75006 Paris

---

amri

Société Industrielle Française de biens d'équipement en constante et rapide expansion

recherche

UN CHEF DE PROJETS
Informatique
de formation ingénieur

pour le développement de sa gestion de production :

- maintenance des nomenclatures,
- calcul des besoins bruts,
- tenue du stock,
- calcul des besoins nets,
- implantation d'un terminal à l'usine principale

Poste à pourvoir quartier gare de Lyon

Écrire avec C.V., photo et prétentions à A.M.R.I. - Service du Personnel 50, av. Daumesnil - 75012 PARIS

bleu

INGÉNIEURS-FORMATEURS
(FORMATION SCIENTIFIQUE ; expérience de l'entreprise et de la formation indispensable)

Nous intervenons en France et à l'étranger, dans les entreprises et les administrations, pour concevoir et réaliser des actions de formation et des systèmes éducatifs.

S'il vous intéresse de rejoindre notre équipe, envoyez votre candidature à :



quaternaire éducation

34, rue de Liège - 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE
Quartier ETOILE recherche

CHEF de PERSONNEL

le candidat sera licencié en Droit et aura un minimum de 5 d'expérience dans la fonction réglementation du travail, conventions collectives (pétrole et métallurgie).

Ecrire C.V. détaillé, photo, références et prétentions à No 55332, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Chef Service Technique
Courants Faibles, Courants Forts

Cette société, spécialisée dans le matériel électrique et électronique, possède deux unités de production (effectif 400 personnes, C.A. 72 millions), recherche pour sa direction marketing un responsable technique.

Il apporte son conseil en matière de politique technique (orientation à moyen et long terme, produits nouveaux, etc...), il participe, en relation fonctionnelle avec le laboratoire et les centres de production, à l'amélioration des produits, à l'élaboration des programmes ainsi que des objectifs, dont il assure le suivi. Il détermine les prix de revient prévisionnels. Il est bien sûr en relation étroite avec le service commercial intervenant personnellement dans les négociations les plus importantes...

Pour cela il est souhaité un Ingénieur confirmé de formation type ESE, Télécom, A.M., possédant une expérience dans le domaine des énergies secondaires. Il est au fait de la gestion et de l'organisation d'un service (nomenclatures, procédures,...). Il a déjà été l'interlocuteur du commercial. Il sait concilier les impératifs économiques et industriels.

La rémunération est de l'ordre de 130.000 F/an.

Lieu de travail : Région Parisienne.

Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur dossier sous la référence : CS 318 M à SEFOP qui les en remercie.

SEFOP 7, rue Lincoln, 75008 PARIS.

Industrie chimique internationale ch. DELEGUE commercial vente P.V.C./P.U., toute France clientèle et voiture fournies. CENAF - 742-27-46

E.C.L.
recherche

DÉPARTEMENT GESTION

- Ingénieurs Informaticiens. Parf. connaiss. DATA BASE. Très expérimentés IBM/DL 1.
- Analystes-Programmeurs 3 à 4 ans d'expérience IMS/PL 1/DL 1.
- Analystes-Programmeurs Cobol-Assembl. - IBM DOS/OS.

DÉPARTEMENT MINI-INFORMATIQUE

TEMPS REEL

- Ingénieurs diplômés 1 à 3 ans d'expérience en mini-calculateurs (Mitra, Solar, T 2000, etc).
- Ingénieurs télécomm. ou équivalent Expérimentés centraux téléphoniques pilotés par calculat.

Ecrire avec C.V. et prétentions ou téléphoner pour r.-vs : ECL, 55, rue Hermel - 75018 Paris 259-18-49

Ingénieur d'Affaires
150.000 F +

CERIC

Un des premiers spécialistes européens pour la réalisation et l'équipement d'usines de matériaux de construction réalise 80 % de son chiffre d'affaires à l'étranger. Son équipe dirigeante cherche à s'adjoindre un INGÉNIEUR D'AFFAIRES qui aura pour mission de mener des négociations de vente d'installations dans différents pays (Afrique, Moyen-Orient, Europe de l'Est, Amérique) et de rechercher les modes d'investissements appropriés. Nous voyons à ce poste, qui peut être très évolutif, un ingénieur (grande école ou ENSI + formation gestion) ayant quatre à dix ans d'expérience dans la vente et le financement d'installations industrielles.

Il doit être parfaitement bilingue Anglais-Français. La connaissance d'une autre langue serait appréciée. Le poste à pourvoir se situe à Paris mais requiert 50 % du temps en déplacements dans le monde entier.

M. PERCHE responsable de la branche industrielle vous remercie de lui envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 803135 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

Dans une équipe de 15 Vendeurs nos 5 meilleurs gagnent de 12 000 à 18 000 F par mois.

L'un d'entre eux ayant eu une promotion, nous cherchons à le remplacer dans la **RÉGION PARISIENNE.**

● Si vous êtes acharné au travail ● très vendeur et de forte personnalité ● si vous avez l'expérience de la prise de rendez-vous téléphonique et de la vente d'intangible au niveau DIRECTION GÉNÉRALE.

Nous souhaitons vous rencontrer

Fixe + pourcentage progressif + remboursement des frais.
Position cadre. Minimum 30 ans, mais âge supérieur indifférent si très dynamique.
Merci de nous envoyer un bref résumé de carrière dactylographié ou de téléphoner au 796.08.21 à M. F. VERMONT les 29 et 30 mars de 9 h à 15 h.

NATIONAL UTILITY SERVICE FRANCE S.A., Tour Fiat, CEDEX 16, 92084 PARIS-LA-DÉFENSE.

Emplois et Carrières

BAM

Banque privée, Paris-8e en pleine expansion offre à son siège poste

CADRES BANCAIRES EXPLOITANTS

après tour de banque et affectation provisoire au service des engagements.
Profil : formation GRANDE ECOLE COMMERCIALE. Expérience bancaire ou analyse financière un an souhaitable.

Qualités : sens du risque et dynamisme.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, ss réf. 813 à M. Dulcy E. AM. Recrutement 14, rue Gabriel-Péri, 92120 MONTROUGE. Réponses et discrétion assurées.

BAM

---

péri-informatique

directeur marketing

Olivetti crée le poste de Directeur du Marketing au sein de sa Division Systèmes Informatiques.

Il aura pour mission l'analyse du marché, la définition des stratégies commerciales, la promotion des produits et l'assistance au réseau de vente. Cette fonction requiert des qualités d'homme de terrain, dynamique et opérationnel.

Une expérience technique et commerciale dans l'informatique, acquise de préférence chez un constructeur, une formation scientifique supérieure et un âge minimum de 30 ans nous paraissent nécessaires pour prendre en charge la direction de notre équipe marketing.

Pour un premier contact, envoyer C.V., photo et rémunération *actuelle sous référence K13 - OLIVETTI France - Direction du* Personnel et des Relations Humaines - 91, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS

olivetti

GTP

Cabinet conseil fiscal, clientèle française et internationale, recherche

jeune fiscaliste
DIPLOMÉ ENI OU EXPÉRIENCE EQUIVALENTE

Bonne connaissance de l'anglais.
Envoyer C.V. avec photo et prétentions sous réf. 5015 à :

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

IMPORTANTE STE rech.

JEUNE E.S.C.

pour ses Services Comptables et Financiers
Ecr. av. C.V. et prét. ss référ. 6.632 à SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX.

Cie AMÉRICAINE D'ASSURANCES
recherche

JEUNE CADRE COMMERCIAL

Justifiant d'un début d'expérience dans la vente de services.
Il devra développer la clientèle d'un département déjà existant et prendre à court terme la responsabilité de la gestion d'un service (10 personnes).

Position cadre.
Rémunération fixe.
Anglais courant indispensable.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous le no 2129, PARFRANCE 4, r. Robert-Estienne, Paris (8e), qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE ELECTRONIQUE

recherche

INGÉNIEURS

diplômés Grande Ecole EXCLUSIVEMENT

Libérés service national

Pour domaine physique électronique hyperfréquences

Adr. C.V., photo (retournée), à no 55.060, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris 1er

---

L'Association MAISON de la CULTURE de NANTERRE recherche pour le 1er septembre 1978

DIRECTEUR

Env. candidature et C.V., à M. FREU, prés. de l'Associat. MAISON de la CULTURE de Nanterre, 7, av. Pablo-Picasso - 92000 NANTERRE

Centre National de Transfusion sanguine, 6, rue Alexandre-Cabanel, Paris-15e, recherche pour és PARIS-15e

INFIRMIERES D.E.

Emplois stables. Salaire brut annuel : 44.300 F. Ecr. ou tél. : 566-80-41.

Ingénieur ou ATP électronique, études circuits, fiabilité, comptabilité systèmes. ATP études HF/UHF, 300 MHZ. Ecrire sous no 2.877, à P. LICHAU S.A., B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

Centre Hospitalier de Courbevoie (92)
30, r. Kilford, recrute d'urgence INFIRMIERE D.E. PRELEVEUSE à MI-TEMPS possédant voiture.
Téléphone : 788-82-55

Importante Entreprise de T.P. (travaux routiers) recherche

Dans le cadre de sa structure très décentralisée

UN ADJOINT ADMINISTRATIF

Sous l'autorité du Directeur régional il aura l'entière responsabilité de l'ensemble des problèmes administratifs comptables, paie, et trésorerie et de ce fait il animera et contrôlera les services comptables des Agences de la Région. Il assurera aussi la gestion du Personnel (ETAM et ouvriers) et les relations sociales avec les organismes représentatifs.

Ce poste conviendrait à un

CADRE ADMINISTRATIF

âgé de 30 ans au moins de formation E.S.C. par exemple à forte orientation Comptable et ayant acquit connaissances de la législation sociale.

Lieu de travail : PARIS puis mutation ultérieure en Province.

Rémunération selon expérience du candidat.

Adresser C.V., photo sous réf. 7767 à P.LICHAU S.A. - BP 220 - 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

MATRA

recherche pour études de systèmes aéronautiques

2 INGENIEURS
Grandes Ecoles

● Ingénieur de formation aéronautique ayant 2 à 3 ans d'expérience de ces techniques. Réf. A.

● Ingénieur ayant 2 à 3 ans d'expérience dans les techniques électromagnétiques (radar, télécomm.). Formation : SUP-ELEC - télécomm. - Grenoble - Toulouse etc... Réf. B.

Adresser CV, rémunération souhaitée en indiquant la référence sous No SM 295

MATRA Monsieur KORFAN B.P. No 1 - 78140 VELIZY

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE

Proche banlieue NORD - accès par métro recherche

UN INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN
Position 2

Ayant l'expérience de grands chantiers d'équipement électromécanique.
Cet ingénieur sera appelé, dans un premier temps, à assister le responsable des essais d'une installation de métro à l'étranger dans ses fonctions de coordination sur le site, puis, assurer la mission d'exploitation du réseau jusqu'aux réceptions provisoires.
Ultérieurement, il sera appelé à contribuer à la réalisation d'importants chantiers tant en France qu'à l'étranger.

UN INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN DÉBUTANT - Position 1

Après un stage sur un chantier important et une formation au bureau d'études, il devra assurer les responsabilités d'ingénieur d'études pour les installations de systèmes ferroviaires à l'exportation.

DEUX AGENTS TECHNICO-CCIAUX

Pouvant justifier d'un minimum de 5 ans d'expérience dans le domaine d'équipement électromécanique. Il devra assurer le contrôle des affaires-études ainsi que la gestion des chantiers au niveau des effectifs et du matériel au sein d'affaires d'installations.

DEUX TECHNICIENS

I.U.T. ou B.T.S. - 1 ou 2 ans d'expérience pour bureau d'études schémas électriques et pour bureau méthode mécanique.

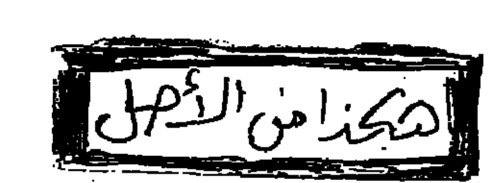
Env. C.V. et prét. no 55.385 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

BANQUE INTERNATIONALE
QUARTIER OPERA
recherche dans le cadre de son développement Informatique

jeune diplômé informatique

PROFIL DU CANDIDAT RECHERCHÉ :
- École d'Ingénieur (option Informatique), *ou maîtrise d'Informatique,*
- première expérience professionnelle appréciée,
- connaissance mini-ordinateur et/ou base de données souhaitable,
- une bonne connaissance de l'Anglais est indispensable.

Adresser c.v. détaillé et prétentions, sous référence 790, à MEDIA SYSTEM, 104, rue Réaumur 75002 Paris, qui transm.



هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

informatique

Cadre : Importante Société, Paris 1er.
Matériel : IBM 370/148, VM, DOS, CICS, DL 1.
Langage : PL 1.
Nous recherchons :

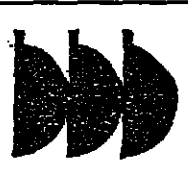
ANALYSTES PROGRAMMEURS PL 1
de niveau DUT ou équivalent

Ils devront s'intégrer dans une équipe dynamique, gérant des projets variés. Ce poste doit convenir à une personne désireuse de pratiquer l'analyse et la programmation et ayant déjà l'expérience d'une année.

Formation DB/DC assurée.

Adresser sous réf. GE/M, C.V. détaillé, photo, prétentions, et délai de disponibilité à M. HUOT.

answare SÉLECTION
135, rue de la Pompe - 75116 Paris.
Discrétion assurée.



SODEXHO

Spécialiste
de la Restauration de Collectivités
n° 2 sur le Marché Français
32 % d'expansion annuelle

recherche pour

développer son Service de Fiscalité
BOIS-D'ARCY (78)

UN DIPLOMÉ SUP. de CO
OPTION FINANCES - COMPTABILITE
OU FORMATION ÉQUIVALENTE

- Expérience de 2 à 4 ans.
- Désirant orienter sa carrière vers LA FISCALITE DES ENTREPRISES.

Env. C.V., photo et prétentions à Direction du Personnel, 3, av. Newton - 78390 BOIS-D'ARCY.

LABORATOIRE filiale d'une GRANDE SOCIETE FRANCAISE spécialisée dans les produits d'hygiène à usage unique

offre à

Un (e) chef de produits senior

de formation supérieure, ayant au moins trois ans d'expérience SI POSSIBLE dans un DOMAINE SIMILAIRE,

la gestion totale d'une gamme de produits féminins et pour bébé dont certains exclusifs et de grand avenir sur le marché français.

La fonction englobe :
- la conception en coopération avec les services de fabrication
- et la réalisation jusqu'à y compris la liaison avec la force de vente.

Bonne rémunération.

Lieu de travail : PARIS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo (retournée) et prétentions à : *Madame RAMEAU - 19, rue du Dr. Finlay - 75015 PARIS* (Disc.assurée)

Filiale
Grand Groupe Electronique Français
recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES
(E.S.E., E.N.S.T., ...)
Logiciel et Matériel
pour étude de matériels et de systèmes à base de micro informatique.

Adresser lettre + C.V. et prétentions sous No 5002 à PARFRANCE P.A. 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

---

INTEX
recherche

- **INGÉNIEUR POLYVALENT SPATIAL**
  105-135.000 F/an — Réf. 933
- **INGÉNIEUR D'ÉTUDES AÉRONAUTIQUE**
  105-130.000 F/an — Réf. 1127
- **CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES**
  SEMI-REMORQUES ALU
- **CHEF DE PROJETS INFORMATIQUE**
  SUR H.B. 64
  100.000 F/an — Réf. 1191

Ecrire à INTEX, 3, avenue Bertie-Albrecht, 75008 PARIS, en précisant la référence choisie.

MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET, filiale française de l'un des tout premiers groupes pharmaceutiques et vétérinaires mondiaux offre une attrayante possibilité à un

JEUNE vétérinaire
dans un poste de
chef de promotion

Cette responsabilité conviendrait parfaitement à un homme possédant un esprit créatif, ayant le goût des voyages à l'étranger et des talents pédagogiques.

Ce poste offre une excellente opportunité de carrière dans un groupe en constante expansion et où la formation est une priorité.

Merci d'envoyer un curriculum vitae détaillé avec photo à

MSD MERCK SHARP & DOHME CHIBRET
Direction des Affaires Sociales
M.S.D. Chibret
3, avenue Hoche
75008 PARIS

CLESID
Groupe
Creusot-Loire
recherche
pour son département PROJETS-ESTIMATIONS

JEUNE INGÉNIEUR DÉBUTANT

Mines, Centrale, A. M., ou similaire.

pour poste situé à PARIS.

Ecrire avec C.V. manuscrit, photo et prétentions : Département du Personnel, CLESID - WEAN DAMIRON 10, place des Etats-Unis, 75116 PARIS.

L'Agence
HAVAS
recherche pour développer son service d'Audit

1 AUDIT SENIOR

Il sera chargé d'effectuer des missions de contrôle des comptes et des procédures et pourra être amené à diriger lui-même des missions. Le candidat, âgé d'au moins 28 ans, devra posséder le DECS et avoir une expérience de l'Audit d'au moins trois ans acquise dans un cabinet anglo-saxon. Ce poste est à pourvoir à Neuilly mais nécessite des déplacements en Province.

Adresser C.V. et prétentions à Marc SIBOLD, Direction des Relations Humaines, 136, av. Charles-de-Gaulle - 92522 Neuilly-sur-Seine.

HAVAS CONTACT

DÉPARTEMENT VENTE PAR CORRESPONDANCE
IMPORTANT GROUPE D'ÉDITION
recherche

JEUNE RESPONSABLE MARKETING
H.E.C., E.S.C.P. DÉBUTANT

ou cadre 2 à 3 ans expérience fonction similaire.
Au sein d'une équipe dynamique, il prendra progressivement en charge :
— l'analyse des campagnes de prospection antérieures ;
— la préparation des nouvelles campagnes impliquant des négociations à un niveau élevé.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à :
A. ERNOULT, 45, rue Jean-Baptiste-Corot
MARGENCY 95580 ANDILLY

CABINET D'ÉTUDES
recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES QUALITATIVES
confirmé. Formé aux techniques créatives. 3 ans d'expérience minimum.

Env. C.V. détaillé à SPEDIC, 7, rue Euryale-Dehaynin, 75019 PARIS, sous référ. 482.

UTI SERVICES
9, rue La Pérouse, Paris (16e),
recherche

ANALYSTE
pratiquant COBOL, PL 1
ASSEMBLEUR APPRECIE.
Pour ces postes la connaissance du papier ou de sa transformation est un atout supplémentaire.
Envoyer C.V., photo et prétent. au Chef du Personnel.

TRES IMPORTANTE SOCIETE de CONSEIL et SERVICES EN INFORMATIQUE NOUS DIFFUSONS, PAR UN SERVICE DE TEMPS PARTAGE A.P.L., DES APPLICATIONS SOPHISTIQUEES DE GESTION CONVERSATIONNELLE NOUS RECHERCHONS DES

Jeunes Ingénieurs
GRANDES ECOLES

Intéressés par l'informatique, ayant si possible 2 à 3 ans d'expérience d'entreprise, pour prendre en charge, en liaison avec les utilisateurs, des projets spécifiques depuis leur conception jusqu'à leur mise en place et à leur suivi.
Formation complémentaire assurée.
Lieu de travail : Puteaux.

sélé CEGOS
Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo, rémunération souhaitée, sous réf. M 73436 à Mme CLERE, à Sélé-CEGOS, 33 quai Galliéni 92152 SURESNES.

DANS LE CADRE DU DÉVELOPPEMENT DE SA POLITIQUE EN MATIÈRE D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

LA VILLE DE MONTREUIL
recherche

UN CADRE SPÉCIALISÉ EN ÉCONOMIE
NIVEAU MINIMUM LICENCE ou D.E.A.

Rémunération mensuelle brute : 3.880 francs

MISSIONS : Etudes des problèmes de maintien des activités ;
Etablissement et développement des relations avec les entreprises et les administrations concernées ;
Suivi de la politique d'implantations de nouvelles entreprises sur le territoire communal.

SERONT APPRECIEES : L'expérience sur une ou plusieurs des missions définies :
La connaissance de la gestion financière des entreprises et de leur possibilité de financement des investissements.

Adresser demande et curric. vitae à M. LE MAIRE. 93105 MONTREUIL CEDEX

RECRUTONS URGENT
CHEF DE MAGASIN
spécialisation pièces détachées automobiles ou accessoires. Connaissance véhic. Indust., car et bus appréciée.
Langue espagnole souhaitée.
Ecr. no T 04070 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Pour déplacements province 6 mois à 1 an

AGENTS TECHNIQUES
ELECTROTECHNICIENS ou ELECTROMECANICIENS ou ELECTRONICIENS avec connaissances en électrotechnique.
Niveau BTS ou DUT.
Expérience souhaitée 2 à 3 ans.
Age maximum 30 ans.

Tél. pour rendez-vous 735-96-50.

Groupe de 1re importance recherche pour son siège PARIS

JEUNE COMPTABLE
B.T.S. débutant (ou pte expér.) Futur chef de groupe pour son service comptabilité d'exploitation.
T. 567-55-88, p. 278, 9 à 11 h.

URGENT
VILLE D'ACHERES 78
16.000 habitants
recherche

DIRECTEUR (TRICE)
Expérimenté, pr foyer J. Trav. logt assuré. Se prés. ou adr. candidature avec C.V. à M. le Maire. Tél. : 911-16-51.

Pour faire face à son développement
PAPETERIES DE SAINT-LOUIS
recherchent

ATTACHÉ DE DIRECTION COMMERCIALE
ESC débutant ou 2-3 ans d'expérience. Responsable études commerciales (produits distribution) et chargé applications sur le terrain.

REPRÉSENTANT EXCLUSIF
pour PARIS et région parisienne, statut V.R.P.
Clients à visiter : papetiers, grossistes et imprimeurs.

Env. C.V., photo, prétent. en indiquant le poste choisi à Papeteries de Saint-Louis, 115, avenue du Président-Wilson, 93212 La PLAINE-SAINT-DENIS.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche

UN CADRE ADMINISTRATIF
de la fonction « Personnel »

Responsable :
- de la sélection et de l'embauche du personnel.
- des formalités administratives des mouvements du personnel permanent et temporaire.
- de l'établissement et du suivi des contrats de travail et d'intéressement.

Le poste, à pourvoir à PARIS, nécessite une formation supérieure et une expérience affirmée dans ces domaines.

Nous remercions les candidats de bien vouloir envoyer leur CV sous référence no 41.973, à RUSH PUBLICITÉ, 84, rue d'Hauteville, 75010 PARIS (qui transmettra).

MATRA

recherche pour sa Direction Production (Division Série)

INGENIEUR

de formation SUP AÉRO - SUP ELEC - ENSI - pour lui confier la responsabilité de la mise en production d'un programme de matériels électromécaniques et électroniques et de son suivi, au niveau qualité, coût et délai.
Ce poste conviendrait à un candidat ayant acquis une expérience de 2 à 5 ans dans un domaine similaire.

Adresser CV, rémunération souhaitée en indiquant la référence SM 298

MATRA Monsieur KORFAN B.P. No 1 - 78140 VELIZY

ORGANISME PARA-PUBLIC
A VOCATION INTERNATIONALE
recherche

POUR SES ACTIVITÉS EN TÉLÉCOMMUNICATIONS

2 INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

(Réf. : 1.944) pour des travaux de mise au point de méthodes et outils de planification de réseaux. Cette activité d'études se prolongera par des missions concrètes de vente de produits et d'assistance d'aide à la décision auprès de responsables étrangers.

Il est demandé 3 à 5 ans d'expérience dans les études technico-économiques et la recherche opérationnelle.

2 INGÉNIEURS ÉCONOMISTES

pour la conception et la mise en place de systèmes de planification et de prévisions (réf. : 1.947).

Il est demandé 3 à 5 ans d'expérience effective dans la planification économique des pays en voie de développement (planification industrielle, études d'aménagement, prévisions).

Les candidats retenus devront :
— être aptes à effectuer des missions à l'étranger ;
— posséder une bonne connaissance de la langue anglaise.

Ecrire avec C.V. manuscrit + photo + prétentions, en précisant la référence du poste ss le no 8.846 à : « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e.

SOCIETE IMPORTANTE
DU CYCLE DU COMBUSTIBLE NUCLEAIRE
recherche

INGENIEUR D'AFFAIRES

pour négociation et gestion technique d'importants contrats (France et exportation).

Poste d'avenir au niveau de l'état major d'une branche d'activité.

FORMATION :
Ingénieur grandes écoles plus formation économique ou juridique complémentaire (IAE ou équivalent).

Une première expérience professionnelle de 3 à 5 ans serait appréciée.

Le poste exige une parfaite connaissance de l'anglais, et de fréquents déplacements de courte durée.

Lieu de travail : Banlieue Sud.

Rémunération en fonction de l'expérience acquise.

Envoyer C.V. manuscrit plus photo à No54299 CONTESSE PUBLICITE - 20, Avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE MARCHE DES BIENS D'EQUIPEMENTS ET PRODUITS INDUSTRIELS PARIS-EST
recherche :

JEUNE ASSISTANT PUBLICITE

25 ans min. Première expérience publicitaire indispensable, de préférence en milieu industriel. Position cadre.
Rémunération minimum départ : 65.000 F.
Ecrire Service V
P.A. JUSTET
2, R. des Dardanelles
Paris 17e

P.A. JUSTET membre d'international recruiting group

Groupe important, domaine électricité recherche pour poste technico-commercial à Paris avec déplacements en province,

INGÉNIEUR
ESME, EEMI, EEIP ou similaire

28 ans minimum. Dynamique, habitué au travail d'équipe. Ayant quelques années d'expérience. Anglais souhaité.

Adr. C.V. manuscrit détaillé avec photo et prét., no 55.880, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE
140/160 000 F

Notre société multinationale fabrique et commercialise du matériel électronique d'avant-garde (HI-FI). Nous souhaitons développer notre implantation internationale et, plus particulièrement, sur la France.

Dépendant directement du Directeur International, vous aurez à mettre en place une organisation commerciale dynamique pour la vente de nos produits qui s'adressent à une clientèle de classe moyenne et élevée.

Une formation supérieure du type ESSEC, ESCP, INSEAD, serait un atout supplémentaire, toutefois, c'est votre expérience de Chef de Ventes ou de Directeur des Ventes dans un secteur d'activité similaire (HI-FI, radio, etc.) qui nous intéresse ainsi que votre connaissance du marché et des circuits de distribution.

La pratique de l'anglais ou de l'allemand est souhaitable.

C'est un poste évolutif qui peut vous offrir de réelles possibilités de carrière dont nous vous parlerons au cours d'un prochain entretien.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 3.643 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

IMPORTANTE
FÉDÉRATION
industries de biens de consommation
recherche pour son

DÉPARTEMENT COMMUNICATION

1) UN RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT
h. 32 ans min.

Ses responsabilités seront :
- étudier et présenter une stratégie de promotion et de relations publiques ;
- mettre en œuvre et gérer les programmes qui en résultent ;
- animer une équipe de réalisation ;
- établir les contacts nécessaires avec la profession et à l'extérieur.

Formation demandée :
- expérience de plusieurs années dans relations publiques ou publicité à niveau responsabilité ;
- grande aisance expression écrite et orale ;
- pratique de l'anglais ;
- capacité d'organisation et de gestion.

Rémunération annuelle : 140 000 F.

2) UN ASSISTANT h. ou f. 30 ans min.

chargé, sous la direction du responsable du département, de la mise en œuvre pratique d'actions promotionnelles et de relations publiques. Une expérience de quelques années dans ces domaines est nécessaire. Dactylo et anglais souhaitables.

Rémunération annuelle : 90 000 F.

Pour ces deux postes, écrire lettre man. et joindre C.V. et photo à Ségeste, 18, r. Vignon, 75009 Paris.

CHEF DU SERVICE
ETUDES ET RECHERCHES
CABLES ELECTRIQUES

La Société (600 personnes) est la filiale Française d'un groupe européen. Son usine, située en Banlieue Ouest fabrique des fils et câbles isolés pour le transport de l'énergie. Elle souhaite confier le service Études et Recherches à un Ingénieur ou Universitaire de formation physico-chimique ayant au moins 5 ans d'expérience en conception ou mise au point de câbles électriques.

France Cadres — 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 784 M2

SOPAD (NESTLÉ)

recherche
pour son Service Informatique

INGÉNIEUR ANALYSTE
GRANDE ÉCOLE SCIENTIFIQUE OU COMMERCIALE

ayant quelques années d'expérience dans la fonction, pour lui confier la responsabilité du développement d'application de gestion
- Matériel IBM 370/158 ; système OS/VS1 ; environnement IMS ;
- Langage COBOL ANS.

Ecrire avec C.V. détaillé à
Direction du Personnel
17-19, quai Paul-Doumer,
92401 COURBEVOIE.

ENTREPRISE du BATIMENT et des T.P.
à vocation internationale

Recherche

JURISTE

Ayant quelques années de pratique au sein du service juridique d'une société ou d'un cabinet international d'avocats.

Le candidat, âgé de 28 ans au moins, aura une très bonne connaissance de l'anglais et participera en particulier aux activités suivantes :

- Elaboration de protocoles et contrats internationaux ;
- Création de sociétés à l'étranger ;
- Réponses aux appels d'offres internationaux ;
- Règlements des litiges ;
- Conseils juridiques aux différents services et filiales.

Le poste à pourvoir se situe en banlieue Sud à proximité immédiate de PARIS.

Env. C.V. et prétentions nº 55.566 CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er).

Baranne

Boulogne-Billancourt
recherche pour son
DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Ayant quelques années d'expérience IBM système 3-32 ou 3-70. Bonne connaissance langage RPG II. Anglais lu et parlé indispensable, Allemand apprécié.

Disponible rapidement, cadre de travail agréable, proximité métro, restaurant d'entreprise.

Envoyer curriculum vitae et photo à :
BARANNE S.A.
M. Laurent CLAIZERGUE
65, avenue Édouard Vaillant - B.P. 313
92102 Boulogne-Billancourt Cedex

Société Internationale d'Importation et de Distribution de produits promotionnels
recherche pour sa division vente en gros

CHEF DES VENTES

capable de créer et de développer l'activité qui lui sera confiée.

Cette fonction exige :
- Des qualités de négociateur de haut niveau ;
- Une créativité, un grand dynamisme allié à une rectitude morale et professionnelle ;
- Une connaissance approfondie des divers canaux de distribution ;
- De solides introductions auprès des agences de publicité, du marketing des grandes sociétés, des sociétés de vente par correspondance.

Un homme de moins de trente ans n'aurait probablement pas l'expérience ni les relations nécessaires au poste proposé.

Rémunération de base : 7.500 F mensuels × 13 + importante commission sur les objectifs réalisés.

Adresser curriculum vitae à CFP Associés, 3, rue Moncey, 75009 Paris, sous référence CVS.

Responsable Audit

- Nous sommes un groupe au C.A. de 1,8 milliard de francs, implanté dans les secteurs du service technique, de la distribution de combustibles et de l'installation ;
- Autour d'un noyau principal vient s'agglomérer une quarantaine de petites filiales ;
- Notre structure diversifiée autant sur le plan géographique (FRANCE - ETRANGER) que juridique et sectorielle, nous conduit à créer un service de contrôle et d'Audit.

- Le responsable relevant du Directeur administratif et financier du groupe aura pour objectifs la mise en place et le fonctionnement du système de contrôle en s'appuyant sur deux AUDIT Juniors ;
- Il aura une formation supérieure (Sup de Co + D.E.C.S., par exemple), ainsi qu'une expérience de 4 ans minimum dans un Cabinet ;
- Il parlera de préférence l'Anglais.

Ecrire nº 4.056 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e).

CENTRAL INFORMATIQUE

Société de conseil et de services en informatique, partageant entre tous ses collaborateurs les profits de sa gestion, dans le cadre de son développement continu,

recherche pour le 1er Mai 1978
plusieurs jeunes

INGENIEURS et UNIVERSITAIRES
DEBUTANTS — Physiciens ou Chimistes
Femmes ou Hommes

- Les postes à pourvoir impliquent des relations suivies avec les clients
- Les six premiers mois sont consacrés à la formation à l'informatique et à nos méthodes
- Les perspectives de carrière sont très ouvertes.

Envoyer lettre de candidature avec CV manuscrit et prétentions sous référence CI 478 à :
CENTRAL INFORMATIQUE S.A.
A l'attention de Mlle Ruzé - 62, Bd Victor Hugo
B.P. 124 - 92209 NEUILLY

SOCIETE DE DISTRIBUTION (circuits courts)
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE EUROPEEN
RECHERCHE

LE CHEF DU SERVICE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Le poste :
sous l'autorité du Directeur de la Comptabilité, il aura en charge.
- La comptabilité fournisseurs.
- La tenue de la comptabilité de filiales.
- Le suivi des dépenses d'un réseau d'agences régionales.
- Les tâches incombant à un service de comptabilité générale, élaboration du bilan exclue.

L'homme :
Ce poste conviendrait à un jeune Diplômé (Ecole de Commerce + D.E.C.S. ou D.E.C.S. + I.A.E. ou I.C.G.). Désireux d'acquérir une réelle pratique Comptable.

Env. C.V., prét. et photo, ss réf. 1.132 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS, CEDEX 09, qui transmettra.

SOCIETE INTERNATIONALE
recherche

UN CADRE (Position I ou II)

Responsable de la gestion du personnel expatrié.
Age : 35 ans environ.
Méthodique, très méticuleux et rigoureux.
Connaissant couramment l'anglais (lu, parlé et écrit), si possible l'espagnol.
Niveau des connaissances requises :
capacité en droit, ayant 3 à 4 ans d'expérience dans la pratique du droit (à l'étranger notamment) dans l'entreprise, des notions de comptabilité, d'assurances, de bonnes connaissances de base en fiscalité.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous nº 3209
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney - 75002 PARIS

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE PARIS

Recherche

pour poursuivre le développement de ses activités un

JEUNE CADRE MARKETING

Il sera chargé de concevoir et de mettre en œuvre la promotion de la diffusion de plusieurs revues et de livres techniques.
Une bonne connaissance des techniques de mailing sera appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions à M. BOMMELAER, Société des Publications du Moniteur, 17, rue d'Uzès - 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE TECHNIQUES AVANCÉES
Banlieue SUD-EST recherche

GESTIONNAIRE TECHNIQUE
GRAND PROJET

INGENIEUR Grande Ecole, expérience minim. de 5 ans et connaissance des matériels embarqués souhaitée.

Il est responsable de la coordination et du suivi du développement d'équipements spatiaux embarqués de haute technologie.

Les techniques mises en œuvre relèvent de l'électronique logique et analogique, de l'optique et de la mécanique.

Les projets sont à traiter au niveau système.

Adr. C.V. et photo à nº 55.619, CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

Importante Société Siège Levallois
recherche

CADRE FINANCIER
minimum 30 ans

pr ses Services Financiers sect. Exportation

Sera chargé de l'étude des conditions financières des offres (COFACE, financement moyen et long terme, préfinancements et calculs des coûts).

Préférence avec expérience similaire dans Société Exportatrice ou dans Service Exportation d'une banque.

Lecture anglais indispensable, espagnol souhaité. Si possible libre rapidement.

Adr. C.V. manuscrit à nº 53.763, CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

Je veux travailler avec des hommes qui ont l'habitude de travailler pour leur propre compte, des hommes qui ont l'habitude de

— GAGNER DE L'ARGENT
— BEAUCOUP D'ARGENT
— DES HOMMES POSITIFS

- qui désirent construire leur avenir avec une Société Internationale de vente ;
- parlent plusieurs langues ;
- et sont libres de voyager.

Ecrivez avec curriculum vitae et photo à :
DAVID G. TUCKER c/o C.I.C.A.,
45, rue de Courcelles, 75008 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE PLACE DE PARIS
recherche
pour son Département TRÉSORERIE

1 ADJOINT au CHEF du DÉPARTEMENT

- RESPONSABLE de l'équipe d'administration et contrôle du secteur « devises, nostri, etc. » ;
- expérience professionnelle et bancaire nécessaire ;
- âge minimum 30 ans.

Env. C.V. + ph., no L 737.939 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transm.

Chargé (ée) de Relations publiques
91.000 F +

Il s'agit d'un poste clé compte tenu du fort développement de notre groupe, leader dans notre branche d'activités de services.

En collaboration étroite avec la direction du Marketing, vous aurez à prendre en charge la liaison avec la Présidence et les différents services fonctionnels et opérationnels du groupe.

Vous assurerez par ailleurs les contacts avec nos conseils extérieurs et prendrez en charge la fonction d'Attaché de presse.

A notre avis, pour réussir dans un tel poste, il vous faut faire la preuve d'un excellent contact à tous les niveaux, d'importantes qualités d'organisation et de méthode et de beaucoup d'esprit pratique pour la réalisation des tâches matérielles.

Bien sûr, vous parlez anglais couramment et vous savez vendre vos idées.

Nous souhaitons avoir avec vous un entretien simple et détendu pour approfondir le contenu de cette annonce.

Merci d'envoyer votre C.V. ss la référence 3.649 à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS
IBD

à qui nous avons confié cette recherche.

Ingéniérie-travaux neufs
F 170 000

DIRECTEUR TECHNIQUE

D'une société française d'ingénierie spécialisée dans les équipements industriels thermiques et usines clef en main, leader sur son marché et fortement exportatrice (chiffre d'affaires de F 180 millions). Basé à Paris et rattaché à la Direction Générale, ce nouveau responsable sera chargé d'assurer la réalisation d'unités de production complètes ou partielles pour lesquelles il sera toujours maître-d'œuvre.

Sa responsabilité couvre la définition du projet, son exécution, sa mise en route et l'organisation de sa maintenance. Il supervise les services Etudes, Montage et Assistance Technique dont il assume la coordination et le contrôle en veillant à la bonne marche de chaque affaire.

Ce poste convient à un ingénieur diplômé, possédant une double expérience de technicien et de gestionnaire acquise de préférence dans la direction d'un service Travaux Neufs, ou bien dans une société d'ingénierie. La pratique de l'anglais est très souhaitable.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 9101 à:
J.N. CRETE
Tour Montparnasse 33, avenue du Maine
75755 Paris cédex 15 - Discrétion absolue.

Chargé de
RECRUTEMENT ET FORMATION

Nous sommes une entreprise de distribution, notre expansion est constante — magasins à Paris et en province — notre notoriété ne cesse de s'accroître au niveau national.

Nous recherchons pour notre siège (PARIS) UN JEUNE CADRE auquel nous confierons la responsabilité du recrutement et de la formation d'une partie de notre personnel.

Le candidat, âgé de 26 ans minimum, de formation supérieure (psycho, de préférence), apportera une première expérience similaire ou éventuellement une pratique du recrutement seul, nécessairement dans le secteur de la distribution.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature s/réf. 556 à CREATIONS DAUPHINE, 41, avenue Friedland, 75008 Paris, qui nous les transmettra rapidement.

SOCIETE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE
recherche

JURISTE
EN DROIT SOCIAL

- Licence en droit exigée.
- Expérience professionnelle réelle en Droit Social au sein d'une entreprise ou d'un cabinet.

La personne recrutée sera chargée de conseiller une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales. Elle devra avoir une bonne connaissance de la vie des affaires et se trouver à l'aise dans les rapports humains.

Envoyer C.V. manuscrit à
S.J.F.F. - Direction de Paris,
18 bis, rue de Villiers, 92309 LEVALLOIS-PERRET.



THOMSON-CSF
Département Manuels Techniques
recherche :

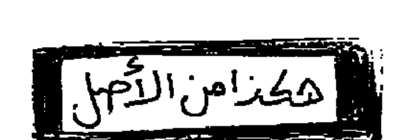
RÉDACTEURS expérimentés
en notices d'équipements électroniques
ISSY-LES-MOULINEAUX
Tél. 645-21-40. M. PETITGENET

BANQUE INTERNATIONALE PLACE DE PARIS
recherche
pour son Département TRÉSORERIE

UN TRÉSORIER « FRANCS » confirmé

- EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE, 10 ans mini.
- ANCIENNETE BANCAIRE APPRECIEE.

Env. C.V., photo, no T 737.938 M., REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.



هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

FERODO

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
C.A. 4,2 MILLIARDS
EFFECTIF 29.000
recherche afin de renforcer son potentiel dans le cadre d'une politique d'évolution de carrière

pour sa Division Sofica Echangeurs Thermiques (LA VERRIERE 78)

INGÉNIEUR AFFAIRES INTERNATIONALES

Débutant ou ayant une première expérience de la vente de produits industriels, obligatoirement diplômé Grande École d'ingénieurs. Après formation, il sera chargé de négociations techniques et commerciales avec les constructeurs automobiles allemands, en liaison avec les départements Recherche et Production de la Division.
Bilingue allemand-français exigé.
Déplacements fréquents.
Réf. 21818/1.

INGÉNIEUR ESSAIS DÉBUTANT

Obligatoirement diplômé Grande Ecole d'ingénieurs (mécanique). Au sein de l'équipe du centre de recherches de la Division il participera, après formation, à la définition du cahier des charges de systèmes de climatisation pour l'automobile et sera responsable de l'élaboration du prototype ainsi que de la conduite et de l'interprétation des essais.
Réf. 21818/2.

Pour sa Division Verto Embrayages (SAINT-OUEN 93)

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT DÉBUTANT

Diplômé Grande Ecole d'ingénieurs (mécanique). Après formation, il sera chargé d'études pour la mise au point de produits nouveaux en liaison avec le centre d'essais de la Division. Il participera également à l'industrialisation des produits.
Réf. 21818/3.

Pour sa Division Ferodo (CONDE-SUR-NOIREAU 14)

CHEF DE SERVICE MÉTHODES

Diplômé Grande Ecole d'ingénieurs (mécanique). Il aura 4 à 5 ans d'expérience des méthodes ou des fabrications mécaniques en série. Au sein d'une organisation décentralisée de la Production, il sera chargé, pour une ligne de produits, de la détermination, de l'étude et de la mise en place de moyens matériels de production, de l'établissement des gammes de fabrication, de l'élaboration des éléments techniques entrant ds le calcul de prix de revient et de l'étude de l'amélioration des postes de travail.
Réf. 21818/4.

Adresser C.V., prétent. et photo en indiquant la référence du poste, à FERODO Service Recrutement 42, rue Bayen, PARIS (17e).

M. I. T. INFORMATIQUE

recrute le personnel très confirmé suivant :

INGÉNIEURS

Responsable Études informatiques
3-7 personnes
3-5 ans d'expérience

Chef Projets systèmes comptables

Chefs Projets
PL 1 - IMS - DL 1

SYSTEMES IBM 370-OS

SYSTEMES IBM 3650

SYSTEMES UNIVAC 90-30

ANALYSTES

IBM 370
PL 1 - IMS - DL 1

IBM 3-15
COBOL + CCP

UNIVAC 90-30

PROGRAMMEURS

IBM - UNIVAC
PL 1 - COBOL - GAP

PUPITREURS

IBM 370-OS
IBM 370-DOS

Adresser C.V. détaillé : 5, rue du Helder - 75009 Paris ou tél. pr rendez-vous : 247-13-41

Société de machines-outils, enlèvement de métal, rech.

CHEF SERVICE COMMERCIAL

Formation technique, expérience commerciale, connaissances en commandes numériques souhaitées. - Ecrire C.V. détaillé, photo et prétentions sous référence 7.769 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Société d'informatique proche banlieue sud recherche pour travaux logiciel sur systèmes temps réel

INGÉNIEURS

grande école ou équivalent, même débutants.
Envoyer C.V., photo et prétent T.I.T.N., 1, rue Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS.

Nous sommes une société française de première importance.

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables, après un STAGE d'atteindre en quelques mois UN SALAIRE de 4.000 à 6.000 F MENSUELS.

Nous leur offrons :
— Une formation complète ;
— Une activité prenante ;
— Un plan de carrière précis.

SI vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecr. à 3.803, Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

La préférence sera donnée à candidat ayant fait :
— SOIT de bonnes études,
— SOIT la preuve de leur personnalité.

BUREAU D'ETUDES SPECIALISE recherche CADRES ou TECHNICIENS connaissant problèmes frigorifiques, viande et poisson, études et chantier. Ecrire avec C.V. nº 737.797, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ingénieurs électroniciens P 2, études analogique, logique. Tél. pour R.-Vs. : 292-28-73.

Centre de formation, association loi 1901, quartier Saint-Lazare, Paris, recherche

COMPTABLE A MI-TEMPS.

Ecrire avec C.V. et prétentions à 29.528 B. BLEU, 17 r. Lebel, 94300 VINCENNES.

représent. offre

Importante Société industrielle et commerciale recherche

COLLABORATEUR COMMERCIAL

Il sera principalement chargé d'aider les équipes de vente dans toutes les formes de promotion et dans tous les canaux de distribution sur la région parisienne.

Conditions requises :
— BAC ou DUT techniques de commercialisation ;
— Permis de conduire B ;
— Libéré des O.M. ;
— Expérience de la vente souhaitée.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, sous réf. 9.082 LTP 31 bd Bonne-Nouvelle, Paris-2e, qui transm.

capitaux ou proposit. com.

Jne cadre ch. capitaux urgt pr mages. été, forte rém., 50 000 F pr 4 mois, intér. 4 % par mois. Gachet, 150, bd Diderot, Paris.

CAPITAUX DISPONIBLES
Fonds disponibles au niveau international pr projets rentables $ 300 000 minimum. Contacter : Venture Capital Consultants 15300 Ventura Bd, Suite 500 A Sherman Oaks, California 91403 U.S.A. (213) 789-0422 Telex : 651355 VENCAP LSA

secrétaires

Secrétaires de direction



JCDecaux
publicité abribus

recherche
pour son Président Directeur Général

UNE SECRETAIRE DE DIRECTION

La candidate, âgée de 30 ans minimum, devra :
- présenter de sérieuses références et posséder une solide expérience dans un poste identique.
- être excellente sténographe et dactylographe
- savoir parfaitement mettre en forme et rédiger un texte ou une lettre sur la base d'idées directrices.
- être rompue aux relations au plus haut niveau et avoir un sens très développé du contact.

Voiture indispensable pour se rendre sur le lieu de travail.

Ecrire en joignant CV, photo récente et en indiquant prétentions à
J C DECAUX
BP 11 - 78370 PLAISIR



Secrétaires

IMPORTANTE SOCIETE DE VENTE DE BIENS D'EQUIPEMENT recherche

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO
POUR LE SERVICE AFFAIRES, FINANCIER ET JURIDIQUE

Le poste nécessite des qualités d'initiative et d'autonomie.
Il comporte le secrétariat du Chef de service et son assistance administrative.
Un bon niveau et une expérience de secrétariat juridique sont souhaités.

Ecrire avec C.V. et prétentions Nº 55.461, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Cherche

SECRÉTAIRE STENODACTYLO

bilingue anglais-français.
Libre rapidement pour activité Opéra et concerts.
Téléphone : 225-58-34.

Importante Société de Travaux Publics située à PARIS-13e arrdt, métro : PORTE-D'IVRY recherche pour le Service du Personnel de sa Division internationale

Une SECRÉTAIRE-STÉNODACTYLO SERVICE DU PERSONNEL

Agée de 28 ans minimum, la candidate aura acquis une expérience professionnelle de plusieurs années, si possible dans un service du personnel.

Adr. C.V., photo et salaire actuel, réf. P. 114 à : E.J.L., Division Internationale, Service du Personnel, 11, bd Jean-Mermoz, 92202 NEUILLY Cedex.

Important magasin Paris-18e, près gare du Nord

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

notions comptabilité pour poste évolutif. Hor. 40 heures du mardi au samedi. Tél. pour R.-Vs. M. Lardy : 606-65-88.

FILIALE GROUPE ELECTRONIQUE IMPORTANT situé porte de Montreuil recherche

SECRÉTAIRE-ACHETEUSE

connaissant composants électroniques.

Ecr. nº 55.378, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

FABRIQUE DE BIJOUTERIE recherche pour son service EXPORTATION

SECRÉTAIRE-STÉNODACTYLO

parfaitement bilingue français-anglais, bonnes notions d'espagnol souhaitées.
7 h. 30 x 5. Env. C.V. manusc., réf. et prétent. Ets GARNIER, service 357, 60, rue de Turbigo, Paris-3e.

information divers

POUR
TROUVER
UN
EMPLOI

Le CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédact., exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour information, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

travail à domicile

Demande

SECRET. ch. manus., thèses, rapports à dactylographier. Travail soigné — Tél. 004-25-92.

demandes d'emploi

INGÉNIEUR D'AFFAIRES
spécialiste en automatismes, trilingue, dont italien, souhaite entrer en contact avec SOCIETE INDUSTRIELLE travaillant avec
L'ITALIE
Ecr. nº 2.413 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

CADRE
28 ANS
grande expérience technique et commerciale micrographie, rech. EMPLOI A RESPONSABILITES de préférence création.
Ecr. nº T 4.048 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Homme 30 ans
EXPERT
COMPTABLE DIPLOME
Etudie toute proposition TEMPS PARTIEL région parisienne. Sérieuses réf.
Ecr. nº T 3.987 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

J.H. MAITRISE DROIT PRIVE, ch. 1er emploi dans service du personnel ou serv. administratif. Ecr. nº 2.412 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

CADRE DE BANQUE
Classe V
Homme, 30 ans, 14 ans d'expér., responsable administr. en agence études d'organisation administr., recherche situation région Nice. Ecr. nº 2.410 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Dame 43 ans, excell. présentat., connaiss. secrétariat, rédaction contentieux 7 ans, gérante hôtel tourisme 5 ans, capable prendre initiatives, ch. emploi avec responsabilités. Etud. toute propos. Tél. 885-31-69, tous les matins.

Tech. bâtiment 1.A.C., 30 ans, 10 ans expér., ch. place stable bureaux d'études ou entreprise. Ecr. nº 6.665 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

JEUNE CADRE 29 ANS de formation supérieure (juridique et commerciale) 2 ans expér. dans l'administration de biens, rech. situation sérieuse à Paris ou proche banlieue.
Ecr. nº 81466 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

Licencié raison économique
DIRECTEUR COMMERCIAL
cherche place stable
IFI, MENAGER
Région parisienne.
Ecr. nº T 004046 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

CADRE SUPERIEUR, 46 ans, INGENIEUR E.S.E., expérience et formation technique, marketing, gestion, langues, ch. à promouvoir activités nouvelles pour entreprises électronique.
Ecr. nº T 04062 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

CADRE 35 a., licencié en droit, 10 a. expér. gestion d'opérations d'aménagement et d'urbanisme et d'assistance à collectiv. local., ch. emploi équivalent. Lib. ste. Ecr. nº T 04036 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

Ttes Traductions anglais, espagn. par traductrice diplômée. Tél. : C. BEAUDOIN (42) 27-98-35 ou 27-94-26 (domicile).

JEUNE ALLEMAND, maîtrise SC. PO. TRIL. ANGL., FRANÇ., ch. emploi dans sect. industriel, commercial, ou journalistique. Ecr. nº T 81460 M. REGIE-PR. 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

J. F. 33 ans, licence anglais, connaissance espagnol, expér. enseignement, traductions, secrétariat, rech. place mi-temps. Ecrire nº 3820, Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, Paris-11e

---

J. CUISINIER ch. place à l'année, nourri seulement. Ecrire : M. GATTA chez M. Perrin Saint-Paul-de-Varces LES MALLETS 38760

Technicien TV expérimenté ch. pl. stable dans service audio-visuel de votre société. Ecrire : M. Vincent FERON, 14, bd A.-France, 92190 Meudon Téléph. : 027-55-59

J.H. 27 ans, Sc. Po, M.B.A. Columbia, D.E.S. Sc. Eco, anglais courant, conn. allemand, espagnol, 1 an et demi expérience contrôle budgétaire, rech. poste ds domaine Finance, Administr. Ecr. nº 2 417, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

JURISTE, H. 28 ans. Droit des Stés, Droit des Aff., Fiscalité. Expér. Cons. JUR. et FISCAL. Toutes propositions à : M. LEPINAUX, 6, r. A-Vigny, 95370 Montigny-lès-Cormeilles, 997-25-53, qui transmettra.

---

35 ans, licencié lettres, expérience, cherche emploi école libre non confessionnelle. Ecr. nº 737805, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

H. 30 ans, Maîtrise de gestion. Analyste financier, recherche poste d'Assistant à Contrôleur de gestion ou Directeur financ. Ecr. nº 2411, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

CADRE SUPÉRIEUR
50 ans, licence droit, I.C.G., I.S.A., Anglais et italien courants
20 ans expérience bancaire approfondie

Pratique. — Direction et gestion d'entreprise. - Finances, Comptabilité, Trésorerie, Juridique. - Droit des sociétés, etc.

Cherche : Direction générale, Direction financière ou administrative, secrétariat général.

Ecrire nº 2.418, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9e), qui transm.

CHEF DES VENTES
30 ANS
E.S.C. - ANGLAIS

Expérience 5 ans produits industriels. Rompu à Direction équipe de vente. Elaboration plan de marketing. Animation réseau revendeurs et distributeurs. Etablissement et suivi de budgets.

recherche

RESPONSABILITES VENTES ET MARKETING FRANCE / EXPORT.

Ecrire nº 81.447 M. REGIE - PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

DIRECTEUR GÉNÉRAL
— 40 ans ;
— expérience de conseil et de direction générale ;
— formation Grande Ecole,

cherche
nouvelle étape de responsabilité développement ou redressement moyenne entreprise ou département d'un groupe.

Ecrire nº 8.839, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

Centre de Formation Professionnelle pour Adultes recherche emplois pour
EMPLOYÉS (ÉES)
de service commercial, connaissant la
COMPTABILITÉ usuelle et la DACTYLOGRAPHIE
Disponibles immédiatement.
Tél. 735-18-30, postes 79 et 64.
Possibilité de prise en charge partielle du salaire.

CADRE
ADMINISTRATION COMMERCIALE

46 ans. 20 ans d'expérience dans les divers aspects de la fonction d'administration commerciale dans deux entreprises alimentaires, leader sur leur marché (C.A. supérieur à 600 millions de francs).
Spécialiste des questions :
— de transports et d'entreposage,
— d'organisation des circuits de distribution et de gestion des coûts.

Recherche poste similaire région parisienne de préférence. — Libre rapidement.

Ecrire à nº 55706, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

TRANSPORT
CADRE SUPÉRIEUR - 55 ans

30 ans expér. transit douane, comptable de formation. Grande expérience financière et administrative. Recherche création de poste transport chez P.M.E. Libre rapidement.

Ecrire nº 6.684 « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS-9e, qui transm.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

F. — 53 ans - Licenciée en Droit CAPA - Plusieurs années expérience avocate à la cour d'appel - Stage APOEI (à la direction de contentieux de la BNP).

RECHERCHE : poste assistante, service contentieux, documentation ou études juridiques - Service de gestion du personnel ou secrétariat général. (Section BCO/DK.)

CADRE D'EXPORTATION. — Formation comptable, droit commercial, marketing - Secrétariat à haut niveau - Anglais, allemand courants - 11 ans expérience d'exportation dans les secteurs : cosmétique, optique, transports.

RECHERCHE : poste similaire ou adjointe de direction commerciale - Paris - Région parisienne. (Section BCO/DK.)

CHEF COMPTABLE. — 43 ans - 20 ans d'expérience - Connaissant informatique, fiscalité, comptabilité anglo-saxonne, gestion du personnel - Anglais.

RECHERCHE : poste similaire - Etudie toutes propositions - Paris - Région parisienne. (Section E.)

CHEF DE VENTES. — Parfaitement bilingue anglais, allemand - Expérience marketing, vente, organisation réseaux commerciaux (20 ans) - Création réseaux pays anglo-saxons - Responsable commercial dans 3 sociétés internationales.
RECHERCHE : poste direction des ventes - France - Etranger. (Section B.)

s'adresser à:



AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

TECHNICIEN DIPLOMÉ
32 ans - Fonderie - mécan. gale. Expér. chef de fabrication et formation - recherche SITUATION REGION TOURS. Ecrire : Ch. DURAND, Husseau, 37270 MONTLOUIS.

CADRE DE BANQUE
CLASSE VII
FORMATION SUPERIEURE + I.C.G.
14 a. d'exp. : EXPLOITATION ET SECRETARIAT GENERAL. Souhaite poste d'adjoint à ces 2 départements. - 150.000 F/an. Ecr. nº 2.394 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

CHEF PERSONNEL P.M.E.
H. 28 ans, sous-officier, gradué en droit + législation du travail et sécurité sociale. Elève en D.E.S.E. au C.N.A.M. Diplômé d'études commerciales + 1 an comptabilité et gestion. Lib. suite. Ecr. 55.765, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er.

J. F. 20 ans, bilingue français - américain, intéressée par presse, publicité, photo, assumerait fonction de
COLLABORATRICE TECHNIQUE
secrétariat (sans sténo), préf. SOCIETE AMERICAINE. Ecrire nº 55.935, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

EXPERT COMPTABLE
COMMISSAIRE AUX COMPTES
31 ans, solide expérience dans son propre cabinet, recherche situation en AFRIQUE NOIRE francophone, OUTRE-MER. PILACHE, 34, rue Saint-Louis, 17000 LA ROCHELLE.

CADRE BANCAIRE
Classe 6, 35 ans, 17 ans d'activité dont 6 crédit bail, mobilier, expér. administrative gestion, précontentieux et relations commerciales, recherche situation active dans banque ou établissement financier. — DEGARNE, 42, rue du Richardet, 93160 Noisy-le-Grand. 303-73-33.

CADRE 40 ans. Gde expérience
COMPTABILITÉ - GESTION FINANCES - PERSONNEL
Niveau international, ch. emploi FRANCE SUD ou PAYS AFRIQUE francophone. Etudier. toutes propositions. Ecrire HAVAS PAU D 150.350.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
FORMATION SUP de CO + EXPERTISE COMPTABLE
Résidant Paris, 47 ans, possédant longue et solide expérience de la gestion de sociétés de moyenne importance acquise dans diverses sociétés dont l'électronique professionnelle, recherche situation.
Sérieuses références morales et professionnelles.
Disponible immédiatement.
Ecr. nº 2393, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

---

CADRE TECHNIQUE ET GESTION
35 ans - INGENIEUR CNAM + IAE + DECS
Etudie toutes propositions
Ecr. nº 81461 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

SPÉCIALISTE LANGUE et AFFAIRES ALLEMANDES
33 ans, désire assurer vos relations franco-allemandes d'ordre commercial ou autre. Voyage souhaité. - Connaissances financières. - Import-export confirmé. Anglais excell. Ecr. nº T 04014 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

CADRE SUPÉRIEUR
45 ans - Formation Ecole nat. des Impôts. - Assumé pendant 12 a. fonctions de responsabilités dans adm. publiques. - Sous-directeur administratif et financier pendant 5 ans dans organisme public ind. et com. Solide exp. fiscale et comptable. Contrôle de gestion. Disponible immédiatement.

Ecr. nº 2.414 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

INGÉNIEUR E.T.P. CHEC
DIPLOME I.A.E., I.C.G. probatoire comptabilité, expér.
— 5 ans cadre d'entreprise,
— 6 ans cabinet d'organisation,
— 7 ans direction d'entreprise.
recherche SITUATION POSTE DE CONFIANCE, GESTION, administration, organisation. Tél. après 20 h. : 460-28-85.

occasions

EN SOLDE MOQUETTE ET REVETEMENTS MURAUX, 1er et 2e choix, 100.000 m² sur stock. Téléph. 355-66-50.

autos-vente

+ de 16 C.V.

Urg. Sté vd MERCEDES noire, 450 SL, ttes options, climatiseur, 52.000 km, ét. impeccable. Tél : 723-31-90 - 225-58-66

divers

LANCIA AUTOBIANCHI
13, Bd Exelmans - 16e
OUVERT SAMEDI TOUTE LA JOURNEE
• 524.50.30 •

ROVER
Neuves, occasions, entretien.
JACQUES SAVOYE
237, bd Pereire (17e). 574-82-80.

box-parking

Box à louer sous-sol, rue Guynemer, Paris, 400 F par mois. Téléph. : 464-32-54

---

les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30 — de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01
Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

immobilier

appartements ventes

Paris Rive droite

CARNET

Naissances

— Alain et Brigitte GENESTAR ont la joie d'annoncer, avec Edouard, la naissance de

Adélie,

le 22 janvier 1978 à Paris.

2, rue Royer-Collard, 75005 Paris.

Fiançailles

Nicole MARCHILDON
(Saskatchewan, Canada)
et
Fortunato PACIOS RIVERA
(Galicia, Espagne)
sont heureux d'annoncer leurs fiançailles le 13 mars 1978 à Stockholm.

Décès

André LALLEMAND

Mme André Lallemand,
M. et Mme François Lallemand et leurs enfants,
Le docteur et Mme Denis Lallemand et leurs enfants,
Mlles Yvonne et Suzanne Lallemand,
M. et Mme Marc Ancel,
M. et Mme Gilbert Ancel,
Et leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André LALLEMAND,
professeur honoraire
au Collège de France,
astronome titulaire
de l'Observatoire de Paris,
membre de l'Académie des sciences,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand officier
dans l'ordre national du Mérite,
survenu le 24 mars 1978, dans sa soixante-quatorzième année.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, le mercredi 29 mars 1978, en l'église de Pouilly-en-Auxois (Côte-d'Or).

61, avenue Niel, Paris (17e).
Pouilly-en-Auxois (Côte-d'Or).

[Né le 29 septembre 1904 à Cirey-lès-Pontailler (Côte-d'Or), André Lallemand fait ses études au lycée, puis à la faculté des sciences de Strasbourg. Agrégé des sciences physiques, docteur ès sciences, il devient en 1928 astronome à l'Observatoire de Strasbourg et, en 1943, astronome à l'Observatoire de Paris. En 1961, il est nommé professeur au Collège de France, titulaire de la chaire des méthodes physiques de l'astronomie ; la même année, il est élu membre de l'Académie des sciences. En 1965, il est président du Bureau des longitudes et est élu en 1968 membre correspondant de l'Académie internationale d'astronautique.

Les recherches d'André Lallemand ont surtout porté sur les phénomènes photoélectriques, les amplificateurs de brillance et la photographie électronique. Après onze ans de travaux en collaboration avec M. Maurice Duchesne, il met au point une caméra électronique qui, accouplée à un télescope optique, en multiplie par dix la puissance et permet de réduire considérablement les temps de pose. Cette caméra fut utilisée pour la première fois en 1955 à l'Observatoire de Haute-Provence.]

— Mme Aristide Bocognano,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Aristide BOCOGNANO,
inspecteur général honoraire
de l'instruction publique,
survenu le 22 mars à Paris.

Les obsèques ont eu lieu à Nîmes dans l'intimité.

Une messe sera célébrée à son intention en l'église Saint-Pierre de Montrouge, Paris (14e), le vendredi 31 mars, à 9 h. 45.

— M. Patrick Boiron,
Maxime et Alexandre Boiron,
Mme Pierre Croidieu, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean Fourré,
Mme Arminjon,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
font part du rappel à Dieu, le 25 mars 1978, dans sa trentième année, de

Mme Patrick BOIRON,
née Françoise Croidieu.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 30 mars, à 11 heures, en l'église de Chignin (Savoie).

Paris (17e), Chignin (73800), Marthon (16380), Chambéry (73000).

— Mme Eva Chevalier,
Le comité et les membres de l'Association de la jeune sculpture,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Denys CHEVALIER,
critique d'art,
membre
de l'Association internationale
des critiques d'art,
chevalier des Arts et Lettres,
auteur de plusieurs ouvrages
sur les plasticiens contemporains,
survenu le 16 mars 1978, à l'âge de cinquante-six ans.

Une cérémonie aura lieu le jeudi 30 mars 1978, à 10 h. 30, en l'église Saint-Antoine des Quinze-Vingts.

66, avenue Ledru-Rollin,
75012 Paris.

(*Le Monde* du 25 mars.)

— Pierre Dhombres, son mari,
Eliane et Jean Dromer, sa fille et son gendre,
Alain, Françoise, Lucile, Claire et Pascale, ses petits-enfants,
Marthe Leroux et Louise Lavoisier, ses sœurs,
Les familles Dhombres, Dromer, Suchet, Deroche, Plomb, Ciquier, Jalabert et Soulier,
ont la grande peine de faire part du décès de

Suzanne DHOMBRES,
née Lavoisier,
institutrice honoraire,
artiste peintre,

munie des sacrements de l'Eglise, le 22 mars 1978 à Paris.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le samedi 25 mars 1978, à Saint-Nicolas d'Attez (Eure).

Une messe sera célébrée à son intention par le Père Thomazeau, le mercredi 29 mars 1978, à 14 heures, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris (16e).

1, square Tolstoï, 75016 Paris.
39, boulevard de Montmorency,
75016 Paris.

— M. et Mme Jean Libmann, leurs enfants et petits-enfants,
Mme veuve Georges Levy et son fils,
M. et Mme Robert Braunschweig, leurs enfants et petits-enfants,
ont la grande peine de faire part du décès de

Mme veuve Robert
HAMBURGER,
née Laure Blum,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère, survenu le 20 mars 1978 dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 22 mars 1978 à Colmar.

31, boulevard Lefèbvre, 75015 Paris.
23, boulevard de l'Europe,
68100 Mulhouse.
138, Van Schoonbekestraat,
2000 Anvers (Belgique).
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Catherine André Homont,
M. et Mme Georges Homont,
M. et Mme Félix Albertini,
M. Philippe Albertini,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

André HOMONT,
maître-assistant
à l'université de Paris-I,

survenu le 23 mars 1978 à Paris.

Une bénédiction a été donnée à l'église Saint-Marcel à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Saint-Serotin (Yonne) le 25 mars 1978.

26, rue Mousset-Robert,
75012 Paris.

— Mme Françoise Lefèvre, son épouse,
Le docteur et Mme Olivier Bignon,
Mlle Marie-Rose Lefèvre,
ses enfants,
Frédéric, Charlotte et Thomas Bignon, ses petits-enfants,
M. Jacques Lefèvre,
M. et Mme Pierre Lefèvre,
M. Jean Lefèvre,
Mme Marie-Rose Lefèvre,
Mme Jacqueline Lefèvre,
M. et Mme François Lefèvre et leurs enfants,
Le docteur et Mme Yves Lecoutour et leurs enfants,
ses frères, sœurs, belles-sœurs, beaux-frères, neveux et nièces,
Mme Quercy,
Mme Occhipenti,
ses fidèles collaboratrices,
Et toute sa famille, parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Michel LEFÈVRE,
chirurgien-dentiste
à Châtillon-sous-Bagneux,

survenu le 23 mars 1978.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul à Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine), le jeudi 30 mars, à 10 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

109, rue de Vaugirard, Paris (6e).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Nous apprenons le décès du
docteur Honoré OUILLON,
conseiller général de la Loire.

[Né en 1907 à Saint-Etienne (Loire), Honoré Ouillon, modéré favorable à la majorité, était maire de Cordelle depuis 1959. Conseiller général du canton de Saint-Symphorien-de-Lay depuis mars 1970, il siégeait au conseil régional de la région Rhône-Alpes. Honoré Ouillon s'était présenté au premier tour des dernières élections législatives comme suppléant du candidat du CNIP, M. Mure, dans la 6e circonscription (Feurs). Docteur en médecine, il était secrétaire général de l'Union internationale des médecins.]

— Mme S. Rosenberg,
M. et Mme Léon Picard,
M. Sylvain David,
Mme André Picard,
ses sœur, frère, belles-sœurs, beau-frère,
Les familles Darmon, Bloch, Rosenberg, Smethurst, David, Picard, Fostel et Bernard,
ont le très grand chagrin de faire part du décès, survenu le 12 mars 1978, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, de

Mme Alexis PICARD
née Marguerite Picard.

26, rue du Maréchal-Gérard,
Nancy.
Besançon.

— Mme Guy ROCHE-LAVAREILLE, née Monique Bompard, et son fils Emmanuel ont la douleur de faire part du décès de leur époux et père, le 17 mars 1978.

Communications diverses

— « La théologie » de Béranger, conférence par le professeur Jean Gaulmier, au Collège de France, le vendredi 31 mars, à 17 heures. Chansons de Béranger, accompagnées à la guitare. Société des études romantiques. Président : M. Etienne Wolff, de l'Académie française.

Visites et conférences

MERCREDI 29 MARS

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 h., entrée de la Sainte-Chapelle, Mme Guillier : « La Sainte-Chapelle ».

15 h., entrée R.E.R., rue Pierre-Lescot, Mme Legregeois : « Le R.E.R. aux Halles ».

15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Saint-Girons : « La cathédrale de Chartres » (Caisse nationale des monuments historiques).

14 h. 30, entrée : « Musée de la Renaissance au château d'Ecouen » (Mme Angot).

15 h., métro Mabillon : « Le village de Saint-Germain-des-Prés » (A travers Paris).

15 h., 11, quai Conti : « Les ateliers de l'hôtel de la Monnaie » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

15 h., 47, rue Raynouard : « Evocation de M. de Balzac » (Mme Ferrand), entrées limitées.

15 h., entrée, place Paul-Painlevé : « Le musée de Cluny et les Thermes » (Paris et son histoire).

15 h., 2 bis, place Denfert-Rochereau : « Les Catacombes » (Tourisme culturel).

15 h. 15, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire : « Trésors du Muséum » (Visages de Paris).

CONFERENCES. — 13 h., 16 h. et 20 h., 13, rue de la Tour-des-Dames : « Conscience cosmique et méditation transcendantale » (entrée libre).

18 h., Cercle interallié, 33, rue du Faubourg-Saint-Honoré, M. Attilio Gaudio : « Le dossier du Sahara occidental ».

18 h., palais de l'UNESCO, salle II, 125, avenue de Suffren, professeur Dr Haunsjurgen Staudinger : « Science, liberté et responsabilité » (UNESCO-MURS).

20 h. 30, 60, boulevard de Latour-Maubourg, grande salle de la Domus Medica, M. Yves Diénal : « Exposé et séance de psychanalyse. Démythification de la psychanalyse ».

20 h. 30, salle de cinéma du Musée de l'homme, palais de Chaillot, Mme Monique de Fontanes : « Persistance d'une tradition vestimentaire : le vêtement féminin en Calabre de 1800 à 1975 ».

20 h. 30, musée Guimet, 6, place d'Iéna, M. Francis Dore : « Vivre en Inde » (Association française des amis de l'Orient).

21 h., Maison de Radio-France, auditorium 105, MM. Haroun Tazieff, Michel Treuil : « La volcanologie : prévoir les éruptions » (entrée libre).

Il n'y a pas qu'un seul
SCHWEPPES
sous le soleil :
SCHWEPPES Lemon
et « Indian Tonic ».

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE

appartements vente

Paris Rive droite

GARE EST ravissant 2 pièces 45 m2 tt cft, chff. cent., état neuf, calme, imm. ravalé, 3e ét. 200 000 F. FONCIAL 266-32-35.

RUE CHAMPIONNET immeuble ancien rénové, plusieurs studios cuis., entrée, w.-c., bains, chauffage central à partir de 79 000. TEL. : 255-66-18.

PORTE-DE-SAINT-CLOUD 5e dans bel immeuble briques, 2 p. tout confort, px 155 000 F. IDEAL PLACEMENT Location assurée : 345-55-10.

MONCEAU beau 5 p., + 2 ch. serv., 5e ét., balc., soleil, gd stdg, 1 150 000 F. T. : 622-22-56.

NATION dans bel immeuble récent GD 3/4 p. tt cft, 330 000 F gr. crédit. TEL. : 345-55-10.

AVENUE BUGEAUD (près) immeuble rénovation de luxe 2 P TT CFT, 3 P + JARDIN. Sur place mardi et mercredi de 15 à 18 h., 77, rue des BELLES-FEUILLES. Téléph. : 870-87-10.

Propriétaire vends VRAI DUPLEX, 2 p. refait neuf, charme, poutres, lumineux, 195 000 F, mercredi 14 h. 30/17 h. 30, 169, fg St-Antoine.

Donnant place VICTOR-HUGO 5 p. tt cft + 2 chbres 180 m2. Cabinet MARIVAUX 073-31-88.

BD D'AUTEUIL sur bois et jardins immeuble grand standing 61, très élégant 250 m2 récept., 4 chambres, 4 s. de bains, cuisine équipée + studio, garage. MONTESFORT : 544-13-34.

VRAI MARAIS
5-7-9, rue des Tournelles
Rénovation de grande qualité
Du studio au 2-3-4-6 P.
en duplex. Visite tous les jours de 14 h. à 17 h., même dim., ou téléphoner heures bureau 359-30-85

SUR VILLA REUNION Très beau LIVING + 2 chbres, cuisine, s. bains, w.-c. 90 m2 Tout confort - Calme Soleil. Pour rdez-vs : 256-20-23.

AV. CLICHY TRES CALME 4 P. Tt cft - 275.000 F Tél. : 579-75-80

Mo PTE-SAINT-CLOUD GD 5 P. Et. élevé - RECENT - 503-03-18.

91 APPARTEMENTS DANS LE 20e
2.500 Paris et autour
L'ordinateur de la
MAISON DE L'IMMOBILIER
sélectionne gratuitement l'affaire que vous recherchez. Consultation sur place ou par tél., questionnaire sur envoi de votre carte de visite. Chambre Syndicale des Agents Immobiliers F.N.A.I.M. 27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS. T. : 757-62-02.

11e RUE ST-MAUR - Dans immeuble en cours de restauration DUPLEX AVEC COMBLES A RENOVER - STUDIOS - 2 P. P. BLUM - 265-64-11

SAINT-PAUL 105 m2 A RENOVER 325-20-77

PRES PLACE WAGRAM
IMMEUBLE 1900 pierre de taille - Ascens., vide-ordures
3 P. 55 m2 env., cuis., bains chauff. centr. individuel
EXCELLENT ETAT
Renseignements et visites : 755-98-57 et 227-91-45

PROPRIETAIRE VEND PRES PLACE ETATS-UNIS
SUR JARDIN
140 m2 dans HOTEL PARTICUL. Grand style, décoration de luxe Téléph. 734-73-88, heures bureau

EXELMANS Calme Soleil
Terrasse, imm. récent, 4-5 P., possibil. chambre de service. MARTIN Dr-Droit - 742-99-09.

Part. vend PORTE-MAILLOT
2 pièces - Cuisine
douche, w.-c., chauff., ensoleillé, 4e étage, sans asc., 158 000 F. T. 239-15-02 9/13 h. Ag. s'abst.

18e MONTMARTRE, Exceptionn. Pptaire vend 2 appts libres sur jardin, bel immeuble, tt conft. R.C. gauche 60 m2, px 165.000 F R.C. droite 62 m2, px 170.000 F 224-02-86 ou 13-16 h. Samedi, dimanche, lundi, 21, r. Laghouat.

Sur le cours de Vincennes, 5e et. entrée, cuis., s. bs, 3 pièces dont une sur la cour, wc, chauffage centr. au gaz individ. T. 727-81-98 le matin seulement.

18e. Propr. vend à investisseur studio 45 m2, cuis. équip. rustiq., ensol., 3e étg, calme, 150.000 F. Vente meublé possible. Tél. le soir ou week-end : 255-80-77.

EXCELLENT PLACEMENT neuf, jamais habité, studette 103.000 F, location assurée 8.400 F par an. 139, rue des Pyrénées, tous les jours, 14 à 19 heures. Tél. : 370-04-70.

EN LOCATION-VENTE
PYRENEES 139 - Imm. neuf jamais habité, dispon. imméd. appts 3 et 4 pièces à partir de 3.400 et 4.100 F par mois. RECUPERATION INTEGRALE DES LOYERS
S/place 139, rue des Pyrénées Ts les jours, 14-19 h - 370-04-70

PORTE DES LILAS
2/3 P., 60 M2, cave + park. ss-sol. Px 290.200 F. S/pl. ts les jrs GAJER - 205-27-92
49 à 55, rue de Romainville

13, PLACE DES VOSGES
IMMEUBLE RESTAURE
APPTS DE 100 M2 A 235 M2
Sur place tous les jours, sauf dimanche, de 14 h à 18 h, ou 227-91-45 et 755-98-57

PRÈS AV. TRUDAINE
Immeuble ancien 3-4 pièces tt cft, 90 m2. S/pl. mercredi 29, de 13 à 19 h : 8, rue Lallier.

PRÈS H.-MARTIN
Dans immeuble rénové, bonne prestation, 2 et 3 pièces en duplex, possib. terrasse
— 2 p. 54 m2 624.000 F
— 3 p. 77 m2 734 000 F
359-27-11

AV. MONTAIGNE
DIRECT PROPRIETAIRE
2-3 P., 3e cour, asc., à rénover. 400.000 F. - H. Bur. : 734-99-75.

AV. CHAMPS-ÉLYSÉES
DIRECT. PROPRIETAIRE
GD STUDIO 41 M2 à rénover. 6.000 F le M2. Prix 250.000 F. Heures bureau : 734-99-75.

TURENNE
Bel imm., liv. + chbre, cuis., s. de bains, soleil, tout confort. Tél. 266-67-06

Paris Rive gauche

St-PLACIDE, 160 m2. ODE. 95-10. 5-6 p., etg. élevé, asc., calme. Sur cour jardin.

BD ST-GERMAIN-Mo ODEON Duplex 140 m2 + terrasse, chbre serv., 5e et 6e etg., asc., tél., ch. central. Propriétaire : 857-36-80.

LA BOURDONNAIS. Magnifique studio, cuis. américaine, bains, tél. Loggia - 205-44-61.

INVALIDES. Appartem. caractère 6e et 7e étg. - ATELIER + 3 CHAMBRES, TERRASSE. Service - Tél. 288-42-84.

CAMBRONNE
Sur rue calme et jardins
Immeuble neuf grand standing
GRAND 4 P. 101 m2
+ loggia - 650.000 F
Visite sur rendez-vous 766-25-32

7 MIN. FACS 78 m2 - Plein soleil - Balcon 370.000 F - 320-73-37

RARE 4 chbres + living + chbre serv. 140 m2. Pasteur - Imm. pierre de t. 6e étage - Soleil - Calme - 940.000 F - 524-40-19

MONTPARNASSE - Bon imm. 2e ét. s/jardin. 2 pces, entrée, cuis., w.-c., toil. Occupé par une personne âgée. - Prix 100.000 F. — Tél. : POR. 83-83.

4 P. ODEON 105 M2
SUR COUR JARDIN
633-29-17 - 577-38-38

VAVIN - SOLEIL
6 P. Bel immeuble 1900 Etage élevé, balc.
633-29-17 - 577-38-38

CONVENTION Bel immeuble
2 P. tt confort, 145.000 F. Tél. 579-79-55

Mo PORT-ROYAL
Bon imm., asc., chauff. central
2 P. entrée, cuisine, salle de bains, tél.
Prix intéressant - 6e étage 14, square de PORT-ROYAL Sur jardin. Mardi, mercredi, de 14 h 30 à 17 h 30.

ST-GERMAIN-DES-PRÉS
Charmant 5 pièces, soleil, calme. DORESSAY 548-43-94.

PARC MONTSOURIS
VOIE PRIVEE
part. vd pavill. 4/5 p., 100 m2, 650 000 F à déb. T 588-56-75.

ALMA - 80 m2
MAGNIFIQUE
living double + chambre, grand standing Téléphone : 567-22-88.

RUE DE SÈVRES
SEJ., 2 CH., 72 m2, 5e étage sans asc., CHARME, SOLEIL, 495 000 F. HERMES T. 555-91-54.

MONTPARNASSE
(près), bel appartement 7 pièces 5e étage, balcon.
Profession libérale autorisée. SERGE. KAYSER : 329-60-60.

RUE SAINT-CHARLES
Récent, étage élevé, balcons. séj. dble + chbre tt cft, parkg. MARTIN Dr en droit 742-99-09.

RUE MAZARINE
100 m2, dble réception, parquet Versailles + chambre sur cour. 633-29-17 - 577-38-38.

OLYMPIADES. Part. vd 4 p., 84 m2, calme, soleil, étg. élevé, bon plan, parking, cave, prox. centre sportif et cciel, 260.000 F + 30.000 C.F. 583-84-76 apr. 18 h.

Région parisienne

NEUILLY - BOIS
DANS IMMEUBLE RECENT
VUE EXCEPTIONNELLE s/le BOIS et PARC
7e - Asc. - Balcon - Terrasse
5 PCES - TT CONFT
AFFAIRE RARE
PRIX : 950.000 F
14 h. à 18 h., mardi, mercredi,
7, AV. BRETTEVILLE ou 723-91-28.

NEUILLY 26, RUE DE L'EGLISE
Séjour + chbre. Jdin privatif. 400.000 F. Visite jeudi 14 - 17 h.

NEUILLY
Vue imprenable sur Bois, terrasse-jardin, 155 m2, double living, 3 chambres, 142 m2 - 267-55-71.

CHATOU - Près R.E.R.
Vend F4 dans immeuble 2 étage. Résidentiel, calme, px 280 000 F. Tél. : 071-08-01 à partir 14 h.

Avenue DES GRAVELLES. Face bois de Vincennes, partic. vend duplex, grand standing, 165 m2, 6-7 pièces. Prix 6.000 F le m2. Tél. : 548-22-74.

R.E.R. CHATOU, 400 mètres, dans les arbres, petit immeuble luxueux, discret, zone pavillonnaire, 4-5 pièces terminé. PRIX d'AUJOURD'HUI. H. LE CLAIR, 976-30-02.

Part. vend appt F3 comprenant séjour, 2 chbres, cuisine équip., s. bs, wc, cave, parking, dans quartier calme aux Pavillons-sous-Bois (93), proximité école, commerces, gare (25' Paris Est), 140.000 F. Agences s'abstenir - Tél. : 847-89-72.

A V. TRAPPES (10 mn. gare), appt 3 pces, 57 m2, avec balcon, cave, parking, dans résidence récente (3e étage). Px 160.000 F. Tél. : 345-84-48 (après 19 h.).

ELYSEE II. Splendide 6 p. au calme, exposition sud, 110 m2, compr. : entrée, séj., cuisine, 3 chbr., 2 s. de bs, wc, 2 caves, parking - Impeccable. Prix justifié : 500.000 F. I.N. 045-29-09.

CREIL
IDEAL PLACEMENT
Dans immeuble récent, plusieurs 3 PIECES, tout cfort, état neuf avec balcon, parking. 105.000 F, gros crédit - Documentation sur demande - 345-86-41.

VILLIERS-LE-BEL - Récent, GD SEJ. + 4 CHB., tt conft, balcon. 193.000 F - 526-81-30.

Part. vend appt 2 p. dans imm. 1976 luxueux, 45 m2 + 15 m2 balcon sud, vue s/jardin, cuisine équ., état neuf - Prix 290.000 F. Tél. MAYER : 627-02-56.

constructions neuves

SECURITE PIERRE
XVe LECOURBE
prix nets et non révisables à la réservation.
Habitables décembre 78
2 pièces 54 m2 + balcon
3 p. 64 m2 + 20 m2 balcon.
IMMOBILIERE FRIEDLAND
41, av. de Friedland, 225-93-69.

échanges

ECHANGE STUDIO A MONTPARNASSE, tél., loyer ancien, contre appart. 2-3 pces Paris : rive gauche, centre. Loy. ancien. Téléph. 734-19-73.

locations non meublées Offre

Paris

PARIS-13e - Porte de Choisy, Tour Saporo, Stdg, 3 pièces, tt cft, tél., parkg, étage élevé. 2.500 F charges comprises - Tél. : 508-06-29.

NATION - 1.280 F, beau 2 p., entrée, cuisine, tout conft, balc., tél., parking - 344-71-97.

PORTE VERSAILLES - 2 PCES cfort, 1.350 F, charges et chauffage compris - POR. 03-83.

Région parisienne

Bourg-la-Reine. Part. loue pav., r.-de-ch., livg dble, 1 ch., cuis.; 1er étg., 3 chb., s. bs, 2 wc, tél.; gar., jd. 500 m2. Prox. RER, bus. 3.800 F mens. Tél. 665-39-97.

GARCHES Résidentiel
Liv. dble 50 m2, 4 chbres, salle de bains, s. d'eau, gar. 2 voit. KATZ - 970-33-33

bureaux

IMPORTANT ORGANISME
recherche pour ACHETER
1.500 M2 DE BUREAUX
grand standing
Dans le 16e, 8e ou 7e arrondissement.
Faire offre ss le no T. 3.948 M., à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e).

PROPRIETAIRE loue 1 ou plusieurs bureaux refaits neufs. T. 563-17-27.

Importants investissements immobiliers à vendre en bureaux, logements industriels. HERRING DAW-RICHARD WAX 33, rue Galilée, 16e. 723-72-24.

CHAMPS-ELYSEES
357 m2 - 15 BUREAUX
Bail précaire, immeuble récent. 567-22-88

TOUS SERVICES
Siège de société, domiciliation commerciale et artisanale (à partir de 100 F par mois) statut S.A.R.L. conseils juridiques, fiscaux, financiers, assurances, content., secrétariat, telex, photocopie, publicité, imprimerie, crédit...
ASPAC
20, rue Condorcet, Paris (9e). Téléphone 526-84-10. Métro Cadet.

LEVALLOIS, près NEUILLY A LOUER 50 m2 de BUREAUX, local d'archives, bloc sanitaire, 3 lignes tél., 3 park. Excel. état. Reprise à prév. 583-21-02, p. 278.

locations non meublées Demande

Paris

Jne couple enseignant ch. F2, cuis., s. bs, wc, TCC 700 max., pr. gare s/ligne St-Lazare, Pontoise au plus loin. Ag. s'abstenir. Tél. 470-14-14, 19 h. à 22 h.

Cherche grand studio, 2 pièces, dans 15e, cuis., s. bs, wc. Loyer infér. 1.000 F C.C. Pour août, septembre. Tél. 575-18-24, le soir après 20 heures.

Particulier cherche appartement 3-4 pièces, 80 m2 min., à Paris, excepté quartiers est. 1.000 F maxi charges comprises. - Téléphone : 739-61-56.

Part. rech. loc. appt bon état, 5-6 pièces, quartier Ternes, tout confort, tél., ensol. Ecr. à 6.678, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Cherche pour 1er oct. sans interméd. 2 pièces, cuis. équip., tél., wc, s. de bs. Appeler 533-29-77 après 13 heures.

Part. à part. Urgent, recherche appt 2 à 3 pièces PARIS - Ecr. Lambert, 42, rue Saint-Jacques, 75005 ou tél. matin avant 10 h. : 326-05-61.

Cherche 2 pièces + s. de bains à Paris ou banl. Sud à partir de mai/juin : pas cher et pour 2 ans. Solides références. Ecr. à FRAU, 255, r. St-Jacques (5e).

Jeune couple d'étudiants avec 1 enfant cherche 2 pièces, cuisine, wc, douche., 500 F C.C. Tél. 033-57-52, entre 14 et 17 h.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavillons ttes banl. Loy. garanti 4.000 F max. 283-57-02.

Part. ch. maison individuelle 3, 4 ou 5 p. ds rég. située entre Malesherbes, Etampes, La Ferté-Alais. Tél. : 16 (25) 84-63-38

locaux commerciaux

Paris 5e/6e arrdt. Editeur scientifiq. rech. local commercial r.-de-chaussée, sur cour ou rue, vitrine ou non, 60 à 100 m2. Bail 3-6-9 ans. Tél. : 633-66-14.

3e - PRÈS BEAUBOURG
LOCAL CCIAL 70 M2
EN TOUTE PROPRIETE
Tél. 266-67-06

fonds de commerce

Vends garage Renault bien situé 400 m2, px à déb. Ecr. Sté Figuière-Auto, 49, bd Figuière, 13004 Marseille. T. (91) 66-75-73.

1 h. de Paris hôtel-restaurant 28 chbres, rest. 100 places + matériel 150 000 F., parking. SACRIFIE 600 000 F. Téléphone : 15 (38) 85-42-84. Conviendrait pour club ou autre utilisation

Vends Hérault magasins articles de sports autres fonds. Samait, 6, r. Plan-du-Parc.34 Montpellier

Vends tabac bimbeloterie murs et fonds. SAMAIT, 6, rue Plan-du-Parc, 34000 MONTPELLIER.

locations meublées Offre

Paris

Chambre service, 7e étage, quartier Auteuil, 10 m2, pour personne seule. Sans ascenseur. Cherche étudiant à l'année. - 288-35-44, le soir.

locations meublées Demande

Paris

EMBASSY SERVICE recherche direct. stud. et appt PARIS - Villa banl. Ouest - 265-67-79.

Organisme universitaire cherche en permanence pour professeurs étrang. appt 2 à 12 mois, ttes tailles, à Paris. Agences s'abstenir CUI. 548-21-29.

Jne couple cherche ds 7e ou 6e arrdt, appt 2-3 pces (part. à part), tél., cuis. équipée, s. eau. Tél. 747-00-80 (H. Bureau). - Demander M. JOUANNE.

Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE
OFFICE des LOCATAIRES
18, r. la Michodière, Mo Opéra, 84, rue d'Alésia, métro Alésia. Frais abonn. 350 F. T. 266-52-04.

pavillons

Vds rais. familiale luxueux PAVILLON NEUF à Domont 95330, sur sous-sol total, cave, buand., garage, escalier marbre blanc, gde entrée, séjour double cheminée, cuis. équip., w.-c., lavabo, 1 chbre. A l'étage : 3 chbres, s. de bns, w.-c., tt tapissé et carrelé neuf + poss. 2 petites pces. Chauffage central gaz. Grenier aménageable. Jardin clos. Rosiers, terrasse. Téléph. 991-56-83.

villas

MOUGINS Villa de maître 250 m2 habit.
sur 1.650 m2 terrain, 8 chbres, gd luxe, piscine, patio, sauna, barbecue, arrosage automatique Prix 1.870.000 F. Tél. (93) 90-17-02 ou 80-24-90

viagers

BOULOGNE - Occupé - 140.000 + 2.500 F. Fme 80 ans. 4 pces. Balcon - 11e étage - Parking
F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00.

CHAMP DE MARS studio 70 m2 occupé 68 ans, 15 000 + 1 650 F rente. LODEL TEL. : 355-61-58.

immeubles

SECRÉTAN
Bon immeub. 2 corps de bâtim.
850 m2
RAPPORT : 100.000 F
TEL. 266-67-06

Société Investissement
ACHÈTE COMPTANT
IMMEUBLES LIBRES
à Paris ou proche Métro
C.F.I., 8, av. Hoche, Paris-8e
Tél. le matin : 563-11-40, p. 46

appartem. achat

RECHERCHE POUR CLIENT
Placement, 2 à 4 pièces tt cft, moderne. 8e, 16e, 17e, Neuilly. MICHEL & REYL - 265-90-85

Recherche particulier appartem. 3-4 pièces, 60-80 m2, immeuble moderne récent, 15e. Ec. Proust, 60, rue Sébastien-Mercier, 75015 PARIS.

Part. achète appt 150 à 250 m2 dans immeuble ancien de stdg, étage élevé, s/Buttes-Chaumont. Tél. : 606-19-44.

RECH. 2-3 pièces confort ou possibilité bon 18e. Tél. H.B., HUSSON - 255-66-18.

Part. ch. appt 75 m2, 3 pces, calme, soleil, charme, parkg, 1er à 9e arrts. Prix indiff. Stdg. Tél. Mercredi après-midi et jeudi matin : 848-67-24. - URGENT.

Rech. appts 1 à 3 pièces Paris. Prétère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e. Paiement comptant chez notaire - Tél. : 873-23-55.

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet (15e) - 566-00-75, rech. Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts toutes surfaces et immeuble. Paiement comptant.

Sté recherche appts même à rénover, secteurs 11e, 12e, 19e, 20e. Pour R.-vs Glerl. 373-05-81.

Particulier cherche appartement 3-4 pièces tout confort, étage élevé, Rive gauche ou proche banlieue Sud. Tél. : 325-71-48.

Urgt. Part. achète appt angle b. état, 2 p., 50 m2, 5e, 6e, 7e, 15e ou 3 p., 70 m2, 1er, 2e, 9e, calme, lumière, préf. s/jd. Ecr. Chaix, 84, rue Cherche-Midi 75006.

fermettes

OISE. Moreaumont, p. Formerie, 90 km. FERMETTE 3 p., bains sur 2.000 m2 : 165.000 F. Agence CROSNIER (4) 445-28-78

maisons de campagne

VEXIN, 8 km. Gisors, sur 290 m2, maison ancienne pierre à finir d'aménag., poutres, chem., 6 p. dont 2 de 30 m2, cuis., w.-c., bns, cave, gren., dépend., ch. central. Px 230.000 F. Tél. (4) 449-16-66.

terrains

HOULGATE. Terrain à bâtir 2.500 m2, eau, gaz, électricité, 59 F le m2. 359-30-85, heur. bur., ou 567-07-08, après 20 heures.

SOLOGNE
A vendre
Terrains viabilisés et constructibles avec ou sans étangs et bord rivière, également terrains pour création étangs.
Tél. matin 9 h à 11 h, au 15-16 (38) 35-00-58

CHALONS-SUR-MARNE
Vds TERRAIN A BATIR 900 m2 pour collectif centre ville COS 2, AUBRY, téléph. 874-04-19.

propriétés

120 km. E. de Paris, très belle propriété 700 m2 habitables, magnifiq. parc 6 ha., nombreuses dépendances. Agence s'abstenir. Pêche, piscine, tennis. 704-29-82.

120 KM. DE PARIS
TRES BEL. FERME SUR 2 HA
Prix : 410.000 F, clés en main. Renseignem. : 15 (37) 22-05-24.

65 KM. FORET DE FONTAINEBLEAU. Propriété + communs importants, 4 ha 5. — 233-04-16.

VAR. Partic. vd grande bastide 30 p., 16.000 m2, rivière, sources. 700.000 F. Idéal centre vacances. LES MAUQUIERS, 83690 SALERNES. (94) 70-66-73.

SOLOGNE
A vendre
terrains et territoires de 4 à 100 hectares avec possibilité création étangs, dont certains constructibles.
Téléph. matin, 9 h. 30 à 11 h., au 15-16 (38) 35-00-58.

PIERRE BAHON
6, rd-point des Champs-Elysées
Tél. : 720-72-72, p. 241.
recherche banlieue Ouest
VILLA PROPRIETE

REGION FONTAINEBLEAU
VUE SEINE et FORET maison 4/5 P., CARACT. GD TERR., PAYSAGE. TELEPH. 503-03-18.

40 KM Ouest, près Montfort-l'Amaury
Lisière forêt - Belle propriété Ile-de-France, grande réception, 5 chambres, 3 salles de bains, impeccable, logement gardiens + dépendances, 8.500 m2, piscine chauffée - JOLIE VUE
LARGIER 265-18-83 265-18-87

forêts

REGION
CHATEAU-RENAULT
Pr placement, chasse et pêche, massif forestier 68 ha, chênes. DOCUMENT., S'ADRESSER : CABINET GRUAT-BELEY 22, rue Georges-Clemenceau, 49150 BAUGE. Tél. (41) 89-19-97

villégiatures

Location juillet et août. Maison meublée Biarritz, 4 pièces jardinet, confort, 2 000 F par mois. CIM, 7, rue Cochin, 75005 Paris.

Vacances de Pâques. A louer Val-d'Isère, La Daille, 2 p. plein sud, pied des pistes, 771-78-79.

domaines

A vendre BIONNASAY, col de Voza (Hte-Savoie), 6 ha bois alpage + vacherie à restaurer. Vue splendide - Calme Teléph le soir 535-01-51 Paris.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

régions

LES AMBITIONS DE CANNES

Sauver la ville sans briser la vitrine

DEUX notions essentielles ont constamment inspiré M. Cornut-Gentille, le maire de Cannes qui vient de démissionner après son échec aux élections législatives : la première est que si la Croisette n'est que la façade d'une ville « sédentaire » en proie aux mêmes problèmes économiques et sociaux que ceux d'une autre commune de même importance, elle en constitue néanmoins la « tirelire » ; la seconde est d'avoir considéré que le seuil compatible avec la personnalité de Cannes devait être celui de la qualité, dans un cadre à la mesure encore humaine et intime. M. Cornut-Gentille a cherché à concilier les intérêts de ses administrés avec les exigences de ses hôtes et à améliorer le sort des plus humbles sans méconnaître les goûts des visiteurs les plus favorisés. Il a voulu faire de Cannes une ville où il est agréable de vivre pour tous, dans les limites du pouvoir et des moyens dont il disposait.

La politique touristique du maire de Cannes a donc été, avant tout, une politique d'urbanisme volontariste : l'aménagement de la Croisette par un ouvrage en encorbellement qui doublait la largeur de la célèbre promenade et permettait de créer un bel ensemble de plages publiques et privées, les travaux de couverture de la voie ferrée dans toute la traversée de la ville, de nombreux équipements publics, notamment à caractère sportif et social, et un important programme d'assainissement, ont transformé la ville sans porter atteinte à sa séduction.

Mais le maire de Cannes a surtout veillé à juguler les excès de l'immobilier en se prononçant notamment contre le projet Frantour d'aménagement de la pointe de la Croisette. Les avantages de ce projet pour la fréquentation touristique de la ville étaient loin de compenser ses inconvénients puisqu'il aurait nécessité un endigage de quatorze hectares, qui aurait entraîné la destruction de la faune et de la flore sous-marines, et qui avait, d'autre part, un caractère nettement spéculatif. Cette politique rigoriste d'urbanisme a été suivie par M. Cornut-Gentille durant toute sa présence à la mairie, bien qu'elle lui ait aliéné une assez grande partie du monde de l'immobilier et de certains commerçants.

Cannes a été en avril 1976 la première commune du département (et parmi les premières en France des communes moyennes) à publier un POS qui réduisait encore les droits à construire dans les zones les plus fragiles. Ce POS, qui allait au-devant d'intérêts particuliers considérables, mais donnait une large place aux équipements publics et aux espaces verts, a soulevé une montagne d'observations mais il est désormais « applicable aux tiers ».

Deuxième ville française de congrès

A l'avant-garde de la lutte contre la pollution, Cannes aura consacré ces dernières années 10 % de son budget d'investissements à la réalisation d'un système d'épuration complet des eaux usées. Cette politique d'urbanisme et d'amélioration de la qualité de la vie, les efforts permanents d'embellissement et d'entretien des places et des espaces verts (200 personnes au service des jardins, plages nettoyées à grande eau tous les jours en saison estivale) ont été touristiquement payants.

Tout en bannissant le « tourisme industriel », la ville a pu attirer et retenir de grandes manifestations annuelles qui se sont ajoutées au Festival international du film : Midem, Mip-T.V., Vidcom, Festival des modes d'été, Festival du film publicitaire, etc., qui ont elles-mêmes servi de soutien à la politique des congrès. Cannes est en effet devenue la deuxième ville de congrès en France, après Paris et loin devant Nice, qui n'a pas pu atteindre les objectifs ambitieux (mille congrès par an) que s'était fixés son maire, M. Jacques Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme. En 1977, les congrès représentaient pour Cannes 314 000 nuitées sur les 1 900 000 enregistrées dans les hôtels et les meublés. La ville s'est pourtant laissée prendre de vitesse par Monte-Carlo qui vient d'achever un centre de congrès ultra-moderne complétant les récents équipements du Loew's, un palace de 660 chambres et un palais des congrès de 2 000 places avec salles de jeu.

A Cannes, le « vieux » palais des festivals — 1 500 places — est devenu insuffisant pour répondre à la demande. De nombreux congrès (12 l'an dernier, comptant de 300 à 800 participants chacun), doivent être refusés ; le Festival international du film et le Midem ont un besoin impératif d'espace... M. Cornut-Gentille avait envisagé la construction d'un « palais-bis » à l'emplacement de l'actuel casino municipal — intégré dans le nouveau bâtiment — mais n'a pas eu le temps de réaliser son projet qui, d'ailleurs, était controversé. Son départ risque de retarder encore cette réalisation indispensable.

Le maire de Cannes s'était aussi attaché au maintien de l'infrastructure hôtelière de la ville (1 000 chambres nouvelles créées ou prévues de 1974 à 1984) et à favoriser toutes les actions de promotion touristiques destinées à attirer la clientèle en saison creuse.

Dans ce tableau plus que positif de son action existait cependant un point noir : la faiblesse de la politique d'animation.

M. Lucien Neuwirth, réélu dimanche 19 mars député (R.P.R.) de la Loire et qui avait été candidat aux municipales de 1977 contre M. Cornut-Gentille, avait dénoncé — en trouvant parmi les hôteliers, notamment, un écho assez favorable — cet « endormissement » de Cannes face au dynamisme de Monte-Carlo et de Nice. B.C.-G. en avait lui aussi tiré des enseignements et venait de créer un office municipal d'animation des fêtes et des sports, qui avait mis sur pied un programme d'activité complet avec, en particulier, un Festival de la navigation de plaisance en septembre 1978. La tâche du maire de Cannes devra être poursuivie par d'autres que lui...

GUY PORTE.

Trop de « pub » dans le ciel

Dans une question écrite au ministre de la culture et de l'environnement, M. Cornut-Gentille se plaignait de n'avoir pu, depuis six ans qu'il s'y emploie, obtenir l'interdiction du survol des plages de la station par des avions traînant des banderoles publicitaires. Le ministre lui apporte la réponse suivante dans le « Journal officiel » du 25 mars.

« Il est exact que ce mode d'exercice de la publicité n'entre pas dans le champ d'application de la loi du 12 avril 1943 qui réglemente la publicité et les enseignes en vue de la protection du patrimoine architectural et des paysages. C'est notamment pour combler cette lacune qu'a été préparé le projet de loi qui doit remplacer prochainement le texte de 1943.

» Ce projet, qui est actuellement examiné par le Conseil d'Etat, doit permettre une protection efficace de l'environnement contre l'exercice abusif de la publicité extérieure par quelque procédé visuel que ce soit et conférera à cet effet des pouvoirs étendus à l'autorité municipale. Il prévoit en particulier que la publicité dans les airs pourra être interdite ou soumise à autorisation.

» Il convient cependant de signaler que la réglementation sur la circulation aérienne donne déjà à l'autorité administrative la possibilité de s'opposer aux vols publicitaires à basse altitude. »

Une lettre du maire de Tours

M. Royer : « Les Tourangeaux ne sont pas les contribuables les plus imposés de France »

Après la parution, dans le Monde *du 15 mars, d'un article consacré à l'endettement de la ville de Tours, nous avons reçu cette lettre de M. Jean Royer, maire de la ville, dont nous publions ci-dessous l'essentiel :*

Tours est une ville endettée, c'est vrai, parce qu'elle a beaucoup investi dans ses équipements lourds (ponts, boulevards, assainissement et usine d'épuration des eaux, zones industrielles, endiguement du Cher, équipements sportifs, sociaux, économiques, etc.), dans la construction de logements sociaux, dans la rénovation et la restauration de ses quartiers anciens, et dans des opérations marquées par le souci de la qualité de la vie (Tours a été classée première ville de France pour la qualité de la vie au terme d'une enquête nationale menée en 1974 par la Sofres et plusieurs organes de presse).

La situation de Tours en ce qui concerne l'endettement et la progression de l'impôt n'est pas différente de celle des grandes villes de France. Cette année, l'impôt prélevé par Tours s'est effectivement accru de 26 %. Cela ne constitue nullement un record (Belfort + 39 %), et il faut à cet égard prendre en considération ce qu'écrivait en décembre dernier dans *l'Express* le sénateur-maire socialiste de Clermont-Ferrand, Roger Quilliot, président de l'Association des maires des grandes villes de France : *« Il semble d'après plusieurs enquêtes que l'endettement des grandes villes soit tel qu'il suppose, tous travaux d'équipement arrêtés, une augmentation moyenne de 25 % des impôts locaux par rapport à l'année dernière. »*

Je n'insisterai pas outre mesure sur les conséquences économiques (diminution des carnets de commandes des entreprises de travaux publics) et sociales (difficultés accrues pour les citadins dans leur vie quotidienne en raison du report *sine die* d'équipements sociaux : crèches, foyers, logements, etc.) très graves d'un semblable arrêt. Je remarquerai seulement que M. Barre lui-même vient de confirmer en Haute-Savoie que le problème des finances locales devra être résolu dans les prochains mois.

Se trouve ainsi malheureusement confirmé le fait que certains citoyens paieront bientôt des impôts équivalant à deux mois de leur salaire. C'est pourquoi la proposition des maires des grandes villes visant à mettre à la disposition des communes un impôt évolutif et plus juste, c'est-à-dire tenant compte des revenus des contribuables, reste plus que jamais d'actualité.

Bien que leur ville soit l'une des plus endettées de France, les Tourangeaux ne sont pas les contribuables les plus imposés de France. Selon les statistiques du ministère de l'intérieur pour 1977, voici trois exemples distinguant la dette et la charge fiscale moyenne par habitant :

Grenoble : dette, 335 millions de francs ; charge fiscale, 427,54 F ;

Orléans : dette, 362 millions de francs ; charge fiscale, 466,01 F.

Tours, dettes : 597 millions de francs ; charge fiscale : 401,67 F.

Un tel résultat ne peut être obtenu que grâce à une gestion rigoureuse. Un plan quinquennal a été adopté par la ville pour consolider sa dette à l'égard des sociétés d'économie mixte (sociétés dont elle est l'actionnaire majoritaire et qui bâtissent, aménagent ou restaurent pour le compte de la ville, cette dernière payant « à crédit » les équipements fournis) et programmer l'ensemble des investissements à réaliser dans les cinq années qui viennent en fonction de l'évolution des annuités de la dette existante.

Sur ce point, votre correspondant affirme que Tours pendant cinq ans ne pourra pas envisager d'investissements lourds, placée qu'elle est devant l'obligation prioritaire de rembourser la dette. L'affirmation est, elle, gratuite. Tours continuera à investir dans des proportions moindres qu'auparavant, puisque tous ses grands équipements lourds sont soit achevés, soit en voie d'achèvement.

D'ailleurs, l'amortissement de la dette contractée depuis 1959 est tel que, d'ici cinq ans, son annuité de remboursement aura décru de 11 millions de francs et, d'ici dix ans, de 33 millions de francs (soit respectivement plus d'un huitième et plus d'un tiers). Ainsi, les prochaines équipes municipales pourront continuer à investir sans augmenter les impôts, voire en les diminuant.

PROVINCIALE

Le rose sied à Lyon

JUSQU'A nouvel *ordre* « la ville *rose* » c'est Toulouse qui l'était naturellement parce que les briques dont elle est construite le sont. Or, voici qu'une autre se met en rose, celle que l'on attendait le moins à ce petit jeu. Sans se soucier du ciel de suie qui fit si longtemps sa réputation, au point qu'on en arrivait à dire qu'à Lyon il est une heure, un peu avant le crépuscule, où la lumière ne vient plus du ciel mais qu'il n'y a plus pour blémir le front dur de la ville que la clarté qui monte de ses eaux, la cité d'Edouard Herriot, d'Henri Béraud, de Charles Dullin, d'Albert Londres et de quelques autres Marcel Achard se pomponne et se met à sourire.

Des ponts sur la Saône, qui sont au débouché des tunnels routiers ou ferroviaires de Fourvière, on ne voit pas encore très bien de quoi il retourne. Pour l'heure, il convient de se porter un peu plus au Nord, entre Bellecour et Saint-Jean. Là éclate la métamorphose. En moins de deux ans les fameux quais que dominent ici la « colline qui prie » et la « colline qui travaille » saluées par Michelet son devenus palette impressionniste de rose, d'ocre, de mauve, de terre de Sienne.

A sa guise, on peut y voir les couleurs de l'Ombrie ou celles de la Toscane ou encore celles d'une Lombardie plus proche et avec laquelle la cité eut des flirts plus réels. Tous les quais ont été touchés, les uns après les autres : celui de la Pêcherie et celui de Saint-Vincent, celui dit de la Pierre-Scize, comme celui dédié à Romain-Rolland. En cet endroit, la rivière s'inscrit en courbe, ce qui permet au regard d'en embrasser le plus grand déploiement.

La métamorphose s'est faite, comme tout ce qui se fait ici, sans souffler dans les buccins. Il a suffi de quelques règlements et d'un peu de goût. Le règlement ? Le décret du 26 mars 1852 sur les rues de Paris, rendu applicable dès l'année suivante à celles de Lyon, et repris aujourd'hui par les articles 307 et suivants du code de l'urbanisme. Tout cela oblige les propriétaires d'immeubles à tenir leurs façades en état de propreté et à les ravaler au moins une fois tous les dix ans. Le goût, celui de M. Thévenot, de la direction des Bâtiments de France. Les quais de Lyon, qu'ils soient du Rhône ou de la Saône, sont tous sites classés. Autrement dit, ils ont pour tuteurs ces Bâtiments de France qui ont prévu de dire pour eux ce qui est le bien et de refuser ce qui serait le mal.

M. Thévenot, lorsque l'on commença les ravalements sur les quais de la Saône, se reporta au passé, aux documents, jaugea aussi le site et le ciel. En fonction de tout cela, il composa la palette. Petit à petit, on vit qu'elle était belle et bonne. On le verra encore davantage, car, dans les deux ou trois années à venir, depuis Perrache, au sud, à Vaise, au nord, la zone sera en rose. Le Rhône ne perd rien pour attendre, ce qui ne signifie pas qu'il virera vers les mêmes coloris, car les maisons qui le bordent sont d'un autre style, comme son flot est d'une autre couleur, d'une autre pulsation aussi.

En attendant, les Lyonnais se montrent si ravis et si surpris de leur ravissement qu'ils veulent en finir une fois pour toutes avec leur réputation — mi-légende, mi-vérité — de marchands et de boutiquiers sans goût, ou plus exactement indifférents au goût. Non seulement ils réclament et attendent les textes qui feront aussi de leur « presqu'île » un site protégé, la Croix-Rousse en tête, mais déjà la municipalité élue en 1977 a risqué un coup d'audace. A tous les propriétaires d'immeubles qui ont à ravaler leurs façades en application du code de l'urbanisme, et sans se soucier cette fois s'ils sont ou non en site protégé, on demande de venir d'abord à l'hôtel de ville.

Là, on leur explique gentiment qu'il ne s'agit pas seulement de blanchir mais de le faire en songeant à tout le monde, Lyonnais ou visiteurs. On leur met sous le nez une petite palette de couleurs, du beige à l'ocre rose, en les priant de bien vouloir limiter leur choix à ces étendues.

Et comme le disent M. Miriot, l'adjoint au maire, qui conduit l'opération, et Mlle Cloppet qui en assure l'exécution, « *dans l'ensemble tout se passe bien* ». Il n'y a, pour le moment, qu'un grincheux. Mais on est sûr qu'il va se sentir tellement isolé qu'on s'attend d'un jour à l'autre à le voir venir à résipiscence, car c'est vrai que les Lyonnais savourent leurs nouveaux quais de la Saône comme pralines et bonbons. Ils ne vous prendront pas par la manche pour vous y conduire. Si d'aventure vous y passez en leur compagnie, ils ne vous en diront sans doute rien de plus. Mais ils attendront, ils guetteront. Si alors vous leur signifiez que vous avez remarqué et cette palette et ce ciel qui en paraît plus léger, giboulée de mars ou non, soyez sûr qu'ils en éprouveront, avec un supplément de plaisir, les délices d'une infinie reconnaissance.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Lentilles de Contact
Laboratoire Procontact
25 années d'expérience et de spécialisation :
Une garantie et une avance technique uniques en France
adaptation et fabrication :
(2e étage) 25, av. Jean-Médecin 06000 Nice - Tél. 87.47.16



CLOTURE DES JEUX
MERCREDI 29 MARS
APRÈS-MIDI
Notices à votre disposition
chez les dépositaires
LO 39



actualité
de la mode masculine
Pour la saison nouvelle, des revers plus étroits, des épaules plus larges, un boutonnage descendu, une taille décentrée, la veste moins longue. Ayez donc une silhouette nouvelle avec
le fameux costume
en mesure rapide
prix exceptionnel de printemps
1.250 F
Monsieur Neuville

LA MARÉE NOIRE EN BRETAGNE

LES MOYENS DE LUTTE S'INTENSIFIENT

Deux mille huit cents militaires sont sur place

L'épave de l'« Amoco-Cadiz » devait être dynamitée ce mardi 28 mars par des plongeurs-démineurs venus de Toulon. Le but de cette opération est de vider les citernes avant du pétrolier *qui renferment encore*, estime-t-on, entre 10 000 et 30 000 tonnes de brut. Cette mesure décidée par M. Marc Becam, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, a reçu l'aval du propriétaire du navire, de l'affréteur et des assureurs.

La nappe, qui ne paraît guère s'étendre vers le Cotentin comme on le craignait, continue à être surveillée et traitée par la Marine nationale et quelques unités de la Royal Navy ; sur les grèves, les militaires dont l'effectif a été porté à deux mille huit cents hommes, les agents de l'équipement, la population et les volontaires s'affairent pour tenter de récupérer le plus de mazout possible avant qu'il ne touche le rivage. Les actions de nettoiement ont commencé ce mardin matin par le ramassage du goémon souillé, rejeté par les grandes marées.

DÈS JANVIER 1978

Un rapport officiel à usage interne dénonçait les insuffisances des moyens de lutte contre la pollution

On peut affirmer que tout le monde s'est laissé surprendre par la marée noire de l'*Amoco-Cadiz* ; mais il ne faudrait pas en conclure pour autant que le gouvernement et les administrations ignoraient ce que risquaient la mer et nos rivages en cas de semblable naufrage. Un groupe de travail comprenant trente-six fonctionnaires des ministères de l'intérieur, de l'équipement, de la défense, de l'industrie et de l'environnement s'est réuni de juillet à décembre 1977. Il a fait le point sur les matériels et les produits anti-marée noire. Les résultats de ses travaux sont consignés dans un rapport de soixante-dix pages qui a été diffusé à l'intérieur des administrations en janvier, exactement deux mois avant la catastrophe de Portsall.

Ce document, s'il avait été connu du public, ne lui aurait laissé aucune illusion sur les chances d'endiguer le flot de mazout. Les ministres et les responsables, eux, l'avaient lu. S'ils n'on ont soufflé mot, c'est pour ne pas inquiéter l'opinion à la veille des élections.

Le gouvernement savait...

Le rapport est accablant. Il note d'abord que le pompage du pétrole sur un tanker en difficulté est impossible par gros temps. De toute façon, la France ne possède pas le matériel adéquat même si elle est aujourd'hui très « ferrée » sur les méthodes de pompage en profondeur.

Les barrages flottants ? Ils sont inefficaces dès que le courant dépasse 1 nœud et par des creux de plus de 1,50 m. A l'étranger, du reste, on ne sait pas mieux faire. Connaît-on les zones sensibles — écologiques, touristiques, conchylicoles — qu'il faudrait défendre ? Leur inventaire n'est pas dressé et les préfets devraient être chargés de cette tâche dans le courant de l'année. A-t-on disposé des « corps morts » en travers des baies pour accrocher ces barrages ? Pas davantage.

Les engins de pompage en mer type « Vortex » ou « Cyclonet » ne fonctionnent pas dans la houle, mais on ne connaît pas pour autant les matériels semblables mis au point à l'étranger. Un navire dépollueur de haute mer ? Il coûterait 30 millions de francs et, inutilisable pour toute autre mission, il ne serait pas « rentable ».

Restent donc les produits. Les dispersants qui favorisent l'émulsion du pétrole sont, selon le rapport, d'une inocuité et d'une efficacité douteuses. Il faut les utiliser en énormes quantités. Leur emploi est sévèrement réglementé aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, au Japon et en Suède. Dans ce dernier pays, le BP-1100, le Finasol et le Shell-LT (actuellement employés en Bretagne) ne sont que provisoirement autorisés et avec d'extrêmes réserves. Après avoir testé les produits existant sur le marché, le ministère de l'environnement français devait homologuer les moins mauvais... en 1978.

Pour les substances qui absorbent le pétrole et qui coulent, « *de nombreuses incertitudes demeurent. Pour celles qui absorbent le mazout et qui flottent, des essais restent à faire* ». Les rampes d'épandage ? Elles ne sont pas au point et une campagne d'expérimentation devait être menée.

Faut-il nettoyer la côte aux produits décapants ? Le rapport juge cette méthode « *éminemment discutable* », car écologiquement risquée. Il vaudrait mieux décaper les rochers au jet d'eau ; *Dispose-t-on de suffisamment de* sacs en plastique et de vêtements ? Non, il serait nécessaire de constituer des stocks. Et les navires-citernes pour recueillir le mazout ? Ils sont difficiles à trouver en France.

Peut-on suivre au moins la dérive des nappes sous l'effet des vents et des courants ? De jour et par beau temps seulement.

Conclusion : les moyens pour venir à bout d'une marée noire n'existent pas actuellement. D'ailleurs, chaque déversement d'hydrocarbures pose un cas particulier. Mais on peut au moins *procéder à l'essai systématique* du matériel existant et entraîner le personnel à son emploi.

Le groupe de travail avait donc établi tout un programme d'expérimentation qui devait se dérouler cette année avec le *concours de l'équipement*, de l'Institut français du pétrole, de la marine nationale, etc. On aurait testé les barrages, les navires récupérateurs, les produits, la technique de nettoyage des plages. On devait même déverser en haute mer « pour être en vraie grandeur » plusieurs dizaines de tonnes de pétrole.

Coût du programme : 3,6 millions de francs. Le comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (CIANE) avait accordé son aide à raison de 1,5 million. C'était le 15 février 1978.

Le rapport ajoutait qu'il fallait associer la population et la presse à ces travaux de manière « *à informer clairement l'opinion publique des limites au-delà desquelles il est impossible d'intervenir avec succès* ».

Toutes ces expérimentations sont en cours, hélas !, sur les côtes bretonnes et en « vraie grandeur ». Quant au public, le voilà informé. Les fonctionnaires estimaient que leur plan était « ambitieux ». Les quelque 3,6 millions de francs qu'on devait dépenser en un an, c'est probablement ce que coûte chaque jour le *combat contre* la marée noire de l'*Amoco-Cadiz*.

MARC AMBROISE-RENDU.

LES PRÉSIDENTS DE DEUX GRANDES COMMISSIONS SÉNATORIALES METTENT EN CAUSE LE GOUVERNEMENT.

M. André Colin, sénateur du Finistère (Union centriste), président de la commission des affaires étrangères du Sénat, demande notamment au premier ministre, à la suite du naufrage de l'*Amoco-Cadiz* : « *Pour quelles raisons les autorités françaises n'ont été prévenues et ne sont intervenues que tard dans la nuit alors que le pétrolier était en difficulté et constituait une menace réelle depuis le début de la matinée. Pour quelles raisons, après les expériences tragiques connues dans le Finistère depuis onze ans, le gouvernement ne dispose pas encore de moyens efficaces de lutter contre la pollution.* »

M. Edouard Bonnefous, sénateur des Yvelines (Gauche démocratique), président de la commission des finances, rappelle de son côté au premier ministre que « *pour la quatrième fois depuis 1967 il demande au gouvernement, par voie de question orale, de prendre les dispositions permettant d'éviter le renouvellement des catastrophes dues aux marées noires. (...) Une fois de plus,* souligne-t-il, *chaque Français devra supporter la responsabilité financière d'accidents causés par la négligence de certains armateurs ou constructeurs de navires pour lesquels seul compte le bénéfice à court terme...* »

POINT DE VUE

Un droit incohérent et injuste

par JEAN-FRANÇOIS SAGLIO (*)

La catastrophe du pétrolier *Amoco-Cadiz* intervient juste au moment où s'ouvre à Genève la septième session de la conférence des Nations unies sur le droit de la mer.

Beaucoup a été dit et écrit sur les raisons qui ont conduit la communauté internationale à modifier radicalement ce droit issu des conventions de Genève de 1958. Les pays en voie de développement, *majoritaires à l'ONU, confrontés à un droit* qui s'était fait sans eux, l'ont très rapidement contesté pour le fait même qu'il ne ménageait pas suffisamment ce qu'ils estiment être une chance supplémentaire de développement : leurs droits d'accès à l'exploitation de richesses dont on commence à découvrir les potentialités.

Les pays développés ne pouvaient, bon gré mal gré, que s'associer à cette dialectique. Mais certains d'entre eux, et d'abord la France, y ont apporté un argument supplé*mentaire : le droit de la mer devait* être revu pour mieux répondre aux exigences nouvelles de protection de l'environnement marin.

Pour quelles raisons ? Une réalité, peut-être déconcertante, s'impose pour qui jette un coup d'œil sur l'action diplomatique engagée depuis 1967, année de la catastrophe du *Torrey-Canyon* : pas moins de vingt conventions internationales ont été signées en vue de lutter contre *la pollution des mers. Il s'agit d'accords* internationaux visant chaque source de pollution (pollution par des navires, pollution accidentelle, pollution provenant des côtes), d'application universelle ou adaptés suivant les cas à des zones limitées (Atlantique du nord-est, Méditerranée). Mais ces conventions n'ont jamais remis en question les règles issues du droit de la mer de 1958. Or celui-*ci ignore les réalités écologiques que* ces conventions ont prises en compte. Cela conduit à limiter considérablement leur efficacité.

Ainsi, par exemple, des règles internationales récentes interdisent *aux pétroliers de rejeter des hydro*carbures à moins de 50 milles des côtes. Or, pour la France, les eaux territoriales sont limitées à 12 milles. Nous pouvons donc intervenir, en fonction du droit de la mer existant, à l'encontre d'un navire étranger qui commettrait une infraction à cette interdiction, seulement dans nos eaux territoriales. A 12,1 milles il faudra transmettre le dossier à l'Etat du pavillon en lui demandant de bien vouloir poursuivre son ressortissant.

Un tel système est à la fois incohérent et injuste.

Incohérent parce que la limite des eaux territoriales reste une limite administrative posée sans tenir compte des réalités biologiques ou physiques du milieu marin.

Injuste, car, à travers une infraction particulière, c'est bien en définitive une atteinte qui est portée aux intérêts directs de l'Etat côtier, lequel se voit dans l'incapacité juridique d'intervenir directement.

De la même manière, peut-on *continuer à imaginer qu'un Etat* reste insensible à des opérations d'immersion de déchets dès lors que de telles opérations s'effectuent en dehors de ses eaux territoriales mais à suffisante proximité de ses côtes pour perturber, voire compromettre, les activités de ses pêcheurs ?

Aussi, dès que la notion de zone économique de 200 milles se fit *jour à Caracas en 1974, la délégation* française a-t-elle été la première parmi les délégations des puissances maritimes à proposer une réponse à ces questions. Sa position, aujourd'hui largement partagée au sein de la conférence, est claire. Elle consiste à faire reconnaître aux Etats côtiers, dans cette zone, des droits d'intervention leur permettant de défendre leurs droits de protection de l'environnement.

Est-ce de la sorte porter atteinte à la liberté des mers ? Certes oui, *dans la mesure où cette liberté, qui d'ailleurs dans sa plénitude* absolue n'a existé qu'au profit de radeaux de la Méduse ou de vaisseaux fantômes, était trop facilement invoquée pour, en réalité, ne faire que le jeu d'une complaisance bien connue de la part de certains Etats.

Est-ce de la sorte nier la liberté de navigation ? Certes non, et c'est l'objet des négociations en cours qui devront préciser, au-delà des principes, les conditions et les garanties pour que les navires respectueux du droit international *continuent à jouir de leur liberté de* navigation.

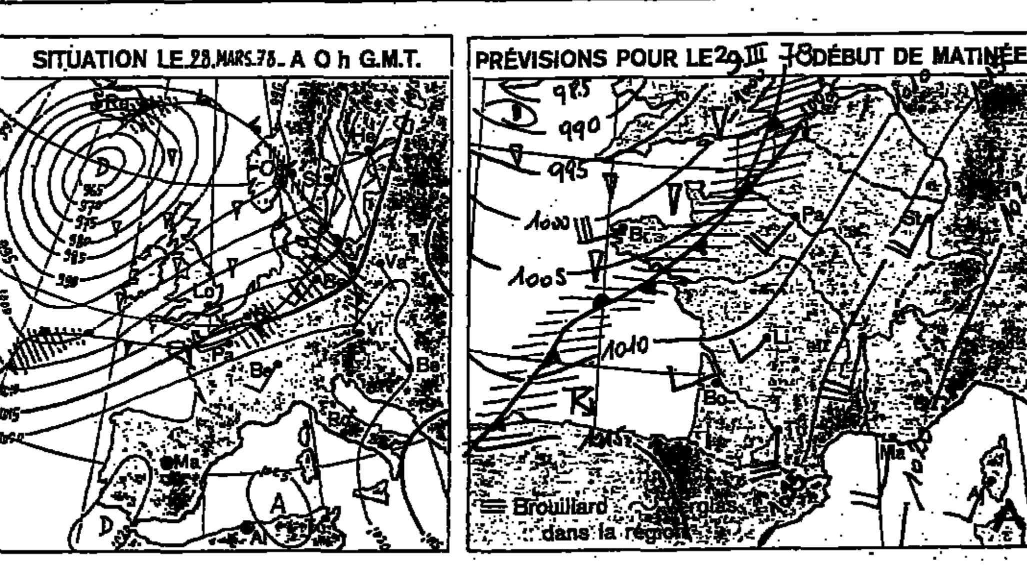
Il était indispensable, là aussi, que cette liberté soit mieux organisée et qu'elle s'arrête là où commence celle de tout Etat soucieux de protéger son propre environnement. Tant qu'il n'existera pas de police internationale de la mer, et on voit mal comment elle pourrait naître, c'est bien vers les Etats côtiers qu'il faudra se retourner pour agir.

Il s'ensuivra en définitive une nouvelle image de la mer qu'il nous faut accepter ; celle d'une mer convoitée et donc bornée et surveillée. La mer y perdra une grande part de son auréole d'aventure. Mais est-ce trop cher payer pour que son devenir et le nôtre soient mieux assurés ?

(*) Délégué à la qualité de la vie.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 28 mars à 0 heure et le mercredi 30 mars à 24 heures :

Les hautes pressions de Méditerranée se décaleront vers l'est, permettant la pénétration lente des perturbations atlantiques sur l'ouest et le nord de notre pays. Ces perturbations prendront un caractère orageux dans les régions du Sud-Ouest, mais les régions Est et Sud-Est resteront protégées.

Mercredi 29 mars, de la Bretagne à la Vendée, puis de la Normandie et du Bassin parisien jusqu'à la frontière belge, le temps sera généralement très nuageux ou couvert, avec des pluies intermittentes souvent faibles, parfois modérées. Sur la Bretagne, le temps deviendra variable au cours de l'après-midi avec quelques averses entrecoupées d'éclaircies. Sur nos régions du Sud-Ouest, le ciel deviendra très nuageux, et quelques ondées orageuses, parfois assez fortes, pourront se produire l'après-midi sur le Bassin aquitain et sur les Cévennes. Du pourtour méditerranéen aux Alpes, au Morvan et aux Vosges, le temps sera généralement ensoleillé le matin, mais deviendra nuageux au cours de l'après-midi.

Les vents, irréguliers, souffleront de secteur sud à sud-ouest, généralement modérés ; ils seront temporairement forts près des côtes de l'Atlantique et de la Manche et dans la vallée de la Garonne.

Les températures minimales seront en hausse ; cette hausse sera très sensible près des Pyrénées. Les températures maximales seront en légère hausse, sauf en Bretagne, où elles baisseront légèrement.

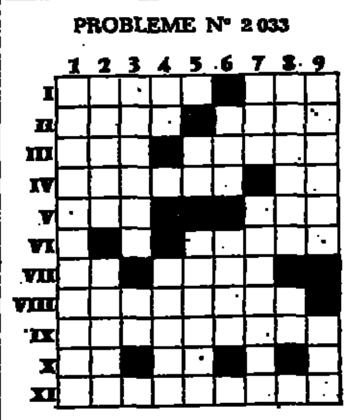
Le mardi 28 mars, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 015,5 millibars, soit 761,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 mars ; *le* second, le minimum de la nuit du 27 au 28) : Ajaccio, 15 et 5 degrés ; Biarritz, 15 et 6 ; Bordeaux, 13 et 4 ; Brest, 11 et 7 ; Caen, 12 et 10 ; Cherbourg, 10 et 9 ; Clermont-Ferrand, 14 et 3 ; Dijon, 11 et 7 ; Grenoble, 9 et 1 ; Lille, 11 et 8 ; Lyon, 11 et 4 ; Marseille, 19 et 6 ; Nancy, 11 et 9 ; Nantes, 13 et 9 ; Nice, 16 et 8 ; Paris-Le Bourget, 13 et 11 ; Pau, 16 et 4 ; Perpignan, 19 et 5 ; Rennes, 13 et 10 ; Strasbourg, 9 et 9 ; Tours, 13 et 8 ; Toulouse, 15 et 3 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 5 degrés ; Amsterdam, 11 et 5 ; Athènes, 15 et 10 ; Berlin, 10 et 6 ; Bonn, 11 et 7 ; Bruxelles, 11 et 9 ; îles Canaries, 23 et 18 ; Copenhague, 7 et 2 ; Genève, 11 et 1 ; Lisbonne, 22 et 8 ; Londres, 14 et 8 ; Madrid, 22 et 3 ; Moscou, 4 et 0 ; New-York, 8 et 7 ; Palma-de-Majorque, 20 et 2 ; Rome, 16 et 3 ; Stockholm, 5 et 1.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 033



HORIZONTALEMENT

I. A droit au chapitre ; Endroits humides. — II. Pièces qui se débitent mètre par mètre ; Consacré. — III. Commune étrangère ; En position horizontale. — IV. A déménagé ; Localité de France. — V. Arrivés à terme ; Récipient. — VI. Commune mesure. — VII. Atteste un accord entre deux Anglais (épelé) ; Dans l'Aisne. — VIII. On respire déjà mieux lorsqu'elle se relâche. — IX. Sont donc polis. — X. Symbole ; Dans une défense. — XI. Comme le blanc.

VERTICALEMENT

1. Ont de la suite dans les idées. — 2. Sainte ; Prit certaines mesures. — 3. Fruit ; Désigne un prélat. — 4. Champion ; Illustre enfant de Menaggio. — 5. Temps arbitraire ; Ne donnent aucun mal. — 6. Tente, en sa verte nouveauté, l'appétit des imprévoyants ; Prend du poil de la bête. — 7. Monnaies ; Prendra des risques calculés. — 8. Sans réserve ; Préposition. — 9. Moment d'abandon ; Se montre discret.

Solution du problème n° 2 032

Horizontalement

I. Poussière. — II. Ir ; An. — III. Ravioli. — IV. Elire ; Rée. — V. Ere ; Cour. — VI. Usées. — VII. Eliât. — VIII. S.A. ; Oreste. — IX. Ecoutée. — X. Liure ; Ri. — XI. Sis ; Mars.

Verticalement

1. Pire ; Ussel. — 2. Orales ; Acis. — 3. Virer ; Oui. — 4. Soirée ; Ours. — 5. O.E. ; Serte. — 6. Ill ; Lee. — 7. Ironisera. — 8. Râ ; Eu ; AT ; Ir. — 9. Entérites.

GUY BROUTY.

VINGT MILLE MANIFESTANTS A BREST

Derrière des drapeaux bretons...

De notre correspondant

Brest. — Une manifestation de protestation contre la marée noire rassemblant quelque vingt mille personnes a eu lieu lundi 27 mars à Brest. Depuis mai 1968, aucun rassemblement aussi important n'avait eu lieu dans le grand port du ponant. Le parti socialiste ne s'était pas associé à la manifestation, organisée cependant par l'ensemble des mouvements et des syndicats de gauche. Mais un représentant de la C.G.T., qui avait pris la parole, *fut contraint de cesser son intervention*, sa voix ayant été rapidement couverte par les huées.

Groupés derrière des drapeaux bretons, les participants ont défilé dans les rues principales de la ville. Parmi eux, des jeunes gens recherchaient visiblement l'affrontement avec les forces de l'ordre, qui furent assez discrètes. Certains portaient des casques, d'autres étaient munis de gourdins. Des drapeaux rouges et noirs, des pancartes hostiles au gouvernement émergeaient de la foule. L'une des banderoles affirmait : « *Politise tes inquiétudes, tu inquiéteras les politiciens.* »

Parti de la place du Château, le défilé se rendait à la sous-préfecture, puis revenait à la préfecture maritime dont les portes d'accès étaient verrouillées. Les gendarmes maritimes ont lancé quelques grenades lacrymogènes quand les manifestants tentèrent d'escalader les murs d'enceinte. Les manifestants se replièrent en direction du Cercle naval contre lequel des pierres furent lancées. Des C.R.S. groupés à proximité ripostèrent. L'affrontement devait être de courte durée, environ un quart d'heure. Ces heurts ont fait quelques blessés du côté des manifestants.

Sur la côte, à Portsall, l'épave de l'*Amoco-Cadiz* est devenue une attraction. Mais du bateau enfoui dans le brouillard on n'aperçoit que des superstructures à demi immergées. C'est presque un bateau fantôme. L'affluence des curieux a *fait fleurir* des pancartes à l'entrée des chemins qui mènent à la mer : « *La mer est foutue, préservons nos dunes* », lit-on sur l'une d'entre elles. Une autre proclame : « *Dunes fragiles pas de voitures, pas de chaussures mazoutées.* »

Le flot de la grande marée est monté très haut. Des rochers qui jusqu'alors avaient échappé à la pollution sont maintenant recouverts d'une gangue noirâtre. Le sable très blanc d'ordinaire est noir également. La mer en se retirant a transformé les plages en vastes dépotoirs. Des tonnes d'algues s'agglutinent sur le sable. Des cultivateurs les ramassent. En d'autres temps ils les auraient enfouies dans leurs champs. La terre du Léon doit sa richesse à cette fumure naturelle et bon marché. Mais celle-ci est maintenant polluée. Les chargements des remorques attelées à des tracteurs sont déversés, pour le moment, dans une excavation de la falaise voisine.

« *Heureusement que la paysannerie est là* », dit un cultivateur. Il n'a assurément pas tort de se délivrer un satisfecit. Les tonnes à purin des agriculteurs suivent le flot descendant et aspirent sans arrêt le pétrole. Quant aux pompes des pouvoirs publics, elles n'entrent en action qu'à la pleine mer.

JEAN DE ROSIÈRE.

UN TIMBRE POUR LA MARÉE NOIRE ?

Comme en 1959, lors de la catastrophe de Fréjus, ne serait-il pas possible d'apposer sur un certain nombre de timbres-poste d'usage courant la surcharge : « + 50 c., marée noire ? »

Ces cinquante centimes, sans valeur d'affranchissement, seraient intégralement reversés aux sinistrés. (Cela se fait déjà huit ou neuf fois par an pour la Croix-Rouge.)

Tous les Français pourraient ainsi participer, selon leurs moyens, à l'élan de solidarité nationale qui se développe à travers le pays.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

économie

EMPLOI

DEVANT L'AGGRAVATION DE LA CRISE

Un nouveau «plan acier» est mis au point

• *10 000 à 15 000 suppressions d'emplois supplémentaires*

• *Une partie de la dette des aciéries serait allégée*

Parmi les dossiers « brûlants » dont va devoir se saisir le nouveau gouvernement, il en est un que l'on croyait réglé, mais qui, n'ayant reçu qu'une solution provisoire, nécessite aujourd'hui un traitement radical et rapide, c'est celui de la sidérurgie.

Certes, il y a un an, le lancement d'un « plan acier » avait semblé de nature à rétablir la situation d'une industrie littéralement ravagée par la crise la plus violente de son histoire et endettée au-delà du supportable. Destiné à rétablir la compétitivité des aciéries françaises — la plus mauvaise d'Europe dans cette branche, — ce plan prévoyait la fermeture des installations vétustes ou mal adaptées, la suppression de seize mille emplois (dont onze mille par mise à la retraite anticipée et le reste par licenciements ou mutations), plus l'octroi d'une nouvelle aide de l'Etat sous forme d'un prêt du F.D.E.S. de 1,3 milliard de francs permettant de financer une partie de 8,8 milliards de francs d'investissements à effectuer jusqu'en 1980.

La réussite d'un tel plan, notamment le retour à l'équilibre des comptes selon un échéancier très précis, devait être facilitée par une remontée des prix de vente tombés très bas (+ 20 % entre 1977 et 1978, + 40 % entre 1978 et 1980) et par une certaine reprise de la demande d'acier en France comme à l'étranger. « *Enorme pari, dont le résultat reste soumis aux aléas de la conjoncture* », estimions-nous dans « Le Monde de l'économie » du 2 août 1977.

Ce pari est en passe d'être perdu si de nouvelles mesures drastiques ne sont pas prises à brève échéance, notamment sur le plan financier. Comme on pouvait le craindre, l'évolution de la conjoncture n'a pas répondu aux espoirs. Au lieu de se redresser en 1977, les prix de l'acier se sont effondrés sous les coups d'importations « sauvages » en provenance des pays tiers, pour ne se relever vraiment qu'à partir du début de 1978, à l'abri du dispositif protectionniste mis en place *in extremis* par la Commission de Bruxelles sous la pression des Neuf. Quant à la demande, elle a désespérément stagné, reflétant la crise mondiale. En conséquence, l'exercice 1977 a été encore plus désastreux que les deux précédents, pourtant largement déficitaires.

L'un des deux géants français, Usinor, vient d'annoncer une perte de 2 milliards de francs, soit plus de 20 % de son chiffre d'affaires, après des déficits de 1,25 milliard de francs en 1975 et 1976. L'autre « grand », Sacilor, ne vaut guère mieux. Le résultat est que, malgré des réévaluations comptables de bilans, ces deux entreprises n'ont plus de fonds propres et que leur endettement est devenu proprement effarant (près de 120 % du chiffre d'affaires, 113 % pour l'ensemble de la profession). Circonstance aggravante, ces firmes, dans l'incapacité d'assurer le service de leur dette (1 milliard de francs d'intérêts et 400 à 500 millions de francs de remboursements par an), sont obligées d'emprunter aux banques à court terme pour respecter leurs engagements (sans compter les prêts du F.D.E.S., qui contribuent également à boucher les trous).

Pour des entreprises moyennes, ce serait le dépôt de bilan pur et simple et la cessation de paiements. Pour l'industrie nationale de l'acier, il n'en est, naturellement, pas question. Alors ? En attendant le résultat des élections, des mesures provisoires ont dû être prises. Un nouveau prêt public de 500 millions de francs a été consenti en janvier 1978, et les banques se sont résignées à prêter encore davantage, malgré les rigueurs de l'encadrement du crédit, ce qui les oblige à réduire d'autant les concours accordés aux clients solvables : nouvelle loi de Gresham, le « mauvais » crédit chasse le bon. Elles ne peuvent même pas provisionner leurs créances, une telle opération risquant de bouleverser leurs comptes d'exploitation et leurs bilans. A la fin de janvier dernier, néanmoins, les responsables des établissements chefs de file (B.N.P., Banque de Paris et des Pays-Bas, Société générale) sont allés trouver le directeur du Trésor, qui les a poliment renvoyés au lendemain du 19 mars.

Trente mille à quarante mille emplois supprimés

Aujourd'hui, l'heure de l'échéance a sonné. La limite de l'endettement tolérable est dépassée, et le « plan acier » de 1977, élaboré à la fin de 1976, est périmé. Sachant que les mesures prises précédemment, sur le plan social et financier, avaient été quelque peu minorées pour ne pas créer d'affolement ni de remous avant les élections, les pouvoirs publics ont, dès l'automne, mis à l'étude un nouveau plan qui devrait être prêt dans quelques semaines. L'objectif : rétablir définitivement et durablement la situation et l'équilibre de la sidérurgie française, en allégeant l'endettement, en reconstituant les fonds propres des entreprises, et en restaurant leur productivité, encore très médiocre. Les moyens : une bonne douzaine de scénarios sont passés en revue, notamment sur le plan financier.

Il n'est pas envisagé de toucher aux emprunts obligataires (45 % de la dette), essentiellement ceux du Groupement de l'industrie sidérurgique (G.I.S.), soit 12 milliards de francs ; la Caisse des dépôts en détient bien 20 %, mais il faut tenir compte des nombreux petits porteurs et tout « aménagement » de ces créances serait lourd de conséquences pour l'avenir et pour les émissions futures.

Aucun sacrifice ne sera non plus demandé aux fournisseurs (coke, minerai de fer, etc.) : ce serait trop difficile et ne ferait que déplacer le problème dans le cas des mines de fer de Lorraine. Restent les banques (35 %) et l'Etat (23 %). En ce qui concerne les premières, il leur sera probablement demandé de « consolider » leurs créances, transformant le court terme en moyen terme, et le moyen terme en long terme : tout vaut mieux, à leurs yeux, qu'un classique moratoire.

Quant à l'Etat, la consolidation des 9 milliards de francs de prêts du F.D.E.S. est étudiée sous toutes ses formes. Plusieurs formules peuvent être envisagées : allongement de la durée des prêts, « gel » des créances publiques avec création d'une redevance spéciale des entreprises pour assurer leur extinction dans des temps meilleurs, transformation des obligations convertibles en actions au profit de l'Etat, etc. Restent évidemment la nationalisation réclamée par la gauche et à laquelle demeurent opposés MM. Giscard d'Estaing et Barre, ou la prise de participation minoritaire, qui, aux yeux des banquiers et de certains hauts fonctionnaires, aurait l'inconvénient d'empêcher que « *l'on aille jusqu'au bout* ».

Aller jusqu'au bout, cela pourrait signifier, hélas ! un nouveau train de suppression d'emplois : 10 000 à 15 000 peut-être, échelonnés sur trois ans jusqu'en 1982 ou 1983, qui s'ajouteraient aux 16 000 suppressions déjà décidées pour le 1er avril 1979 (3 000 dans le Nord et 13 000 en Lorraine). Tout laisse à penser, au surplus, que ce dernier chiffre pourrait passer de 16 000 à 20 000. Au bout de deux ans, on retrouve ainsi les 30 000 à 40 000 emplois excédentaires, dont la suppression était jugée nécessaire par certains experts pour obtenir la même productivité qu'en Allemagne fédérale (« Le Monde de l'économie » du 14 décembre 1976). Cette estimation a même été confirmée quasi officiellement en novembre dernier par M. de Larosière, directeur du Trésor, qui, au cours d'une audition devant la commission des finances du Sénat, avait qualifié de « maximum tolérable » la suppression de 10 000 emplois supplémentaires en 1979 et 1980.

Certes, la conjoncture s'améliore quelque peu à l'heure actuelle. Comme il a été dit, les prix intérieurs de la C.E.E. se sont quelque peu redressés, et les conditions sont plus favorables à la grande exportation. Mais, à moyen terme, les perspectives restent médiocres, compte tenu d'une consommation mondiale en faible augmentation, d'une surcapacité de production générale et de l'offensive des « nouveaux sidérurgistes » (Corée du Sud, Australie, Afrique du Sud, etc.) lancés à l'assaut des « vieilles sidérurgies » européennes.

Chez nos voisins, la situation est critique. La sidérurgie wallonne va devoir opérer une révision déchirante ; la British Steel Corporation, propriété de l'Etat britannique, qui a perdu 4,5 milliards de francs au cours du dernier exercice, se résout difficilement à pratiquer une douloureuse auto-chirurgie ; les aciéries italiennes, exsangues, sont renflouées par le contribuable ; le gouvernement espagnol va devoir porter de 40 % à 50 % son contrôle de la sidérurgie de la péninsule, dont certaines entreprises sont au bord de la faillite.

Il serait tentant pour la Commission de Bruxelles de chercher à cette occasion à imposer une refonte des structures de la sidérurgie communautaire et une homogénéisation des politiques d'investissement, sans laquelle l'anarchie risque de continuer à régner. Mais elle n'en a guère les moyens, d'autant que les gouvernements se montrent jaloux de leurs prérogatives. En revanche, la Commission a les moyens financiers d'obtenir un assainissement de la situation de certaines entreprises : elle pourrait lancer un grand emprunt C.E.C.A. dont le montant serait reprêté et « bonifié » aux fins de déclencher une « *harmonisation spontanée des investissements* ».

Une chose est sûre en tout cas : pour l'Europe de l'acier, comme pour les Neuf, l'heure de la vérité a sonné et la mutation sera douloureuse.

FRANÇOIS RENARD.

Suppression de cent soixante emplois à l'usine Nardonnet (Verneuil)

L'échec d'un projet de coopérative ouvrière

Les cent soixante salariés de l'usine Nardonnet de Verneuil (Yvelines), petite entreprise de travaux publics (béton, traverses de chemin de fer, etc.), dont le bilan avait été déposé le 26 octobre 1977, viennent de recevoir leur lettre de licenciement. Alors qu'aucun industriel ne proposait la reprise de l'affaire, le personnel, en majorité des étrangers, a rejeté le projet de coopérative ouvrière qui leur avait été présenté. La valse morbide autour d'une P.M.E. étranglée (« le Monde » du 24 janvier) s'est mal terminée.

Dès janvier dernier, la majorité des ouvriers avaient fait connaître leur opposition à la création d'une coopérative ouvrière, lors d'une réunion publique du conseil municipal de Verneuil. Mais la municipalité, convaincue qu'il s'agissait de la seule solution capable de sauvegarder le maximum d'emplois (environ cent vingt sur cent soixante), avait alors décidé d'appuyer la démarche d'une minorité de salariés, épaulés par la Confédération des sociétés coopératives ouvrières de production. En apportant des garanties sérieuses de redémarrage, les enthousiastes de la formule coopérative estimaient qu'ils arriveraient à convaincre les hésitants, en dépit des réserves officiellement affichées des délégués C.G.T. et des conseillers municipaux communistes.

Et ces « mordus » ont un moment crus qu'ils avaient gagné. A l'époque, en pleine campagne électorale, ils ont obtenu tous les feux verts de l'administration : acceptation du tribunal de commerce, accord du CIASI (Comité interministériel d'aménagement des structures industrielles), accord du F.D.E.S. pour l'attribution d'un prêt, achat du terrain par la mairie. « *Nous avions trouvé tous les crédits ; le montage financier tenait la route* », nous déclare M. Houdart, l'un des responsables de la Confédération des sociétés coopératives. Mieux, les délégués et les responsables communistes de la région (Verneuil et Poissy), qui, il y a deux mois, ironisaient sur le « *romantisme* » des coopératives ouvrières, acceptaient de défendre le projet. Trop tard.

Les ouvriers ont dit « non ». A peine trente personnes — la plupart des Français — ont accepté de signer le document qui leur a été présenté lors d'une consultation générale : « *Je m'engage*, affirmait ce texte, *à venir à la coopérative et à verser les deux mois de préavis* (reçus de l'ex-entreprise Nardonnet) *comme apport en capital.* » La quasi-totalité des opposants — des travailleurs étrangers — ont préféré conserver le montant de ces deux mois de préavis et courir le risque d'être licenciés. Un risque qui est devenu réalité. Un licenciement en bonne et due forme et, pour une partie d'entre eux, le versement de la prime Stoléru pour regagner « le » pays.

Egoïsme ? Sagesse ? Les deux à la fois, semble-t-il. L'un des ouvriers portugais qui, lui, souhaite rester en France, explique son attitude et celle de ses camarades : « *Gauche ou droite, un patron c'est toujours un patron. Nous, on veut travailler, recevoir du fric et c'est tout.* » Aucune envie de se lancer dans une coopérative ouvrière dont on ignore les mécanismes ; refus aussi de se retrouver avec des cadres et des agents de maîtrise qui, il y a peu temps, faisaient un métier, peu apprécié, de surveillance ; refus enfin de l'aventure sociale et financière, même si, en fait, ils n'avaient rien à débourser puisque, le travail reprenant aussitôt, en cas d'acceptation, les deux mois de préavis constituaient un afflux d'argent supplémentaire. Après le vote négatif du personnel, raconte M. Houdart, une dernière tentative a été menée au nom des immigrés : « *Ils sont prêts à dire oui*, m'a-t-on indiqué, *si l'assurance leur était donnée que, en cas de nouvelle faillite, ils retrouveraient leur capital.* » Impossible ! a répondu le coopérateur : « *On ne se jette pas à l'eau sans se mouiller ; même dans les coopératives, il y a un risque.* »

Les défenseurs du projet coopératif admettent que « *la coopérative, cet essai d'autogestion, suppose un certain niveau d'éducation et d'esprit de solidarité* », et que, en l'espèce, ils se sont heurtés aux intérêts très compréhensibles d'étrangers qui n'entendent pas s'enraciner en France, même si certains d'entre eux y vivent depuis longtemps. Ils ont découvert avec surprise que, Nord-Africains ou Portugais, ces immigrés vivaient dans un ghetto et rejetaient toute idée de participation. Les dirigeants C.G.T. et communistes ont certes pesé lourd, et certains leur reprochent d'avoir « *semé le doute* » et développé « *une idéologie anti-autogestionnaire* » chez des « *hommes non suffisamment avertis* ». Mais, finalement, si une majorité s'était dégagée en faveur de la coopérative, des défenseurs de cette formule se demandent aujourd'hui si cette solution aurait été viable. « *D'autres expériences ont réussi et se poursuivent*, indique M. Houdart, *mais les conditions étaient différentes : une certaine qualification professionnelle, une tradition ouvrière.* » Qui sait, un jour peut-être, les « étrangers » de Nardonnet créeront une coopérative ouvrière, mais chez eux, au Portugal ou en Algérie.

JEAN-PIERRE DUMONT.

CONJONCTURE

BAISSE DE 20 % DE LA CONSTRUCTION NAVALE EN 1977

Londres (A.F.P.). — En raison de la crise mondiale des transports maritimes, le tonnage des navires marchands achevés dans le monde a diminué de près de 20 % l'an dernier, révèle le « Lloyds Register of Shipping » dans son rapport annuel.

Il a été de 27,5 millions de tonnes de jauge brute, le chiffre le plus faible enregistré depuis 1972. La plupart des constructeurs traditionnels ont été « éprouvés », y compris le Japon, dont la production a diminué de 26,2 %. La France passe au cinquième rang des constructeurs mondiaux avec 1,1 million de tonnes, soit une diminution de 38 % en un an.

Les statistiques de Lloyds indiquent encore que seuls trente-neuf bâtiments de plus de 100 000 tonnes ont été construits en 1977 dans le monde au lieu de quatre-vingt-dix en 1976. Le Japon n'en a livré que douze au lieu de quarante-quatre. Le tonnage des pétroliers achevés a, d'autre part, en moyenne, diminué de près de moitié.

LICENCIEMENTS DANS LE TERRITOIRE DE BELFORT

«Je suis une femme, tant pis»

De notre envoyée spéciale

Delle (Territoire de Belfort). — Vingt-sept femmes en colère : « *On nous considère comme des sous-développées... Je n'estimais pas faire un crime, il y a quatre ans, en redemandant du travail ; j'avais travaillé pendant treize ans, mais je m'étais arrêtée pour élever mes enfants... Les femmes ont tout de même le droit de travailler, de faire autre chose que de récurer et de passer l'aspirateur, non ?* »

Ces femmes ne sont pas des militantes féministes en mal de harangue, mais des mères de famille, de ces femmes raisonnables qui, habituellement, ne dérangent pas le ronron de l'univers masculin. Comme tant d'autres, elles se taisaient, élevaient leurs enfants, et travaillaient à l'usine de fil isolant U.D.D.-FIM, à Delle, près de Belfort, qui emploie plus de mille personnes. Mais l'entreprise a procédé, il y a quelques mois, à un licenciement collectif pour motif économique.

Sur la liste des trente-trois personnes licenciées, figuraient vingt-sept femmes, et comme l'expliquait avec sérénité la direction du personnel, ce n'était pas un hasard. « *Pour ce qui est des ouvriers*, indiquait une lettre circulaire en date du 26 novembre 1977, *aucun homme n'est sur la liste. Sont touchées seules les femmes qui ont le moins d'ancienneté et qui bénéficient d'autres ressources au niveau de leur famille (...). Les épouses de cadres de la société sont aussi sur cette liste.* »

Selon M. F. Werlen, directeur du personnel à U.D.D.-FIM : « *Ces critères ont été longuement discutés avec les hommes et les femmes du comité d'entreprise. Quant à la phrase sur les épouses de cadres, elle résulte de la pression d'un certain syndicat ouvrier.* » « *Dès le mois de juin*, affirment les délégués des trois syndicats C.G.T., C.F.D.T., C.G.C., *lorsque la direction a commencé de parler de quarante-quatre licenciements — qui ont été refusés par la direction départementale du travail, — nous les avons repoussés en bloc, sans accepter d'entrer dans le détail des critères.* »

C'est seulement lorsque tout a été fini que les responsables syndicaux ont constaté la réussite de l'« *action psychologique de la direction : faire jouer le vieux réflexe d'hostilité des hommes envers les femmes et exciter la vieille rivalité entre catégories socio-professionnelles* ». Beaucoup d'hommes ont pensé : « *Ce ne sont que des femmes. Laissons faire.* » Et les femmes elles-mêmes ont accepté d'être sacrifiées. « *Mon mari m'a dit : « Tu préférerais que ce soit moi ? » Alors on se dit : je suis une femme, tant pis. Mais ça ne devrait pas être.* »

Depuis, « *pendant toutes les nuits blanches passées à ruminer ce licenciement* », ces femmes ont laissé monter leur colère, comprenant qu'elles n'avaient pas « *le même droit au travail que les hommes* ».

« *Quand on avait besoin de recruter, les femmes, c'était l'aubaine, on pouvait les payer moins. Maintenant, on nous rejette comme des chiffons. Si les patrons savaient comme ils nous humilient... Ils s'en moquent.* » Les femmes de cadres, pour lesquelles aucun critère d'ancienneté n'a été retenu, se sont senties particulièrement lésées. L'une d'elles avait « *vingt-cinq ans de maison* », et avait reçu la médaille du travail huit jours avant sa lettre de licenciement. Elle est allée la jeter sur le bureau du directeur.

Employées de bureau à 2 200 F par mois, elles n'avaient guère le sentiment d'être des privilégiées. Leurs maris étaient « *des cadrillons de rien du tout* », dit Mme Favre dont le mari, qui gagne 4 500 F par mois, avait été nommé cadre quinze mois avant le licenciement. Tous étaient « *montés de la base* ». Certains cadres avaient été convoqués dès le mois de juin par la direction. On souhaitait les prévenir que leurs femmes risquaient d'être licenciées. Aucun d'entre eux ne s'est indigné de ce procédé. « *Mon mari était abasourdi* », explique l'une. « *Ce sont plutôt des dégonflés* », proteste l'autre.

Soutenus par les syndicats, les licenciés ont obtenu la création d'une commission de réintégration. A l'occasion de cette lutte, les femmes ont enfin pris la parole pour elles-mêmes, refusant de n'être que « *la femme d'Untel* », apportant un « *salaire d'appoint* », « *alors que les couples d'ouvriers ne gagnaient, à deux, que 4 500 F* », et de devenir les premières victimes du chômage. « *Pourtant, nous étions conciliantes. Nous aurions accepté toute solution — même un salaire moindre, — si on nous en avait parlé. On sait qu'un père de famille a besoin de travailler, plus que nous. Mais on nous traite comme des bêtes. On n'a pas mérité ça. Un licenciement, c'est une offense.* »

La direction de l'usine U.D.D.-FIM a finalement « *bien mérité du féminisme* ». A Delle, aujourd'hui, on parle de sexisme, on sourit du « *féminisme officiel — la déléguée régionale à la condition féminine ne s'est pas manifestée et Mme Nicole Pasquier* (1) *n'a toujours pas répondu à notre lettre* », on invoque la loi du 11 juillet 1975 contre les discriminations sexistes avant de conclure : « *Si la réintégration n'a pas lieu, on entendra parler de nous. Les femmes ne se tairont plus.* »

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Secrétaire d'Etat à l'emploi féminin.

BIBLIOGRAPHIE

« Moi, Claire »

de Jacqueline Gelly

« *Homme : animal raisonnable, être formé d'un corps et d'un esprit. Femme : compagne de l'homme.* » Les femmes de *Moi, Claire*, le livre de Jacqueline Gelly, secrétaire nationale de l'Union des femmes françaises (U.F.F.), sont à la fois l'illustration et la contradiction de ces définitions, citées en exergue d'un chapitre. Maricou, la vieille paysanne de l'Ardèche, tout comme Fabienne, femme de ménage dans la banlieue parisienne, ou Paulette, ouvrière dans le Nord, tentent d'exister, de se reconnaître, leur silence enfin rompu. L'une d'elles, Claire, trente ans, exprime son désir — leur désir — de ne plus vivre « derrière quelqu'un », par procuration. « *Les femmes vivent la vie des autres, pas la leur : quand j'étais enfant, puis jeune fille, j'étais la fille de... sous la tutelle de mes parents, puis, n'ayant pu apprendre le métier de mon choix, j'ai fait un travail sans qualification. J'étais déjà une inférieure ; je me marie et je deviens la femme de... avec un époux qui ne conçoit pas le rôle de la femme autrement qu'au foyer : j'ai des enfants, je suis donc la maman de... (...) Alors voilà : je voudrais aussi être Moi, Claire, exister pour et par moi-même.* »

Des femmes pauvres, « *mais pas de pauvres femmes* », précise Jacqueline Gelly, des femmes seules, heureuses ou malheureuses prennent enfin la parole pour dire les prodiges à faire en fin de mois, le vêtement qui sert depuis longtemps « *huit ans... parce qu'il faut d'abord habiller les enfants* » ; la joie de partir en vacances, « *enfin, après cinq ans de mariage ; mon mari n'avait jamais vu la mer* ». Après de si longues années de silence, des femmes se racontent ; il est alors difficile de ne pas déplorer les considérations pseudo-philosophiques qui accompagnent la présentation des témoignages.

La meilleure propagande pour le mouvement auquel appartient Jacqueline Gelly, est sans doute moins dans le dernier chapitre, qui vante les mérites de l'U.F.F., que dans le regard de Maricou, quatre-vingt-six ans, tout de tendresse et d'optimisme pour les femmes à venir, dans la joie de cette femme qui, à soixante-sept ans, « *découvre son corps* » en faisant du sport, grâce à l'U.F.F. Devant l'énergie mise par Jacqueline Gelly à proposer une carte de l'U.F.F., on se prend à craindre, après avoir été « *la fille de...* », « *la femme de...* », de devenir l'« *adhérente de...* ». Mieux vaut en rester aux paroles de ces femmes, enfin débarrassées de leur mauvaise conscience.

★ *Moi, Claire*, par Jacqueline Gelly, édit. Stock, 223 p., 30 F.

CONFLITS

La situation reste bloquée dans la réparation navale à Dunkerque

De notre correspondant

Dunkerque. — Après l'infructueuse tentative de médiation du secrétariat général de la marine marchande, on se demande, à Dunkerque, comment sortir le conflit de la réparation navale de l'impasse. On continue de buter sur une question de principe, la stabilité des ressources : le syndicat C.G.T. n'accepte pas que les heures de « creux », non travaillées en période d'activité réduite se traduisent par une diminution de salaire. Il considère que le patronat s'efforce de faire admettre un régime qui ferait désormais supporter par les salariés les conséquences des baisses conjoncturelles d'activité. Le taux de paiement — partiel — des heures de « creux » fait l'objet de vives controverses.

Les prises de position dans les milieux politiques, économiques et syndicaux, se multiplient. Les salariés des entreprises paralysées par le conflit depuis plusieurs semaines ont été récemment invités par le patronat à prendre position. Le questionnaire envoyé à chacun comporte les mentions suivantes :

« *Je soussigné, déclare être : pour la grève. Contre la grève* (rayer la mention inutile). » Faute de réponse avant une date précisée, les salariés seraient considérés comme grévistes. Placés devant ce choix, les adhérents non grévistes de F.O. ont rayé les deux mentions et ont répondu : « *Déclare vouloir travailler normalement.* »

TRANSPORTS

...France joue les charters

...liaison fluviale Seine-... doit-elle être prioritaire

TRANSPORTS

LA GUERRE DES TARIFS SUR L'ATLANTIQUE NORD

Air France joue les charters

La bataille de l'Atlantique nord fait rage. Aucun transporteur aérien ne peut plus désormais se croiser les ailes. Air France vient de soumettre à l'approbation des autorités françaises et américaines un tarif « milieu de semaine » Paris-New-York de 1 520F en dehors de la période de pointe et de 1 830 F en période de pointe (« le Monde » du 22 mars). La compagnie nationale étudie également la possibilité de créer une troisième classe sur certains vols transatlantiques, voire d'exploiter un Boeing-747 « tout charter » vers les Etats-Unis.

L'homme d'affaire britannique Freddie Laker serait-il en passe de gagner son pari ? Le « train du ciel » qu'il a mis en ligne, au mois de septembre dernier, entre Londres et New-York, à raison d'un vol quotidien en DC-10, ne semble pas désemplir : quatre-vingt-dix-huit mille passagers, 78,2 % de taux d'occupation et 7,5 millions de francs de bénéfices en six mois d'exploitation. « Cette affaire doit être prise au sérieux, *reconnait M. Gilbert Pérol, directeur général d'Air France.* Il s'agit de répondre à la demande d'une clientèle de plus en plus nombreuse qui cherche à voyager au moindre coût par la voie des airs. »

« Faut-il, pour autant, comme s'y emploie la Maison Blanche, hâter cette démocratisation du transport aérien en laissant jouer sans contraintes la libre concurrence ? Avertis des faiblesses et des divisions de leurs partenaires européens, sûrs d'eux-mêmes et « dominateurs », les Etats-Unis cachent derrière ces bons sentiments, leur souci de « rééquilibrer » en leur faveur le trafic transatlantique.

Face aux exigences américaines, l'Europe s'est présentée désunie. L'Italie, la première, a fait cavalier seul ; la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont signé des accords bilatéraux avec les Etats-Unis. Au diable, les réglementations ! Que le meilleur gagne ! Devant ces « attitudes défaitistes » qui annoncent de sérieuses turbulences dans le ciel de l'Atlantique nord, Air France entend conserver un « très grand sang-froid ».

L'exemple allemand

Tout en sachant bien qu'elle ne peut se tenir plus longtemps hors de la mêlée, la compagnie nationale veut éviter de réagir trop vite et trop fort aux sollicitations extérieures. « Notre marge de manœuvre est très étroite, *indique M. Pérol.* Il est facile de diminuer les prix des billets ; il est difficile de réduire les coûts d'exploitation. »

Air France cherche à gérer « sainement » son fond de commerce malgré les aléas de la conjoncture. Elle souhaite donc relever ses tarifs sur le réseau de l'Atlantique nord de 5 % en moyenne à compter du 1er avril. Cela dit, en lançant sur le marché un barème dit de « milieu de semaine », la compagnie nationale apporte « une première réponse » à une clientèle, économe de ses deniers, dont elle cerne encore mal les contours et surtout les réactions.

Au-delà de 1978 — et probablement dès 1979 — Air France jouera plus franchement « la carte charter ». Elle envisage ainsi de créer une troisième classe sur ses vols transatlantiques exploités en Boeing-747. Les services au sol et à bord seraient simplifiés : moins de personnel aux comptoirs d'enregistrement, pas de réservation préalable des places, paiement des boissons et des repas en vol. « Il s'agit d'offrir des produits très différenciés d'une classe à l'autre pour mettre la clientèle en face d'un choix clair », *note M. Pérol.*

La compagnie nationale envisage même la « chartérisation » d'un Boeing-747 complet dont la capacité serait portée à environ cinq cents sièges. Air France pourrait confier le soin d'exploiter cet appareil — et des Airbus spécialement équipés pour les vols à la demande — à sa filiale Air Charter International, dont elle entend développer vigoureusement et rapidement les activités moyen et long-courriers. A l'exemple de Condor, filiale de la compagnie ouest-allemande Lufthansa. « L'avance de nos voisins d'outre-Rhin en ce domaine s'explique : ils jouent sur un marché des vacances infiniment plus riche que le nôtre », *remarque M. Pérol.*

Air France qui fut, autour des années 70, la première compagnie régulière, membre de l'Association du transport aérien international (IATA), à faire du charter au-dessus de l'Atlantique nord et qui y avait renoncé faute d'y trouver son compte, tente à nouveau sa chance. Elle se donne, aujourd'hui, le temps de la réflexion. Mais le temps presse.

JACQUES DE BARRIN.

La liaison fluviale Seine-Nord doit-elle être prioritaire ?

Les récentes déclarations de M. André Talmant, directeur de la navigation fluviale pour le Nord-Pas-de-Calais, selon lesquelles le projet de canal à grand gabarit Seine-Nord serait très coûteux donc guère réaliste (« le Monde » du 23 février) ont suscité de vives réactions parmi les professionnels de la voie d'eau.

M. Jacques Fléchet, vice-président de l'Association interrégionale pour une liaison fluviale moderne entre la Seine, le Nord et l'Est, fait part, dans une lettre à M. Paul Bastard, directeur des ports maritimes et des voies navigables au ministère de l'équipement, de son étonnement.

« *Alors que quatre régions intéressées au projet Seine-Est-Nord ont donné leur accord à une liaison au gabarit de 3 000 tonnes et voté le principe de leur participation financière à sa réalisation,* écrit-il, *et au moment où la cinquième région, précisément le Nord-Pas-de-Calais, va délibérer sur le sujet, il me paraît particulièrement regrettable que votre représentant dans cette région prenne sur lui d'exprimer publiquement de telles opinions (...). Ses propos sont en contradiction formelle avec vos propres déclarations, puisque vous avez, à plusieurs reprises, indiqué (...) que le projet Seine-Est-Nord, dans son état actuel, serait inscrit en toute priorité au schéma directeur. Tout le monde reconnait aujourd'hui que la réalisation du canal du Nord au gabarit de 700 tonnes fut un pis-aller justifié par les travaux déjà engagés. Les propositions de M. Talmant nous conduiraient à nous ramener vingt ans en arrière.* »

M. Bastard a fait tenir, le 10 mars, à M. Fléchet la réponse suivante : « *M. Talmant s'est exprimé à titre personnel, et ses propos ne constituent que des interrogations (...).* »

« *Ces interrogations ne portent pas sur l'objectif de liaison Seine-Nord à grand gabarit lui-même, mais sur ses modalités de réalisation, et particulièrement sur le « phasage » des travaux compte tenu de la conjoncture économique.* »

« *Je demande à M. Talmant de me préciser, en liaison étroite avec le service de navigation de la Seine, les éléments de sa réflexion à ce sujet. Après exament attentif de mes services centraux, je serai heureux de recueillir votre avis et vos suggestions. Bien entendu, je vous confirme que les liaisons à grand gabarit Compiègne-Reims et Compiègne-Valenciennes seront en tout état de cause inscrites au schéma directeur des voies navigables qui va être soumis par mes soins au gouvernement. Je vous rappelle, en outre, qu'une étude économique est en cours sur ces liaisons ainsi qu'une étude technique pour le franchissement du seuil de Seine-Nord.* »

ÉTRANGER

En R.F.A.

Les syndicats veulent donner un coup d'arrêt à une trop rapide rationalisation

De notre correspondant

Bonn. — La grève de la métallurgie, qui se poursuit depuis le 15 mars dans le nord du Bade-Wurtemberg, annonce une ère nouvelle dans la situation sociale en Allemagne fédérale. Depuis le 14 mars, date à laquelle les propriétaires de journaux répliquèrent aux grèves ponctuelles par le lock-out, il est devenu évident que les conflits sociaux prennent, en R.F.A., une dimension nouvelle, en raison même des mutations que subit l'économie allemande.

Dans leurs derniers rapports, les trois grands instituts de recherche économique soulignent, quant à eux, la faiblesse persistante qui continue de marquer la conjoncture et confirment qu'il n'y a pas de relance à espérer du côté des investissements. Contraintes de s'adapter à cette nouvelle situation, les entreprises allemandes procèdent, depuis déjà un certain temps, à d'importants programmes de rationalisation et d'automatisation. Il en est ainsi même des firmes remarquablement florissantes comme Daimler-Benz (Mercedes). « *Et même si on demandait une augmentation de salaire de 0 %, ils* [les chefs d'entreprise] *continueraient de rationaliser... Ils sont tout le temps fourrés au Japon et aux Etats-Unis pour s'inspirer des nouvelles techniques* », déclarait M. Alfred Schaible, président du comité d'entreprise de Mercedes.

Par ailleurs, selon une enquête menée par la Fédération des jeunes patrons auprès de quatre cent cinquante chefs d'entreprise, 10 % seulement comptaient sur un accroissement de leur chiffre d'affaires, 53 % n'avaient l'intention de procéder qu'à des investissements d'entretien (remplacement des installations hors d'usage) et 22 % seulement envisageaient un élargissement de leurs capacités de production. L'automatisation méthodique — comportant la mise en place des circuits intégrés, n'a pas seulement pour effet de réduire le nombre d'emplois — (donc d'accroître le chômage), — elle permet aussi de « *rétrograder* » bon nombre d'ouvriers spécialisés, qui, passant à de simples fonction de surveillance, voient leurs salaires diminuer.

Aussi, en R.F.A., la question du relèvement des salaires ne joue-t-elle plus actuellement qu'un rôle quelque peu secondaire dans les conflits sociaux. Il s'agit pour les syndicats allemands, d'une part, de montrer que la stagnation et le chômage n'ont pas réduit leur combativité, de l'autre, de freiner une évolution technologique mettant en péril de nombreux emplois. « *Les chefs d'entreprise semblent croire qu'avec un million deux cent mille chômeurs on peut manipuler à sa guise les effectifs dans les usines* », déclarait M. Eugène Loderer, le président du Syndicat de la métallurgie, dans une interview publiée cette semaine par *Der Spiegel*. Les syndicats entendent, eux, démontrer le contraire aussi bien à l'égard du patronat que vis-à-vis de leur base.

(Intérim.)

En bref

ETATS-UNIS

● *Les commandes de machines-outils* aux Etats-Unis se sont maintenues à un niveau très soutenu en février, accusant un accroissement de 61 % par rapport au même mois de 1977 (— 2 % par rapport à janvier). Selon l'Association nationale de fabricants de machines-outils, ces commandes ont totalisé 309,6 millions de dollars, dépassant pour le troisième mois consécutif 300 millions de dollars, niveau qui n'avait pas été atteint depuis 1974. Les commandes en provenance de l'étranger ont atteint pour les deux premiers mois de 1978 82,5 millions de dollars, en progression de 58 % par rapport à la même période de l'an dernier. — *(A.F.P.)*

● *La production industrielle des Etats-Unis* a augmenté en 1977 nettement plus rapidement que celles des autres grands pays industrialisés. Selon une étude du département du commerce, elle a progressé l'an dernier de 5,6 %, soit à un rythme supérieur au taux annuel moyen de la période 1960-1974 (4,9 %). Dans les autres principaux pays industrialisés (Allemagne fédérale, Japon, France, Grande-Bretagne et Italie), elle n'a progressé que 2,6 % en moyenne comparé à une moyenne de 6,5 % par an de 1960 à 1974. Les taux ont été les suivants : Japon, 4,5 % ; Canada, 3,3 % ; Allemagne fédérale, 3 % ; France, 1,6 % au lieu d'une moyenne de 4,8 % ; Grande-Bretagne, 0,2 %. En Italie la production industrielle a baissé de 0,2 %. — *(A.F.P.)*

PORTUGAL

● *Les Etats-Unis ont ouvert au Portugal* une ligne de crédit de 100 millions de dollars pour financer l'achat de céréales américaines. Au niveau actuel des cours sur les marchés, ce crédit, remboursable en trois ans, devrait permettre l'achat d'environ 308 000 tonnes de blé (40 millions de dollars) et de 530 000 tonnes de céréales fourragères (60 millions de dollars). — *(A.F.P.)*

MONNAIES

LE YEN POURSUIT SON IRRÉSISTIBLE ASCENSION

(De notre correspondant.)

Tokyo. — La surprise et une certaine déroute, il faut bien le dire, prévalent, ce mardi 28 mars, sur le marché des changes de Tokyo, où le yen s'échangeait au cours de 224-225 yens pour 1 dollar. Quelques heures après l'ouverture, la Banque du Japon serait intervenue, dit-on dans les milieux financiers, avec environ 500 millions de dollars pour tenter de stabiliser le cours du yen. Pour beaucoup de financiers, ce n'est là cependant qu'un combat d'arrière-garde : la Banque du Japon peut arrêter momentanément la montée du yen en achetant des dollars, mais en aucun cas elle ne parviendra à dissuader la spéculation. Dans les milieux d'affaires nippons, on semble résigné à voir le yen atteindre sous peu le nouveau seuil de 220 yens pour 1 dollar.

A moins de bloquer les maisons de commerce japonaises, dont les activités spéculatives ne sont pas négligeables, et d'organiser leurs paiements, on voit mal comment les autorités monétaires pourraient ne pas accepter cette revalorisation du yen. Celui-ci a augmenté de 36 % depuis le réalignement monétaire de décembre 1971 (dont 5 % le dernier mois). Cette constante ascension de la monnaie nippone rend de plus en plus improbable le respect des objectifs macroéconomiques avancés en janvier par le gouvernement, en particulier les 7 % de croissance au cours de l'année fiscale 1978, qui commence le 1er avril. — Ph. P.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ Bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U. ...	4,6500	4,6680	+ 45	+ 75	+ 115	+ 155	+ 295	+ 380
$ can. ...	4,1080	4,1190	+ 20	+ 55	+ 55	+ 105	+ 150	+ 265
Yen (100).	2,0625	2,0690	+ 155	+ 195	+ 310	+ 360	+ 760	+ 840
D. M.	2,3070	2,3145	+ 95	+ 117	+ 205	+ 230	+ 650	+ 710
Florin ...	2,1540	2,1614	+ 55	+ 80	+ 125	+ 180	+ 420	+ 485
F. B. (100).	14,7900	14,8465	+ 245	+ 420	+ 660	+1000	+1500	+2000
F. S.	2,4820	2,4956	+ 160	+ 190	+ 350	+ 390	+1000	+1100
L. (1 000) .	5,4577	5,4759	— 495	— 200	— 800	— 378	—3000	—1800
£	8,7164	8,7400	+ 100	+ 174	+ 180	+ 300	+ 430	+ 585

TAUX DES EURO-MONNAIES

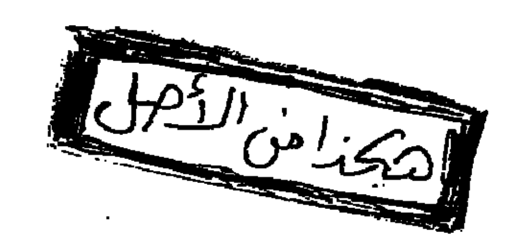
D. M.	3 7/16	3 13/16	3 1/8	3 5/8	3 7/16	3 13/16	3 3/16	3 9/16
$ E.-U. ...	6 13/16	7 3/16	7 1/8	7 5/8	7	7 3/8	7 3/8	7 7/8
Florin ...	4 5/8	5 3/8	4 5/8	5 1/8	4 5/8	5 1/8	4 11/16	5 1/16
F. B. (100).	5 5/8	6 1/4	5 5/8	6 1/4	6 3/8	7	6 3/8	7
F. S.	1/8	5/8	1/8	5/8	1/8	7/8	11/16	1 1/16
L. (1 000) .	13	14 1/4	13	14 1/4	13	14 1/4	13	14 1/4
£	5 7/8	6 5/8	7 1/4	8	7 1/8	7 5/8	7 13/16	8 5/16
Fr. franç..	8 5/8	9 5/8	9 1/8	9 7/8	9 3/8	10 1/8	10 1/8	10 7/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

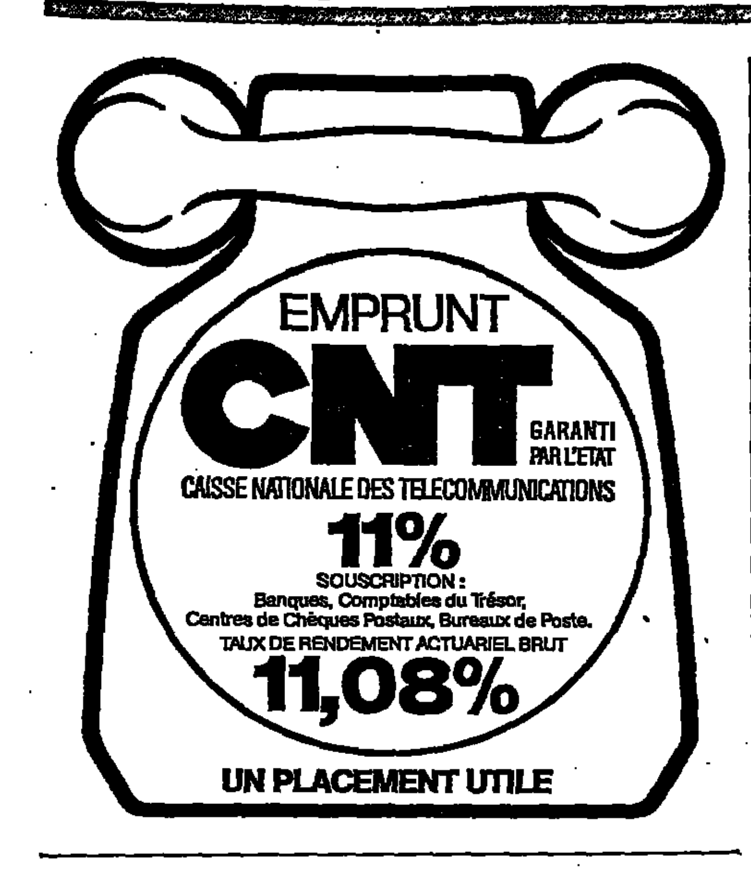
En six mois, un million de nouveaux abonnés.

LA CNT FINANCE LE DEVELOPPEMENT DU TELEPHONE.





AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



TELECOM MAGAZINE

Dans le numéro 5

Un dossier sur les **répondeurs téléphoniques**, la rubrique « Télécom-Carrières » et toute l'actualité des télécommunications.

TELECOM-MAGAZINE, bi-mensuel

Abonnement d'un an : 150 F.

Renseignements et demandes de spécimens :
5, rue du Helder, 75009 Paris — 247-13-41



L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, ROME, ITALIE

Recherche un

DIRECTEUR DES SERVICES FINANCIERS

Chef de Division, il dirigera la politique financière et les services de comptabilité, de paye et les opérations de trésorerie.

Qualifications : diplôme universitaire (domaine financier). Expérience de 15 ans en direction financière dont 5 ans comme Contrôleur aux Comptes, Directeur financier ou Chef Comptable. Expérience des systèmes d'informatique et des contrôles financiers compatibles. Langue de travail : anglais. Connaissance du français ou de l'espagnol souhaitable.

Rémunération : U.S. $ 30/35.000 net d'impôt plus autres avantages. Prière d'adresser un curriculum vitae détaillé au Chef du Recrutement (AFFD/LM) FAO, Via Terme di Caracalla - Rome (Italie).

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Session de formation continue destinée aux **cadres supérieurs et dirigeants.** *1 séance de 3 heures par* semaine pendant 10 semaines (16 h - 19 h) à partir du **27 avril 1978.**

Les principaux domaines de la politique économique (croissance, échanges extérieurs, monnaie, prix, marché financier, fiscalité, politique industrielle, politique sociale, énergie...) seront présentés par des responsables de haut niveau (**hauts fonctionnaires, banquiers, économistes**), *pour la plupart professeurs à Sciences-Po.*

Renseignements et inscriptions :

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS - Formation continue
27, rue Saint-Guillaume - 75341 PARIS CEDEX 07 - Tél. : 260-39-60

(PUBLICITÉ)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
Pharmacie Centrale Algérienne

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'Appel d'Offres International est lancé pour la fourniture d'équipements de stockage et de manutention de deux Centres de distribution de produits pharmaceutiques.

Les *soumissionnaires* sont invités à présenter *une offre pour chacun* des deux lots suivants :

1er Lot — Equipement de stockage.

2e Lot — Matériel de manutention.

Le cahier des charges est à retirer avant le 30 avril 1978 à la *Direction Générale de la Pharmacie Centrale Algérienne, 2, rue Bichat,* ALGER, contre la somme de 200 DA représentant les frais de reproduction.

Les offres, selon les formes habituelles, devront parvenir par voie postale sous pli cacheté, l'enveloppe extérieure portant la mention : *« Ne pas ouvrir - Appel d'Offres équipement* de deux Centres de Distribution », à la Direction Générale de la Pharmacie Centrale Algérienne, 2, rue Bichat, ALGER, avant le 30 juin 1978, le cachet de la poste faisant foi.

C.P.R. COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉESCOMPTE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DU 22 MARS 1978

L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 22 mars 1978 sous la présidence de M. René Cassou, a approuvé les comptes de l'exercice 1977. Le bénéfice net après amortissement ressort à 40 005 360,82 F, dont 10 millions proviennent de reports d'exercices antérieurs.

L'assemblée a décidé la mise en paiement d'un dividende global de 13,50 F dont 4,50 F d'impôt déjà payé au Trésor, et l'affectation aux réserves de 28 millions de francs portant ces dernières à 68 millions.

Le coupon sera payable à compter du 22 mai 1978 à la Compagnie parisienne de réescompte, tant au siège social qu'auprès des succursales de Lyon et de Marseille, aux guichets de la Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet *et de la Banque de* l'Indochine et de Suez.

L'assemblée générale a par ailleurs ratifié la nomination en qualité d'administrateur de M. Pierre Mendras *et renouvelé* les mandats de MM. Gilbert Cazes, Jean-Pierre Mallet, Roger Sabot et Yves Tual. Elle a également réélu en qualité de censeurs MM. Roger Vidart et Christian des Courtis.

INTERBAIL

L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 23 mars 1978, a approuvé les résultats de l'exercice clos le 21 décembre 1977 et en particulier la répartition du bénéfice net après impôts de 35 596 329,66 F.

Conformément aux propositions du conseil, un *dividende unitaire de* 17 F sera mis en paiement le 31 mars 1978 sur présentation du coupon n° 11 et sera servi aux 1 804 500 actions composant le capital depuis le 1er janvier 1977.

COMPAGNIE DU MIDI

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 22 mars 1978, a arrêté les comptes de l'exercice 1977, premier exercice social depuis les opérations de restructuration approuvées par les actionnaires lors de leur assemblée du 26 mai 1977.

Le bénéfice d'exploitation s'élève à 100 820 440 F et le bénéfice disponible à 95 990 321 F. *Il s'y ajoute* un solde net d'impôt de plus-values réalisées lors de la cession de divers éléments d'actif, s'élevant à 61 millions 653 611 F.

Le conseil propose de fixer le dividende à 14 F auquel s'ajouterait le montant de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 7 F, soit au total 21 F. *Ce dividende sera mis en* paiement sous forme d'acompte dès le 27 avril 1978.

En outre, et à l'occasion du 125e anniversaire de la compagnie, le conseil propose à l'assemblée statuant sur les comptes de décider la distribution en faveur des actionnaires d'une action Compagnie des *Immeubles de la Plaine* Monceau pour dix actions Compagnie du Midi. *Le droit de répartition pourrait être* détaché à l'automne 1978.



11% Taux nominal

Emprunt de la Caisse Nationale de Crédit Agricole Printemps 1978

11,06% *Taux de rendement actuariel brut.*

garanti par l'Etat, clôture sans préavis.

COMPAGNIE LYONNAISE IMMOBILIÈRE

Les recettes locatives de l'exercice s'élèvent à 41 633 000 F, enregistrant une hausse de 10 % par rapport à l'année précédente. Devraient s'ajouter à *ce montant des indemnités* compensatrices de 1 684 000 F.

Le bénéfice net s'établit à 29 millions 133 000 F, dont 500 624 F de plus-values nettes à long terme provenant de la vente, par appartement, de deux immeubles situés à Lyon et à Grenoble.

L'année 1977 a été caractérisée par un taux record de 99 % d'occupation du parc de logements, l'achèvement *et la location quasi immédiate* des bureaux de Courcellor II à Levallois, la poursuite de l'arbitrage du patrimoine.

Au 31 décembre 1977, étaient en exploitation 3 700 logements et 18 000 mètres carrés de bureaux et locaux commerciaux.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée des actionnaires de porter le dividende à 9 F (dont 2,16 F exonérés d'impôts) contre 8,25 F (dont 2,07 F exonérés d'impôts) au titre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 9 %.

IMMINDO S.A.

Le conseil d'administration d'Immindo S.A., société immobilière d'investissement, s'est réuni le 14 mars 1978 afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1977. Il a fixé au 19 mai prochain la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Le patrimoine de la société, qui *comprend actuellement* 50 521 m2 *de* logements, 9 524 m2 de bureaux et locaux commerciaux et 1 333 garages et parkings, a continué d'enregistrer sur l'ensemble de l'année un taux d'occupation proche de 100 %.

Deux nouveaux programmes d'habitation *sont en cours de construc*tion à Paris dans les 14e et 15e arrondissements ; ils représentent au total 71 appartements et garages, et seront achevés respectivement au cours des 2e et 4e trimestres 1978.

Il est rappelé que ces deux immeubles sont réalisés partie au moyen du solde de la dernière augmentation de *capital* et partie par *auto*financement.

Les recettes locatives *encaissées* au titre de l'exercice 1977 se sont élevées à 16 368 064 F contre 15 millions 317 958 F en 1976, soit une progression de l'ordre de 7 %.

Le bénéfice de l'exercice s'établit à 14 217 792 F contre 12 571 678 pour 1976.

Ces résultats permettront au conseil d'administration de proposer à l'assemblée générale ordinaire la distribution d'un dividende de *10,50 F* par action à chacune des 1 250 000 *actions composant le* capital social. Il est rappelé que le dividende versé au titre de l'exercice précédent s'élevait à 10 F.

ESSO S.A.F.

Au cours de sa réunion du 23 mars 1978, le conseil d'administration d'ESSO S.A.F. a arrêté les comptes de l'exercice 1977.

Le résultat des activités propres à ESSO S.A.F. *est nul. Ce résultat* s'entend après une dotation à la provision pour fluctuation des cours des matières premières de 207 millions de francs et une dotation aux amortissements de 266 millions de francs, toutes deux limitées du fait *de l'insuffisance* des résultats.

Après prise en compte du dividende reçu d'ESSO REP de 58 millions de francs, le résultat net comptable s'élève donc à 58 millions de francs.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires *est convoquée pour* le jeudi 22 juin 1978 à 10 h au siège social, 6, avenue André-Prothin, à Courbevoie.

OBLIGATIONS TOUTES CATEGORIES

Le conseil de la Sicav « Obligations toutes catégories » s'est réuni le 21 mars 1978 pour examiner les comptes de l'exercice clos le 31 décembre *1977.*

L'actif net s'élevait à cette date à *46 945 226,79* F contre *43 124 246,55* F fin 1976.

Le bénéfice net distribuable de l'exercice s'établit à 3 649 475,20 F *contre* 3 293 971,20 F à la clôture de l'exercice précédent.

Le conseil proposera à l'assemblée, convoquée pour le jeudi 11 mai 1978 à 11 heures la mise en paiement d'un dividende net de 85,30 F assorti d'un crédit d'impôt de 8,74 F (contre respectivement 83,20 F et *9,24* F au titre de l'exercice 1976).

Les actionnaires auront la possibilité de réinvestir leurs dividendes en *actions de la société en exonéra*tion de tous frais du droit d'entrée, à condition d'en informer les établissements placeurs dans un délai de trois mois à compter de la date de mise en paiement du dividende.

A la suite du décès de M. Yves Arnaud-Ulliet le *conseil*, sur proposition de son président, M. Henry Chatel, a *décidé de nommer* directeur-général, M. Bertrand de Vaumas, directeur adjoint à la Banque Louis-Dreyfus.

Le conseil a rendu hommage à M. Yves Arnaud-Ulliet qui avait assuré la direction générale et l'animation *de la Sicav « Obligations* toutes catégories » depuis sa création en 1975.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Direction générale :
17, rue Caumartin, Paris-9e

AVIS DE TIRAGE

Les porteurs d'obligations Caisse Nationale de l'*Energie* provenant de l'indemnisation des biens transférés à *Electricité de France* et Gaz de France d'une part, et à Electricité et Gaz d'Algérie d'autre part, sont avisés que le vingt-septième tirage d'amortissement desdites obligations aura *lieu* à Paris, 68, rue du Faubourg-Saint-Honoré, le mercredi *3 mai 1978, à partir de* 10 h. 30.

Les obligations sorties à ce tirage seront remboursables à partir du 1er juin 1978.

encore plus douces...

Lentilles de contact souples

On ne les sent plus sur l'oeil

Un pas considérable vient d'être franchi dans la technique des lentilles de contact : fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau (donc aux larmes et à l'air), *spécialement destinées aux yeux sensibles,* elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles...

Essayez YSOPTIC



80, Bd Malesherbes
75008 PARIS Tél. 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

Gottschalk

(PUBLICITÉ)

ÉLECTRICITÉ ET PROGRÈS Une réalité dans l'INDUSTRIE DES METAUX

Palais des Congrès de VERSAILLES, 5 et 6 avril 1978

Les exigences croissantes au niveau de la QUALITE des PRODUITS, de l'ENVIRONNEMENT, des ECONOMIES d'énergie et de matière ainsi que l'évolution relative des COUTS des différentes formes d'ENERGIE conduisent à réexaminer progressivement chaque processus industriel et à envisager, dans un système cohérent, la mise en œuvre d'équipements PLUS PERFORMANTS et MOINS POLLUANTS : tel est le sujet qui sera débattu à l'*occasion des Journées* d'Etudes du Comité Français d'Electrothermie, à partir de nombreuses réalisations récentes au niveau :

- de l'élaboration,
- du réchauffage avant formage,
- des traitements thermiques,
- des traitements de surface.

Pour tout renseignement et inscription, s'adresser au :
COMITE FRANÇAIS D'ELECTROTHERMIE (C.F.E.)
79, rue de Miromesnil - 75008 PARIS
Tél. : 522-91-60 et 387-53-29



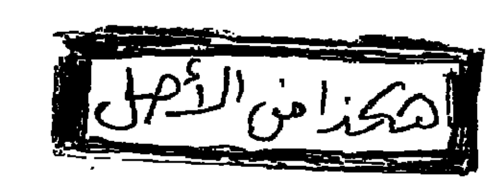
CHEMINÉES TOUS STYLES

Réalisation et création de

TOUS MODÈLES SUR MESURES

BRICHER Maurice
1, boulevard de Champigny
SAINT-MAUR - 886-22-06

R.M. 836 73.75.94



LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-OBLIGATIONS

La baisse du dollar pèse sur le marché

Dans une étude sur l'activité du marché euro-obligataire, la Kredietbank fait ressortir l'influence que l'évolution des marchés des changes exerce sur celle des marchés obligataires. La conséquence directe de la faiblesse alarmante de la monnaie américaine depuis une dizaine de mois a été le ralentissement sensible de l'activité primaire dans le secteur du dollar américain. Profitant de la dégradation continue du dollar, c'est le secteur du deutschemark qui a dominé l'ensemble du marché euro-obligataire.

Cinquante-six emprunts pour une contre-valeur totale de 3 587,5 millions de dollars ont été émis au cours du premier trimestre de 1978. Cela représente une performance satisfaisante dans l'ensemble. En considérant le détail des émissions, on constate que, contrairement aux années précédentes, le deutschemark se classe en tête parmi les monnaies avec 45,2 % du volume global émis, et qu'avec 44,9 % le dollar américain abandonne la place prépondérante de monnaie d'emprunt qu'il occupait auparavant. Les autres monnaies utilisées sont l'unité de compte, la livre sterling, le dinar kowaitien et le dollar australien.

La répartition géographique révèle la participation importante à l'activité euro-obligataire des débiteurs européens (53,1 %). La rubrique des « divers », groupant ce trimestre des emprunteurs originaires d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud, d'Asie et d'Afrique du Nord, s'adjuge la deuxième place (25,1 %), suivie de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (12,5 %), des Etats-Unis (4,7 %) et du Japon (1,4 %).

L'analyse de la Kredietbank montre que dans le marché secondaire les obligations en dollars ont subi les répercussions des fluctuations de la devise américaine sur les marchés des changes et attire en même temps l'attention sur la fermeté remarquable des emprunts en unités de compte et la bonne tenue des émissions en flux.

De nombreux facteurs d'ordre économique et politique influenceront le marché obligataire dans les mois à venir. Pour conclure, la Kredietbank souligne que la stabilisation du dollar américain constituerait immédiatement un stimulant pour l'activité euro-obligataire.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	23/3	23/3
1 dollar (en yens)	228 ..	226 62

LONDRES

Le marché a rouvert ses portes mardi après quatre jours de chômage. Une tendance à l'effritement a prévalu dans tous les compartiments. Seules les mines d'or ont monté dans le sillage du métal précieux.

OR (ouverture) (dollars) 183 85 contre 179 80

VALEURS	CLOTURE 23/3	COURS ../3
Beecham	625 ...	622 ...
British Petroleum	784 ...	780 ...
Courtaulds	113 ...	113 ...
De Beers	348 ...	348 ...
Imperial Chemical	355 ...	354 ...
Rio Tinto Zinc Corp	186 ...	185 ...
Shell	625 ...	522 ...
Vickers	173 ..	173 ...
War Loan 3 1/2 %	36 3/8	36 5/16
*West Driefontein	24 3/8	24 3/8
*Western Holdings	23 1/2	23 1/4

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 9 ... %

NOUVELLES DES SOCIETES

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE. — Lancement, le 28 mars, d'un emprunt de 2 625 millions de francs à 11 %, d'une durée de quinze ans. Le taux actuariel ressort à 11,06 %.

CREUSOT-LOIRE. — Les comptes pour 1977 se soldent par un déficit de 155 millions de francs. Pour l'exercice précédent, le résultat avait été nul. Le service du dividene est suspendu (12 F global pour 1976).

FONCIERE ET FINANCIERE AGACHE-WILLOT. — Elévation de 62,50 F à 100 F du nominal des actions et attribution gratuite d'une action pour quatre. Le capital est porté de 78 195 000 F à 156 390 000 F.

MERLIN GERIN. — Bénéfice net pour 1977 : 31,4 millions de francs contre 22,6 millions de francs. Dividende global de 18 F contre 14,40 F.

ALSPI. — Bénéfice net pour 1977 : 20,8 millions de francs contre 19,9 millions de francs. Dividende global : 7,95 F contre 7,50 F.

COMPAGNIE DU MIDI. — Les comptes de l'exercice 1977, le premier depuis les opérations de restructuration, se soldent par un bénéfice disponible de 95,99 millions de francs. Dividende global de 21 F. Les actionnaires recevront en sus une action Immeubles Plaine-Monceau pour dix actions Midi détenues.

FRANCE-H.L.M. — Emission d'un emprunt de 120 millions de francs à 11 %.

NEW-YORK

Nouveau fléchissement

Les cours ont poursuivi leur mouvement de repli lundi à Wall Street, où, après trois jours de chômage, l'indice des industrielles a encore cédé 3,29 points pour s'établir à 753,21. Faible à la veille du vendredi saint, l'activité s'est un peu accélérée avec 21,29 millions de titres échangés contre 19 millions précédemment.

Sur 1 847 valeurs traitées, 799 ont fléchi, 554 ont progressé et 494 sont restées inchangées.

Le nouvel affaiblissement du dollar contre le yen et la perspective d'un « mauvais » indice des prix pour février sont à l'origine directe de cette dégradation des cours. Prévue et anticipée lors des séances précédentes, l'annonce de la fin du conflit dans les houillères, après cent dix jours de grève, n'a pas eu de ce fait l'impact attendu autour du Big Board. Il est vrai que, après les mineurs, ce sont maintenant les ouvriers boiseurs des houillères qui ont cessé le travail et placé des piquets de grève à l'entrée des principaux puits...

Indices Dow Jones : transports, 206,81 (— 1,07) ; services publics, 105,72 (+ 0,07).

VALEURS	COURS 22/3	COURS 23/3
Alcoa	39 3/4	39 1/4
A.T.T.	61 1/2	61 3/8
Boeing	34 5/8	33 3/4
Chase Manhattan Bank	29 1/8	28 7/8
Du Pont de Nemours	101 7/8	101 1/4
Eastman Kodak	42 1/4	42 1/8
Exxon	45 3/8	45 ...
Ford	44 5/8	45 ...
General Electric	46 3/4	46 3/4
General Foods	27 3/4	27 7/8
General Motors	60 3/8	60 5/8
Goodyear	16 5/8	16 3/8
I.B.M.	239 1/2	238 1/4
I.T.T.	29 1/4	28 3/8
Kennecott	25 1/2	25 5/8
Mobil Oil	61 1/4	61 3/8
Pfizer	27 3/4	27 1/2
Schlumberger	65 3/8	65 1/8
Texaco	26 1/8	26 ...
U.A.L. Inc.	21 1/2	22 ...
Union Carbide	39 3/4	40 ...
U.S. Steel	26 ...	26 1/8
Westinghouse	16 3/4	16 3/8
Xerox	42 3/8	42 1/8

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 30 déc. 1977.)

	22 mars	23 mars
Valeurs françaises ..	115,9	114,7
Valeurs étrangères ..	98,5	98,3

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	67,7	66,6

BOURSE DE PARIS - 23 MARS - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	35 ..	1 436
5 %	58 40	8 699
[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France I.A.R.D.	... 50	201 ..
GAN (Sté) Centr.	630 ..	630
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Laffitte-Bail	125	125
Locabail Immob.	210	211 80
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Immobvest	86 90	87 ..
Cie Lyon. Imm.	85 ..	85
[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Emp. 7 % 1973	2680	2790
E.D.F. parts 1958	...	532
E.D.F. parts 1959	520	510
Ch. France 3 %	158	157
A.G.F. (Stá Cent.)	368	369
Ass. Gr. Paris-Vie	1316	1308
Concorde	349	349
Epargne France	285	288
Financ. Victoire	173	172
Fonc. T.I.A.R.D.	97 50	101 50
[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

HORS COTE

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

SICAV

23/3	Emission frais inclus	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]

*Cours précédent

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
692	4,5 % 1973	718 ..	735 ..	732 ..	724 ..
2070	C.N.E. 3 %	2068 ..	2070 ..	2069 ..	2060 ..
390	Afrique Occ.	382 ..	373 50	374 ..	378 10
280	Air Liquide	271 10	270 ..	270 10	270 ..
64	Als. Part Ind.	61	58 ..	58	57 90
245	E. J. Lefebvre	255	241	243 ..	236 20
63	Esso S.A.F.	61 50	61 50	62 ..	60 30
286	Eurafrance	282 50	203	283 50	203 ..
440	Europe n° 1	437 ..	442	443 90	442 ..
420	Ferodo	400 ..	393 ..	398 ..	393 ..
460	— obl. conv	476	470 ..	470 ..	460 60
19	Nord	18 80	18 35	18 40	18 ..
65	Nouvel. Gal.	63 60	64 50	64 50	63 70
132	Olida-Caby	136	126 50	127	126 10
89	Opfi-Paribas	94 ..	91 50	91 50	89 90
72	Paris-France	67	68 40	68 30	66 40
76	Pechelbronn	72 50	71 50	71 50	70 15
240	Tél. Ericsson	239 50	225 ..	225 ..	225 ..
67	Terres Roug.	64 ..	66 ..	66 ..	65 ..
186	Thomson-Br.	180 ..	176 ..	178 10	179 ..
225	— (obl.)	225	237 ..	233	232 30
255	U.I.S.	254 50	254 ..	254	250 ..
205	U.C.B.	199 ..	193	190	189 10
285	Gen. Motors	280 ..	281 ..	281 ..	280 ..
15	Goldfields	15 90	16 10	16 10	16
21	Harmony	22 35	22 75	22 50	22 30
295	Hoechst Akt.	288	299 ..	299 ..	293 20
32	Imp. Chem.	32 60	31 60	31 80	31 60
72	Inco Limited	71 70	71 20	71 ..	70 50
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
20	De Beers (S.)	20 90	20 90	20 90	21 ..
690	Deuts. Bank	704	695	695	695 ..
296	Dome Mines	306	308 50	306 90	301 ..
480	Du Pont Nem.	488 50	490 50	490 50	485 ..
205	East Kodak	204 10	197 90	198 50	198 90
17	East Rand	18 50	20 20	20 20	20 30
138	Ericsson	141 ..	137	137	135 50
215	Exxon Corp.	213 ..	212 50	212 50	212 ..
210	Ford Motor	209	209 ..	209	205 50
93	Free State	98 80	101 50	100 20	101 50
230	Gen. Electric	224 40	221 80	221 50	220 10
640	Siemens A.G.	649 ..	638	640	645
34	Sony	34	34 50	34 50	33 90
11	Tanganyika	11 20	11	11 ..	10 80
255	Unilever	255 10	252 80	252 30	251
16	Union Corp.	16 50	16 80	16 85	16 50
103	U. Min. 1/10	103 50	102 50	102 60	101 ..
104	West Drief.	113	115 80	115 80	117
42	West Deep.	46 10	48 70	48 50	47 30
102	West Hold.	107 40	110 80	109 50	108 10
205	Xerox Corp.	200 80	200	200	200 ..
0 65	Zambia Cop.	0 67	0 66	0 68	0 68

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché

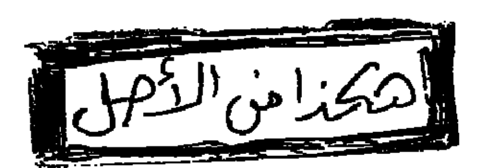
Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/3	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 878	4 857	4 800
Allemagne (100 DM)	228 380	228 450	224
Belgique (100 F)	14 705	14 690	14 425
Pays-Bas (100 fl.)	213 960	213 630	210 500
Danemark (100 krd)	83 330	83 350	82 ...
Suède (100 krs)	101 450	101 500	100 250
Norvège (100 k.)	87 370	87 400	87
Grande-Bretagne (£ 1)	8 872	8 815	8 850
Italie (1 000 lires)	5 488	5 453	5 550
Suisse (100 fr.)	242 780	244 400	241 500
Autriche (100 sch.)	31 790	31 735	31 450
Espagne (100 pes.)	5 853	5 840	5 750
Portugal (100 esc.)	11 425	11 430	12 000
Canada ($ can. 1)	4 152	4 145	4 065

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/3
Or fin (kilo en barre)	28890	27800
Or fin (en lingot)	28850	27390
Pièce française (20 fr.)	262 ..	269 20
Pièce française (10 fr.)	206 ..	207 .
Pièce suisse (20 fr.)	237 .	246 ..
Union latine (20 fr.)	231	238 ..
Souverain	264 50	263 80
Pièce de 20 dollars	1204 .	1250 .
Pièce de 10 dollars	590	590 .
Pièce de 5 dollars	390	392 50
Pièce de 50 pesos	1100 50	1138 .
Pièce de 10 florins	243	249 50



هكذا من الاصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES
— SOCIALISME : « Parvenir à un statut adulte », par Marc Paillet ; « Rechausser les bottes d'Épinay », par Yves Durieu.

3. ÉTRANGER
LES TENSIONS EN EUROPE DU SUD :
— ITALIE : « Main de l'étranger » et identité nationale.
— ESPAGNE : le Pays Basque est déchiré par des querelles intestines.

4. PROCHE-ORIENT
— La situation au Sud-Liban.

4. DIPLOMATIE

5. ASIE

5-6. AFRIQUE
— TCHAD : N'Djamena et le Frolinat auraient conclu un accord de cessez-le-feu.

6-7. AMÉRIQUES

9 à 13. POLITIQUE
— « L'évolution des électorats entre 1973 et 1978 », par Gérard Grunberg.
— La nouvelle Assemblée : 222 nouveaux venus et 269 réélus.

14. SOCIÉTÉ

15. ÉDUCATION
DÉFENSE
SPORTS

16. ENQUÊTE
— CITÉS GÉANTES : Barcelone, croissance explosive et liberté d'expression.

MODES DU TEMPS
Pages 17 à 19
— Rayon bandes dessinées : Mœbius, celui qui oublia ce qu'il voulait dire.
— Clin d'œil : Des amis pour les Terriens.
— Nouvelles bibliothèques.
— Des grands qui ne veulent pas plier.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES
Pages 21 et 22
— Energie solaire : De nombreuses voies d'étude.
— Les centrales thermodynamiques.
— Les piles photovoltaïques.
— Un matériau d'avenir, le silicium amorphe.

23. L'ACTUALITÉ MÉDICALE

24 à 27. SPECTACLES
— PHOTO : le corps à œuvre de Jackson Pollok.
— THEATRE : la représentation interrompue de *Kikérikiste*.

38. RÉGIONS
— Les ambitions de Cannes : sauver la ville sans briser la vitrine.

39. LA MARÉE NOIRE EN BRETAGNE

40-41. ÉCONOMIE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (27)
Annonces classées (28 à 36) ; Aujourd'hui (39) ; Carnet (37) ; « Journal officiel » (39) ; Météorologie (39) ; Mots croisés (39) ; Bourse (43).

Le président Carter commence à Caracas son nouveau voyage à l'étranger

M. Carter devait commencer, ce mardi 28 mars, à Caracas, sa tournée de six jours dans quatre pays latino-américains et africains (Venezuela, Brésil, Nigeria et Libéria).

Le président américain aura, lors de son séjour au Venezuela, son troisième entretien, depuis son entrée à la Maison Blanche, avec M. Carlos Andres Perez, l'un des chefs d'Etat latino-américains qui soutiennent le plus sa campagne en faveur des droits de l'homme. Mais les entretiens de Caracas, qui se prolongeront le 29 mars, porteront également sur les prix du pétrole : M. Perez, dont le soutien à l'OPEP ne s'est jamais démenti, est partisan d'une augmentation modérée des tarifs, alors que M. Carter estime qu'une telle décision serait un facteur d'instabilité économique. Le président vénézuélien a, d'autre part, indiqué qu'il demanderait à son hôte de s'engager plus résolument en faveur de l'intégration économique de l'Amérique latine. « *Il faut que les Etats-Unis portent un intérêt aux programmes d'intégration de l'Amérique latine, qui sont le seul moyen de renforcer nos économies, d'élargir nos marchés, d'atteindre un certain niveau de bien-être général, ainsi que de devenir un meilleur marché pour les Etats-Unis* », a ajouté le président Perez.

Selon des sources bien informées à Caracas, les deux chefs d'Etat aborderont également le problème des dettes des pays du tiers-monde, ainsi que la question du dialogue Nord-Sud et de la création d'un nouvel ordre économique mondial.

Polémique au Brésil

Le leader du parti travailliste brésilien, M. Leonel Brizola, en exil au Venezuela, a déclaré lundi que la prochaine visite au Brésil du président Carter « *a le sens d'un message démocratique* ». Il est très important, a-t-il ajouté, que M. Carter rencontre les dirigeants de l'opposition.

Au Brésil même, une polémique a opposé Brésiliens et Américains sur le caractère de l'entretien que le président Carter aura le 29 avec le général Joao Baptista Figueiredo, successeur désigné du président Geisel. Les autorités brésiliennes ont « déduit » de la requête formulée par la Maison Blanche qu'il s'agirait d'une rencontre formelle. Des communiqués et mises au point publiés sur la question, il ressort, en revanche, que le chef de l'exécutif américain aurait souhaité donner à l'événement un caractère fortuit.

Les observateurs relèvent que le chef de la Maison Blanche rencontrera, de manière tout à fait occasionnelle, au cours de sa visite au Congrès, le sénateur Magalhaes Pinto, candidat civil à la présidence de la République. Ils expliquent, de ce fait, son souci de ne pas donner plus d'importance à l'une qu'à l'autre de ces deux rencontres. — *(A.F.P., Reuter.)*

A Londres

Un double conflit empêche la parution du «Times», du «Guardian» et du «Sunday Times» et la distribution d'autres journaux

De notre correspondant

Londres. — L'industrie de la presse connaît une nouvelle crise : des arrêts de travail en série ont gravement affecté la publication et la distribution des journaux durant les fêtes pascales, et ce mardi matin 28 mars quelques exemplaires seulement ont pu être livrés directement aux kiosques par les publications assurant leur propre distribution. L'association des directeurs de journaux devait se réunir ce mardi pour tenter de régler les deux principaux conflits du travail qui ont pratiquement privé les Londoniens de leurs journaux.

Le premier conflit concerne les ouvriers des messageries qui, exigeant le paiement d'heures supplémentaires pour la distribution des dernières éditions, menaient depuis plusieurs jours une grève tournante affectant chaque matin un ou deux journaux. Apparemment, ils ont étendu leur mouvement à l'ensemble de la presse. Certains observateurs estiment cependant qu'il faut tenir compte de l'absentéisme massif qui suit habituellement les jours de fête.

Le second conflit est celui des ouvriers de l'imprimerie, dont l'action (illégale) a empêché, samedi, la parution du *Times* et du *Guardian*, imprimés dans les mêmes locaux, et surtout des un million trois cent mille exemplaires du numéro spécial de Pâques de soixante-douze pages du *Sunday Times*. Les ouvriers demandent une augmentation immédiate de 20 % de leur salaire hebdomadaire de 126 livres (5 500 francs par mois environ), alors que la direction s'en tient à 10 %, conformément aux directives gouvernementales approuvées par la hiérarchie syndicale. De plus, ils estiment ne pas être assez nombreux pour accomplir le travail supplémentaire qu'exige l'impression et l'édition du *Sunday Times*. La direction déclare que l'atelier n'a besoin que de quatre personnes supplémentaires et que son offre antérieure de négocier un accord de productivité avait été repoussée. Selon l'administration du groupe *Times*, plus de deux millions cinq cent mille exemplaires ont été perdus au cours des six derniers mois, à la suite d'arrêts du travail « illégaux ».

Sir Richard Marsh, président de l'association des directeurs, a estimé que la situation de l'industrie de la presse était anarchique, car les leaders syndicaux avaient perdu leur contrôle sur leurs membres, lesquels ignorent délibérément les procédures mises en place pour régler les conflits du travail; il a recommandé que les syndicats se débarrassent de ces éléments, « *les ouvriers les mieux payés du pays* » dont « *l'action brutale et irresponsable* » coûte aux journaux environ 250 000 livres escomptées des revenus publicitaires. Cette déclaration n'a évidemment pas détendu le climat social. Les ouvriers de l'atelier estiment avoir été victimes d'un lock-out, la direction du groupe *Times* ayant décidé que ceux qui refusaient d'accomplir le travail supplémentaire avaient rompu leur contrat.

HENRI PIERRE.

Le groupe I.C.I. lance un programme d'investissement de 2,55 milliards de francs

Le groupe chimique britannique Imperial Chemical Industries (I.C.I.), un des cinq plus grands du monde, va mettre en œuvre en Europe du Nord un plan d'investissement d'un montant global de 290 millions de livres sterling (2,55 milliards de francs). Ce plan prévoit, d'une part, l'accroissement des capacités de production de chlore et de produits dérivés de l'usine de Wilton (Teeside) pour 140 millions de livres (1,23 milliard de francs), de l'autre la construction à Wilhelmshaven (Basse-Saxe), en Allemagne occidentale, d'un complexe pétrochimique, où doivent être notamment installées une unité de chlorure de vinyle monomère (M.V.C.) de 150 000 tonnes par an et une unité de P.V.C. (chlorure de polyvinyle) de 160 000 tonnes annuellement. Le coût de ce complexe est évalué à 150 millions de livres (1,32 milliard de francs).

Ces deux projets sont intimement liés, le chlore et le M.V.C. constituant deux des maillons de la chaîne menant à la fabrication du P.V.C., l'autre étant l'éthylène. Pour disposer de cette dernière matière de base nécessaire à l'approvisionnement de ses installations, I.C.I. construit à Wilton avec la B.P. Chemicals un vapocraqueur de 500 000 tonnes/an d'éthylène.

Ce programme d'investissement est destiné à renforcer les positions d'I.C.I. sur le marché européen du P.V.C., où il occupe la troisième place derrière Solvay et la Montedison. Apparemment, les dirigeants d'I.C.I. ne tiennent donc pas compte des menaces de surcapacités qui pèsent sur le marché du P.V.C. — la B.P. Chemicals va elle aussi augmenter sa production — et surtout sur celui de l'éthylène.

Le groupe britannique, il est vrai, table sur le pétrole de la mer du Nord (il possède une participation de 18 % dans le gisement de Ninian) pour élargir sa marge bénéficiaire, ce qui n'est pas le cas des autres chimistes européens. — A. D.

En Corse

Les autonomistes proposent une consultation populaire sur l'avenir de l'île

De notre correspondant

Ajaccio. — En l'espace de trois jours, les déclarations se sont succédé, qui n'éclairent pas davantage la situation insulaire. Le 25 mars, *Nice-Matin* rend compte d'une conférence de presse clandestine du « Front d'action nationale contre l'indépendance et l'autonomie » (FRANCIA) qui, se référant au vote de la majorité silencieuse — quatre députés R.P.R. élus les 12 et 19 mars, — annonce : « *Nous sommes pour le dialogue et prêts à arrêter les violences si le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) en fait autant.* »

Le 26 mars dans la soirée, le F.L.N.C. réunit une conférence de presse à Aléria, dans la cave Depeille où s'étaient déroulés les événements tragiques des 22 et 23 août 1975 (*le Monde* du 28 mars). Il présente l'un de ses militants à visage découvert, M. Léo Battesti, et rejette, une nouvelle fois, « *la stratégie réformiste définie par la minorité ayant en main les leviers de commande du mouvement autonomiste* ».

Le 27 mars, à Ajaccio, le mouvement autonomiste Union du peuple corse (U.P.C.) réunit à son tour une conférence de presse. M. Xavier Belgodère, son secrétaire général, rejette par avance « *tout arrangement avec le F.L.N.C., qui combat avec les moyens de son choix, alors que l'U.P.C. a choisi la voie légale* ».

Il dénonce le triomphalisme des députés R.P.R., conteste que leur élection porte condamnation de l'autonomisme. Il réfute les affirmations de « *certains défenseurs déçus de la gauche* » selon lesquels « *le succès du R.P.R. serait la conséquence du vote des autonomistes contre les candidats radicaux de gauche* » tout en admettant « *quelques comportements individuels qui n'altèrent toutefois en rien la netteté et l'efficacité de la démarche du mouvement* ».

L'U.P.C. propose que soit organisée en Corse, dans un délai de dix-huit mois à deux ans, pour tous ceux qui sont électeurs légaux dans l'île, une consultation par laquelle ils seront appelés à se prononcer : sur la réalité de l'existence du peuple corse historique ; sur les différentes solutions avancées pour résoudre la question corse : statut actuel de droit commun, statut de régionalisation plus avancée, statut d'autonomie interne dans le cadre des institutions de la République.

Le délai prévu avant la consultation devrait, selon l'U.P.C., permettre de procéder à la purge nécessaire et loyale des listes électorales, de mettre au point un système efficace de contrôle du vote par procuration ; d'instaurer une véritable impartialité des commissions administratives ; de mettre en œuvre tous les moyens de lutte contre la fraude.

Les résultats de cette consultation populaire n'auront, selon les autonomistes, qu'une valeur indicative sans aucun effet contraignant aussi bien pour les parties prenantes que pour l'Etat français.

Les trois démarches sont donc très différentes. *Francia* déclare que ses violences ne répondent qu'à d'autres violences. Le F.L.N.C. estime que seule la violence est de nature à « *mener l'Etat français à la négociation* ». Quant à elle l'U.P.C. affirme « *comprendre les motivations des patriotes du F.L.N.C.* » mais se désolidarise, une fois encore, de ceux-ci pour ce qui est de l'action.

Ainsi, le fossé se creuse entre les tenants de l'action légale et ceux de l'action illégale. Et pourtant ce pari pris par l'U.P.C. ne manquera pas d'apparaître à beaucoup comme un défi. Car la question peut désormais être posée : si la réponse à la consultation est « non », ne faut-il pas redouter que le nombre des partisans de l'action illégale ne s'en trouve, un jour, grossi ?

« *La balle est maintenant dans le camp du gouvernement* », a dit M. Belgodère. C'est indéniable. Mais elle est aussi dans le camp des insulaires. Et cela mérite ample réflexion.

PAUL SILVANI.

● *Prenant connaissance des propositions faites par M. Simeoni* en vue de consulter les populations corses sur le futur statut de l'île, le Comité de liaison pour l'action locale et régionale prend l'initiative d'appeler à la constitution d'un comité de soutien à l'action de l'U.P.C. (Union du peuple corse).

LA COURSE AUTOUR DU MONDE

Neuf hommes pour une idée

Deux bateaux français, 33-Export *et* Neptune *sont arrivés, lundi 27 mars, à Portsmouth, terme de la course autour du monde. Mardi 28 mars, on attendait* Traité-de-Rome, *qui devrait prendre la deuxième place de l'étape au temps compensé.*

Alors que l'élection du Parlement européen au suffrage universel est remise à plus tard, que les discussions sur les montants compensatoires sont interminables et que la politique énergétique commune piétine, il était ambitieux, comme on l'affirmait alors, de « *promouvoir l'idée européenne par la voile* », de « *convier le public européen à accorder ses faveurs à une équipe européenne plutôt que de parier sur l'exploit d'un héros national* ».

Si tel était le seul but de *Traité-de-Rome*, le plus petit des bateaux engagés dans la course autour du monde, il faudrait sans doute faire un constat d'échec. On n'a guère parlé, en France, que des belles victoires d'étape de *Gauloises-II* ou de la quille en uranium enrichi du *Pen-Duick-VI* d'Eric Tabarly ; en Grande-Bretagne, de la première place en temps réel à Portsmouth de *Condor* et, aux Pays-Bas, de la victoire finale de *Flyer*, après six mois de véritable régate avec le britannique *King's-Legend* (deux heures séparaient les deux voiliers, après les 11 000 kilomètres de la première étape, soixante-treize minutes au terme des 13 000 kilomètres de la deuxième et soixante-dix-huit minutes entre Rio et Portsmouth).

Mais *Traité-de-Rome* ne s'est pas contenté d'être un symbole. Ce voilier de 15,60 mètres, construit par les chantiers néerlandais Huisman, sur des plans de Sparkman et Stephen, pour un industriel allemand, qui termina deuxième de l'Admiral's Cup, a fait aussi une belle course. Cinquième au Cap, deuxième à Auckland, troisième à Rio et deuxième à Portsmouth, le bateau, battant pavillon communautaire, termine troisième au classement général final de cette course autour du monde.

Le skipper belge Philippe Hanin et ses huit équipiers, de tous pays européens (en fait une quinzaine de personnes), qui se sont relayés à bord, voulaient participer à leur manière à la construction européenne. Nul ne leur contestera la réussite d'un projet indéniablement plus séduisant que la défense d'une marque de bière ou de cigarette. — B. D.

LA GRÈVE DES TECHNICIENS A LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE PARIS

F.O. menace de démissionner de la présidence du conseil d'administration

Alors que la grève des techniciens de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne se poursuit depuis le 31 janvier, l'Union des syndicats F.O. de la région parisienne a fait savoir que M. Brisson, qui représente la confédération au conseil d'administration de la caisse et en assume la présidence, pourrait donner sa démission si la réunion du conseil, prévue le 29 mars, ne pouvait avoir lieu.

Selon F.O., M. Brisson qui souhaite « *tout mettre en œuvre pour tenter de trouver une solution à cette grave situation conflictuelle qu'est la grève des techniciens, est empêché depuis trois semaines de réunir son conseil* ».

Les administrateurs patronaux, explique F.O., ont jusqu'à présent laissé entendre qu'ils ne siégeraient pas et qu'ainsi le quorum nécessaire à toute délibération ne serait pas atteint. En agitant la menace d'une démission de la présidence, F.O. espère que la réunion du 29 mars aura lieu.

M. ZITRONE NE CUMULE PAS UN EMPLOI ET UNE RETRAITE

Dans l'enquête de Jean Benoît publiée dans *le Monde* du 25 mars sur les cumuls de retraite et d'emploi, nous avons abusivement mis en cause M. Léon Zitrone en écrivant : « *Quelques jours après sa mise à la retraite, il revient sur le petit écran.* »

Grand reporter à TF 1, notre confrère nous précise :

« *Je ne cumule aucun travail avec une retraite ; je ne perçois pas de retraite ; je n'ai jamais demandé à en recevoir une ; je n'aurais de retraite que lorsque le moment sera venu d'en avoir une, c'est-à-dire lorsque je pourrai faire valoir mes droits à la retraite dans à peu près deux ans, à l'extrême fin de l'année 1979.*

» *J'ajouterai que si, dans deux ans, mon employeur m'offre de continuer à travailler quelque temps après la date légale de la retraite, JE NE ME PERMETTRAI JAMAIS* de cumuler l'argent *de la retraite et un « salaire d'activité* ».

NOUVELLES BRÈVES

● *La situation en U.R.S.S., en Argentine et en Afrique du Sud* sera au centre d'une réunion d'information organisée par la section française d'Amnesty International le mercredi 29 mars, à 20 h. 30, à l'Ecole spéciale d'architecture, 254, boulevard Raspail, 75007 Paris. MM. André Sniavski, Michel Aucouturier, J.-P. Mathieu et Me Rappaport parleront de l'U.R.S.S. ; le sénateur Solari Irigoyen, M. Marek Halter et les avocats Colette Auger et F. Le Pany de l'Argentine, et Mme A.-M. Goguel de l'Afrique du Sud.

● *Mazout au Croisic et à Batz-sur-Mer.* — Le maire de Batz-sur-Mer (Loire-Atlantique) a décidé, lundi 27 mars, de porter plainte contre X... à la suite de la pollution du rivage de sa commune par du pétrole brut provenant du dégazage en mer de pétroliers.

● *Le conseil municipal de l'Alpe-d'Huez* (Isère) a décidé l'envoi d'une somme de 10 000 F aux sinistrés de la marée noire des côtes bretonnes et plus précisément en faveur de la clinique des oiseaux de Portsall. Le conseil général de Loire-Atlantique a pour sa part adressé mardi une somme de 200 000 F aux départements du Finistère et des Côtes-du-Nord.

Le numéro du « Monde » daté 28 mars 1978 a été tiré à 459 300 exemplaires.

LATREILLE
SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT
Costumes de Velours
Quinzaine spéciale du 21 mars au 8 avril
62, r. St-André-des-Arts 6e
Parking attenant à nos magasins

NOUVELLES COLLECTIONS
PRIX AVANT SAISON
Avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES MESURE
dans un choix de 3.000 draperies
à partir 798 F
Prêt-à-Porter homme
Boutique Femme
LEGRAND TAILLEUR
27, rue du 4-Septembre, PARIS (Opéra)

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR
DELHI
2.350 F
aller et retour
même en août

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR
BANGKOK*
1.980 F
aller et retour
même en août

Vittel
Eau minérale naturelle.

A B C D E F G

